

Négociier avec l'Iran ?

Faut-il négocier avec l'Iran sur l'affaire Rushdie ? La question semble se poser après la très relative ouverture du Parlement iranien, qui a laissé à la Grande-Bretagne un délai d'une semaine avant de rompre les relations diplomatiques avec elle, et surtout après les déclarations du porte-parole soviétique offrant les « bons offices » du Kremlin dans cette crise.

Si c'est bien le cas, la question est mal posée, et elle n'aurait d'ailleurs pas dû l'être. Entre les valeurs de tolérance et de liberté d'expression que défendent les Occidentaux, et un Khoméini qui punit de mort le blasphème aussi bien chez les autres que chez lui, le fossé est infranchissable : on ne voit pas ce qu'il y a à négocier, ni pourquoi il faudrait négocier. Un principe ne se découpe pas en tranches.

Les Etats-Unis ont opportunément rappelé qu'une condition préalable serait que Téhéran renonce à ses appels au meurtre. C'est bien le moins, encore que cette hypothèse soit fort peu probable. Le patriarche de Com n'a-t-il pas proclamé que même si Salman Rushdie se repentait il faudrait tout de même l'envoyer en enfer ?

Supposons, malgré tout, que les « bons offices » de M. Chevardnadze parviennent à ce résultat. La contrepartie n'en serait-elle pas un engagement des pays occidentaux à interdire la publication des « Versets sataniques », des restrictions à sa mise en vente ou toute autre limitation de la liberté d'expression ? Là encore, on ne voit pas quel pourrait être l'objet d'une discussion, mais très clairement, au contraire, ses risques et ses embûches.

L'intervention de l'URSS dans cette affaire est compréhensible : Moscou a trouvé là une bonne occasion de faire valoir sa toute nouvelle médiation dans les affaires internationales et d'illustrer sa rentrée en force sur la scène du Proche-Orient. Elle n'en est pas moins quelque peu cocasse. Malgré ses efforts en matière de glasnost, l'URSS peut difficilement passer pour un arbitre incontestable dans le domaine de l'édition et de la liberté de pensée, encore moins pour un exécutif reconnu des principes de l'islam. Les explications émanant de l'agence Tass sur la distinction à établir entre les injonctions d'un chef religieux et la politique d'un Etat ne sont pas plus convaincantes que celles, de même nature, fournies par M. Roland Dumas, et témoignent de cet embarras.

MM. Gorbatchev et Chevardnadze s'étaient distingués en proclamant fort utilement la « désidéologisation » des relations internationales, la substitution des « valeurs universelles de l'humanité » aux impératifs de la lutte de classes. Or ces valeurs universelles sont à l'évidence plus proches, du moins on l'espère, du pluralisme occidental que du fanatisme moyenâgeux de l'islam. Une chose est de profiter des circonstances pour reprendre pied en Iran, autre chose de jouer les arbitres entre deux conceptions inconciliables des droits de l'homme et des relations internationales. Les diplomates soviétiques, comme les autres, ne sont pas au bout de leurs peines en Iran.

Lire également

Pages 3 et 4 : nos informations sur l'affaire Rushdie et un article de Françoise Croutteau concernant les relations économiques avec l'Iran.
Page 2 : « Islam et poésie », par Claude Khal.
Page 13 : « La littérature est-elle dangereuse ? », par Philippe Sollers.

M 0147 - (0303) - 4,50 F



Un sondage SOFRES pour « le Monde » et RTL

L'inquiétude des Français s'accroît face à la construction de l'Europe

A quelque trois mois des élections européennes du 18 juin, on assiste à une montée de l'inquiétude des Français face à la construction de l'Europe. Tel est le principal enseignement que l'on peut tirer du sondage réalisé par la SOFRES pour « le Monde » et RTL, dont nous publions les résultats page 6. Alors que 43% des Français estimaient en 1984 que la priorité était de faire l'Europe, ils ne sont plus aujourd'hui que 30 %.

Qui, en France, a peur de l'Europe ? La réponse que fournit le sondage réalisé pour le Monde et RTL par la SOFRES ne souffre d'aucune ambiguïté : de plus en plus de Français sont inquiets, parfois confusément, parfois contradictoirement, à l'approche de 1993. Pour 33 % qui expriment leur confiance en ce marché unique dont on parle tant depuis 1985, jusqu'à en avoir fait un mythe, 58 % craignent de plus en plus la date fatidique. Résultat : seuls 30 % des Français estiment que la priorité d'aujourd'hui est de faire avancer la construction de l'Europe, alors qu'ils étaient 43 % de cet avis, selon un sondage SOFRES-Figaro réalisé en 1984. Pour les autres, l'heure est à la défense des intérêts de la France dans la CEE.

La tendance ainsi mise à jour n'est pas faite pour surprendre. A trop avoir présenté la construction européenne comme la panacée... européenne, en évitant soigneusement d'en souligner la problématique, les défis et les difficultés, il fallait bien s'attendre à un réveil agité. Sans suivre au jour le jour les étapes et les méandres de l'aventure, rares sont les Français

aujourd'hui qui ignorent que la tâche ne sera pas facile ; ils ont tous entendu parler du dynamisme et de la force de l'industrie allemande, du mauvais caractère de M^{re} Thatcher qui explose dès qu'on lui parle d'Europe sociale, de l'agriculture espagnole, des élevages et des laiteries danoises, de l'astuce des Grecs et, à un moindre degré, des Italiens qui, les uns et les autres, s'y entendraient si bien pour puiser dans la caisse commune...

M. Mitterrand, hier si lyrique, mais toujours aussi habile à détecter les fluctuations de l'opinion, ne s'y est d'ailleurs pas trompé : il a parfaitement anticipé ce changement d'humeur dans son intervention du 12 février sur TF1 : l'Europe certes, a-t-il dit en substance, mais pas à n'importe quel prix, en tout cas pas à celui qu'exige aujourd'hui la locataire du 10 Downing Street ; et de consacrer la partie de son intervention ayant trait à l'Europe à un discours presque nationaliste.

JACQUES AMALRIC.

(Lire la suite page 6.)

Dons d'organes, embryons, procréation assistée...

Une loi fixera des limites éthiques aux techniques biomédicales



Un avant-projet de loi sur la bioéthique et les droits de l'homme vient d'être remis au premier ministre. Ce texte « vise à concilier les exigences du progrès et la liberté de la recherche avec la nécessaire protection des droits de l'homme ». Il prévoit de modifier notablement le code civil et le code de la santé publique. Il introduit pour la première fois dans le code civil les droits de la personne à l'égard de son propre corps et fait référence au concept de « genre humain ». Ce texte devrait être examiné à bref délai par le gouvernement et soumis au Parlement dès la session de printemps. (Lire page 12 le contenu de l'avant-projet et l'article de JEAN-YVES NAU : « Le corps du corps ».)

Un entretien avec M. Robert Badinter

Il faudrait étendre aux citoyens le droit de contester la constitutionnalité des lois

Les trois nouveaux membres du Conseil constitutionnel, MM. Maurice Faure, Jean Cabannes et Jacques Robert, respectivement nommés par le chef de l'Etat et de l'Assemblée nationale, ont prêté serment, mercredi 1^{er} mars, devant M. François Mitterrand.

Cette cérémonie a eu lieu à quelques jours du trentième anniversaire du Conseil constitutionnel. Dans l'entretien qu'il a accordé au « Monde » en cette occasion, son président, M. Badinter, se prononce pour une extension du contrôle de la constitutionnalité des lois qui permettrait aux citoyens d'appeler au Conseil à l'occasion d'actions judiciaires.

« Le 5 mars 1959, le général de Gaulle installait solennellement le Conseil constitutionnel. Quel bilan trois-vingt-trois ans après ? »

— Tout à fait positif et tout à fait imprévisible au regard des intentions des constituants de 1958. Rappelez-vous les critiques qui avaient salué l'apparition du Conseil constitutionnel et la tradition constitutionnelle consacrant les lois votées par le Parlement. On aurait pu penser que le Conseil soit disparaîtrait, soit demeurerait une institution jouant un rôle mineur. Trente ans après sa création, il apparaît au contraire comme un des organes essentiels de l'Etat.

— Il est vrai qu'entre le Conseil constitutionnel tel que l'avaient

conçu les constituants de 1958 et celui d'aujourd'hui, il y a presque une différence de nature : à l'origine, c'était, pour l'exécutif, un instrument de contrôle du Parlement. Depuis la réforme de 1974, c'est-à-dire depuis qu'il peut être saisi par soixante députés ou soixante sénateurs, le Conseil arbitre les différends d'ordre constitutionnel entre majorité gouvernementale et minorité parlementaire et joue le rôle d'une véritable Cour constitutionnelle.

— Ce succès, comment l'expliquez-vous ?

— Par la nécessité du contrôle de constitutionnalité dans un Etat de droit. La Constitution, votée par le peuple souverain, a valeur supérieure aux lois ordinaires. Il faut donc s'assurer que les lois

votées ne méconnaissent pas la Constitution, ni les libertés fondamentales qui en sont partie intégrante. D'où le besoin d'un organe indépendant qui veille au respect de la Constitution par la majorité parlementaire. C'est un facteur d'équilibre de la démocratie. Il suffit d'ailleurs, pour en mesurer l'importance, de constater que, depuis la guerre, dans la plupart des démocraties européennes, il existe des instances, qu'elles s'appellent tribunal, cour ou conseil, qui pratiquent le contrôle de constitutionnalité.

Propos recueillis par JEAN-MARIE COLOMBANI et MICHEL KAJMAN.

(Lire la suite page 2.)

Les municipales... et la culture

La culture est devenue pour les maires « dans le vent » un chapitre essentiel de leur politique municipale et, pour certains d'entre eux, la garantie d'une réélection sans problèmes. Mieux encore, les villes s'affrontent par festivals et équipements culturels interposés. Les grands noms de l'architecture sont priés d'apposer leurs signatures en bas de ces projets souvent grandioses et toujours coûteux. Ce subit amour de l'art dissimule pourtant une réalité plus terre à terre : la culture se vend bien et fait vendre. Les villes du Midi, Avignon, Aix ou Orange s'en sont aperçues il y a longtemps. Aujourd'hui, en Languedoc-Roussillon, Nîmes, Montpellier et même Perpignan font le même pari.

(Lire nos informations page 9.)

Le Monde

DES LIVRES

■ La nouvelle histoire japonaise ; Hirohito sans légende. ■ Bernard Frank ou l'éloge de l'insouciance ; la cour de récréation de Robert Doisneau. ■ Roger-Pol Droit sur la piste de l'Inde perdue. ■ La vie du langage, par Denis Slakta. ■ Les livres merveilleux de Stevenson ; le beau navire de William Golding ; Mouloud Mammeri, par Pierre Bourdieu ; la chronique de Nicole Zand. ■ Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech.

Pages 13 à 21

Le 8 fleau

Un grand Rezvani

"APOSTROPHES" 17 MARS

JULLIARD

Les émeutes au Venezuela

Nouveaux incidents meurtriers.

PAGE 8

La criminalité à Washington

Couvre-feu dans la capitale américaine pour les moins de dix-huit ans ?

PAGE 8

Libéralisme à la polonaise

Varsovie joue le secteur privé.

PAGE 29

M. Barre et M. Mitterrand

L'ancien premier ministre juge la dernière intervention télévisée du chef de l'Etat.

PAGE 10

Le nouveau MATIF

Le marché à terme international de France accessible dans le monde vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

PAGE 34

Le procès Jobic

Les fréquentations douteuses d'un commissaire.

PAGE 22

Le sommaire complet se trouve en page 36

Débats

Un entretien avec M. Robert Badinter

(Suite de la première page.)

— Dans les critiques et les polémiques que suscite régulièrement le Conseil constitutionnel, et qui ont été nombreuses en trente ans, on retrouve toujours le même fondement : tout aussi historique : personne ne peut commander à la représentation nationale, maître d'elle-même et des lois qu'elle produit. Avec, en permanence, la menace en filigrane, d'un gouvernement des juges.

— Mais le contrôle de constitutionnalité n'est pas le gouvernement des juges ! Quand une loi est déclarée inconstitutionnelle, l'alternative est toujours ouverte : ou voter une nouvelle loi conforme à la Constitution ou modifier la disposition constitutionnelle elle-même. Le Conseil ne peut jamais avoir le dernier mot. J'ajoute que rien n'est plus loin des intentions du Conseil constitutionnel que de vouloir se substituer au Parlement, ou jouer le rôle d'une troisième chambre.

— Il a pris le soin à plusieurs reprises de marquer qu'il ne jouissait pas d'un pouvoir d'appréciation et de décision identique à celui du législateur. A comparer d'ailleurs la jurisprudence du Conseil constitutionnel à celles des instances européennes analogues, j'ai parfois le sentiment que si nous péchions, ce serait par excès de timidité plutôt que d'audace.

— Plus profondément, l'évolution ne vient-elle pas de ce que nous sommes entrés en France dans une démocratie dite de consensus où plus personne ne veut changer de société ou bouleverser le système ? Dès lors, on admet beaucoup plus volontiers l'existence d'une instance supérieure qui, en quelque sorte, est garante de ce consensus.

— Certes, le contrôle de constitutionnalité repose sur une acceptation de la Constitution et des libertés fondamentales. Mais cet accord n'implique pas le consensus des forces politiques sur bien des sujets essentiels. Il suffit, à cet égard, de rappeler les oppositions virulentes qui ont marqué l'alternance en 1981, et à un moindre degré, celle de 1986. Il n'y avait pas en 1981 de consensus sur les nationalisations, pas plus qu'en 1986 sur les privatisations. Or, dans les deux cas, les décisions du Conseil constitutionnel, saisi par les oppositions successives, ont été respectées par les pouvoirs publics. Non sans quelques murmures, il est vrai.

— On a pu dire que la récente accélération de l'histoire politique

de la V^e République — « grande » alternance de 1981, « petite » alternance de 1986, puis cohabitation institutionnelle de 1986 à 1988, — avaient à la fois permis au Conseil constitutionnel d'affirmer la plupart de ses virtualités, dont celle de grand régulateur de la vie publique, et ouvert pour lui la perspective logique d'une activité moins abondante et moins controversée. Partagez-vous cette vision ?

— La période 1980-1989 a, en effet, été pour le Conseil extrêmement riche. Et je tiens à saluer à ce propos les trois conseillers qui viennent de cesser leurs fonctions, MM. Joss, Lécourt et Vedel. Chacun à sa manière, avec son expérience et son savoir, mais un égal amour des libertés, a rendu, au Conseil et à la République, des services éminents. Il est vrai que connaître en neuf années quatre majorités parlementaires successives, à la faveur de trois alternances, a été un privilège pour le Conseil constitutionnel.

Arbitre et gardien

— En effet, l'essentiel, pour une grande institution comme le Conseil, c'est de pouvoir poser des principes et affirmer son indépendance. Or, à examiner la jurisprudence du Conseil pendant cette période de neuf années — durant laquelle il aura connu trois présidents : M. Roger Frey, M. Daniel Mayer et moi-même, — chacun peut constater que les mêmes principes ont été appliqués dans des conjonctures politiques très différentes, pour censurer des textes votés successivement par des majorités de droite ou de gauche.

Le Conseil a donc joué pleinement son rôle d'arbitre et de gardien des libertés et droits fondamentaux. Les alternances lui ont permis de témoigner de son indépendance et de sa fermeté. Ce qui explique, pour une large part, le crédit dont il jouit actuellement. Et je suis convaincu qu'il ne se départira pas de cette attitude, la seule compatible avec sa mission.

— Revenons à l'idée que nous évoquions tout à l'heure : les temps politiques qui paraissent s'installer sont-ils moins propices à une activité importante et nourrie du Conseil ?

— Les principes auxquels se réfère le Conseil constitutionnel sont

biens connus par les juristes. D'autre part — je le sais par expérience, — les ministres n'aiment guère voir leurs textes censurés. C'est désagréable et quelquefois vexant de s'entendre dire que l'on a méconnu la Constitution. Aussi, au moment de l'élaboration des projets de loi, les experts, les conseillers qui entourent les ministres prennent le plus grand soin de veiller à ce que l'on ne méconnaisse pas les dispositions constitutionnelles, telles que le



Conseil constitutionnel les a précises. De surcroît, le passage devant le Conseil d'Etat, qui est très au fait de notre jurisprudence — comme nous-même d'ailleurs nous intéressons à la sienne, — permet au gouvernement de se prémunir très généralement contre d'éventuelles inconstitutionnalités.

Des avantages considérables

— Ainsi s'est établie une sorte de collaboration de fait entre les deux conseils : en amont, préventions de l'inconstitutionnalité au moment de l'élaboration du projet de loi grâce au Conseil d'Etat ; en aval, sanction de l'inconstitutionnalité de la loi votée par le Conseil constitutionnel. Cette collaboration a considérablement réduit le nombre des cas d'inconstitutionnalité dans les projets gouvernementaux. Ainsi, dans le cours de l'année 1988, il n'y a eu qu'un seul texte d'origine gouvernementale qui ait fait l'objet d'une

censure par le Conseil constitutionnel.

— Ce constat général ne vaut évidemment pas pour les questions nouvelles en droit. Prenons l'exemple des prisons privées. Si le projet initial avait été maintenu, il aurait sans doute posé au Conseil constitutionnel un problème extrêmement complexe et intéressant sur la nature de la peine et les pouvoirs et devoirs de l'Etat. Quelle belle décision nous aurions pu prendre !

— Certains députés trouvent que ce processus que vous décrivez est devenu un carcan, un frein à l'innovation législative.

— Lorsque j'étais ministre, j'ai soutenu bien des textes devant le Parlement. Je n'ai jamais eu le sentiment d'être bridé, pas plus que les parlementaires, par l'existence du Conseil constitutionnel !

— Est-ce que vous croyez le Conseil constitutionnel suffisamment armé, quelle que soit la hauteur de ses membres, pour aborder, en tant que de besoin, des domaines comme la bioéthique, et d'autres, aussi radicalement nouveaux ?

— Le problème se pose pour toutes les juridictions, dès lors qu'un litige juridique soulève des questions complexes. Le Conseil constitutionnel fera dans ce cas ce que font tous les juges : il s'informera, il consultera les experts les plus compétents, il réfléchira autant qu'il le doit et il prendra sa décision.

— Considérez-vous que notre système de contrôle de constitutionnalité, très particulier au regard des autres systèmes européens, est satisfaisant ?

— Notre système présente des avantages considérables. En France, contrairement à ce qui est le cas dans la plupart des cours constitutionnelles, c'est avant que la loi soit promulguée que la question de sa constitutionnalité peut être posée au Conseil. Si la loi comporte des dispositions inconstitutionnelles, elles seront donc déclarées telles avant que le texte entre en vigueur. C'est un avantage considérable. Il est fâcheux en effet qu'une loi inconstitutionnelle puisse être appliquée, parfois pendant des années, entraînant pour les justiciables des conséquences parfois graves. En interdisant cette situation, notre système assure une plus grande sécurité juridique. Reste une évidence lacune.

— Une loi qui n'a pas été soumise au Conseil constitutionnel ne peut plus être attaquée pour inconstitutionnalité. Or, tous ceux qui ont participé à l'élaboration des lois savent qu'elles peuvent receler, s'agissant de textes très complexes, des dispositions qui, lors de leur application, peuvent se révéler inconstitutionnelles, par exemple parce qu'elles rompent l'égalité entre les citoyens. On se trouve alors en présence d'un texte inconstitutionnel, qui reçoit application aussi longtemps qu'une loi nouvelle n'est pas intervenue.

Les droits du citoyen

— Une telle situation est choquante dans un Etat de droit. Il faut donc améliorer notre système de contrôle de constitutionnalité.

— Pourquoi ne pas reconnaître au citoyen la possibilité de soulever, dans le cadre d'un procès, une exception d'inconstitutionnalité contre une loi dont le Conseil constitutionnel n'a pas été saisi ? Il ne conviendrait pas, cependant, qu'à la faveur de ce moyen naissent des procédures dilatoires qui ralentiraient ou paralysaient l'action de la justice. Il appartiendrait donc à chacune des juridictions suprêmes, Conseil d'Etat ou Cour de cassation, d'apprécier si on est en présence d'un problème sérieux d'inconstitutionnalité et de renvoyer dans ce cas la question au Conseil constitutionnel, qui en déciderait dans un délai très court. C'est évidemment une avancée qui nécessite une réforme constitutionnelle.

— Avez-vous une idée de la faisabilité de cette réforme ?

— La réponse appartient aux plus hautes instances de l'Etat et au Parlement. Je voudrais seulement remarquer qu'en 1974, lors du quinzième anniversaire du Conseil constitutionnel, la possibilité de saisir le Conseil a été donnée aux parlementaires — en fait à l'opposition — et l'Etat de droit s'en est trouvé heureusement renforcé. Quinze ans plus tard, le moment paraît venu de reconnaître aux citoyens eux-mêmes la possibilité d'en appeler au Conseil constitutionnel, à travers un filtre juridictionnel, s'ils estiment que leurs droits fondamentaux ont été méconnus par une loi. Ce serait, à mon sens, un progrès de la démocratie.

Propos recueillis par
JEAN-MARIE COLOMBANI
et MICHEL KARMAN.

AFFAIRE RUSHDIE

Islam et poésie

par CLAUDE KHAL (*)

SALMAN RUSHDIE est avant tout poète. Les chapitres que nous avons pu lire dans leur traduction dans la presse française sont éminemment poétiques. Khomelny n'aime pas les poètes. Toute une tradition islamique, d'ailleurs, n'apprécie pas les poètes de feu. Dès l'événement de l'islam, les poètes ont été exclus. L'inspiration a été monopolisée, et le dire poétique ne devait plus être que coranique.

Dans l'Arabie anté-islamique, les poètes étaient l'âme des tribus. Maîtres du dire, ils étaient les vecteurs d'une civilisation qui privilégiait la poésie. Celle-ci s'apparentait au miracle du verbe, chanté depuis l'aube des temps.

Les poètes-prophètes, visionnaires ou simplement diseurs, s'exprimaient alors en toute liberté durant les foires et les pèlerinages à La Mecque — qui, faut-il le rappeler, était un lieu saint bien avant l'islam. Ils avaient un statut équivalent aux prêtres et aux initiés des mystères.

L'islam les a chassés et pourchassés. A ses yeux, les poètes, par leur inspiration et leur licence, étaient la manifestation de l'antique divinité dénoncée sous ses attributs de pierre ou de bois : Al-Lit, Manât et Al-'Ozza, Allah (ELH, le Divin), qui existait bien avant l'avènement de l'islam, devait éliminer tout rival et devenir l'Un, l'Unique. Mohammad, son prophète, se devait, en obéissant à la voix de l'Envoyé d'Allah, éliminer ses éventuels rivaux, les poètes qui écoulaient également la voix de l'inspiration. Il les accusa d'être inspirés par les deux amies dévies, pour la cause, déniais.

Les poètes ont malgré tout survécu en islam. L'Arabie, la Perse et l'Espagne connurent de très grands poètes musulmans : Zerkhahar, Omar Khayyâm, Abu Nawwâs, Ibn Er-Rûmî, Al-Moutanabbî, Imrû Al-Qays, etc. Cependant, ils n'étaient choyés que lorsqu'ils chantaient les

princes pour survivre. Toutefois, les poètes en islam se sont distingués par une grande liberté d'esprit. Ils étaient la conscience de leur époque. Leurs critiques souvent virulentes ne ménageaient aucun des travers de leurs concitoyens. Ils chantaient l'amour, la beauté, les femmes et, souvent, les garçons et le vin. Les poètes en islam furent toujours ce qu'il est convenu d'appeler des contestataires. Souvent, après leur disgrâce, ils ne devaient leur survie qu'à la faiblesse.

Omar Khayyâm, comme Zamakhshâr ou Al-Moutanabbî, furent, à titre d'exemple, l'objet de vives controverses dans un Moyen-Orient qui n'a jamais cessé d'être en ébullition religieuse. A l'époque moderne, Gibran et Maïfouz durent subir les foudres des autorités religieuses. Gibran Khallî Gibran dut émigrer loin d'un pays qui l'étouffait (le Liban — déjà !). Ses ouvrages — ce que l'on ignore — furent même brûlés en place publique par les autorités religieuses maronites, avant que le poète, une fois célèbre dans le monde entier, ne soit récupéré comme gloire nationale par les affairistes qu'il dénonçait.

Omar Khayyâm écrit, au douzième siècle, des quatrains que tous les poètes de toutes les religions et de tous les pouvoirs devraient méditer. En voici deux :

D'illustres idiots ont
l'univers entre leurs mains.
Ils croient innocemment que
la lumière est dans leur crâne.
Ne t'inquiète pas car ces
[poètes] souverains
donnent de l'hérétique à
ceux qui ne sont pas des fous.
Suis les hommes de bien [qui]
l'intelligence fleurit.
Applique à fuir les sorts de ta
[vieillesse] la plus agile.
Accepte le poison que te verse
[un homme d'esprit]
et renverse à tes pieds
l'antidote d'un imbécile.
(*) Poète d'origine libanaise.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-51

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet

Correspondant en chef :
Claude Salas

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-32 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDPUB 266 136 F

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Types LEMONDE
ou 36-15 - Types LM

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-99-51

ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS vols mensuels
3 mois	365 F	395 F	584 F	780 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 095 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements

tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changement d'adresse définitif ou provisoire : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

(Publicité)
Aucune sortie du système éducatif sans qualification reconnue,
4 jeunes sur 5 au niveau baccalauréat, 2 millions d'étudiants en l'an 2000,
cela nécessite un changement profond de l'Ecole et de l'Université.

POUR FAIRE ECHEC A L'ECHEC SCOLAIRE,

Le SGEN-CFDT veut :

▲ La transformation du système éducatif.

- L'Ecole doit avoir pour objectif de former des citoyens autonomes ;
- Elle doit donner à tous les jeunes une formation qualifiante leur permettant de s'insérer dans la vie sociale et professionnelle.

Le SGEN-CFDT propose :

▲ Un nouveau métier d'enseignant.

- plus de travail en équipe, d'activités en petits groupes, d'aide individuelle aux élèves ;
- moins de cours magistraux, de classes surchargées, de copies à corriger.

Le SGEN-CFDT agit et revendique :

▲ Un corps unique.

- Un corps unique de la maternelle à la terminale, sans grades différents, avec, à terme, un même niveau de recrutement, de formation, de rémunération.
- Une mesure immédiate, significative pour tous devrait aller dans ce sens.

▲ La reconsidération des personnels ATOSS.

- Une meilleure reconnaissance professionnelle des ATOSS (Administratifs, Techniques, Ouvriers, de Service, Santé, sociaux) pour leur rôle irremplaçable dans la mission d'éducation.

LES ENSEIGNANTS, LES PERSONNELS
VEULENT DONNER AUX JEUNES
LA POSSIBILITE DE REUSSIR LEUR SCOLARITE
ET D'ASSURER
LEUR AVENIR PROFESSIONNEL ET PERSONNEL

SGEN CFDT

Fédération des syndicats généraux de l'Éducation nationale et de la Recherche publique
5, rue Mayran, 75442 Paris cedex 08. Tél. 42.47.74.01.

50 من الأمل

AFFAIRE RUSSIE
Islam et poésie

L'affaire des « Versets sataniques »

L'URSS cherche à dégager la responsabilité des autorités de Téhéran

Les Etats-Unis ont haussé le ton mercredi 1^{er} mars dans l'affaire Rushdie en critiquant Moscou pour ne pas avoir dénoncé l'appel au meurtre lancé par Téhéran contre l'écrivain britannique, auteur des *Versets sataniques*. « Nous croyons qu'il est grand temps que les Soviétiques élèvent la voix », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman. Il a précisé que ce propos que les Etats-Unis avaient demandé au ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, avant sa visite à Téhéran, d'« exprimer sa préoccupation aux Iraniens... De notre point de vue, la solution de l'affaire Rushdie est très simple. Les menaces de mort iraniennes sont inacceptables ».

L'URSS a immédiatement réagi aux critiques de Washington en cherchant, dans un commentaire autorisé de l'agence Tass, à dégager la responsabilité du gouvernement

iranien, reprochant à la presse occidentale de donner une présentation unilatérale de l'affaire Rushdie. « Peut-être l'imam Khomeiny, écrit Tass, l'autorité religieuse suprême en Iran, n'avait pas d'autre choix en suivant les enseignements du Coran que de dénoncer un homme qui a insulté l'islam ? Cette dénonciation n'était rien de plus, en définitive, que la position d'un chef religieux. Le gouvernement iranien n'a pas condamné Rushdie à mort. Quant à la somme d'argent offerte à ceux qui vont punir Rushdie, l'imam Khomeiny, ajoutant qu'on le sache, n'a rien dit de ce sujet. Tout acte ou appel à la violence soulève évidemment l'indignation, mais en même temps on ne peut pas manquer de noter que la presse mondiale a présenté ce conflit en noir et blanc, comme si l'Iran avait jeté un gant à la face de l'Occident ».

Tass estime que « la montée de l'hostilité entre le monde musulman

et ceux qui défendent Rushdie devient un facteur politique sérieux, qui, si on ne l'arrête pas, peut affecter gravement la fois l'Iran et les pays occidentaux ». Cette prise de position est intervenue à la veille de l'entretien que M. Chevardnadze devait avoir jeudi avec le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Francisco Fernandez Ordóñez, dont le pays assure la présidence de la CEE.

Nouvelles manifestations

L'Iran, pour sa part, a décliné mercredi par avance toute responsabilité dans d'éventuels attentats qui se produiraient à la suite des remous suscités par l'affaire Rushdie, en faisant diffuser par ses ambassades en Europe un communiqué du ministre des affaires étrangères dans lequel ce dernier met en garde contre d'éventuelles « provoca-

tions » et « actions violentes » qui seraient commises par des « éléments antirévolutionnaires et affiliés aux ennemis de l'islam » et seraient attribués à la République islamique pour déformer le sens du verdict religieux, clair et sans ambiguïté de l'imam Khomeiny ».

Entre-temps, les remous provoqués par cette affaire se poursuivent à travers le monde. Pour la troisième journée consécutive, des manifestations se sont produites à Srinagar, dans le nord de l'Inde, faisant une quarantaine de blessés. A Karachi, des mesures de sécurité exceptionnelles ont été prises en prévision de l'arrivée d'une escadre de la 7^e flotte américaine dans ce port pakistanais, où l'Institut culturel britannique avait été attaqué dimanche par des manifestants. Le Pakistan a, d'autre part, officiellement interdit à Salman Rushdie d'entrer sur son territoire.

A Rome, l'homme politique qui a fait élire la Cicciolina au parlement italien, le chef du parti radical Marco Pannella a proposé mercredi à l'écrivain de se présenter aux élections européennes dans son pays. « Si M. Rushdie était élu au Parlement de Strasbourg, s'il dit, ceux qui ont ordonné l'assassinat réfléchiraient à deux fois avant de s'attaquer à un député représentant trois cent vingt millions d'Européens ».

A Zurich, un journaliste suisse converti à l'islam, M. Ahmed Huber, a été licencié pour avoir publiquement appuyé l'appel au meurtre prononcé par l'imam Khomeiny. M. Ahmed Huber, connu pour ses opinions nationalistes d'extrême droite, tenait une rubrique parlementaire au *Schweizer Illustrierte*, appartenant au groupe de presse suisse allemande Ringier. Il avait clairement appuyé la sentence de mort dans un article publié le 16 février dans le *Berner Zeitung*, et il avait confirmé sa position une semaine plus tard, dans une émission littéraire de la télévision suisse romande. (AFP, Reuters.)



A Londres

Viking vient de rééditer le livre de Salman Rushdie

LONDRES
de notre correspondant

Un garde armé en uniforme, appartenant à une milice privée, veille sur cette librairie de King's Road, à Chelsea, qui a remis en vente les *Versets sataniques*, discrètement réimprimés à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires. L'ouvrage était épuisé depuis plusieurs semaines. La caissière explique que « vingt personnes par jour » réclamaient le livre, souvent après avoir tenté leur chance sans succès dans d'autres quartiers. Cette librairie propose en effet l'ensemble du fonds du groupe Penguin, dont la filiale Viking a publié les fameux *Versets*.

Tout se passe à l'anglaise, avec une apparente indifférence teintée d'ennui, mais les consignes sont précises et rien n'a été laissé au hasard. Le commissariat de police du quartier est parfaitement au courant du fait que le livre est à nouveau disponible. De temps en temps, un « bobby » vient pointer sa longue silhouette dans l'entrée de la boutique. Il fait sa ronde habituelle dans cette rue très commerçante. Il est toujours aussi poli quand des étrangers lui demandent leur chemin dans les plus invraisemblables sables, mais il visiblement l'œil sur cette librairie. L'est pas armé, comme le veut la tradition à Londres.

La caissière est sincèrement désolée. Il y a trois exemplaires des *Versets sataniques* derrière elle, dans la belle édition reliée bleue qui coûte 12,95 livres (environ 140 F), mais ils sont déjà retenus par des clients. Ceux qui se sont manifestés à temps ont en effet la priorité, et la librairie Penguin de King's Road n'est pas un endroit où l'on marchandait. Il n'est pas davantage question d'y faire valoir un quelconque passe-droit.

Penguin ne s'est apparemment toujours pas décidé à faire paraître en poche un des livres les plus demandés de l'édition britannique de ce siècle. La tradition, ici, consiste en effet à publier d'abord un ouvrage en grand format relié assez cher, et le public le plus motivé ou le plus fortuné étant servi, de lancer une formule bon marché. Le passage de l'édition reliée à la collection de poche est un signe infaillible de succès pour un auteur. Visiblement, l'éditeur respecte les délais et attend encore un peu.

L'édition reliée réimprimée est identique à celle mise en vente en octobre dernier, lors de la parution du livre. La jaquette bleu roi, ornée d'une miniature persane, est la même. Le nom de Salman Rushdie y apparaît toujours en lettres d'or, tandis que le titre est en larges caractères rouges. Les passages jugés blasphématoires à l'égard du Prophète n'ont pas été modifiés d'un seul signe typographique.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Pour ses partenaires économiques occidentaux l'Iran reste un « pays à risques »

L'Allemagne fédérale a annoncé, mercredi 1^{er} mars, qu'elle avait gelé des négociations économiques en cours avec l'Iran à la suite des appels au meurtre lancés par l'imam Khomeiny. Il s'agit notamment d'un accord de coopération d'un montant de 3 à 5 millions de marks (entre 1,6 million et 2,7 millions de dollars).

Selon le *New York Times*, le gouvernement japonais a donné des instructions discrètes à ses compagnies pétrolières pour qu'elles réduisent d'un tiers les achats pétroliers en Iran à partir d'avril. Le ministre japonais des affaires étran-

gères et le ministre du commerce international et de l'industrie (MITI) ont formellement démenti, jeudi, avoir réduit leurs achats par rétorsion contre l'Iran. Le MITI a effectivement demandé aux compagnies pétrolières nippones de diminuer leurs achats de pétrole iranien pour la période avril-juin, mais il s'agit d'une mesure relevant de la politique énergétique nationale. Au MITI on affirme que le Japon n'a, pour l'instant, aucune intention de changer sa politique à l'égard de l'Iran.

L'Iran, de la Corée du Nord au Brésil en passant par la Chine, en savent quelque chose. Le voile pudique que de telles opérations permet de jeter sur les tribulations géographiques des cargaisons pétrolières et des livraisons d'armes en font, de toute façon, un recours trop utile pour être abandonné.

Financièrement sain, même si la dette extérieure est nettement supérieure aux 5 milliards de dollars souvent cités, compte tenu des arrières, l'Iran entend jouer la prudence. Assurer à petits pas l'énorme effort de reconstruction (le *Monde* du 22 février) exige un mélange de volonté, de doigté et de réalisme à la mesure de la tâche à accomplir et de l'attente des Iraniens, pressés de goûter aux fruits d'une paix recouvrée.

Aucun partenaire de Téhéran ne rêve d'ailleurs de contrat fabuleux. Des projets ciblés, pour la restauration des installations pétrolières, la fourniture d'électricité ou les transports dominent, dans un premier temps. L'achat de pièces détachées, d'agro-alimentaire et de produits pharmaceutiques primeront. Fascinés par le potentiel iranien, les milieux d'affaires ne délaisseront pas de s'adresser à lui. Mais certains voient dans l'affaire Rushdie une triste répétition de la réalité. En dépit d'atouts indéniables, l'Iran reste un pays à risque, soumis à un inextricable imbroglio politico-religieux.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

Réalisme et prudence

Depuis lors, les pays de l'Est ont réussi une véritable percée et ont doublé en dix ans leur part pour la porter à 11 %. Plus inquiétant sans doute pour les industriels français, leurs concurrents allemands, japonais ou italiens ont su s'adapter à des conditions très particulières.

Passés maîtres dans le jeu subtil des échanges par compensation, les Allemands sont sans doute ceux qui ont le mieux tiré parti du vide laissé par le départ américain ou le recul français. L'utilisation de plaques tournantes du commerce iranien, le Pakistan, la Turquie et de plus en plus Dubaï, leur a permis de s'installer durablement. Et Téhéran leur est sans aucun doute reconnaissant d'avoir absorbé, bon an mal an, près du tiers des exportations non pétrolières du pays.

Tapis, textiles, caviar, pistaches ou raisins secs représentent environ 1 milliard de dollars par an. Face aux 10 milliards attendus des ventes de pétrole cette année, cet apport peut paraître marginal. Il constitue néanmoins un précieux complément pour un pays soucieux d'économiser ses forces financières. Certains dirigeants iraniens affirment vouloir échapper au système de troc qui, selon les estimations, assure de 20 % à 50 % du commerce extérieur. Ils savent pertinemment que la troika, constituée au sein du ministère de l'agriculture, du pétrole et des mines, de la banque centrale enfin, pour veiller aux opérations de compensations, jouera encore longtemps un rôle vital. Les derniers venus des échanges avec

Percée des pays de l'Est

Des sommes peu spectaculaires. Contraints de limiter leurs achats pour consacrer à l'effort de guerre un maximum des recettes — fluctuantes — tirées du pétrole, les Iraniens ont ramené leurs importations de 12,2 milliards de dollars en 1980 à 8,9 milliards sept ans plus tard. Elles représentaient 19,5 milliards en 1978; à la veille de la révolution. Sur ce marché réduit de moitié, les Américains ont pratiquement disparu. La France y fait désormais pâle figure. Avec 1,2 % des achats iraniens, soit quelque 200 millions de dollars par an, dont la moitié d'agro-alimentaire, elle se place au dix-neuvième rang des fournisseurs de Téhéran, après avoir été bon quatrième en 1980. « Paris n'a plus grand-chose à défendre en ce domaine et peut, tout au plus, espérer rattraper un peu de terrain perdu », soupire-t-on dans les ministères.

Proche-Orient

Faisant prévaloir une définition « large » du terrorisme

Washington demande à l'OLP de cesser toute attaque armée contre des Israéliens

Les Etats-Unis attendent de l'Organisation de libération de la Palestine qu'elle mette fin à toutes ses attaques contre des cibles israéliennes aussi bien civiles que militaires, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Etat hébreu. Cette importante précision a été transmise mardi 28 février à l'OLP par l'ambassadeur américain à Tunis, M. Robert Pelletreau, lors d'une rencontre qu'il a eue avec le représentant de l'Organisation à Tunis, M. Halim Balloul, à l'occasion d'une visite à Washington du porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman.

Selon M. Redman, cette rencontre avait été demandée par l'OLP, mais, a-t-il ajouté, « au vu de l'opération de la semaine dernière dans le sud du Liban, nous avons jugé important de faire connaître notre point de vue ». Le porte-parole fai-

sait ainsi référence à une tentative avortée d'infiltration menée, le 23 février dans le nord d'Israël, par un commando du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP). Les trois membres de ce commando avaient été tués.

Ainsi, Washington semble faire prévaloir une conception « large » du terrorisme. L'engagement de l'OLP à renoncer au terrorisme et son acceptation de l'existence d'Israël avaient convaincu les Etats-Unis, le 14 décembre dernier, de nouer le dialogue avec la centrale palestinienne. Mais l'OLP et Washington ne paraissent pas en accord, du moins sur la définition du mot terrorisme.

S'agissant du terrorisme, les Etats-Unis ont donc voulu mettre les points sur les « i ». Selon un haut responsable du département d'Etat cité

par le *New York Times*, est terroriste « toute violence prémeditée et politiquement motivée contre des cibles non combattantes ». En conséquence, ajoute-t-on de même source, une attaque contre des militaires en uniformes, peut être tenue pour terroriste si les victimes ne participent à aucun combat. Ainsi le département d'Etat a-t-il considéré que l'attentat en 1983 contre le QG des « marines » à Beyrouth était un acte « terroriste ».

Selon M. Redman, l'ambassadeur américain à Tunis a bien fait entendre que son interlocuteur palestinien que l'OLP ne « pouvait pas dégager sa responsabilité » lors d'incidents semblables à celui survenu le 23 février. De telles attaques, a estimé M. Redman, sont « contraires aux objectifs pacifiques » du dialogue américano-palestinien.

TZVETAN TODOROV

TZVETAN TODOROV
NOUS ET LES AUTRES
La réflexion française sur la diversité humaine

L'étude de Tzvetan Todorov sur la vision de la diversité humaine chez une trentaine d'écrivains français de Buffon à Lévi-Strauss est une synthèse qui fera date et servira de référence.

Pascal Bruckner
Le Nouvel Observateur

Collection La couleur des idées dirigée par J.-P. Dupuy, J.-L. Giribone et J.-C. Guillebaud. 140 F.

Editions du Seuil

L'affaire des « Versets sataniques »

Faible mobilisation contre l'intolérance à Paris

L'esplanade des Droits-de-l'Homme, place du Trocadéro, à Paris, était bien trop grande pour eux. Déçus, amers pour certains, ils se sont regroupés sur les marches du palais de Chaillot en portant haut les banderoles afin, dira un manifestant, de « faire masse ». Pointe perdue : ils étaient à peine plus de mille, mais bien décidés, entre deux averses, à dénoncer haut et fort « toutes les intolérances ».

Un mélange étrange : devant le palais de Chaillot, les vieux bataillons de la gauche laïque venus à l'appel du CNAL, le Comité national d'action laïque, côtoient les Moudjahidines du peuple, qui brandissent sans faille des portraits

géants de leurs chefs de file, Myriam et Massoud Radjavi. Non loin de là, les lycéens, couverts d'autocollants de SOS-Racisme, dénoncent avec surprise Ariane Mnouchkine et les confédérés du théâtre du Soleil réunis derrière une banderole proclamant : « A bas la mort ! Vive la fraternité ! ».

Sur les marches du palais, un « catholique convaincu et fier de l'être » va et vient de groupe en groupe en brandissant un crucifix surmonté d'une pancarte en faveur du « respect des croyances ». « Tu peux venir à la messe ! », lui lance-t-on. « Je suis contre tous les blasphèmes », répond le pieux manifestant.

tant en serrant son crucifix dans ses bras. On n'a pas le droit d'insulter les religions millénaires.

Le départ de la manifestation met fin à l'échange. Sur la banderole de tête, SOS-Racisme a pris soin d'avoir dans une même opprobre catholiques intégristes et musulmans fondamentalistes : « Non à la dernière tentation des intégristes ! ».

La nuit tombe, le pavé est mouillé, les slogans sont faiblement repris. « A Paris comme à Téhéran, la liberté ne se négocie pas », scandent distraitement les manifestants. Au bord du cortège, Julien Dray, député socialiste de l'Essonne, se refuse à parler de « déception » : « Le nombre n'a pas grande impor-

tance. Tout a été préparé très rapidement. Il fallait surtout marquer le coup et prouver une nouvelle fois que la France de la raison l'emportera toujours sur la France de l'intolérance. » Conduit par le président de la LICRA, M. Jean-Pierre Pierre-Bloch, le président de SOS-Racisme, M. Malek Boutih, l'écrivain Marek Halter et le secrétaire d'Etat Bernard Kouchner, le cortège s'installe place Victor-Hugo pour une dernière prise de parole.

La pluie a repris. « C'est décourageant », conclut un manifestant. « On était moins nombreux que les intégristes dimanche dernier. »

A. C.

A l'Olympia

Véronique Sanson renonce à « Allah »

La maitrise promotionnelle à la radio et à la télévision n'était pas parvenue à rendre populaire la chanson que Véronique Sanson avait consacré à Allah. Le Top 50 la boudeait. Depuis que des fanatiques islamiques ont menacé de mort la chanteuse, plus personne ne l'ignore. Revenu sur la scène de l'Olympia pour quatre semaines, la chanteuse, qui vient de sortir un album (*Moi le vent*, chez WEA), a reçu des « menaces précises de mort », a-t-elle déclaré, mercredi 1^{er} mars, au cours d'une conférence de presse. Cette chanson, exceptionnellement réalisée en studio par Michel Berger, avait été choisie pour faire la promotion de son spectacle. Allah raconte l'histoire d'une femme : « Pour l'amour d'un homme/Elle avait quitté l'ouest en automne/Elle était un peu folle/Elle ne craignait ni Dieu ni

personne (...) Elle a donné sa vie pour ta cause/La mort est sur le sable : (...) O Allah/A qui tu fais-tu la guerre (...) Si j'étais toi je serais pas fière/Mais c'est de toi qu'on se sert/Délivre les du mal/Allah ».

« Ma chanson est une prière, pas une insulte », soutient la chanteuse. « Je ne mets nullement en cause la foi musulmane. J'ai voulu dénoncer l'intolérance et le fanatisme. »

Elle a précisé que les menaces dont avait été l'objet l'écrivain Salman Rushdie étaient « inquiétantes ». Le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, a pris ces menaces au sérieux. Il vient d'accorder une protection à Véronique Sanson à la demande du père de la chanteuse.

● Erotisme et sexualité dans le monde arabe du présent. Un colloque international sur ce thème est organisé par les Cahiers de l'Orient et la Bibliothèque publique d'information, mercredi 15 mars, au Centre Georges-Pompidou à Paris.

Entrée : jusqu'à 12 heures rue Beaubourg ; à partir de 12 heures, rue Saint-Martin. Inscriptions nécessaires auprès des Cahiers de l'Orient (180, rue Saint-Dominique, 75007 Paris. Tél. 45-55-19-75).

Une pétition internationale

Plus de sept cents écrivains pour la liberté d'expression

A l'initiative du Comité international pour la défense de Salman Rushdie et de ses éditeurs, sept cent dix écrivains du monde entier ont signé une déclaration pour « soutenir le droit de tous » à s'exprimer (1). Les signataires ont approuvé le texte suivant :

« Le 14 février 1989, l'ayatollah Khomeiny a demandé à tous les musulmans d'exécuter Salman Rushdie, l'auteur des *Versets sataniques*, et ceux concernés par sa publication dans le monde entier.

« Parce que nous défendons le droit à la liberté d'opinion et d'expression tel qu'il figure dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, nous déclarons être également concernés par cette publication.

« Que nous approuvions le contenu du livre ou non, nous sommes concernés. Nous comprenons le désarroi causé par le livre et déplorons sincèrement les pertes de vies humaines liées à ce conflit.

« Nous appelons l'opinion internationale à soutenir le droit de tous à exprimer ses idées et ses croyances sur la base d'une tolérance mutuelle, sans censure, intolérance ou violence.

« Nous appelons tous les leaders du monde à repousser les menaces proférées contre Salman Rushdie et les éditeurs concernés par la publication du livre et à tout mettre en œuvre pour que ces menaces soient retirées. »

Parmi les signataires de cette déclaration figurent notamment :

George Konrad (Hongrie), Chinua Achebe (Nigeria), Allan Albrit (G-B), Kingsley Amis (G-B), Martin Amis (G-B), Michelangelo Antonioni (Italie), Samuel Beckett (Irlande), Saul Bellow (E-U), Adolfo Bioy Casares (Argentine), Jeanne Bourin (France), André Brink (Afrique du Sud), Joseph Brodsky (URSS), Angela Carter (G-B), Georges-Henri Clancier (France), John M. Coetzee (Afrique du Sud), Robert Coover (E-U), Jean-

Louis Curtis (France), Jacqueline de Romilly (France), Régis Debray (France), Don DeLillo (E-U), Anita Desai (Inde), E. L. Doctorow (E-U), Jean-Marie Domenach (France), Margaret Drabble (G-B), Nawal El Saadawi (Egypte), Buchi Emecheta (Nigeria), Shūsaku Endō (Japon), Per Olav Enqvist (Suède), Hans-Magnus Enzensberger (RFA), Federico Fellini (Italie), Eric Foner (E-U), Aleksandr Solzhenitsyn (URSS), Ken Follet (France), Michael Foot (G-B), Christopher Fry (G-B), Carlos Fuentes (Mexique), John Kenneth Galbraith (E-U), Allen Ginsberg (E-U), Natalia Ginzburg (Italie), André Glucksmann (France), William Golding (G-B), Nadine Gordimer (Afrique du Sud), Mary Gordon (E-U), Juan Goytisolo (Espagne), Graham Greene (G-B), Mikhaïl Harouni (Hongrie), Seamus Heaney (Irlande), Joseph Heller (E-U), Russell Hoban (E-U), Eugène Ionesco (France), Kazuo Ishiguro (G-B), Ryūzō Kawai (Japon), Marguerite Yourcenar (France), Margaret Kennedy (G-B), Milan Kundera (France), Hanif Kureishi (Pakistan), Jean Lacouture (France), Doris Lessing (G-B), David Lodge (G-B), Alison Lurie (E-U), Norman Maclean (E-U), Claude Mauriac (France), Vladimir Maximov (URSS), Joseph McElroy (E-U), Ian McEwan (G-B), Jay McInerney (G-B), James Michener (E-U), Arthur Miller (E-U), Czesław Miłosz (Pologne), Joseph Stiglitz (France), Tom Sharpe (G-B), Alan Sillitoe (G-B), Claude Simon (France), Simon and Schuster Publishers (E-U, G-B), Andrej Slonimski (URSS), Joseph Stiglitz (France), Susan Sontag (E-U), Waïe Soyinka (Nigeria), Muriel Spark (G-B), George Steiner (G-B), Robert Stone (E-U), Graham Swift (G-B), Amir Taheri (Iran), Bertrand Tavernier (France), Paul Theroux (E-U), Pavel Tigrid (France), Olivier Todd (France), Tayana Tolent (URSS), Birgitta Trotzig (Suède), Ludvík Vaculík (Tchécoslovaquie), Mario Vargas Llosa (Pérou), Vladimir Volynovitch (URSS), Kurt Vonnegut (E-U), Arnold Walker (G-B), Elie Wiesel (France), Angus Wilson (G-B), A. B. Yahoshua (Israël), Andrea Zanzotto (Italie), Julius Zukevicius (Lituanie), Alexandre Zinoviev (URSS).

(1) Comité international pour la défense de Salman Rushdie et de ses éditeurs, P.O. Box 49, London SE1 1LX.

ADÉLIE
Informatique Conseil
Notre contrat moral : « la haute qualité des prestations que nous fournissons à nos clients ».

La SSII qui s'engage
15 rue de Rome, 75008 PARIS
Tél. (1) 43.67.42.40

Diplomatie

Un projet franco-britannique de missile nucléaire renvoyé aux calendes grecques

La France souhaite que la Grande-Bretagne identifie mieux ses besoins en armement nucléaire pré-stratégique avant que les deux pays ne décident, le cas échéant, de se lancer dans un programme commun, au besoin avec la participation des Etats-Unis. En substance, c'est le message que le ministre français de la défense, M. Jean-Pierre Chevenement, a tenté de faire passer à son collègue britannique, M. George Younger, qui a achevé, mercredi 1^{er} mars, un séjour de quarante-huit heures en France par une visite aux missiles stratégiques du plateau d'Albion.

Il y a près de deux ans maintenant que Français et Britanniques discutent de l'opportunité de mener à bien une telle aventure : la production en coopération d'un armement nucléaire aéroporté à vocation pré-stratégique (ou tactique) dont les règles d'emploi seraient ensuite élaborées par chacun des deux partenaires impliqués.

Cette collaboration serait une grande « première » non seulement entre la France et le Royaume-Uni, qui ne l'ont encore jamais réalisée, mais aussi dans le monde entier puisque les Américains et les Britanniques eux-mêmes, qui sont les seuls alliés à déjà co-fabriquer de longue date certaines armes nucléaires, partageant de surcroît la même doctrine opérationnelle d'emploi éventuel.

A l'heure actuelle, les Britanniques disposent, pour leurs avions Tornado, de bombes WE-177 d'une puissance variable, entre 10 et 400 kilotonnes, qui auraient des effets de pénétration du sol en profondeur. Mais ce largage a un inconvénient majeur : il contraint l'équipage à voler au-dessus de son objectif et à risquer sa vie face à la densité de la défense antiaérienne adverse.

Divergences de points de vue

De son côté, la France possède depuis 1986, pour ses Mirage-IV, Mirage-2000 et Super-Étendard, des missiles aéroportés ASMP (air-sol à moyenne portée) qui ont un avantage important : ces engins, qui transportent une tête thermonucléaire de 300 kilotonnes, sont tirés à distance de sécurité de la cible (100 kilomètres avant, s'ils sont lancés à basse altitude, et 300 kilomètres, s'ils le sont en altitude) pour sauvegarder la vie de l'équipage.

Les premières conversations entre Britanniques et Français ont consisté à imaginer de mettre au point un missile à plus longue portée (environ 800 kilomètres) qui aurait été dénommé ASLP (air-sol à longue portée) mais qui aurait beaucoup emprunté à la technologie de l'ASMP, un missile qui a l'originalité de pouvoir se déplacer, grâce à un statocateur, à des vitesses de pointe proche de trois fois celle du son.

Outre-Manche, on laisse entendre que la Royal Air Force, qui serait la première utilisatrice de ce nouveau système d'arme, ne serait ni tellement convaincue ni réellement satisfaite des performances supposées d'un missile dérivé de l'ASMP français. A Paris, on croit comprendre que les États-majors britanniques n'ont pas fait leur jugement sur les caractéristiques définitives de leur engin et, en particulier, qu'ils n'écarteraient toujours pas la possibilité de préférer un missile de croisière, qui aurait l'avantage de déjouer la détection, en épousant le relief du territoire adverse qu'il survole, mais qui a l'inconvénient d'avoir une vitesse subsonique.

Une telle divergence de points de vue explique que, devant M. Younger qui lui rendait visite, M. Chevenement ait dit, mardi 28 février, qu'il fallait du temps à la Grande-Bretagne pour parfaire son information et mieux identifier ses besoins, compte tenu d'un environnement politique, militaire et technologique qui peut évoluer.

L'outsider américain

A tort ou à raison, les observateurs en ont déduit que le projet d'un missile commun aux deux pays était renvoyé aux calendes grecques, même si, de son côté, le ministre britannique de la défense a cru pouvoir ajouter que les discussions continuaient.

En réalité, l'année 1988 a introduit deux éléments nouveaux dans le débat. Primo : des experts américains se sont joints aux Britanniques et aux Français pour examiner dans quelles conditions leurs trois pays pourraient chercher à coopérer en la matière. Secundo : le groupe de planification nucléaire de l'OTAN, auquel ne participe pas la France, a demandé aux ministres de la défense des pays membres d'apporter leur soutien à un programme américain de missile nucléaire aéroporté dans le cadre des études sur la modernisation de la dissuasion européenne.

Le Pentagone pousse, dans cette affaire, la candidature d'un missile air-sol, le SRAM-2 (short range air missile), qui serait un développement du missile SRAM actuellement en service à bord des bombardiers stratégiques B-1 et prochainement sur le bombardier « furtif » B-2. Le SRAM-2 aurait une portée de l'ordre de 250 kilomètres.

Membre actif du groupe de planification nucléaire de l'OTAN, le Royaume-Uni est donc placé devant un choix redoutable : jouer la traditionnelle solidarité avec les Etats-Unis et adopter le SRAM-2, ou innover dans le domaine de la coopération franco-britannique en retenant l'ASLP comme symbole d'une Europe nucléaire. M. Younger prendrait, dit-on, une décision au milieu de cette année.

JACQUES ISNARD.

A ONU

Dénonciations des violations des droits de l'homme dans les pays arabes

GENÈVE
de notre correspondante

Le bâtonnier Abderrahmane Youssoufi, secrétaire général de l'Union des avocats arabes, dont le siège est au Caire, a regretté mercredi 1^{er} mars, devant la Commission des droits de l'homme, que « 1988 ait été marqué, comme les années précédentes, par la perpétuation à des degrés variables de violations graves des droits de l'homme dans la quasi-totalité des vingt-deux pays arabes ».

Il a évoqué notamment les sanglants événements d'octobre 1988 en Algérie et rappelé que la Ligue algérienne des droits de l'homme avait enregistré, en deux semaines, deux cent trente témoignages portant sur dix formes de supplices utilisés dans ce pays.

En Irak où, a souligné M. Youssoufi, un grand nombre d'opposants ont été liquidés, où la population kurde a été bombardée au moyen de gaz chimiques, une lueur d'espoir semble néanmoins avoir percé : le président Saddam Hussein a déclaré à l'Union des avocats arabes à Bagdad, en novembre dernier, qu'il allait décréter une amnistie générale « qui s'étendra aux opposants kurdes à la lutte armée ».

Après avoir décrit la situation déplorable qui sévit en Somalie,

(arrestations arbitraires, tortures, conditions de détention particulièrement pénibles, exécutions sommaires, etc.) et en Syrie où, entre autres, des femmes seraient mortes à la suite de tortures et où l'ancien bâtonnier d'Alep, des avocats, des médecins, des pharmaciens et des ingénieurs sont arbitrairement internés depuis 1980, l'orateur en est venu à parler de son propre pays, le Maroc, où les principales victimes des violations des droits fondamentaux sont « les petites gens des villes et des campagnes ».

Il s'est indigné que, l'an dernier, l'Égypte ait livré à leurs gouvernements respectifs des réfugiés politiques, dont un étudiant de Bahreïn, deux Irakiens et un groupe de Somaliens.

L'Union des avocats arabes se félicite en revanche des efforts entrepris en Tunisie dans le sens du respect des droits de l'homme, du pluralisme annoncé en Algérie et de la libération de prisonniers politiques prévue en Jordanie. M. Youssoufi a noté enfin, parmi les points positifs, la signature, le 24 février, de l'acte constitutif de l'Union du Maghreb arabe, « premier instrument interarabe qui mentionne, dans ses considérants, les droits de l'homme ».

ISABELLE VICINIAC.

Iberia Informe

La Compagnie IBERIA, Lignes Aériennes d'Espagne, informe qu'à partir du 1^{er} mars 1989 son programme de vols France-Espagne est le suivant :

IB 651	PARIS / MADRID	11.05	QUOTIDIEN
IB 655	PARIS / MADRID	20.15	QUOTIDIEN sauf samedi
IB 659	PARIS / MADRID / LAS PALMAS	20.15	SAMEDI
IB 669	PARIS / BARCELONE / PALMA	15.50	QUOTIDIEN
IB 667	PARIS / BARCELONE / ALICANTE	20.20	QUOTIDIEN
IB 657	PARIS / MALAGA / LAS PALMAS	17.45	lundi/vendredi/dimanche
IB 695	PARIS / VALENCE / SÉVILLE	16.10	QUOTIDIEN sauf mardi/jouli/samedi
IB 677	PARIS / BILBAO / SAINT-JACQUES	17.20	QUOTIDIEN sauf samedi
IB 691	LYON / BARCELONE / MADRID	16.20	vendredi
IB 683	NICE / MADRID	15.10	mardi/jouli/samedi
IB 697	MARSEILLE / MADRID	16.00	mardi/samedi

Pour plus d'informations, veuillez vous renseigner auprès de nos Services de Réservation :

PARIS	Tél. n° 47.23.00.23
NICE	Tél. n° 93.83.04.05
LYON	Tél. n° 78.42.76.91
TOULOUSE	Tél. n° 61.23.11.74
MARSEILLE	Tél. n° 91.91.92.25

IBERIA vous remercie de l'attention que vous lui avez toujours témoignée, et espère vous revoir prochainement sur ses lignes.

IBERIA
LIGNES AÉRIENNES D'ESPAGNE
UNE GRANDE COMPAGNIE À L'HEURE DE L'EUROPE

مكتبة من الأصل

Diplomatie

Un projet franco-britannique de missile nucléaire envoyé aux calendes grecques

Le projet franco-britannique de missile nucléaire, qui avait été annoncé en 1964, est toujours d'actualité. Mais il est maintenant considéré comme un projet "à long terme". Les deux pays ont décidé de se concentrer sur le développement de leur propre missile nucléaire, le M46 pour la France et le Trident pour le Royaume-Uni. Le projet franco-britannique est toujours en cours d'étude, mais il est considéré comme un projet "à long terme".

Le projet franco-britannique de missile nucléaire est toujours d'actualité. Mais il est maintenant considéré comme un projet "à long terme". Les deux pays ont décidé de se concentrer sur le développement de leur propre missile nucléaire, le M46 pour la France et le Trident pour le Royaume-Uni. Le projet franco-britannique est toujours en cours d'étude, mais il est considéré comme un projet "à long terme".

Le projet franco-britannique de missile nucléaire est toujours d'actualité. Mais il est maintenant considéré comme un projet "à long terme". Les deux pays ont décidé de se concentrer sur le développement de leur propre missile nucléaire, le M46 pour la France et le Trident pour le Royaume-Uni. Le projet franco-britannique est toujours en cours d'étude, mais il est considéré comme un projet "à long terme".

Le projet franco-britannique de missile nucléaire est toujours d'actualité. Mais il est maintenant considéré comme un projet "à long terme". Les deux pays ont décidé de se concentrer sur le développement de leur propre missile nucléaire, le M46 pour la France et le Trident pour le Royaume-Uni. Le projet franco-britannique est toujours en cours d'étude, mais il est considéré comme un projet "à long terme".

Le projet franco-britannique de missile nucléaire est toujours d'actualité. Mais il est maintenant considéré comme un projet "à long terme". Les deux pays ont décidé de se concentrer sur le développement de leur propre missile nucléaire, le M46 pour la France et le Trident pour le Royaume-Uni. Le projet franco-britannique est toujours en cours d'étude, mais il est considéré comme un projet "à long terme".

Le projet franco-britannique de missile nucléaire est toujours d'actualité. Mais il est maintenant considéré comme un projet "à long terme". Les deux pays ont décidé de se concentrer sur le développement de leur propre missile nucléaire, le M46 pour la France et le Trident pour le Royaume-Uni. Le projet franco-britannique est toujours en cours d'étude, mais il est considéré comme un projet "à long terme".

Le projet franco-britannique de missile nucléaire est toujours d'actualité. Mais il est maintenant considéré comme un projet "à long terme". Les deux pays ont décidé de se concentrer sur le développement de leur propre missile nucléaire, le M46 pour la France et le Trident pour le Royaume-Uni. Le projet franco-britannique est toujours en cours d'étude, mais il est considéré comme un projet "à long terme".

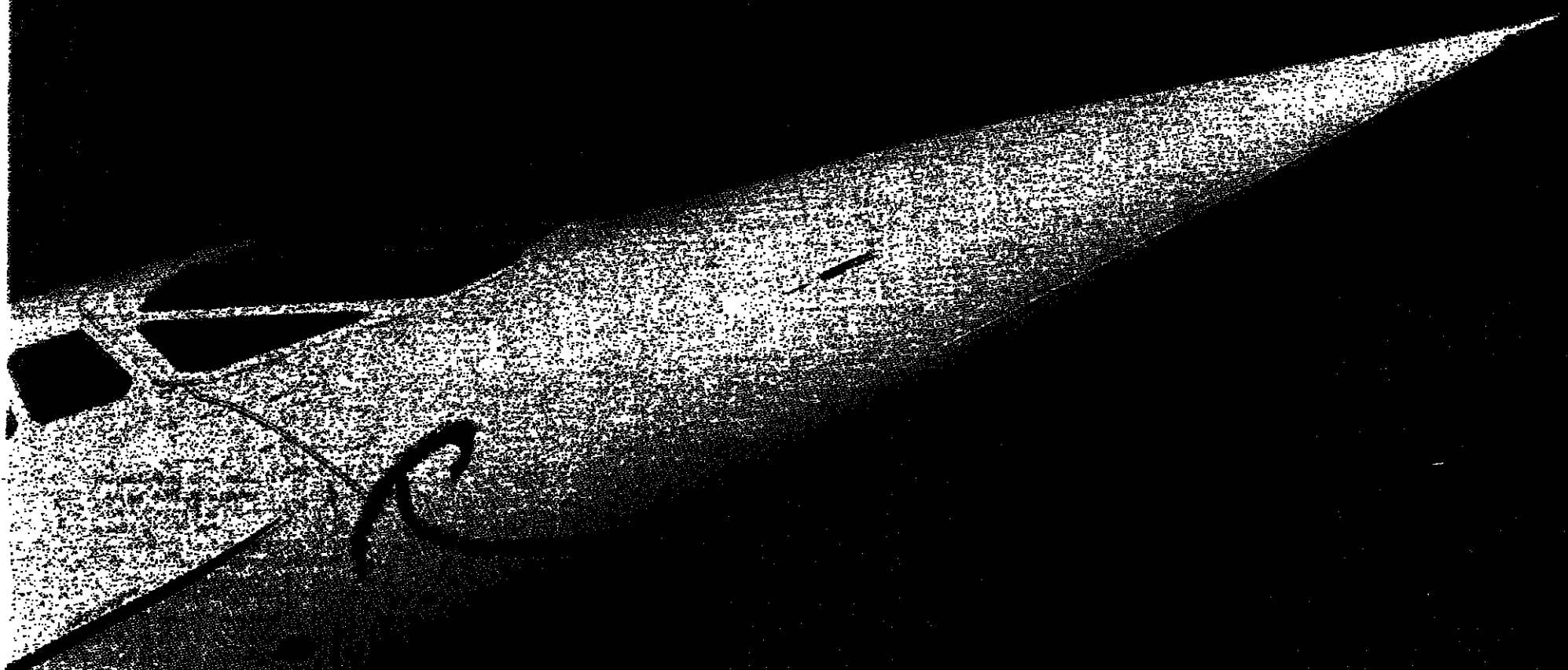
Le projet franco-britannique de missile nucléaire est toujours d'actualité. Mais il est maintenant considéré comme un projet "à long terme". Les deux pays ont décidé de se concentrer sur le développement de leur propre missile nucléaire, le M46 pour la France et le Trident pour le Royaume-Uni. Le projet franco-britannique est toujours en cours d'étude, mais il est considéré comme un projet "à long terme".

Le projet franco-britannique de missile nucléaire est toujours d'actualité. Mais il est maintenant considéré comme un projet "à long terme". Les deux pays ont décidé de se concentrer sur le développement de leur propre missile nucléaire, le M46 pour la France et le Trident pour le Royaume-Uni. Le projet franco-britannique est toujours en cours d'étude, mais il est considéré comme un projet "à long terme".

Le projet franco-britannique de missile nucléaire est toujours d'actualité. Mais il est maintenant considéré comme un projet "à long terme". Les deux pays ont décidé de se concentrer sur le développement de leur propre missile nucléaire, le M46 pour la France et le Trident pour le Royaume-Uni. Le projet franco-britannique est toujours en cours d'étude, mais il est considéré comme un projet "à long terme".

Le projet franco-britannique de missile nucléaire est toujours d'actualité. Mais il est maintenant considéré comme un projet "à long terme". Les deux pays ont décidé de se concentrer sur le développement de leur propre missile nucléaire, le M46 pour la France et le Trident pour le Royaume-Uni. Le projet franco-britannique est toujours en cours d'étude, mais il est considéré comme un projet "à long terme".

CONCORDE FÊTE SES 20 ANS D'AVANCE



Reconnaissez que j'ai le sourire modeste. Grâce à moi, le transport aérien civil est passé à Mach 2, plus de 2000 km/h. Les distances separent de moins en moins les hommes. Pour mener à bien ma naissance seuls les européens AEROSPATIALE et BRITISH AEROSPACE, mes deux concepteurs, ont su repousser les limites de l'imaginable, développer et maîtriser les technologies les plus audacieuses. 20 ans après, j'ai conservé mes 20 ans d'avance. Dans 20 ans encore, je serai toujours le seul à vous transporter entre l'Europe et les U.S.A. en un temps record : Londres - New York en 3 h 15, Paris - New York en 3 h 30, un exploit quotidien dont je suis particulièrement fier, et cela dans des conditions de confort inoubliables. Pour AEROSPATIALE et BRITISH AEROSPACE, je constitue une expérience unique et irremplaçable pour les supersoniques et hypersoniques des prochaines décennies.



aérospatiale

L'ENTREPRISE QUI DÉPASSE L'IMAGINATION.

Europe

Un sondage SOFRES pour « le Monde » et RTL

L'inquiétude des Français s'accroît face à la construction de l'Europe



(Suite de la première page.)

Comme si M. Mitterrand songeait à bâtir une ligne Maginot économique destinée à éviter « la ruine de l'économie française et le pillage », à défendre « les producteurs français, les chefs d'entreprise, les entrepreneurs français contre cet argent baladeur — comme les oiseaux de proie — qui s'empare de tout cela sans avoir fait d'efforts, sans avoir pris part à l'effort quotidien ».

Depuis, l'entourage du président de la République a modéré la portée de ses propos. M^{me} Edith Cresson s'y emploie encore jeudi 2 mars, dans une interview au *Quotidien de Paris*, expliquant que M. Mitterrand ne brandissait pas la menace de la chaise vide lorsqu'il déclarait : « L'Europe sera sociale ou ne sera pas. » « Non, dit-elle, ce que le président a voulu dire, c'est que si

l'Europe (...) reste l'Europe des capitaux, des marchands, de l'harmonisation de la fiscalité et de l'épargne, elle ne rencontrera pas l'adhésion des individus (...). Et, pour ce faire, il faut rassurer, faire comprendre à chacun que ses droits sociaux seront préservés. Il faut obtenir une certaine solidarité entre les pays européens. »

Il est probable, en effet, que la querelle de l'Europe sociale sera dominée grâce à un compromis minimal. Mais des crises de cette nature, il va y en avoir beaucoup d'ici à 1993. Que M. Mitterrand veuille faire « monter les enjeux » dans cette perspective se comprend. En même temps, le tableau quasi apocalyptique qu'il a dressé l'autre jour peut contribuer encore à accroître les inquiétudes de ceux qui ne maîtrisent pas les mécanismes complexes et peu enthousiasmants de la construction européenne. Il y a quelque chose de contradictoire à faire l'Europe et à dénoncer en même

temps la lépre qui nous viendrait de l'étranger. Ne serait-il pas temps, enfin, de passer à la pédagogie ?

La peur du changement

C'est là que le sondage de la SOFRES permet de mesurer l'ampleur des risques. Quels sont en effet les secteurs sociaux et professionnels les plus inquiets par les perspectives européennes ? En tête viennent bien sûr les agriculteurs. Mais deux autres groupes suivent à peu près à égalité : les ouvriers et les artisans, commerçants et industriels. Ce n'est pas une surprise, mais les chiffres sont éloquentes, et on voit déjà se dessiner une masse de manoeuvre pour les anti-Européens affirmés (les communistes) ou plus subtile (le Front national), qui pourraient se retrouver « objective-ment » et contraindre les grands partis à plus de prudence au moment de la campagne électorale

du mois de juin. « La France seule » est une idée qui n'appartient pas qu'à l'extrême droite et qui est suffisamment simpliste pour séduire, pêle-mêle, les échaudés et les frustrés de l'Europe, ceux qui ont peur de tout changement parce qu'ils craignent de ne pas pouvoir s'adapter.

Politiquement, ce sont bien sûr les « sondés » se réclamant du communisme qui se révèlent les plus anti-européens, avec une logique presque stéréotypée dans les réponses : plutôt que de construire l'Europe ou le socialisme, ils choisissent en majorité la lutte pour la réduction des armements et l'aide aux pays en voie de développement : ils sont à 75 % hostiles à une nationalité européenne, rejoignant en cela le Front national (89 %) ; l'idée, il est vrai, ne paraît pas séduire grand-monde : 32 % à peine des centristes, 29 % des socialistes, et 25 % des RPR. Même chose en ce qui concerne la défense des intérêts de la France : les com-

munistes viennent en première place avec 83 %, talonnés par le RPR (75 %) ; c'est à peu près les mêmes chiffres que l'on retrouve lorsqu'on comptabilise ceux qui se disent inquiets de l'Europe ou ceux qui pensent que le marché unique va aggraver les difficultés économiques de la France.

Autres enseignements de ce sondage-avertissement : la « greffe » européenne appliquée au RPR semble toujours tenir ; ce sont bien sûr les cadres et les travailleurs intellec-

tuels qui sont les plus favorables à la grande aventure, mais les femmes sont plus réticentes que les hommes pour s'y lancer (il y a toujours entre 6 % et 8 % d'écart entre les sentiments européens des hommes et ceux des femmes). Ce sont enfin les jeunes (de dix-huit à vingt-quatre ans) qui sont les plus favorables à l'Europe. Puissent leurs aînés ne pas les décevoir !

JACQUES AMALRIC.

Selon vous, dans cette liste, quelles sont les deux priorités pour les Français dans les vingt prochaines années ?

	%
Construire l'Europe unie	51
Lutter pour la réduction des armements	35
Accroître le progrès scientifique et technique	32
Aider les pays en voie de développement	31
Construire une société libérale	23
Construire le socialisme	5
Sans opinion	4
	(1)

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner deux réponses.

Si 34 % des communistes ont répondu oui à la première question, ils sont 66 % à avoir répondu à la seconde mais 17 % à la dernière. 51 % des socialistes, 67 % des UDF et 68 % des RPR ont répondu oui à la première question.

Dans vingt ans, souhaiteriez-vous avoir la nationalité française ou la nationalité européenne ?

	%
La nationalité française	62
La nationalité européenne	26
Sans opinion	12
	100

17 % seulement des communistes souhaitent avoir la nationalité européenne contre 29 % des socialistes, 27 % d'UDF, 25 % de RPR et 7 % de FN.

Selon vous, quelle est la priorité d'aujourd'hui ?

	Rappel enquête Figaro-SOFRES mars 1984	Février 1989
	%	%
Faire avancer la construction de l'Europe	43	30
Défendre les intérêts de la France dans la Communauté européenne	50	64
Sans opinion	7	6
	100	100

A la mort des inquiétudes correspond une augmentation de ceux qui placent en priorité la « défense des intérêts de la France » : les communistes sont 83 % dans ce cas, les socialistes 69 %, la UDF 63 %, les RPR 76 % et les FN 74 %.

On parle beaucoup du grand Marché unique européen de 1992-1993. Voyez-vous venir cette échéance avec confiance ou avec inquiétude ?

	%
Avec confiance	33
Avec inquiétude	58
Sans opinion	9
	100

L'inquiétude prévaut chez les communistes (78 %) ; elle est moindre chez les socialistes (50 %), les UDF (59 %), mais atteint 73 % au RPR et 87 % seulement au FN. Dans les catégories professionnelles, les agriculteurs viennent en tête (73 %) suivis par les artisans, commerçants et industriels (67 %). Ce sont les cadres et intellectuels qui sont les moins inquiets (43 %).

La réalisation du Marché unique européen va-t-elle, selon vous, aggraver ou réduire les difficultés économiques de la France ?

	%
Elle va les aggraver	41
Elle va les réduire	27
Ni l'un ni l'autre	16
Sans opinion	16
	100

Pour 51 % des communistes, il faut s'attendre à une aggravation ; 33 % seulement des socialistes pensent de même, ainsi que 49 % des UDF et 48 % des RPR.

Pensez-vous que l'ouverture du Marché unique européen aura en France des effets positifs, négatifs ou aucun effet sur :

	Effets positifs	Effets négatifs	Aucun effet	Sans opinion
Le niveau de vie	39	25	24	12
Le montant des impôts	26	25	24	25
L'emploi	43	30	16	11
La protection sociale	30	24	25	21
Les conditions de travail	40	24	21	15

La réponse est nette : pour 41 % des communistes, le Marché unique aura des effets négatifs sur le niveau de vie, alors que 19 % seulement des socialistes sont de cet avis ; 28 % des UDF et des RPR partagent ce point de vue, qui est celui de 52 % du FN. Les options sont beaucoup moins significatives à propos des impôts, de l'emploi, de la protection sociale et des conditions de travail, sinon que 48 % des communistes sont pessimistes à ces sujets.

Pensez-vous que le Marché unique européen aura en France des effets positifs, négatifs ou aucun effet sur :

	Effets positifs	Effets négatifs	Aucun effet	Sans opinion
L'automobile	43	22	15	20
L'industrie aéronautique et spatiale	63	7	9	21
La sidérurgie	27	30	14	29
L'agriculture	29	43	12	16
Le secteur public	32	19	23	26
Le tourisme	78	5	7	10

L'effet Airbus et Ariane joue à plein : tous les partis estiment que les effets en matière aéronautique et spatiale seront bénéfiques (communistes : 51 % ; socialistes : 67 % ; UDF : 71 % ; RPR : 68 % ; FN : 63 %). Résultats mitigés pour ce qui est de l'automobile, de la sidérurgie et du secteur public ; 59 % des communistes sont en revanche inquiets pour l'agriculture ; 50 % d'UDF et 46 % de RPR partagent cet avis. Les socialistes ne sont que 38 %. Euphorie générale en revanche pour prévoir le développement du tourisme : les plus pessimistes sont les communistes, avec 73 %.

Pensez-vous que l'ouverture du Marché unique européen aura en France des effets positifs, négatifs ou aucun effet sur :

	Effets positifs	Effets négatifs	Aucun effet	Sans opinion
Les chefs d'entreprise	55	15	9	21
Les ouvriers	29	28	18	25
Les professionnels libéraux	41	17	19	23
Les commerçants	40	25	15	20
Les cadres	47	13	16	24
Les fonctionnaires	25	22	31	22
Les agriculteurs	27	43	11	19

La catégorie « artisan, commerçant, industriel » ne répondait à la première question qu'à 50 %. Les ouvriers ne sont que 32 % à prévoir une amélioration de leur condition, loin des employés (42 %). Les cadres (52 %) sont optimistes, les fonctionnaires et les professionnels libéraux sans avis significatifs, mais les agriculteurs pessimistes à 57 % ; les commerçants sont optimistes à 38 %, pessimistes à 26 %.

Ce sondage, réalisé pour *Le Monde* et RTL, du 18 au 22 février, a été effectué sur un échantillon national de 1 000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de dix-huit ans et plus. Les explications qui suivent chaque tableau sont tirées des réponses aux questions complémentaires portant sur la profession, le sexe, l'âge et l'appartenance politique des « sondés ».

POLOGNE : en marge de la « table ronde »

Le pouvoir et l'opposition tentent de dégager les grandes lignes d'un accord

M. Lech Walesa et le général Kiszczak, ministre de l'Intérieur et membre du bureau politique du PC polonais, devaient se rencontrer de nouveau jeudi 2 mars à Varsovie en marge des pourparlers de la « table ronde ». Au cours d'une réunion à huis clos, les deux responsables, accompagnés de quelques autres représentants de l'opposition et du pouvoir, devaient tenter de dégager les grandes lignes d'un accord sur quelques points fondamentaux : pluralisme politique et syndical avec, essentiellement, la légalisation de Solidarité ; élections parlementaires anticipées en juin ou début juillet, auxquelles l'opposition accepterait de participer de manière limitée ; et ce que le

pouvoir appelle un « contrat social » portant sur certains problèmes économiques et sociaux. Après près de quatre semaines de négociations quotidiennes menées par plusieurs groupes de travail sur la réforme des tribunaux, l'indexation des salaires, la santé, la jeunesse ou les médias, les participants à la « table ronde » ouverte le 6 février paraissent soucieux de parvenir à un dénouement, au moins sur l'essentiel. « Il est temps d'arriver à des choses concrètes, la société attend », a commenté mercredi soir à la télévision le professeur Bronislaw Geremek, proche conseiller de Lech Walesa. Si les bases d'un consensus sont jetées, les discussions pourraient se poursui-

vre pendant deux à trois semaines sur les questions précises qui restent à régler ou même faire l'objet de pourparlers ultérieurs. Car, comme le soulignait mercredi un autre représentant de Solidarité, M. Zbigniew Bujak, « depuis le début le pouvoir est d'accord sur nos propositions d'ordre général, mais dès qu'on se met à parler de choses concrètes on ne fait plus aucun progrès ».

Lech Walesa vient d'achever une tournée de neuf villes de province, où il a expliqué sa ligne de dialogue au cours de meetings qui ont rassemblé jusqu'à 25 000 personnes. Le dernier rendez-vous de cette tournée était mercredi soir avec les étudiants de l'université de Varsovie.

« Si on ne réussit pas cette fois... »

VARSOVIE
correspondance

« Après ce que j'avais lu sur vous dans la presse, je m'attendais à me faire siffler ici. Alors moi aussi j'ai apporté mon sifflet. » Joignant le geste à la parole, Lech Walesa fait donner son instrument et, d'une boutade, décide l'assistance. Non, Lech Walesa ne sera pas sifflé par les étudiants de l'université de Varsovie, qui sont peut-être trois mille à se presser dans l'amphithéâtre surchauffé et ses alentours. Mais il ne parviendra pas non plus à conquérir vraiment son auditoire. Le président de Solidarité joue une partie difficile, il le sait. Et la jeunesse polonaise, frustrée et impatiente, peut à tout moment faire basculer la partie.

Ordonné dès son arrivée dans la salle, Lech Walesa est salué par le recteur de l'université, M. Grzegorz Bialkowski, comme « le symbole de l'espoir pour des millions de Polonais ». Le recteur, poète et physicien, symbolise à lui tout seul l'atmosphère actuelle :

catholique, nommé en 1985 par le pouvoir dans des conditions difficiles, il s'est progressivement rapproché de l'opposition, se faisant respecter par tous ses étudiants pour son attitude libérale. C'est ici que la NZS, l'association indépendante des étudiants dissoute sous l'état de guerre en 1982, s'est reconstituée au grand jour il y a un an. Aujourd'hui, la NZS exige d'un gouvernement réticent sa légalisation et se trouve ainsi au cœur des discussions de la « table ronde ».

« Nous n'avons pas le choix. Si l'on ne réussit pas cette fois-ci, la Pologne deviendra l'arrière-cour de l'Europe, avec ses jolies filles qui la quittent pour la France. Pour la première fois depuis quarante-cinq ans, nous avons une réelle chance de faire la Pologne dont nous rêvons. Fermons les yeux aux provocations. Nous attendons depuis quarante-cinq ans une Pologne libre et pluraliste. On peut bien attendre encore trois semaines. »

Son ventre rond pointé vers la salle, la main plantée dans le ceinturon, Lech

Walesa ferme les yeux et lève sa moustache grise vers le ciel dans un grand soupir en écoutant la question suivante. Cela fait trois semaines qu'il répète la même chose à travers le pays. Il est fatigué. Il a déboulonné son col et desserré sa cravate. On étouffe. Les étudiants ont les joues rougies par la chaleur et la tension. Plusieurs questions portent sur la légalisation de la NZS, dont Walesa finit par dire qu'elle forme un des « trois piliers indispensables de la table », avec Solidarité et Solidarité rurale.

A la sortie, certains ont l'air déçu : « Il est venu pour nous calmer, pas pour soutenir la NZS, qui fait peur à Solidarité », regrette un étudiant en histoire. A la « table ronde », les travaux du groupe de travail sur la jeunesse précèdent depuis les incidents de Cracovie, où la semaine dernière, étudiants et miliciens se sont violemment affrontés.

Le pouvoir a réagi très durement à ces incidents et exige une condamnation publique de la part de la NZS. Un détail en particulier n'est pas passé :

l'effigie de Gorbachev transformée en cible, portée par de jeunes manifestants. « Ils n'ont rien compris, ceux qui la portaient étaient déguisés en NKVD (1) », sous-entendu en adversaires intérieurs de M. Gorbachev, affirmant certains en riant du désordre de l'affaire. Mais pour les autorités il y a eu crime de lèse-majesté, au point que le premier ministre, M. Rakowski, s'est cru obligé de présenter des excuses à l'ambassadeur soviétique, qui n'en avait pas demandées. Les étudiants, eux, sont ulcérés par la manière dont la télévision a déformé les incidents. Et ils appréhendent la traditionnelle manifestation du 8 mars, anniversaire des événements de 1968 à l'université.

SYLVE KAUFFMANN.

(1) Ancien sigle de la police politique, ancêtre du KGB.

(Lire page 29 l'article de Françoise Lazare sur l'ouverture de l'économie polonaise.)

Bani Sadr

LE COMLOT DES AYATOLLAHS

C'est parce qu'il s'opposait au despotisme des mollahs que Bani Sadr, premier président élu de la République islamique d'Iran, a dû quitter son pays en 1981. Réfugié en France, il milite activement à l'installation d'un régime démocratique que Khomeini avait promis avant de trahir l'esprit de la révolution. Rompant un silence imposé par le conflit irano-irakien, ce patriote convaincu ouvre dans ce livre de nombreux dossiers, et multiplie les révélations.

Avec la collaboration de Jean-Charles Deniau, Bani Sadr nous présente un exceptionnel témoignage. Pour une fois, un homme d'Etat commente avec sincérité son expérience et fait part de ses hésitations, ses illusions et aussi de ses espérances.

95 F

LA DÉCOUVERTE

هكذا من الأصل

10 "Bons Conseils" à un(e) titulaire de Carte Bancaire

L'année dernière, chaque porteur en France d'une CARTE BANCAIRE l'a utilisée 58 fois pour régler un achat chez l'un des 450.000 commerçants affiliés. Il l'a glissée, en outre, 23 fois dans l'un des 11.500 distributeurs de billets pour retirer de l'argent. C'est, bien sûr, une moyenne. Mais combien révélatrice de l'utilité et de la modernité de la CARTE BANCAIRE. Voici 10 « bons conseils » qui, quel que soit l'établissement qui vous l'a délivrée, rendront plus sûre et plus agréable l'utilisation quotidienne de votre CARTE BANCAIRE.

1 VOUS AVEZ PERDU VOTRE CARTE BANCAIRE :
Perdue ou volée, contactez immédiatement votre agence ou appelez le 42.77.11.90 ou le 43.23.46.46 en région parisienne, et le 54.42.12.12 en province.

Vous êtes entendu 24 h/24 et 7 jours sur 7. Communiquez le numéro de votre carte (jamais le code confidentiel). Ce numéro figure en clair sur le recto de la carte. Vous le retrouverez également sur vos factures. Faites ensuite une déclaration de perte ou de vol (commissariat ou gendarmerie), puis confirmez votre déclaration par courrier recommandé auprès de votre agence.

2 EN CAS D'UTILISATION FRAUDULEUSE, VOTRE RESPONSABILITÉ EST LIMITÉE :
Soyez rassuré, votre responsabilité en cas d'utilisation de votre CARTE BANCAIRE avant sa mise en opposition n'est engagée que dans la limite de 600 F. Bien entendu, après la mise en opposition, votre responsabilité est dérogée (sauf en cas de faute ou d'imprudence caractérisée de votre part).

3 PRÉCAUTIONS D'EMPLOI DU CODE CONFIDENTIEL :
Le code confidentiel de votre CARTE BANCAIRE est le garant de votre sécurité. Pour vous protéger totalement, personne d'autre que vous ne doit le connaître. En effet, en cas de perte ou de vol, l'utilisation de votre carte avec son code confidentiel engagerait votre responsabilité. Ne commettez pas l'imprudence d'inscrire le code confidentiel à proximité de la carte, voire sur la carte elle-même. Pour éviter tout risque, ne l'écrivez sur aucun document, même sous forme déguisée.

Le plus sûr, c'est de l'apprendre par cœur.

4 VOUS AVEZ OUBLIÉ VOTRE CODE CONFIDENTIEL :
Adressez-vous à votre agence qui, seule, vous apportera confidentiellement la solution.

5 UN COMMERÇANT REFUSE VOTRE CARTE BANCAIRE :
Si l'autocollant CB est affiché sur la vitrine, le commerçant ne peut la refuser (même en période de soldes). Mais, bien naturellement, il peut éventuellement vous demander d'éviter de l'utiliser pour des achats de faibles montants. Il y a certainement un distributeur de billets à proximité.

6 VOTRE CARTE BANCAIRE EST AVALÉE PAR UN DISTRIBUTEUR DE BILLETS :
Présentez-vous au plus tard le jour ouvré qui suit l'incident, à l'agence bancaire ou postale qui gère le distributeur. Après vérifications d'usage, votre carte vous sera restituée. Sinon, elle vous sera remise par l'agence qui vous l'a délivrée. Mais cela prendra quelques jours, circuits de transmission et de sécurité obligent !

7 VOTRE COMPTE EST DÉBITÉ D'UNE OPÉRATION QUE VOUS N'AVEZ PAS FAITE :
Précisez-le immédiatement à votre agence. À l'aide des éléments que vous lui aurez fournis, celle-ci effectuera les recherches et procédera aux rectifications qui s'imposent.

8 VOTRE CARTE BANCAIRE ARRIVE À EXPIRATION :
D'une durée d'un ou deux ans, elle est renouvelée automatiquement, sauf avis contraire de votre part. Si vous n'avez pas reçu d'avis de mise à disposition de votre nouvelle carte, contactez votre agence.

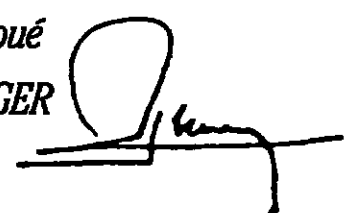
9 VOTRE CARTE BANCAIRE PEUT-ÊTRE DÉMAGNÉTISÉE :
Pour ne pas subir ce désagrément, évitez son frottement direct avec d'éventuelles autres cartes à pistes. De la même façon, ne la rangez pas aux côtés de porte-monnaie, clefs, pièces, etc.

10 ELLE N'EST PAS INDESTRUCTIBLE :
Ne pliez pas votre CARTE BANCAIRE ! Attention par exemple aux poches de pantalon. Conservez-la à l'abri du soleil ! Elle pourrait se déformer.

*E*n espérant que ces quelques conseils vous permettront de bénéficier plus encore de ce grand « service à la carte », je vous prie de me croire,

votre dévoué

Raoul BELLANGER



P.S. : N'oubliez pas que, quoi qu'il arrive à votre CARTE BANCAIRE, votre agence est toujours à votre disposition !



GROUPEMENT DES CARTES BANCAIRES "CB"

cmc

Asie

CHINE

Le combat d'Amnistie 89 pour les droits de l'homme

Le ministère chinois des affaires étrangères a réagi à nouveau avec vigueur, mercredi 1^{er} mars, aux « regrets » américains qui avaient suivi l'interdiction faite par la police chinoise au dissident chinois Fang Lizhi d'assister à un banquet donné à Pékin par le président Bush (le Monde dans 28-27 février). Le ministre a accusé Washington d'avoir « court-circuité les

voies normales » en invitant « un certain individu inacceptable pour la partie chinoise ». Cette façon d'« imposer sa propre volonté aux autres ne peut être interprétée que comme un soutien à ce genre de personnes et un manque de respect pour le pays hôte ». Pékin s'est également déclaré « surpris par des déclarations irresponsables » des dirigeants américains.

PÉKIN
de notre correspondant

Les chambres du premier étage de ce petit hôtel situé non loin des missions diplomatiques étrangères abritent deux catégories bien distinctes de clients. Celui de la 206, et les autres. Dans la première, on refait la Chine. Dans les autres, on surveille, pour le compte de la police politique, les allées et venues à la porte de la première.

La 206, c'est le « bureau » de M. Chen Jun, fondateur d'Amnistie 89, qui entend coordonner les efforts en vue d'obtenir la libération des prisonniers politiques de Chine populaire. La pièce, plus haute que les autres, a toutes les allures d'une chambre d'hôtel chinois et d'un bureau : lit, télévision et deux fauteuils encastrés dans une table basse, thermos d'eau chaude pour le thé.

Au milieu, le téléphone. C'est la ligne rouge, qui relie M. Chen au monde extérieur. Les activistes de Chine comme de la diaspora, à Hongkong et aux États-Unis notamment, peuvent appeler à tout moment pour venir aux nouvelles ou en fournir. Ainsi vient-il d'apprendre que l'une des grandes figures de la contestation, le journaliste Liu Binyan, actuellement aux États-Unis, avait décidé, à son tour, de signer la pétition demandant la libération de M. Wei Jingsheng et des autres dissidents. Il ne faudrait pas beaucoup pousser M. Chen pour lui faire dire que cette ligne téléphonique représente aussi un lien entre l'opposition politique que chacun ressent confusément dans le régime et le monde moderne capitaliste sur lequel même le pouvoir chinois a commencé à réviser son jugement jadis totalement négatif.

Mais ce diplômé de philosophie de trente et un ans, mis comme un « minet », pantalonnait et veston de flanelle, se dit prudent. « Nous ne voulons pas défier les autorités », assure-t-il. Je suis même prêt à reculer d'un pas si cela peut leur permettre de ne pas faire d'erreur dans la gestion de cette affaire. A cette affaire, c'est la pétition dans laquelle il s'est lancé avec la même bonne foi qu'il y a dix ans quand il publiait, à Shanghai, la Voix de la démocratie, un de ces organes con-

taires dans l'ébullition du « printemps » de Pékin. Mais avec l'expérience en la suite, mais aussi, une fois libéré, aux États-Unis où il est parvenu à se faire envoyer pour y poursuivre ses études.

Marié depuis une dizaine d'années, contrairement à nombre d'autres dans son cas, il est revenu en Chine. A Shanghai, d'abord, pour y ouvrir un café privé, puis à Pékin, dans le même but. Qu'est-ce qui l'a poussé à reprendre du service dans la contestation ? D'une part, « l'insécurité des intellectuels chinois à effectuer une action concrète pour faire progresser ce pays. Depuis soixante-dix ans, la Chine se perd en palabres ». La date fait référence au soulèvement étudiant du 4 mai 1919, d'où est né le mouvement communiste chinois. D'autre part, l'impasse entre les partisans d'une démocratisation du régime et le pouvoir. « Il n'y a aucun rapport entre gouvernants et gouvernés. Les structures sont figées. Il suffit qu'un côté fasse un petit geste pour que l'autre se croie menacé ».

Surveillance policière

D'où l'idée de cette antenne d'information destinée à favoriser la communication. M. Chen Jun, qui a engagé trois collaborateurs, comme un patron d'entreprise privée, veut en faire une association à but non lucratif, gérée de manière « professionnelle ». « Nous allons centraliser toute l'information disponible et soumettre le dossier concernant les cas de six personnes à l'Assemblée nationale populaire. Il est bon que certains réclament à grands cris les droits de l'homme en Chine, mais il faut aussi d'autres formes d'intervention de manière à servir de l'impasse. Ils doivent pouvoir accepter le principe de la suggestion. L'essentiel est de procéder pas à pas ».

Les autorités n'auront guère de mal à faire valoir que l'emprunt de 20 000 dollars effectué auprès d'un ami à New-York pour lancer cette curieuse affaire ne rentre pas dans la catégorie des investissements souhaités dans le cadre de l'ouverture économique de la Chine.

Mais M. Chen incarne aussi toute l'ambiguïté de cette politi-

que de Pékin visant à s'en remettre à une bonne part aux talents de la diaspora et de Taiwan. Son grand-père fut un de ces hauts fonctionnaires du Kuomintang qui décidèrent de rester sur le continent à la victoire communiste. Son père entra dans l'Armée populaire de libération peu après. Et, bien sûr, toute la famille en a bavé pendant la campagne anti-droitière de 1957 et la révolution culturelle. D'autant qu'un de ses oncles est bien placé dans la hiérarchie militaire à Taipei. Lui-même souhaite que ses contacts avec la diaspora chinoise ayant des liens avec Taiwan servent. Plusieurs personnalités du monde intellectuel dans l'île nationaliste ont signé sa pétition.

Son initiative n'a pas fait l'unanimité dans les rangs mêmes des signataires de ce texte. L'astrophysicien Fang Lizhi, qui prêche l'émergence de plusieurs autres groupes informels de ce genre, difficiles à contrôler pour les autorités, pense que c'est une bonne idée, mais prématurée. D'autres la jugent « inepte ». Ceux qui prévoient une intervention rapide des gardiens du temple risquent fort d'avoir bientôt raison.

Au pied de l'immeuble, les vitres fumées d'une voiture banalisée dissimulent mal les quatre policiers en civil qui surveillent les lieux. M. Chen Jun s'est vu confier son passeport depuis le mois d'octobre et a été interrogé à plusieurs reprises. On lui reproche d'avoir collaboré à la revue China Spring, éditée par l'opposition en exil aux États-Unis, dont plusieurs membres ont déjà été expulsés de Chine. Mais le jour où il a dit qu'il commençait à faire des ennemis à tous ceux qui y ont collaboré, c'est par dizaines qu'ils allaient devoir les convoquer, et qu'ils devraient même interroger des gens qui ont des fonctions officielles en Chine populaire.

Pourtant, le fait même qu'une telle idée puisse se matérialiser, ne serait-ce que provisoirement, aujourd'hui à Pékin, en dit long sur l'atmosphère qui prévaut en cette année de quarantième anniversaire de la République populaire : la Chine, dans la rue comme dans certains couloirs du pouvoir, est à la recherche de solutions de rechange au pesant monolithisme politique hérité de Mao Zedong.

FRANCIS DERON.

AFGHANISTAN

Le blocus se resserre autour de Kaboul

Deux semaines après le retrait de Kaboul du dernier soldat soviétique, le blocus de la capitale afghane par les moudjahidines paraît se consolider. Aucun convoi soviétique — de nourriture, de carburant ou de matériel militaire — n'a franchi le tunnel de Salang pour ravitailler Kaboul depuis le 20 février. C'est ce que confirment les soldats du dernier poste de contrôle gouvernemental sur la route menant à l'URSS, qui ne se trouve qu'à 5 kilomètres de Kaboul. Pourtant, les autorités affirment qu'un millier de camions chargés de farine, de blé et de pétrole soviétiques sont partis il y a plusieurs jours de Mazari-Sharif. Plusieurs centaines d'autres seraient bloqués par la neige.

D'autre part, le trafic est réduit sur la route de l'Est, menant vers Jalalabad et la frontière pakistanaise, d'où parviennent en particulier les fruits et les légumes. Si la situation à Kaboul paraît calme au point que la plupart des chars ont été retirés des rues et que le CICR y renforce ses efforts, la pénurie alimentaire se poursuit. Les stocks de céréales étaient de 7711 tonnes le 21 février, contre une moyenne habituelle de 10000. Par ailleurs, selon des chiffres officiels, les vivres distribués par le gouvernement ne profitent guère à la population : sur 75 tonnes de blé distribuées, 70% sont allées aux forces armées, 20% aux fonctionnaires et membres du parti au pouvoir et 10% seulement aux hôpitaux.

Samedi 26 février, le chef du régime, M. Najibullah, avait, pour la première fois, admis que « les extrémistes bloquent les routes et encerclent les villes », notamment Kaboul. « Imposant la famine ». La population ne doit pas se méprendre sur l'origine des souffrances qu'elle endure, avait-il ajouté : c'est l'opposition (la résistance) qui en est seule responsable. — (AFP, UPI, Reuters).

● Consultations franco-soviétiques sur l'Afghanistan et le Cambodge. — Le directeur d'Asie et d'Océanie du ministère français des affaires étrangères, M. Claude Martin, a, mercredi 1^{er} mars, à Moscou, des entretiens avec des hauts responsables soviétiques sur l'Afghanistan et le Cambodge, a annoncé l'agence Tass. Il a été reçu par les vice-ministres Vorontsov (également ambassadeur à Kaboul), Bessmertnykh et Rogatchev. — (AFP).

● Pékin « prend note » des actions de M. Tadjoullah, ministre chinois des affaires étrangères, a « pris note » mercredi 1^{er} mars des « regrets » du premier ministre japonais Takeshita à la suite des déclarations qu'il avait faites sur la responsabilité de son pays dans le déclenchement de la seconde guerre mondiale (le Monde du 1^{er} mars). « Seule une attitude correcte envers l'histoire » permettra au Japon de suivre « la bonne voie », a ajouté le porte-parole. — (AFP).

Amériques

ÉTATS-UNIS : criminalité record dans la capitale

Couvre-feu à Washington pour les moins de dix-huit ans ?

Washington, la capitale fédérale des États-Unis, est aussi devenue la capitale du meurtre et de la drogue. Elle a connu l'an dernier 372 assassinats (plus d'un par jour), dépassant ainsi pour le nombre de morts par habitant Detroit (Michigan), qui détenait jusqu'à ce record peu enviable. Et cette performance a toutes les chances d'être pulvérisée cette année, car, depuis le 1^{er} janvier, 90 personnes ont été assassinées dans le district de Columbia (nom administratif de la capitale), soit 36 de plus que durant les deux premiers mois de 1988. Plus de 60 % de ces crimes, dont les coupables restent souvent impunis, sont dus au trafic de drogue et se produisent dans les quartiers pauvres de la capitale, dont la population est noire à 70 %.

La municipalité a pris, mardi 28 février, la décision spectaculaire de recommander temporairement un couvre-feu pour les jeunes de moins de dix-huit ans, qui n'auraient plus le droit de s'attarder dans les rues et les parcs de la ville entre 23 heures (minuit le vendredi et le samedi) et 6 heures. A moins qu'ils n'aient un permis spécial, les contrevenants seront incarcérés au poste de police en attendant que leurs parents viennent les chercher en échange d'une amende de 100 à 500 dollars.

L'objectif est de protéger ceux qui sont les plus visés par le trafic des stupéfiants, qui se tient couramment dans certains quartiers. La mesure, qui n'a pas encore été signée par le maire, M. Marion Barry, et qui n'est donc pas encore en vigueur, a été accueillie avec le plus grand scepticisme par les responsables de l'ordre public et avec indignation par les intéressés. — (AFP.)

Avant le vote sur la nomination du secrétaire à la défense

Fort-Alamo au Sénat...

En attendant l'assentiment (ou plus vraisemblablement le Waterloo) républicain qui se prépare au Sénat pour la dernière bataille sur la nomination du secrétaire à la défense, l'affaire Tower, qui, du vaudeville au repentir biblique, a déjà connu bien des registres, vient de donner dans le genre héroïque. Et M. Tower, mouvant lui-même au créneau après le président George Bush, s'est défendu, mercredi 1^{er} mars, au cours d'un déjeuner de presse, dans la meilleure tradition texane : celle de Fort-Alamo. Comparant implicitement les cohortes sénatoriales en furie qui s'apprêtent à l'assaut aux troupes mexicaines du général Santa Anna, qui, en mars 1836, d'ailleurs, l'assaut au petit monastère fortifié défendit par les insurgés texans de William Travis et Davy Crockett, il a repris à son compte les mots historiques de Travis : « Jamais je ne me rendrai ou ne battraï en retraite... ».

Furieux des allégations portées à son encontre et des révélations sur son alcoolisme supposé et son goût pour les femmes, le secrétaire à la défense désigné, qui fut lui aussi un pionnier en devenant, en 1961, le premier sénateur républicain du Texas, a, une nouvelle fois, fait référence à la tradition de l'Ouest. « Je me sens, a-t-il déclaré, comme un type couvert de goudron et de plumes et conduit hors de la ville à

collaborer sur un rail et qui dit : « J'aurais préféré faire de l'auto-stop ». Et de conclure en critiquant les sénateurs : « J'accepte que les critères soient plus élevés pour un secrétaire à la défense que pour les membres du Congrès, mais je me pose la question de savoir à quel niveau inférieur ils se situent pour les membres du Sénat ».

Une consolation toutefois pour M. Tower, au cas où son vote de confirmation se terminerait en mise à mort : Crockett et ses éclaireurs avaient tenu le siège treize jours avant l'assaut final. John Tower, lui, aura résisté près de deux mois. M.C.D.

● « Confirmation » aux postes de secrétaires à l'énergie et à la santé. — Le Sénat a confirmé, mercredi 1^{er} mars, les nominations de MM. James Watkins et Louis Sullivan aux postes de secrétaires à l'énergie et à la santé. L'ami-rail Watkins, coéquipier et un an, qui a pris sa retraite en 1986 sera le premier militaire de carrière à détenir le portefeuille de l'énergie. Pour sa part, le docteur Louis Sullivan, qui avait créé une controverse parmi les républicains en raison de ses précédentes prises de position favorables à l'avortement, sera, à cinquante-trois ans, le seul Noir du cabinet Bush. — (AFP, AP, Reuters).

VENEZUELA : le bilan des émeutes s'alourdit

Nouveaux incidents meurtriers à Caracas

Caracas. — Malgré le couvre-feu imposé la veille par le président Carlos Andrés Pérez, en vue de ramener le calme dans les principales villes du Venezuela après deux journées d'émeutes, de graves incidents ont de nouveau eu lieu à Caracas dans la nuit de mercredi 1^{er} au jeudi 2 mars. Ils auraient fait au moins 16 morts.

Des tirs isolés ont été entendus pendant toute une partie de la nuit. Des soldats ont lancé des grenades lacrymogènes en direction d'habitants de quartiers pauciers se livrant à des pillages ; des échanges de coups de feu avec des tireurs placés sur les toits ont suivi. L'un de ces incidents dans la périphérie occidentale de la capitale a provoqué à lui seul la mort de 12 personnes.

Les autorités n'avaient toujours pas fourni de bilan officiel du nombre de victimes jeudi matin. Des sources officielles font état désormais de 120 à 160 morts. Mais le quotidien *El Nacional* estime qu'il y aurait eu 200 tués et plus de 1 000 blessés. Environ 2 000 personnes seraient, en outre, été arrêtées. Plusieurs témoignages ont fait état d'une grande brutalité de la part des forces de l'ordre. Dans l'intérieur du pays, le calme semble effectivement revenu.

Le gouvernement a, par ailleurs, confirmé mercredi 1^{er} mars des augmentations de traitement et de salaires — les premières depuis 1987. Les fonctionnaires seront ainsi augmentés de 30 %. L'inflation avait atteint 35 % à la fin de 1988. — (AFP, AP, Reuters).

CHARLES LESCAULT.

Afrique

CAMEROUN

Prochain dialogue avec le Club de Paris

Au cours d'une conférence de presse tenue à Paris, mercredi 1^{er} mars, M. Simon Njo'o Etoungou, ambassadeur du Cameroun en France, a évoqué les relations de son pays avec le FMI, institution dont Yaoundé s'est longtemps méfié avant de se lancer dans un programme d'ajustement structurel sous ses auspices. Démentant des rumeurs relatives à un désaccord, l'ambassadeur a affirmé que son pays allait bénéficier d'un second droit de tirage spécial sur les crédits mis à sa disposition. Il a annoncé que Yaoundé, modifiant sa politique antérieure en la matière, allait rejoindre au Club de Paris, « comme le conseiller les Français », pour obtenir le rééchelonnement d'une dette évaluée à 5 milliards de dollars.

M. Etoungou a par ailleurs commenté le rapport 1988 d'Amnesty International qui fait état de l'existence d'au moins quarante prisonniers politiques au Cameroun, pour la plupart des militaires impliqués dans la tentative de coup d'État d'avril 1984, certains jamais jugés, d'autres maintenus en détention à la fin de la peine de prison à laquelle ils avaient été condamnés.

Rompant le silence observé jusqu'alors par les autorités au sujet de ces détentions, M. Etoungou a admis que des putschistes ayant appartenu à la garde présidentielle, étaient « maintenus au frais », dans des conditions matérielles qu'il a présentées comme confortables, en vertu d'une loi d'internement administratif qui existait avant l'accession du président Biya au pouvoir. Selon l'ambassadeur, l'application de cette loi est rendue nécessaire par les menaces que les anciens conjurés continuent à faire peser sur le régime légal.

SOMALIE

Le HCR ne veut prendre en charge que les « vrais » réfugiés

NAIROBI
correspondance

Il n'est pas question de laisser les Nations unies acheminer l'aide aux réfugiés de Borema (nord-ouest de la Somalie) à partir de Djibouti : la proposition du Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) a été formellement rejetée par les autorités somaliennes, celles-ci estimant que l'acheminement des secours devait continuer à se faire à partir du port de Berbera. Un seul convoi (environ 1 000 tonnes) via Djibouti sera autorisé dans les jours qui viennent, mais à titre exceptionnel. C'est ce qu'a annoncé, lors d'une conférence de presse organisée à Nairobi le 1^{er} mars, un responsable des Nations unies rentré le matin même de Mogadiscio.

Concernant le nombre des réfugiés, les Nations unies font connaître publiquement — et pour la première fois — leurs divergences avec Mogadiscio. Tandis que les autorités somaliennes continuent à parler de 371 000 personnes dans le nord-ouest du pays, le HCR avance le chiffre de 140 000 « en grand maximum ». Encore faudrait-il faire le tri, soulignent les Nations unies, parmi ces « réfugiés », dont certains sont armés et ne peuvent, de ce fait, continuer à recevoir l'assistance du HCR et du programme alimentaire mondial. Le volume de nourriture destiné aux réfugiés de cette région a d'ores et déjà été diminué d'environ 45 %, ont admis les représentants de Genève.

Le HCR estime, en outre, que la plupart des camps, situés en zones conflictuelles et qui échappent, par là même, au contrôle des organisations internationales, doivent être vidés progressivement, les « vrais » réfugiés (c'est-à-dire ceux qui

accepteront de rendre les armes) devant être regroupés autour de la ville de Borema, région relativement calme et sûre et qui a l'avantage d'être à deux pas de l'Éthiopie — dont sont originaires la majorité des réfugiés.

Ce plan d'action, prudemment qualifié d'« aide-mémoire », en attendant un éventuel accord en bonne et due forme, aurait reçu l'approbation des autorités somaliennes. Le programme du HCR — « tri » de réfugiés, nouveau recensement, déplacement sur Borema — devra être réalisé en « trois mois maximum ». Pendant cette période, le HCR, en collaboration avec le programme alimentaire mondial, continuera à assister tous les réfugiés, bon grain et ivraie mêlés. Mais, passé ce délai, il ne faudra plus compter sur aucune complaisance.

CATHERINE SIMON.

● SOUDAN : nouveaux succès de la rébellion. — Les rebelles du colonel Garang ont occupé mercredi 1^{er} mars la garnison de Parajok, près de la frontière ougandaise, soixante-douze heures après avoir pris la ville-garnison de Torit, a annoncé le radio de l'AFS (Armée populaire de libération du Soudan). Celle-ci a lancé une mise en garde à la garnison de Nimule, près de Parajok, demandant aux forces gouvernementales de se rallier à la rébellion, ou de quitter la base avant quarante-huit heures. Si la prise de Parajok se confirmait, les rebelles contrôleraient de fait tout l'est de la province de l'Équatoria. Ils se sont emparés, il y a deux semaines, de la ville de Lira, située entre Torit et Juba, après avoir occupé en janvier la ville de Nasir, capitale de la province du Sabat, dans la région du Haut-Nil. — (AFP, Reuters).

NAMIBIE

Accord final sur le financement de l'intervention des Nations unies

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

L'Assemblée générale a adopté, le mercredi 1^{er} mars, le plan de financement de l'intervention des Nations unies en Namibie. Malgré les pressions des pays dits de la « ligne de front », plus particulièrement du Zimbabwe et de la Zambie, aucune véritable concession n'a été faite par les principaux bailleurs de fonds, essentiellement les cinq grandes puissances.

Le plan ne met aucune limite précise aux approvisionnements en Afrique du Sud, et se contente de recommander la « diversification des sources » et la recherche rapide de fournisseurs autres que l'Afrique du Sud. Il accorde également la proposition de l'Italie de fournir des hélicoptères avec leurs équipages et celle de l'Espagne de livrer des avions.

Pourtant du principe que l'approvisionnement du GANUPT (Groupe d'assistance des Nations unies pour la Namibie) ne devrait en rien « enrichir des entreprises sud-africaines », ni « bafouer les résolutions de l'ONU concernant l'interdiction d'entretenir certaines relations commerciales avec l'Afrique du Sud », les pays de la région avaient tenté de fixer des limites aussi strictes que possible aux achats de matériels en Afrique du Sud. Soucieux de réduire les dépenses, les principaux membres du Conseil de sécurité estimaient,

pour leur part, que le transport de la totalité des besoins du GANUPT à partir d'autres pays serait inutilement coûteux.

Sans doute des arrière-pensées politiques n'étaient-elles pas absentes du bras de fer provoqué par les gouvernements africains. Écartés du processus de négociation qui a permis l'application du plan des Nations unies pour la Namibie, ignorés par les grandes puissances lors de la mise au point du budget de l'opération, les pays de la « ligne de front » ont tenté d'imprimer leur propre marque à un processus qui revêt une grande importance politique pour le continent.

Parallèlement, les gouvernements de la région, liés à la SWAPO, estimaient que la présence sud-africaine dans le processus d'indépendance devait être réduite au minimum.

De leur côté, les principales puissances, pour une fois unies, souhaitent non seulement collaborer avec l'Afrique du Sud, l'un des garants des accords signés en décembre, mais aussi ôter à la SWAPO d'éventuelles prétentions à une position hégémonique sur le futur équilibre politique namibien. Malgré le retard pris par le lancement de l'opération, celle-ci démarre comme prévu le 1^{er} avril, pour aboutir à des élections le 1^{er} novembre.

CHARLES LESCAULT.

هكذا من الأصل

La préparation des élections municipales

Les fous de culture et d'urbanisme...

la place d'Italie et Marseille la Suisse Mario Botta pour réaménager la porte d'Aix.

Les maires ont-ils été touchés par les neuf muses réunies ? Sûrement pas tous. La plupart sont simplement réalistes. La culture se vend et fait vendre. Tous sont fascinés par les technologies nouvelles. Pas une cité qui ne consacre quelques hectares à un technoparc, futur siège des industries en « tique » : informatique, bureautique, robotique, communication, etc. Mais les villes elles-mêmes sont peu nombreuses, même si la vague d'un chiffre : 1993 - l'ouverture du marché européen - doit tout résoudre. Pour attirer ces entreprises de pointe et les cadres qui les accompagnent, la ville doit être

séduisante, l'environnement et les loisirs de qualité. La proximité de la mer ou de la montagne, la présence du soleil, ne suffisent plus. Il faut à ces nouveaux cadres des équipements culturels diversifiés : opéra, musée, salle d'exposition. Le patrimoine ancien doit être soigneusement mis en valeur et l'urbanisme nouveau élaboré, si possible, par une vedette internationale.

De plus, ces municipalités se sont aperçues que leurs propres électeurs devaient chaque jour plus exigeants dans ce domaine. Mais que, si la culture nourrissait l'esprit, elle pouvait aussi garantir les portefeuilles. Les touristes sont de plus en plus friands de vieilles pierres et de festivals, d'expositions et de spectacles. Plus le menu présenté par les édiles sera

copieux, plus longtemps les visiteurs resteront dans leur cité. Sur la façade méditerranéenne, Avignon, Aix et Orange ont une longueur d'avance. Le Languedoc, qui, naguère, refusait de devenir le « bronze-cul » de l'Europe, aimait bien arrêter quelques-uns des cinq millions de touristes pressés qui filent chaque année en Espagne sous son nez. Nîmes et Montpellier ont en tête, leurs maires, Jean Bousquet (UDF) et Georges Frêche (PS), fortes personnalités médiatiques, seront vraisemblablement réélus sans problème. Ils se battent à coups de projets culturels, grandioses pour les uns, mégalomaniques pour les autres. Sur ce terrain ils sont rejoints par le sage Paul Alduy (UDF-PSD), sénateur rattaché au groupe centriste, qui régit sur Perpignan depuis 1959. Pour son ultime mandat (il a soixante-quinze ans) il a demandé à Jean Nouvel, le plus branché des architectes français, de dessiner pour sa ville un nouveau quartier.

E. de R.

Nîmes : les lunettes de Laurent de Médicis

NÎMES de notre envoyé spécial.

A Nîmes, la campagne municipale ressemble à une histoire d'opérette. L'affichiste Savignac a dessiné pour son ami Bousquet une paire de lunettes à travers lesquelles on aperçoit un crocodile et un palmier : les armes de la ville. « Avant de voter, regarde ces lunettes », indique la légende. Le candidat socialiste, François Bruguierolle, semble pas avoir compris : « Ouvrez les yeux », demande-t-il à ses concitoyens. Et le maire sortant de répondre, par la bouche d'un jeune couple au aussi muni de lunettes : « Jean Bousquet, c'est clair ».

Les Nîmois apprécient peut-être l'art de la litote. De toutes les manières, ils devraient réaliser sans problème le patron de Chachalard. Un récent sondage donne 48 % à Jean Bousquet dès le premier tour. Le communiste Emile Jourdan, battu en 1983, devançant de deux points (24 %) le socialiste (22 %).

Dès son arrivée, Jean Bousquet a fait de la culture son cheval de bataille. Sa mairie a été en partie habillée par Jean-Michel Wilmotte et soignée par Philippe Starck. Son bureau croquisé à gardé le décor de son prédécesseur. « En 1983, j'ai trouvé une ville endormie. J'ai commencé par réveiller ce que je connaissais le mieux, c'est-à-dire les arts plastiques : le Musée et l'École des beaux-arts où enseignait Claude Viallat. J'ai lancé quelques expositions : Klee, Picasso, Masson, et commencé à constituer une collection d'art contemporain. L'architecte Norman Foster doit construire le centre qui l'habitera ».

L'emplacement de ce bâtiment en face de la Maison carrée et son coût (270 millions de francs) font sauter plus d'un Nîmois. Aujourd'hui, les travaux ont commencé, la future médiathèque sera inaugurée en 1992. Mais celle-ci ne doit pas cacher les autres réalisations du maire. La restauration du centre-ville se poursuit avec la rénovation des derniers îlots insulaires. Les halles sont habillées par Wilmotte, omniprésent : il a transformé de fond en comble l'Opéra et se propose de doubler l'École des beaux-arts. Les arènes sont couvertes pendant la mauvaise saison grâce à Nicolas Michelin et Finn Geipel. Elles peuvent aussi bien

accueillir les entrecuoches de Patrick Dupond que les récitals d'Aznavour. Jean Nouvel a construit deux immeubles que l'on vient voir de loin, Némausus I. Martial Rayssac a aménagé la place d'Assas, sans grand génie. « Ces travaux étaient nécessaires », estime Jean Bousquet. Comme j'aime l'architecture, j'ai fait appel à des grands noms. Nîmes a un très riche patrimoine artistique qui va de l'époque romaine au dix-neuvième siècle. Il était normal que notre siècle laisse aussi sa trace ».

Poches de pauvreté

Mais le grand projet de son second mandat doit être l'aménagement du sud de la ville, entre l'autoroute et le périphérique, qui va être relié au centre par le prolongement du boulevard Jean-Jaurès. Déjà un nouveau stade dessiné par l'Italien Gregotti a été inauguré. Une école supérieure d'informatique et d'électronique, centre d'un parc d'activités scientifiques, sort de terre. Une entrée triomphale, le rond-point nord, a été imaginée par Kisho Kurokawa et François Fontès, qui, avec Jean Nouvel et Patrick Le Merdy, seront associés à l'urbanisme de ce quartier encore dans les limbes. L'Américain Hendricks est l'auteur d'un parc aquatique destiné à la société Forest Hills. Ces monuments du vingt-et-unième siècle doivent inciter les sociétés de pointe à s'installer ici. L'énumération de ce programme exaspère les adversaires de Jean Bousquet, qui parlent d'« inutile politique de prestige ». « Beaubourg, ce n'est pas du prestige, rétorque ce dernier. La culture non plus. Il faut empêcher que les jeunes quittent la ville. La culture, c'est aussi des emplois ».

Il y a 14 % de chômeurs à Nîmes et des poches de pauvreté que le maire affirme avoir découvertes « trop tard ». À l'occasion des élections d'octobre 1988 dans le quartier Richelien, notamment. « L'œil social est une de mes priorités », affirme-t-il. Là encore la culture a son rôle à jouer. C'est pourquoi il consacre, hors grands travaux, 138 millions de francs à la culture, 12 % du budget de la ville.

Des emplois, c'est encore le tourisme. La région du Languedoc-Roussillon accueille chaque année trois millions huit cent mille visi-

teurs et en voit passer cinq millions qui ne s'arrêtent pas avant la frontière espagnole. Comment capter cette masse instable ? S'équiper tous azimuts. Un golf existe déjà, un autre est en construction, un troisième envisagé. C'est trop ? « Entre Marbella et Gibraltar il y en a quatre », répond Jean Bousquet. En 1983, les touristes consacraient deux heures et demie à Nîmes. Il faut occuper les gens ».

Les festivals sont un bon moyen de séduire ces populations nomades. Mais la concurrence est rude avec les cités voisines. Le lycée est à Orange et à Aix, le théâtre à Avignon, la musique et la danse à Montpellier. Nîmes a pourtant un bel équipement qui a fait ses preuves : les arènes. Cette année Carmen y sera timidement montée



EMMANUEL DE ROUX.

pendant trois jours par Antoine Bourdier dans des décors de Christian Lacroix. Ce n'est pas un hasard si Nîmes est jumelée avec Vérone, La Mecque de l'opéra verdien. Mais Bousquet rêve d'une autre ville. Nîmes toutes proportions gardées, pourrait être Florence », déclare-t-il sans rire. Il se serait bien sûr le Laurent de Médicis.

Montpellier : des temples pour l'art

MONTPELLIER de notre envoyé spécial.

« Il y a six ans, une des raisons de mon élection a été la carte culturelle, que j'avais constamment jouée », constate M. Georges Frêche, qui se présente aujourd'hui aux élections municipales pour la troisième fois. Son adversaire, M. Willy Dimeglio, député PR de l'Hérault, a le goût de la culture, mais la mairie. Si Montpellier (deux cent trente mille habitants) consacre 82 millions de francs à la culture, un chiffre inférieur à Nîmes, qui a cent mille habitants de moins, c'est que l'équipement lourd n'est pas inclus dans cette somme.

Le maire a-t-il le faire savoir : il ne lésine pas sur la taille de ses équipements. « En 1977, explique-t-il

Grammont et de l'espace rock de Richter. Il vient d'inaugurer les nouveaux locaux de la médiathèque Gutenberg et annonce que Gac Autant va aménager le couvent des Ursulines ».

Enfin, il montre fièrement son dernier-né : le Corum, énorme vaisseau de marbre et de verre signé Vasconi, échoué au bout de l'Esplanade et qui abritera un opéra de deux mille deux cents places, trois auditoriums, un restaurant, une galerie marchande et des jardins suspendus. Comme à Babylone. L'addition est lourde : 700 millions de francs. Mais c'est le garant du renouveau culturel de Montpellier.

« La vie culturelle fonctionne ici depuis des temps », note le maire avec satisfaction.

Pourtant son désir le plus cher, c'est peut-être d'attacher son nom

dans cette direction à toujours été freiné par la présence de la voie ferrée et l'existence d'un cours d'eau modeste, le Lez, dont les crues subites sont toujours redoutées. La précédente municipalité avait, au milieu des années 60, commencé l'investissement de cet espace et planté là une série de cartons à chausseries particulièrement hideux (mairie, Galeries Lafayette, Hôtel Sofitel) et un certain nombre de bâtiments administratifs tout aussi hideux. Georges Frêche fit couvrir la voie ferrée et se mit à la recherche d'un architecte qui pourrait construire non pas des objets mais un vrai quartier. Montpellier est jumelée avec Barcelone. Une rencontre, avec Ricardo Bofill était inévitable. Ce dernier l'imagine entre la nouvelle mairie et le Lez canalisé un ensemble de constructions baptisées Antigone. Une débauche de corniches, de frontons, de colonnades, de places symétriques et de perspectives classiques : références à un passé grec-romain que la ville n'a jamais eu. Elle a été fondée en 987, à une époque où l'architecture ne brillait guère. De l'autre côté de l'eau, un arc de triomphe en verre l'hôtel de région.

Mais cela ne satisfait sans doute pas la soif « antiquisante » du maire. Vers la mer, il existe un espace encore vierge. C'est là que M. Georges Frêche voudrait bâtir port Marianne, dont le plan général a été confié à son ami Bofill. Bon prince, ce dernier fera travailler quelques-uns de ses confrères les plus prestigieux, de Meier à Chermayne en passant par Portzamparc et Nouvel. Deux kilomètres de quais doivent être construits. Le port doit pouvoir accueillir quatre cents voiliers. L'autoroute avalée ne sera plus que l'un des boulevards de la ville.

Ce mirifique projet, qui n'est pas encore chiffré, risque d'achopper sur la mauvaise volonté du maire de Latte, une petite commune voisine, qui voit d'un très mauvais œil cette débauche de béton. Il projette lui-même de construire sur son territoire un port de plaisance à son échelle : port Ariane. Il fallait y penser.

Mais les rêves haussmanniens du maire de Montpellier ne lui font pas oublier ses autres promesses. Après la musique et la danse, il doit équiper sa bonne ville dans le domaine des arts plastiques et du cinéma. Georges Frêche a les épaules larges. C'est un Sisyphe de la culture.

E. de R.

Perpignan : de Dali à Jean Nouvel

PERPIGNAN de notre envoyé spécial.

Le sénateur Paul Alduy (UDF-PSD) est maire de Perpignan depuis 1959. A soixante-quinze ans, il brigue un autre mandat. Aux dernières élections municipales, il avait été élu au premier tour. Aujourd'hui, il a en face de lui deux listes de gauche, une socialiste et une communiste, et une liste d'extrême droite conduite par Pierre Sargent. Son élection sera sûrement moins facile. « En un quart de siècle, dit-il fièrement, j'ai transformé une bourgade du bout de l'Europe en une métropole régionale de premier plan : cent trente mille habitants, le tiers de la population du département, vivent ici ».

Il s'enorgueillit aussi de la rénovation du centre ville entreprise depuis le début des années 80. Mais le plus gros, celui du quartier Saint-Jacques, particulièrement dévalorisé, reste à faire. La nouvelle bibliothèque va ouvrir ses portes et le nouveau conservatoire est en cours d'achèvement. Celui-ci, dirigé par Daniel Tosi, prétend donner le plan à celui de Montpellier, et son orchestre, tourné vers la musique contemporaine, a récemment triomphé à Barcelone. Daniel Tosi achève d'ailleurs un opéra, Messidor 88, d'après le roman d'An-

toine France. Les deux ont soit qui sera créé à Perpignan le 20 juin prochain, date anniversaire du serment du Jeu de paume.

Une nouvelle piazza Navona

Mais le maire a pour sa ville des projets de jeune homme. Le marché de gros des fruits et légumes, le plus important de France après celui de Rungis, a désigné vers le faubourg du Grand Saint-Charles. Il a donc libéré, sur les bords de la Têt, la rivière qui arrose malheureusement Perpignan, un espace de plus de 3 hectares.

Pour urbaniser ce vide particulièrement bien placé à deux pas du centre, il a fait appel à Jean Nouvel, l'un des architectes les plus réputés sinon le plus contesté de France. Le plus génial, disent ses partisans : le plus mégalomane, affirmant ses (nombreux) détracteurs. C'est lui l'auteur de l'Institut du monde arabe à Paris. C'est lui qui vient de gagner le concours du triangle de la Foie à la Défense, en proposant une « tour de l'infini » haute de 450 mètres.

Le projet accepté par la municipalité de Perpignan est relativement sage, très sophistiqué et d'une rare élégance. Il s'agit d'une place piétonne aux dimensions et la forme oblongue

de la piazza Navona à Rome. Au nord, un bâtiment d'habitation continu doit prolonger la place de la tramontane. L'architecture bioclimatique est très étudiée. L'immeuble est muni d'une double peau qui ménage des sortes de loggias sur la façade extérieure. Des déflecteurs géants doivent lutter contre le bruit de la circulation automobile qui emprunte une voie rapide le long du fleuve. Un système de toiture décollée doit permettre une isolation climatique efficace.

Au sud, les bâtiments affectés à un centre d'affaires reprendront la trame de la ville du dix-neuvième siècle. A ses extrémités, deux hôtels et un auditorium de deux mille deux places places ferment l'espace. Sur le côté, vers la mairie un signal, une tour surmontée d'une antenne, évoque la silhouette du campanile de la cathédrale. Le parking souterrain est déjà creusé. Les travaux doivent commencer dans quelques mois si le dieu des architectes et les électeurs reconnaissent Paul Alduy à la mairie. Reste à savoir qui réglera l'addition, estimée à près de 200 millions de francs. Perpignan, déjà connue par sa gare « centre du monde » selon Dali, aura peut-être un deuxième motif de célébrité : la place de Jean Nouvel.

E. de R.

A Ivry Des Antillais sous pression...

Conduire une liste municipale à bon port, c'est-à-dire jusqu'à la préfecture avant le premier tour, semble constituer un exploit dans certaines municipalités du Val-de-Marne. M. Sakon Mamin, tête d'une liste soutenue par le RPR et l'UDF à Villejuif, avait déjà fait état de « menaces » contre sa personne (le Monde du 25 février). M. Pierre-Yves Coenier, le maire communiste, a fait part de sa « désapprobation totale de tels actes s'ils étaient vérifiés ». A Orly, c'est le maire exclu du PCF, M. Gaston Vieux, qui a dénoncé les « pressions ignobles » de ses anciens camarades sur certains membres de sa liste. A Ivry, maintenant, M. Edouard Gros-Dubois, un médecin martiniquais, affirme qu'on veut l'empêcher de présenter une liste composée, à parts égales, d'Antillais et de métropolitains. L'opération de dissuasion n'aurait pas mal fonctionné puisque sept personnes ont déjà manifesté le désir, auprès de la préfecture, de se retirer de cette liste qui n'y a pas encore été déposée.

Lundi 27 février, M. Gros-Dubois se rend à la mairie pour obtenir les formulaires nécessaires au dépôt de sa liste de quarante-cinq noms. Confiant, il laisse cette liste au service des élections. Il affirme que, quelques heures après, ses candidats ont commencé à recevoir la visite de « gens de la mairie » venus les dissuader de se présenter. Ainsi, un employé des PTT, qui s'inquiète de savoir si son maintien sur cette liste

va avoir une incidence sur son emploi, nous a confirmé qu'on a « essayé de [le] convaincre de [se] retirer ». Un autre, instituteur, a été contacté le soir même par « une dame qui s'est présentée comme une conseillère municipale ». « Savez-vous que vous vous présentez contre le maire ? », M. Jacques Laloe (PCF), lui a dit cette personne. « Et savez-vous qu'il y a des gens d'extrême droite sur cette liste ? », a-t-elle ajouté. M. Gros-Dubois, classé « divers gauche » par le ministère de l'Intérieur lors des législatives de juin dernier - il avait obtenu 142 voix (0,42 %) dans une circonscription de Seine-Saint-Denis - ne se remet pas de l'utilisation de tels arguments contre lui.

Le « débauchage » a porté ses fruits auprès de candidats métropolitains plus âgés. Un retraité affirme, tout à la fois, que « personne » ne lui a suggéré de se retirer et que « des gens de la mairie » lui ont appris qu'il était candidat. Résultat : il a envoyé une lettre de retrait. « Je ne sais pas où », bien arrivé à la préfecture. Comme quelques autres rédigées par une main experte et utilisant une formulation quasiment identique.

Au cours de cet étrange « déma-

gisement », en tout cas, très prévenants pour M. Laloe, dont le cabinet « dément tout démarchage du personnel communal auprès des candidats » de quelque liste que ce soit et souligne que M. Laloe a reçu sept lettres de candidats de cette liste indiquant que leur signature avait été extorquée ».

OLIVIER BEFFAUD.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur : LA QUESTION SOCIALE

Avec notamment des articles de : J.-M. GAILLARD, B. KOUCHEUR, J. DRAY, J.-L. GUNARD, R. VIELLEARD, P. MACLOUF. Envoyer 80 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (60 F d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Politique

La préparation des élections municipales

A Marseille

Les partisans du Front national insultent les journalistes

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Des incidents se sont produits, mercredi 1^{er} mars, lors du meeting tenu salle Vallier, à Marseille, par M. Jean-Marie Le Pen. L'ensemble des journalistes présents ont quitté la réunion après avoir été longuement insultés par le public qui les a alors, violemment pris à partie. Le président du Front national avait, à l'origine, invité les représentants de la presse « à regarder le peuple de Marseille », en faisant allusion à leur attitude hostile, selon lui, à son parti. Dans un communiqué, ceux-ci ont estimé conforme à l'idée qu'ils se font de leur profession de quitter la salle. (1).

M. Jean-Marie Le Pen était venu présider un meeting de soutien aux listes « Sauver Marseille » présentées par son parti aux élections municipales. La salle Vallier, qui contient un peu moins de trois mille personnes, était à peu près pleine. Le noyau dur du FN. Un public tendu, prêt à s'enflammer, chauffé à blanc par un discours musclé de la tête de liste, M. Gabriel Domenech, président du FN des Bouches-du-Rhône. Sous des applaudissements nourris, celui-ci avait tout d'abord déploré avec amertume « l'enterrement du Front national », dont il a notamment rendu responsable les médias. Puis il a dénoncé les immigrés « qui viennent chez nous comme des parasites pour se faire nourrir, pour remplir les hôpitaux et les prisons... ». Marseille, a-t-il poursuivi, est la deuxième ville de France, elle entend le rester et ne pas devenir la première ville du Maghreb français ! Nous nous sommes trouvés avec Jean-Marie Le Pen pour mener le combat de l'Algérie française. Nous nous retrouvons aujourd'hui. Pour empêcher que la France devienne algérienne. Il faut que les Marseillais et les Marseillaises se sachent : s'ils n'assurent pas leur sauvegarde et celle de leurs enfants par la voie démocratique qui leur est encore offerte, c'est avec le fusil peut-être, demain, qu'il faudra l'assurer. C'est peut-être la dernière fois que nous avons la possibilité de voter entre Français », avait conclu M. Domenech avant de recevoir une longue accolade de M. Le Pen.

Dans cette ambiance électrisée le président du FN allait vite être débordé par ses partisans. « Deux

qui prennent des vessies pour des lanternes et leurs désirs pour des réalités croient ou croyaient que nous avions disparus, enchaînait-il. J'invite d'ailleurs les journalistes qui sont là à ne pas se contenter de me regarder mais aussi à regarder le peuple de Marseille. »

Ces propos allaient déclencher une clameur que M. Le Pen ne pouvait faire cesser. Des insultes succédaient aux cris et aux sifflets prolongés. Dans ce climat de grande hostilité, les journalistes présents décidaient alors de quitter la salle, accompagnés par des bordées d'injures et d'obscénités : « Salauds ! Merdeux ! Pédés ! Pourritures ! Ordures ! Enfoirés ! Vendus ! A la soupe ! ». On entendait cette insulte résonner de la haine les englobant avec les immigrés, lancée par une femme en furie : « Saloperie d'Arabes ! ». Certains journalistes étaient bousculés tandis que M. Le Pen les apostrophait de la tribune en leur demandant : « de faire leur métier ». Dans les conditions de travail qui étaient les leurs ce soir-là, cette exigence était, pour le moins, irrecevable.

GUY PORTE.

(1) Ce communiqué a été établi par les journalistes représentant les titres de la presse écrite, les agences de presse et les stations de radio suivantes : Libération, le Monde, l'Alsace, le Progrès, l'Evénement, Connection, RTL, Europe 1, RMC, Sud-Radio, Radio-France Marseille, Radio Suisse Romande, AFP, ACP et Reuter.

● **Nouvelles exclusions du PS.** — La direction du Parti socialiste a décidé, mercredi 1^{er} mars, d'exclure tous les membres du PS qui figurent sur les listes conduites à Marseille par le maire sortant M. Robert Vigouroux, lui-même exclu du PS au début de l'année. Au cours du bureau exécutif qui a décidé à l'unanimité d'appliquer l'article 80 des statuts du PS (cet article dispose que les personnalités présentes sur des listes différentes de celles du PS sont « réputées exclues ») du PS M. Pierre Mauroy, premier secrétaire a, par ailleurs, évoqué le soutien apporté par M. Bernard Tapie à M. Vigouroux pour le premier tour des élections municipales à Marseille et a « regretté », selon M. Marcel Debarge, que M. Tapie « n'ait pas renvoyé l'ascenseur par rapport au parti ».

● **M. Bariani confirme le Canard enchaîné.** — M. Didier Bariani, maire sortant (UDF-rad) du vingtième arrondissement et candidat au renouvellement de son mandat, a confirmé être l'auteur d'un rapport confidentiel adressé début juillet au maire de Paris, M. Jacques Chirac, et publié par le Canard enchaîné dans son édition du mercredi 1^{er} mars. Dans ce rapport d'environ quarante pages, sur « l'évolution de la situation » dans le vingtième arrondissement, M. Bariani préconisait notamment que soit instaurée « une politique d'attribution des logements pendant les huit mois qui restent [avant les municipales] conduisant à l'implantation de locataires réputés nous être favorables ».

M. Bariani précisait en outre à M. Chirac, dans sa lettre manuscrite d'introduction, que « toute communication de certains vœux de ce document en dehors du cadre très intime qui vous entoure, serait particulière-

ment, dangereuse pour ne pas dire plus ». Interrogé mercredi 1^{er} mars sur la diffusion de ce rapport, M. Bariani a estimé qu'il s'agissait « d'un rapport comme peut en faire un chef de service à son directeur et qu'il ne comporte rien de malhonnête ou de contestable sur le fond » et il a justifié le caractère « particulièrement confidentiel du document par le fait qu'il touche certaines personnes et certains organismes ».

● **Les Verts et le Conseil d'Etat.** — Le Conseil d'Etat statuant au contentieux, a refusé, mercredi 1^{er} mars, d'accorder aux Verts la surtaxe à extinction qu'ils réclamaient à l'appui de leur demande d'annulation de plusieurs articles du décret du 8 février 1989 qui a modifié plusieurs dispositions du code électoral relatives aux procédures de vote et à l'élection des conseillers généraux et des conseillers municipaux.

Angoulême, capitale de la « soft-politique »

ANGOULÊME
de notre envoyée spéciale

A soixante et un ans (âge où d'autres songeraient à la retraite), le CDS Georges Chavanes quitte le monde de l'entreprise pour celui de la politique. Mars 1986 : aussitôt élu député, le patron de Leroy-Somer est proposé au gouvernement. Trois ans plus tard, il part à l'assaut de la mairie d'Angoulême.

De vingt ans et trois semaines son cadet, le socialiste Jean-Michel Boucheron venait de fêter ses trente ans en 1977 quand, à la surprise générale, y compris la sienne, il devint maire. Convoitant un troisième mandat, il compte maintenant quatre fois plus d'expérience de la vie publique que son challenger.

Un presque néophyte contre un professionnel ; deux styles pour une ambition commune : l'avenir d'Angoulême. « Angoulême Avenir », signe le matériel électoral de Georges Chavanes ; « Angoulême, un grand avenir », proclament une série d'affiches de Jean-Michel Boucheron. Heureux Angoumoisins et Angoumoises, qui se voient promis des lendemains qui chantent : création d'emplois, diminution des impôts locaux, construction d'un lycée professionnel, d'une salle de spectacle, voire d'un patinoire ; désengorgement du centre-ville avec achèvement de la « petite rocade », accroissement du rôle des comités de quartier en matière sociale... Le traditionnel « Demain, on rase gratis » n'est pas loin.

Leurs programmes ne se distinguent guère. La différence est ailleurs : dans le style, d'abord. D'un côté, le socialiste, l'un de ces représentants de cette vague rose des années 70, qui a doté le PS d'un puissant tissu d'élites locales. De l'autre, un démocrate-chrétien, qui rêve de centrisme municipal. Le premier est un pédagogue. Le second, un patron. L'un veut convaincre, l'autre entraîner. A l'esprit d'équipe, qui fait que le maire ne craint pas de déléguer, répond celui d'un ancien chef d'entreprise, qui a l'habitude de décider.

Ainsi de la constitution des listes. Le premier a la rendre publique, en l'occurrence Georges Chavanes, l'a gardée secrète jusqu'à deux mille personnes, dans un gymnase, il les a faits monter un à un, sous le feu des projecteurs, sur scène. Sa seule préoccupation : des hommes et des femmes « compétents, disponibles

et loyaux », qui, au total, devaient représenter tous les quartiers, les secteurs d'activité et avoir une moyenne d'âge inférieure à quarante-cinq ans. Comment les a-t-il trouvés ? Au hasard de rencontres, des cent réunions privées qu'il a animées depuis le mois de septembre. Le dosage politique a été relégué au magasin des accessoires. En cherchant bien, on repère cinq RPR, autant de CDS, auxquels il convient d'ajouter une poignée de « chavanes » bon teint, un PR, un ex-MRG... au total une douzaine d'« éligibles » sur quarante-cinq candidats ; six sortants sur neuf, dont le chef de file de l'opposition de 1983, M. Jacques Ratier (RPR) qui, placé en troisième position, ne sera élu que si la liste l'emporte.

A l'évidence, l'équipe Angoulême Avenir est avant tout celle de Georges Chavanes.

Complexe alchimie

La liste de son adversaire résulte d'une alchimie plus complexe. Jean-Michel Boucheron voulait renouveler : il n'y a pas trop mal réussi : vingt-cinq candidats sortants pour vingt-trois nouveaux, qui, pour une bonne part, sont des présidents de comités de quartier, réputés jusqu'à présent apolitiques. Ainsi Xavier Morin, pharmacien du centre-ville, accessoirement arbitre national de rugby, qui, présent au temps par l'équipe de Georges Chavanes, a sauté le gué avec sa carte toute neuve d'adhérent à l'Association des démocrates ; quatorze « personnalités de la ville » s'ajoutant à dix-huit socialistes ; cinq divers gauche (dont un juquiste qui ne vient pas du PCF). Restent, par soustraction, les six places accordées au PCF.

Les discussions avec ce dernier — deux fois trois heures — n'auront guère été épineuses. Preuve que, comme le résume le maire, « le communisme d'Angoulême est teinté du radicalisme chavanesque ». Le PCF, qui n'est entré dans la municipalité qu'en 1983 (c'est-à-dire pour le compte de Jean-Michel Boucheron), a avalé sans piper la réduction de ses sept sortants à six éligibles. Adjoint chargé de l'enseignement, Alain Prioux-Delrooye, seul des sortants à se représenter, se loue du soutien que le maire lui a apporté, y compris contre ses propres amis, sur les dossiers de sa compétence : il n'empêche : le PCF n'est pas forcément un allié docile ; il n'a

pas voté les budgets de 1986 et de 1987 pour cause de « prestation fiscale excessive ». Il n'a pas suivi, en 1984, le maire dans son projet de constitution d'un district urbain, au motif du respect de « l'entité communale », et ce avec le soutien de plusieurs maires socialistes de l'agglomération.

Rumours

Sur les bords de la Charente, où nul ne songerait à oublier que François Mitterrand y a passé son enfance, la campagne électorale serait-elle un modèle de « soft » politique ? Angoulême, ou la ville par laquelle le scandale n'arrive pas. Et pourtant, la capitale de la bande

Fiche d'identité

Préfecture de la Charente : 50 151 habitants (recensement 1982).
Immigrés : 4 %.
Taux de chômage : environ 12 %.
Principales activités : armement (Société nationale des poudres et explosifs, Etablissements de construction des armes navales) ; constructions électriques (Leroy-Somer, Saft, Télé-mécanique) ; papeterie et entreprises de l'imagerie.
Formations supérieures : Ecole nationale d'art, IUT (génie mécanique) et techniques de commercialisation. Ouverture prévue en septembre 1989 de trois sections BTS.
Culture : Salon international de la BD, Festival de jazz et des musiques métisses.
Sport : ASA (Football, troisième division), SCA (rugby national B).

dessinée est le théâtre de règlements de comptes, de coups bas, d'histoires louches, où l'ombre d'un soupçon a vite fait de devenir l'irréfutable preuve. Il existe à Angoulême un corbeau. Pas un corbeau anonyme, mais un homme qui, du sous-sol de sa maison construite dans une commune périphérique, alimente les boîtes à lettres de la ville. Dans son petit local, aux placards remplis de dossiers multicolores et bien rangés, trône « la » photocopieuse, petit modèle, qui distille, à un rythme s'accroissant à l'approche des municipales, un courrier qui, selon son

auteur, fourmille d'indices d'une corruption qui ne serait rien de moins que monumentale. L'artisan : Marcel Dominici, qui a pris la tête d'un Comité d'action économique et social interprofessionnel des chômeurs de la Charente. Sa bête noire, Jean-Michel Boucheron, qu'il rêve de « mettre à l'horizontale » (« politiquement parlant », prend-il le soin de préciser). De plainte en plainte, cet ancien para corse n'a de cesse de dénoncer le détournement des fonds publics.

Encouragé par un premier jugement qui, déboutant Jean-Michel Boucheron de sa plainte en diffamation, ne lui donnait pas tort d'avoir employé ces mots terribles de « fausses factures », de « détournements de fonds publics » et d'« escroquerie », Marcel Dominici persévère.

Jean-Michel Boucheron reste... « de marbre ». Mélange de mépris et de refus de procédures judiciaires. Refusant de se défendre, ce sont ses amis qui observent : « Si l'opposition en est réduite à ces attaques, c'est qu'elle n'a rien d'autre à dire. » Un peu facile comme tactique de défense mais peut-être pas inefficace. Le citoyen d'Angoulême se dit qu'après tout, avec toutes ces « affaires », droite et gauche sont à égalité. Plus étonnant cet électeur, qui tient à l'anonymat, et qui lance dédaigné : « Si j'étais à leur place, je ferais la même chose ! ».

Georges Chavanes ne veut pas manger du pain des rages, du moins le prétend-il. Il a donné « ni feu ni eau » à ceux de ses colistiers qui ont déposé plainte. Il n'épargne pas pour autant son adversaire qui, dit-il, a fait d'Angoulême « l'enfer fiscal de la France », qui « jette l'argent par les fenêtres », qui fait rimer « gâchis et improvisations », etc.

Jean-Michel Boucheron, fort d'un véritable défilé de ministres et de secrétaires d'Etat venus le soutenir dans sa ville, se pose en martyr de l'ouverture. Secrétaire d'Etat aux collectivités locales dans le gouvernement Rocard I, il n'a pas retrouvé sa place dans le gouvernement Rocard II. « A cause des affaires », murmurent ses adversaires. Mais celles-ci ne font guère recette. « La ville, la ville, la ville », ne cesse de répéter Jean-Michel Boucheron, qui se fixe comme objectif une cité de soixante mille âmes. « La ville, la ville, la ville », lui répond Georges Chavanes.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Démentant les propos que lui prête « l'Expansion » sur le franc

M. Barre répond point par point à M. Mitterrand

Que pense vraiment M. Raymond Barre ?

Dans un entretien publié par le magazine économique l'Expansion daté du 2 au 15 mars, l'ancien premier ministre, cent dix propos plutôt sévères sur la gestion économique du gouvernement de M. Michel Rocard, allant même jusqu'à imaginer quelques nouveaux malheurs pour le franc. Interrogé sur la situation monétaire de la France, M. Barre y développe cette analyse : « La rigueur n'est plus assurée, ni dans la politique monétaire ni dans la politique budgétaire. Le gonflement des dépenses publiques m'inquiète : il risque de faire sauter le franc ! Car il faudrait redresser le taux d'épargne de la nation en réduisant les déficits budgétaires. Or l'harmonisation des fiscalités en Europe va nous faire perdre des recettes. Et les entreprises lâcheraient moins sur les salaires si elles étaient mieux tenues par les politiques monétaire et budgétaire. »

Dans un communiqué publié mercredi 1^{er} mars, M. Barre s'est exprimé de démentir ces propos, indiquant « qu'il n'avait pas donné d'interview » et que cet article ne correspondait pas aux termes de la conversation qu'il avait eue avec un journaliste de ce magazine. Un démenti un peu surprenant. Certes, M. Barre s'est toujours interdit de se prononcer publiquement sur le sort du franc. Cependant, toutefois, les bonnes relations qu'il a toujours entretenues avec le journal de son ami Jean Boissonnat, on est autorisé à penser que l'ancien premier ministre s'est livré à des confidences en croyant que son interlocuteur saurait les garder pour lui. La rédaction de l'Expansion disait jeudi 2 février vouloir ne faire aucun commentaire sur cette embrouille.

Ce malencontreux épisode devait, en tout cas, conforter un peu plus M. Barre dans son idée que démentir l'on n'est jamais mieux servi que par soi-même. En même temps que cet entretien à l'Expansion paraît cette semaine « son » éditorial dans « sa » lettre Faits et arguments. Pour la première fois, le député du Rhône commente la prestation télévisée de M. François Mitterrand du 12 février dernier. En des termes certes mesurés, mais non dépourvus d'une certaine ac-

rité qui pourrait bien traduire un certain agacement.

« Le président de la République a longuement parlé, juge M. Barre. Il a déploré son talent, parfois trop ! ». M. Barre parle aussi « du morceau de bon sens qui a été le moteur de l'évocation mélancolique de l'unité ».

Point par point, avant de répondre à l'argumentation de M. Mitterrand. La Bourse ? « C'est sans doute quelque chose d'utile, reconnaît le chef de l'Etat. Le « sans doute » est de trop, dit M. Barre. Il n'y a pas d'économie moderne et dynamique sans une Bourse active (...). Il ne faut à aucun prix freiner le développement de la Bourse de Paris. Mais il importe d'y accroître l'expertise des acteurs, de fixer les règles d'une déontologie stricte, de donner à une institution chargée d'assurer la régulation l'indépendance, les moyens d'agir, la capacité d'appliquer ou de provoquer les sanctions nécessaires en cas de fraudes ou de délits. »

La porte entrouverte

Les OPA ? « L'OPA », répond M. Barre, peut être la meilleure ou la pire des choses (...). Il ne faudrait pas que les textes à venir aboutissent à limiter les OPA ou même de favoriser le conservatisme dans les entreprises. Décourager les raids financiers, oui ! Empêcher les OPA à finalité économique, non ! »

La santé des entreprises françaises ? « A l'exception des symboles de l'activité nationale, (...) note M. Barre ce n'est pas à l'Etat d'imposer une solution française à la place d'une solution étrangère. (...) Il appartient à des institutions financières puissantes, comme la Caisse des dépôts ou nos grandes compagnies d'assurances, de jouer dans ce cas le rôle de cavalier blanc. »

La fonction publique ? « Je crains que les 12 milliards qui ont été affectés n'aboutissent pas à des résultats significatifs tant que les structures seront inchangées et que prévalera le conservatisme des syndicats de cette branche. »

L'Europe ? M. Barre regrette que M. Mitterrand « n'ait pas évoqué les

difficultés auxquelles il y aura à faire face. (...) Poise la construction européenne ne point pâtir d'un brusque regain d'idéologie ! »

L'ouverture ? M. Barre avoue n'avoir pas été surpris par les propos du chef de l'Etat. « Ils ne peuvent décevoir, juge-t-il, que ceux qui prennent leurs désirs pour des réalités. L'ouverture ne saurait être une distribution supplémentaire de portefeuilles ministériels », rappelle-t-il, avant de se prononcer pour la première fois, catégoriquement, contre une modification de la loi électorale — « qui serait lourde de conséquences pour l'efficacité positive de l'action gouvernementale ». L'ouverture, résume donc

M. Barre, « ne saurait résulter que d'un accord précis sur de grands objectifs et sur les moyens de les atteindre sans que personne n'ait à renier ses propres convictions dans le seul sursaut de l'unité nationale ». Bref, M. Barre continue de penser qu'en ce domaine il faut « laisser le temps au temps ». Mais il est non moins clair qu'à la différence de M. Giscard d'Estaing, repart dans une opposition d'alternance, et des centristes, rebroussement chemin, il continue, malgré ses humeurs du moment, de vouloir garder la porte de l'ouverture entrouverte.

D. C.

Lotfallah Soliman

POUR UNE HISTOIRE PROFANE DE LA PALESTINE

Pour l'auteur, au Proche-Orient, la sacralisation de la cause d'Israël par judaïsme interposé ne peut mener qu'à la sacralisation de celle des Arabes en général et des Palestiniens en particulier, par islam interposé ; au terme de cette double sacralisation, il y a la folie des dieux et des hommes. Et c'est cette folie qu'il refuse d'accepter.

L. Soliman explique, d'une façon originale et convaincante, la logique d'exclusion dans laquelle s'est enfermé le mouvement sioniste, mais aussi les faiblesses et les illusions des dirigeants arabes.

LA DÉCOUVERTE

891



« On criera à l'outrage, on gémira sur cette atteinte portée à la dignité, à l'honneur du politique. » Bernard-Henri Lévy, Le Monde.

هكذا من الأصل

POUR LES AGES DU SON LIVRE



AII

Politique

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 1^{er} mars, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

● ACCORD INTERNATIONAL

Le ministre d'État, ministre des affaires étrangères a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et l'Union latine relatif à l'établissement à Paris du secrétariat de cette organisation.

● PROTECTION DES ANIMAUX

Le ministre de l'Agriculture et de la forêt a présenté au conseil des ministres un projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions du livre deuxième du code rural relatives à la protection des animaux domestiques, à la lutte contre les maladies des animaux et à l'exercice de la médecine et de la chirurgie des animaux, ainsi que certains articles du code de la santé publique.

Les dispositions principales de ce projet portent, en matière de protection des animaux, sur l'allongement des délais de garde en fourrière des animaux qui y sont conduits, sur l'obligation de tatouage des chiens et des chats faisant l'objet d'un transfert de propriété et sur l'interdiction d'attribuer ces animaux en lots ou primes.

Les garanties des acquéreurs de chiens et de chats seront renforcées par l'inscription de certaines maladies et tares héréditaires sur la liste des vices rédhibitoires.

En matière de lutte contre les maladies des animaux, le projet complète les dispositions techniques relatives à la police sanitaire des maladies contagieuses et définit les conditions d'intervention des vétérinaires dans les mesures de prophylaxie collective mises en œuvre par l'État.

Enfin, le projet précise les conditions de l'exercice de la médecine et de la chirurgie des animaux et prévoit la nature des actes et des interventions réservés aux vétérinaires. Le code de déontologie de la profession fera l'objet d'un décret en Conseil d'État.

● ATTRIBUTIONS DU MINISTRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS ET DE LA MER

Le premier ministre a présenté au conseil des ministres un décret relatif aux attributions du ministre de l'Équipement, du logement, des transports et de la mer.

Ce décret tire les conséquences du décret du 22 février 1989 relatif à la composition du gouvernement, à la suite de la désignation de M. Maurice Faure comme membre au Conseil constitutionnel et de la nomination de M. Delebarre comme ministre de l'Équipement, du logement, des transports et de la mer.

● MODERNISATION DES PRÉFECTURES

Le ministre de l'Intérieur a présenté au conseil des ministres une communication sur la nécessaire modernisation des préfetures.

A cette fin, le ministre de l'Intérieur a demandé à tous les préfets d'établir, après concertation avec le personnel, un projet de modernisation portant sur les années 1989 à 1992. Ces projets doivent tendre à :

- Renforcer l'efficacité de l'action des services de l'État dans les départements et les régions ;
- Améliorer les relations de ces services avec les usagers ;
- Motiver le personnel ;
- Améliorer la qualité de la gestion.

Déjà cinquante projets ont été élaborés. L'examen des propositions qu'ils contiennent permettra de sélectionner les initiatives qui méritent d'être encouragées financièrement et de servir d'exemple aux autres préfetures.

La synthèse des projets de modernisation des préfetures donnera lieu à une discussion avec les organisations syndicales les plus représentatives des personnels des préfetures.

Illustrant les orientations fixées par le premier ministre pour assurer le renouveau du service public, ce processus de modernisation doit s'accompagner d'une réflexion sur les adaptations nécessaires pour mieux assurer l'unité de l'État aux différents échelons territoriaux, tirer les conséquences de la décentralisation et anticiper les effets d'une plus grande intégration européenne.

● DÉFENSE AÉRIENNE

Le premier ministre a présenté au conseil des ministres un décret qui étend aux départements et territoires d'outre-mer le décret du 10 octobre 1975 relatif à la défense aérienne. Cette mesure est justifiée en particulier par la mise en œuvre des moyens de défense aérienne implantés en Guyane.

● ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Le secrétaire d'État chargé de l'enseignement technique a présenté au conseil des ministres une communication relative au rapprochement entre l'enseignement technique et les entreprises.

Les deux mille cinq cents établissements techniques et professionnels de l'éducation nationale et de l'agriculture ont engagé le dialogue avec le monde économique. Près de quinze mille jumelages entre établissements et entreprises ont été signés depuis 1985.

Il s'agit aujourd'hui de consolider et d'étendre ce rapprochement et d'en élargir le contenu. C'est pourquoi le gouvernement a arrêté les orientations et les mesures suivantes :

- 1) Promouvoir des actions communes entre établissements et entreprises :

- En ouvrant des classes de découverte de l'entreprise dans les écoles et les collèges ;

- En menant une politique concertée d'achat et d'utilisation d'équipements technologiques coûteux ;

- En créant des réseaux d'information sur les industries et les techniques permettant des échanges de documentation ;

- En insérant ces actions communes et toutes celles qui feraient l'objet d'un accord entre les partenaires intéressés dans des projets d'établissement.

- 2) Améliorer la qualification et favoriser l'insertion professionnelle des jeunes :

- En développant les stages d'information ;

- En 1983, tous les élèves de CAP et de BEP devront bénéficier chaque année d'une séquence éducative en entreprise d'une durée de deux semaines ;

- Les stages en entreprise pour les élèves des collèges seront développés ;

- Les visites d'entreprises seront favorisées, y compris pour les enseignants et les parents d'élèves.

- En améliorant l'orientation :

Les partenaires économiques et sociaux et les collectivités territoriales seront associés aux travaux du service public de l'information et de l'orientation sur les formations scolaires (CIO, ONISEP).

- En développant l'effort d'alternance dans les formations professionnelles :

- En 1993, cent mille jeunes de première et de terminale d'établissements d'enseignement professionnel passeront près de quatre mois en entreprises ; cinquante mille jeunes suivront des « formations complémentaires d'initiative locale » ;

- Une table ronde associant tous les partenaires intéressés examinera les moyens de remédier à l'insuffisance du nombre de places de stagiaires en entreprise. Le ministre de la fonction publique et des réformes administratives est invité à déployer tous ses efforts pour accueillir des stagiaires en plus grand nombre dans les corps de métier de la fonction publique.

- En redéfinissant le rôle des neuf mille conseillers de l'enseignement technique dont le mandat s'achève fin 1990.

- 3) Renforcer le rôle des lycées techniques et professionnels dans le développement économique local.

Seront mis en place :

Des dispositifs locaux d'informations sur les ressources technologiques et humaines des établissements d'enseignement ;

- Une banque de données nationale sur les transferts technologiques des établissements techniques ;

- D'ici à 1993, au moins deux formations à la création d'entreprise dans chaque département, ouvertes à des jeunes ou adultes titulaires du BTS ou du DUT.

Le développement de « junior entreprises » dans les lycées professionnels, techniques et agricoles, à l'image de ce qui est fait dans les écoles de commerce, sera encouragé.

4) Ouvrir l'enseignement technique à la dimension européenne en développant les stages d'élèves en entreprise à l'étranger et en procédant à une analyse comparée des actions communes entre l'enseignement technique et les entreprises menées dans les autres pays d'Europe.

● ÉDUCATION POPULAIRE

Le secrétaire d'État chargé de la jeunesse et des sports a présenté au conseil des ministres une communication sur la politique qu'il entend mener en faveur de la jeunesse et de l'éducation populaire.

Deux programmes d'action sont lancés pour :

- Offrir aux jeunes les conditions d'une participation plus active à la vie de la cité ;

- Placer l'Europe sous le signe de la jeunesse ;

- Promouvoir la vie associative.

Le secrétaire d'État chargé de la jeunesse et des sports a notamment annoncé :

- Le développement du réseau d'information des jeunes grâce à l'ouverture de nouveaux centres régionaux et bureaux départementaux des jeunes ;

- Un encouragement à la création de conseils municipaux de jeunes ;

- Une participation des jeunes aux instances consultatives du secrétariat d'État chargé de la jeunesse et des sports ;

- Une action commune avec le ministère chargé de la culture pour favoriser l'accès des jeunes à l'art et à la culture ;

- De nouveaux avantages pour la carte jeunes.

Il a également annoncé qu'il s'attachera, en concertation avec les ministres européens chargés de la jeunesse, à donner au cours du second semestre 1989 une impulsion à des initiatives telles que :

- La mise en œuvre avant 1992 d'un réseau de centres d'information jeunesse entre les principales villes d'Europe ;

- Le développement de la « carte jeunes » européenne.

Enfin :

- Cent cinquante postes d'animateurs FONJEP ont été inscrits en loi de finances pour 1989 ;

- L'Institut national de la jeunesse sera rénové pour permettre à celui-ci de promouvoir l'éducation populaire et de jouer un rôle actif en matière de coopération européenne ; dans ce but, un comité réunissant administrations et associations pour la gestion du programme CEE d'échanges de jeunes « Jeunesse pour l'Europe » vient d'être créé par arrêté du 7 février 1989.

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

61 rue Froidevaux 75014 Paris

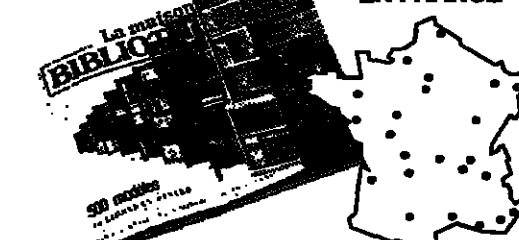


Bibliothèques "Ligne Standard" Acajou - Près de 200 modèles - 12 hauteurs - 4 largeurs - 4 profondeurs - 12 autres versions de teintes et placages d'essences véritables

**Du meuble traditionnel...
... au meuble contemporain.**

**500 modèles
14 lignes et styles
85 versions (coloris,
teintes ou essences de bois)**

**23 MAGASINS
EN FRANCE**



**CATALOGUE GRATUIT
dans nos magasins**

PARIS : 61, rue Froidevaux (14^e)

"en Montparnasse"

Magasin ouvert le lundi de 14 h à 19 h et du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h sans interruption.
RER : Denfert Rochereau - Métro : Denfert Rochereau - Gaité - Edgard Quinet - Autobus : 28, 38, 58, 68 - SNCF : Gare Montparnasse.

OU DANS NOS MAGASINS RÉGIONAUX

ARPAJON (200 m avant la sortie Arpaçon Centre), 13, route nationale 20, tél. 04.90.05.47	MONTPELLIER 8, rue Sérane, (près Gare), tél. 07.58.19.32
BORDEAUX 10, rue Bourliard, tél. 05.44.39.42	NANCY 3, rue Piétonne St-Michel, (face Saint-Epvre), tél. 03.32.84.84
BRIVE (Point Expo) 30, rue Louis-Latrade, tél. 05.74.07.32	NANTES 16, rue Gambetta, (près rue Coulmiers), tél. 04.74.59.35
CLERMONT-FERRAND 22, rue G. Clémenceau, tél. 03.53.97.06	NICE 2, rue Offenbach, tél. 03.88.84.55
DIJON 100, rue Monge, tél. 03.45.02.45	POTTERS 42, rue du Moulin-à-Vent, tél. 03.41.68.46
DRAGUIGNAN (Point Expo), ZAC de St-Hemertaire, tél. 04.67.33.19	RENNES 18, quai E.-Zola, (près du Musée), tél. 09.79.56.33
GRENOBLE 59, rue St-Laurent, tél. 06.42.55.75	ROUEN 43, rue des Charrettes, tél. 05.71.98.22
LILLE 88, rue Esquermoise, tél. 02.55.69.39	ST-ETIENNE 40, rue de la Montat, tél. 07.25.91.46
LIMOGES 57, rue Jules-Noriac, tél. 05.79.15.42	STRASBOURG 11, rue des Bouchers, tél. 08.36.73.78
LYON 9, rue de la République, (métro Hôtel-de-Ville - Louis Pradel), tél. 07.28.38.51	TOULOUSE 1, rue des Trois-Renards, (près place St-Sernin), tél. 01.22.92.40
MARSEILLE 109, rue Paradis, (métro Estrangin), tél. 01.37.60.54	TOURS 5, rue H. Barbusse, (près des Halles), tél. 02.38.63.66

Magasins ouverts du mardi au samedi inclus.

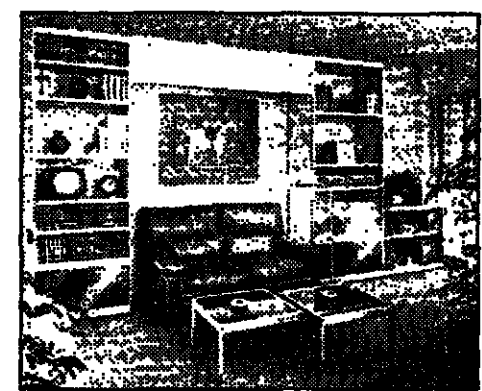
par téléphone 24 h / 24
(1) 43 20 73 33
OU AVEC CE BON ➤



Bibliothèques "Ligne Standard" (version Frêne Naturel)



Bibliothèques "Louis XIII" - 28 modèles - 4 hauteurs - 2 largeurs - 5 profondeurs - 6 versions



Bibliothèques "Ligne Or" - 30 modèles - 4 hauteurs - 2 largeurs - 5 profondeurs - 6 versions

BON POUR UN CATALOGUE GRATUIT

A renvoyer à :

La Maison des Bibliothèques 75080 Paris Cedex 14

J'aimerais recevoir rapidement et gratuitement votre dernier catalogue complet sur tous vos modèles de bibliothèques, avec liste et liste des magasins, ceci sans aucun engagement de ma part.

Mr, Mmes, Mlle
Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____
Ville _____
Tél. _____
Profession _____

ATP S.A. - imprimé sur papier recyclé

soft-politique »

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

L'Économiste

Société

L'avant-projet de loi sur les sciences de la vie et les droits de l'homme

Le modèle français de l'éthique médicale

Sans parler de ses dimensions éthiques, philosophiques et médicales, l'avant-projet de loi présenté par M. Braibant constitue un événement juridique. Initialement pour l'heure « Sciences de la vie et droits de l'homme », ce document implique des modifications du code civil, du code de la santé publique et de la loi de 1978 relative à l'information, aux fichiers et aux libertés. Il abroge la loi du 22 décembre 1976 dite « loi Caillaud » tout en reprenant ses principales dispositions. Ce texte fait référence aux concepts de corps humain et de genre humain. Il comprend quatre-vingt-neuf articles répartis en six titres.

● TITRE I : l'intégrité du corps

Le titre I correspond à l'introduction, au début du code civil, d'un nouveau chapitre intitulé : « Du corps humain ». Ce titre comporte cinq articles qui précisent : « Chacun a droit au respect de son corps. Les lois relatives au corps humain garantissent la dignité de la personne. Ses dispositions sont d'ordre public. Nul ne peut porter atteinte à l'intégrité du corps humain sans le consentement de l'intéressé, hors le cas où son état rend nécessaire une intervention thérapeutique d'urgence à laquelle il n'est pas en mesure de consentir ou sans permission de la loi. Le consentement ne justifie une atteinte à l'intégrité du corps humain que si elle est fondée sur un intérêt légitime. Les organes et les produits du corps humain ne peuvent faire l'objet d'un droit patrimonial. Toute convention à titre onéreux portant sur ces organes et produits est nulle. Les prélèvements sur le corps humain n'ouvrent à ceux qui s'y prêtent aucun droit à rémunération. »

● TITRE II : diagnostic prénatal

Le titre II correspond au diagnostic prénatal. Il précise que ce diagnostic ne peut être mis en œuvre « que pour détecter des

affections d'une particulière gravité susceptibles d'être traitées avant la naissance ou immédiatement après celle-ci, ou bien reconnues comme incurables au moment du diagnostic ». Ces techniques ne pourront être que le fait des établissements publics ou privés agréés. Ces établissements seront par ailleurs soumis au respect de règles éthiques. Leur mise en œuvre en dehors de ce cadre entraînera des peines d'emprisonnement de un à trois ans et des amendes de 6 000 à 40 000 F.

● TITRE III : comités d'éthique

Le titre III concerne les comités d'éthique. Ces derniers sont définis comme contribuant « par une activité de consultation, de réflexion, de formation et d'information à promouvoir l'éthique de la recherche menée dans les domaines de la biologie, de la médecine et de la santé. Ces comités peuvent, sans préjudice des attributions de l'ordre national des médecins, s'associer aux réflexions que suscitent, pour les professionnels de la santé, les problèmes éthiques nés de la pratique médicale. Les comités d'éthique sont composés de manière à assurer en leur sein un pluralisme et une diversité des compétences dans le domaine biomédical et à l'égard des questions éthiques, sociales, psychologiques et juridiques. Les comités d'éthique exercent leur mission en toute indépendance. Leurs avis doivent être rendus dans des conditions garantissant leur impartialité. Ils peuvent valablement participer à une délibération les personnes qui ne sont pas indépendantes du promoteur ou de l'investigateur de la recherche soumise aux comités. »

L'avant-projet de loi reconnaît par ailleurs le Comité national d'éthique, qui n'était jusqu'à présent défini que par un décret. Les frais de fonctionnement du Comité national d'éthique sont à la charge de l'Etat, tout

comme ceux des comités locaux d'éthique biomédicale agréés par le ministère de la santé.

● TITRE IV : les prélèvements d'organes

Le titre IV est intitulé « De l'utilisation des organes et produits du corps humain ». Pour les personnes vivantes ce prélèvement est « soumis au consentement libre, écrit et révocable à tout moment du donneur, informé au préalable de leur destination et des conséquences éventuelles de sa décision ». L'avant-projet de loi précise également que « les prélèvements d'organes sur la personne d'un mineur ne peuvent être réalisés qu'en vue de greffes au bénéfice d'un frère ou d'une sœur après avis d'un comité de trois experts médicaux ». En ce qui concerne les personnes « dont la mort a été dument constatée », le texte reprend les termes des dispositions de la loi dite Caillaud. Les peines prévues en cas de non-respect de la loi sont un emprisonnement de six mois à trois ans et une amende de 12 000 à 200 000 F.

● TITRE V : la procréation médicalement assistée

Le titre V est particulièrement important. Il concerne l'ensemble des activités de procréation médicalement assistée, qu'il s'agisse de l'insémination par voie médicale d'une femme par le sperme de son mari, de son compagnon ou d'un tiers, qu'il s'agisse encore de la fécondation in vitro ou d'un autre procédé équivalent. Ces activités ne peuvent être mises en œuvre, sous la responsabilité d'un médecin, que par les organismes spécialement autorisés par le ministère de la santé. Le don de spermatozoïdes ou d'ovules est gratuit. « Le donneur ne reçoit ni rémunération ni indemnité de manque à gagner, mais seulement le remboursement des frais qu'il a exposés. » Selon le texte de loi, la procréation médicalement assistée

« n'est admise qu'en faveur des personnes qui vivent ensemble, en mariage ou maritalement ». D'autre part, « les actes de procréation médicalement assistée ne peuvent être pratiqués qu'en cas de stérilité du couple ou s'il existe une forte probabilité de transmettre une affection considérée comme incurable ». Le consentement des deux membres du couple doit être donné par écrit et réitéré à chaque insémination ou à chaque fécondation in vitro. Les embryons conservés par congélation ne pourront être gardés que cinq ans, période au terme de laquelle ils devront être détruits. Cette destruction devra aussi être mise en œuvre lors du décès de l'un des deux parents potentiels lors de leur divorce ou de leur séparation. Toutefois, au cours de ce délai de cinq ans « les auteurs de l'embryon in vitro peuvent expressément faire don d'un de ces embryons pour la réalisation du projet parental d'autrui ».

Ce don ne peut porter que sur des embryons excédentaires. Il est assujéti, d'autre part, aux mêmes conditions que le don de spermatozoïdes ou d'ovules. Il est interdit aux chercheurs de constituer des embryons in vitro dans tout autre but qu'un projet parental de procréation. Le même interdit frappe le prélèvement d'embryons in vitro à des fins de recherche scientifique. Il est, d'autre part, interdit « de laisser se développer un embryon humain in vitro au-delà d'une durée de sept jours. Cette durée peut être réduite à la demande expresse des auteurs de l'embryon. A titre exceptionnel elle peut être prolongée jusqu'à quatorze jours sur avis conforme du Comité national d'éthique. Les parents potentiels peuvent aussi faire don de leur embryon à la recherche scientifique. Point essentiel : « Cette recherche ne peut en aucun cas, être susceptible de porter atteinte à l'intégrité du genre humain ou de conduire à des pratiques eugéniques. »

Les maternités de substitution (mères porteuses) sont condamnées. Le fait de donner ses spermatozoïdes ou ses ovules à un organisme agréé ne permettra en aucune façon d'établir un lien de filiation entre le donneur et l'enfant issu de ce don. « Nul ne peut contester la filiation de l'enfant pour une raison tenant au caractère médicalement assisté de sa procréation et l'enfant n'est pas recevable à réclamer un autre état, précise le texte. Cependant le mari de la mère ou le compagnon de celle-ci peut désavouer l'enfant ou contester la reconnaissance s'il n'a pas consenti à la procréation médicalement assistée ou s'il prouve que l'enfant n'est pas issu de celle-ci. Celui qui, après avoir consenti à la procréation médicalement assistée, ne reconnaît pas l'enfant qui en est issu, engage sa responsabilité envers la mère et l'enfant. »

● TITRE VI : les registres épidémiologiques

Le titre VI concerne les registres épidémiologiques. Ces derniers sont indispensables au progrès de la recherche, mais ils sont aussi, en France, considérés comme illégaux. L'avant-projet de loi prévoit que les informations médicales nominatives relatives à la santé des individus peuvent être transmises à des épidémiologistes et traitées notamment grâce à l'informatique par ces derniers. Toutefois le texte prévoit que toute personne concernée par l'utilisation de son dossier médical doit être informée dans les locaux médicaux « de l'existence et des conditions d'exercice du droit d'opposition ». Toute personne, en effet, « a le droit de s'opposer à tout moment à ce que des informations nominatives la concernant fassent l'objet d'un traitement ».

J.-Y. N.

Un groupe interdisciplinaire

C'est par lettre du 5 septembre 1988 que M. Michel Rocard avait demandé à M. Braibant de constituer et d'animer un groupe de travail interdisciplinaire chargé de préparer cet avant-projet de loi à partir des propositions du rapport du Conseil d'Etat intitulé « De l'éthique au droit » (1).

« Je considère, comme les auteurs du rapport écrivent le premier ministre qu'il est urgent de donner à la recherche, à la médecine ainsi qu'aux familles, un cadre juridique mettant fin aux incertitudes et aux incohérences actuelles sur les sujets envisagés ci-dessus ainsi qu'éventuellement sur tout autre sujet de même nature (...). J'attacherai du prix à ce que ces travaux puissent avoir un aboutissement législatif à la session de printemps 1989. »

Le groupe de travail a été installé en novembre dernier par MM. Pierre Arcalligne et Claude Evry. Il comprenait un certain nombre de juristes membres du

Conseil d'Etat, de la Cour de cassation ou professeurs de droit, des professeurs de médecine ainsi que le président du conseil de l'ordre des médecins, soit vingt-trois personnes au total. Compte tenu du fait que la concertation interministérielle a déjà eu lieu au sein de ce groupe et que les rapporteurs du Conseil d'Etat sont pleinement au fait de ces questions, il est techniquement possible de faire passer le texte au Conseil d'Etat et au conseil des ministres au cours du mois de mars afin d'obtenir le vote du Parlement à la session de printemps ou, au besoin, lors d'une session extraordinaire.

(1) Le rapport « Sciences de la vie : de l'éthique au droit » avait été rédigé à la demande, fin 1986, de M. Jacques Chirac, alors premier ministre. Remis au gouvernement en février 1988, il a été analysé dans le Monde datés 26 et 30 mars 1988. Il est aujourd'hui publié par La Documentation française.

Le corpus du corps

TOUT est en place pour que la France soit, dans les semaines ou les mois à venir, la première nation à légiférer utilement dans le champ de la bioéthique en adoptant un texte de loi à la fois humaniste, cohérent et courageux permettant l'adéquation entre l'avançée de la médecine ou de la biologie et le respect des droits de l'homme.

Si la célébration du bicentenaire de la Révolution française n'est pas étrangère à la rapidité avec laquelle cette entreprise est menée, elle ne saurait à elle seule l'expliquer. Il existe en effet un modèle français — une « morale » française, un prolongement bioéthique des notions de liberté, d'égalité et de fraternité — selon lequel l'utilisation médicale du corps humain doit être totalement dissociée de tout commerce et de tout profit.

C'est par exemple le don bénévole, gratuit et anonyme du sang ou du sperme. C'est de la même manière le refus de tout achat ou de toute vente d'un organe. C'est enfin la condamnation de nouvelles pratiques perverses comme celle des « locations d'utérus ».

Depuis quelques décennies ou quelques années, ce modèle français était de fait ignoré, critiqué ou attaqué par des pays qui ne partagent pas cette forme d'humanisme appliqué à la connaissance biologique et à la pratique médicale. En modifiant le code de la santé publique et surtout le code civil, en établissant dans ce dernier un droit de la personne à l'égard de son propre corps et en introduisant le concept de « genre humain » dans un texte législatif, l'avant-projet de loi remis au gouvernement constitue un événement d'une portée considérable.

« La science a jadis obligé l'homme à passer du fait à l'éthique ; elle le contraint aujourd'hui à passer de l'éthique au droit, peut-on lire dans le rapport de présentation. Il s'agit en effet de définir par des principes aussi simples que possible les droits de l'homme face aux sciences qui l'étudient, face aux pratiques qui mettent en œuvre les techniques médicales, biologiques et génétiques. Il s'agit aussi de tracer sur ses semblables tout en consacrant les droits fondamentaux de la recherche et en réservant toutes les possibilités bienfaisantes du progrès scientifique en la matière. Il s'agit de constituer un socle d'ordre public qui pourrât compléter des dispositions spécifiques (...). »

On retrouve à la fois dans le texte proposé les déclarations des droits de l'homme, les travaux des grands organismes internationaux ainsi que les divers avis du comité national d'éthique ou encore les propositions du récent rapport du

Conseil d'Etat intitulé « De l'éthique au droit ».

Les principes fondamentaux sont connus. C'est la distinction de la personne et des choses, l'impossibilité d'assimilation des éléments ou des produits du corps humain à des biens, l'irrévocabilité et l'indisponibilité du corps, la dignité de la personne humaine qu'elle soit vivante ou morte, le respect des structures familiales existantes, le droit aux soins et le droit à la vie privée ainsi que la liberté de la recherche et la protection de l'espèce humaine.

La complexité des questions soulevées

Traduits en termes juridiques ces principes donnent un ensemble fondamental (chacun a droit au respect de son corps ; nul ne peut porter atteinte à l'intégrité du corps humain sans le consentement de l'intéressé ; les organes et les produits du corps humain ne peuvent faire l'objet d'un droit patrimonial) et définissant concrètement ce qui sera ou non permis. Ainsi, par exemple, la procréation médicalement assistée reste dans le champ de la thérapeutique et ne devient pas un outil au service d'un « nouvel espace de liberté ».

Cet ensemble de mesures imposait bien évidemment de donner, ce que prévoit le texte, une base législative au comité national d'éthique ainsi qu'aux comités d'éthique locaux. « Cette disposition — confie-t-on au Conseil d'Etat — permettra de réparer quelques maux de la loi du 20 décembre der-

nier relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches médicales. »

Par son ampleur, ses ambitions, le nombre de la complexité des questions qu'il soulève, cet avant-projet de loi sera, de toute évidence, très discuté dans les milieux juridiques, médicaux et politiques. Certains soutiendront que c'est aller trop vite en besogne, qu'un sujet aussi fondamental pour l'avenir de l'espèce humaine impose un très large débat à l'échelon national, et que le délai souhaité par le premier ministre et par le Conseil d'Etat est trop bref pour qu'il soit utilement mené.

« Attention — confie l'un des membres du groupe de travail — à ne pas, par excès de précipitation, transformer la commémoration du Bicentenaire en un enterrement... »

Il n'en est pas moins vrai que, session parlementaire de printemps ou pas, l'heure semble venue de mettre rapidement en marche ce processus législatif. A la fois parce que la tradition et la morale médicales françaises ont préparé la réflexion mais aussi parce que le modèle français qui en est résulté est menacé par l'avançée des connaissances bio-médicales associées à la commercialisation dans d'autres pays d'éléments du corps humain.

Tout ou presque étant dans ce domaine affaire de symbole, il n'y a sans doute pas de meilleur rendez-vous national et international que l'année 1989 pour tenter de défendre ce qui doit compléter la définition des droits de l'homme.

JEAN-YVES NAU.

LE PAYS D'OÙ L'ON REVIENT TOUT NEUF



Il y aura le soleil 24 h sur 24. Juste devant vous, l'un des 180 000 lacs de Finlande, ourlé de sable. Et, à perte de vue, tout autour, ce sera la forêt.

Vous serez attentif aux bruits silencieux de l'air, de l'eau, et aux mille murmures des arbres. Vous ne vivrez plus hors de la nature, mais en elle, vous y ressourçant chaque jour davantage.

Au grand Nord, en Laponie, vous aurez le sentiment de posséder le monde à vous tout seul, tellement l'espace y est grand et vierge.

Partout vous serez accueilli comme on sait accueillir en Finlande, avec gentillesse et simplicité. Ce sera une autre vie.

Venez, vous nous arriverez tout usé, vous repartirez tout neuf : allez en Finlande, c'est renaître.

Envoyez-moi vite votre documentation :
Office du Tourisme de Finlande,
13, rue Aubert, 75009 Paris.
Tél. : 42.66.40.13
Minitel 36 16 Finlande.

Nom :
Adresse :

Finlande
naturellement vôtre

EN BREF

● L'ancien pilote automobile Didier Calmels tue son épouse. — Au cours d'une dispute dans leur appartement de l'avenue Henri-Martin à Paris (16^e), Didier Calmels, trente-huit ans, a tué son épouse Dominique, mardi soir 28 février, d'un coup de fusil de chasse. Le meurtrier, très choqué, a été hospitalisé à l'Hôtel-Dieu.

● Passionné de course automobile, Didier Calmels avait participé pendant dix ans à des compétitions avant de créer sa propre école de Formule 1 avec Gérard Larrousse fin 1986. Syndic de profession, Didier Calmels dirige un important cabinet spécialisé dans le reclutement d'entreprises en difficulté.

● L'affaire des huissiers de Lyon : mise en liberté de M. Chevreylat. — Bernard Chevreylat, inculpé de détention d'armes par M. Jacques Harry, doyen des juges d'instruction de Lyon, a été remis en liberté sous contrôle judiciaire mardi 28 février, après une dizaine de jours de détention. Directeur de l'agence du Crédit agricole de Meyzieux (Rhône), Bernard Chevreylat avait reconnu avoir reçu, il y a plusieurs

mois, d'Hervé Petitjean, l'un des huissiers inculpés à Lyon, deux armes de poing qu'il avait jetées dans la Seine lorsque les officiers ministériels en cause, qui sont toujours emprisonnés, avaient été arrêtés (le Monde du 1^{er} mars).

● Hospitalisation de M. Roger-Patrice Pelet. — M. Roger-Patrice Pelet est actuellement en traitement à l'hôpital américain de Neuilly-sur-Seine, où il a été admis en début de semaine dans le service de cardiologie. La direction de l'établissement se refuse à toute précision sur son état de santé. Agé de soixante-et-onze ans, ami de M. François Mitterrand depuis les années 40, M. Pelet avait été inculpé, le 16 février, de « recel de délit d'initié » dans l'affaire Pechiney.

● AVALANCHES : un mort, deux blessés graves. — Un skieur suédois est mort et deux autres ont été grièvement blessés, mercredi 1^{er} mars, par deux avalanches qui, selon la gendarmerie, ont emporté onze skieurs évoluant hors piste dans les départements de Savoie et de

Haute-Savoie. La tempête et les importantes chutes de neige de ces derniers jours ont créé de forts risques d'avalanches sur les massifs des Alpes du Nord. Selon les services de la météorologie, la situation pourrait encore se dégrader dans les prochains jours.

● Cinq compagnies aériennes condamnées pour le bruit. — La première chambre du tribunal de grande instance de Paris a condamné, mercredi 1^{er} mars, les compagnies Air France, Air Inter, Air-Toll, Lufthansa et Swissair à dédommager les communes de Limell-Brévannes (Val-de-Marne) et Chilly-Mazarin (Essonne), qui avaient été obligées de financer des équipements contre le bruit des avions. La responsabilité des compagnies aériennes avait été établie le 19 mai 1982 par la cour d'appel de Paris. Le préjudice fixé initialement à 30 millions de francs, a été presque entièrement assumé par l'Etat et Adelparis de Paris. Les magistrats ont ordonné l'exécution provisoire du jugement qui attribue 274 000 F à Chilly-Mazarin et 366 000 F à Limell-Brévannes.

هكذا من الأصل

DES LIVRES



On la croyait inoffensive. L'imam Khomeiny veut la brûler de nouveau. De quoi retrouver les indignations de Voltaire.

La littérature est-elle dangereuse ?

par Philippe Sollers

TOUT allait pour le mieux. Les écrivains écrivaient, les maisons d'édition publiaient, les critiques faisaient semblant de critiquer, les jurys couronnaient, les intrigues fleurissaient, les potins potinaient, les foires foiraient, les télévisions tournaient. Certes, le niveau baissait, et le délit de littérature, le vrai délit d'initié, était de plus en plus rare. On commémorait, on s'arrachait les vieillards survivants, on les photographiait, on les interviewait, on repassait leurs anciennes bobines, on s'attendrissait sur le monde d'avant, ah ! le style, ah ! les caractères, ah ! les rencontres d'autrefois au sommet, si pétillantes, si raffinées ! Qui reste-t-il ? Qui peut être comparé aux grands esprits de jadis ? Citez-moi un nom. Hélas, hélas !

Un soupçon surgissait même de temps en temps : la lecture a-t-elle encore cours ? Ne nous enfonçons-nous pas dans un monde illettré ? Oui, il y avait un risque. Mais qui allait se plaindre du tassement général s'il signifiait

l'abondance pour tous, la fin d'une trop douloureuse histoire ? D'accord, il y avait encore des interdictions, des arrestations, des autodafés. Retards que tout cela, accidents, vétilles, bavures. Les Turcs brûlaient les livres de Henry Miller ; les Tchéques remettaient Havel en prison ; le clergé catholique se ridiculisait, une fois de plus, à propos d'un film sans intérêt ; un fonctionnaire du ministère de l'Intérieur proposait régulièrement une campagne contre la pornographie et la drogue, bref les nouvelles courantes, rien de sérieux. Le Progrès s'accompagnait toujours de légères convulsions obscures.

Le dernier lecteur planétaire

Et soudain, l'imam ! Millions de dollars offerts pour tuer un tranquille citoyen britannique, un Indien musulman ayant blasphémé contre Mahomet, donc contre un milliard de fidèles ! C'est une plaisanterie ? Une crise d'épilepsie ? Une grosse colère en cours de signature de contrat ?

Vous n'allez quand même pas me dire que les affaires seraient perturbées par une lubie de ce genre ? Attendez et voyons. Ça va lui passer. J'étais à Berlin, en 1936, quand on brûlait quelques livres. Les modérés d'alors, dans l'entourage du chancelier, me téléphonaient souvent pour m'avertir que ce n'était là que divertissement de masse, folklore local, exorcisme joyeux, catharsis. Ne gênons jamais les modérés, ne les poussons pas dans les bras des Russes, telle est notre devise.

Vous avez lu ce roman, vous ? Le « Satanique » ? Franchement, ça vous paraît méchant ? Quand on trouve chez nous Sade en livre de poche ? Nous publierons ce « Satanique », soit, puisque notre abstention se verrait trop. Quoi encore ? Vous prétendez que plus personne n'ouvre un livre ? Ne ressent ce qui s'y déploie ? Que l'infâme, pardon, l'imam, est le dernier lecteur planétaire ? Mais il ne lit rien, pas plus que le cardinal Decourtray qui me disait hier : « Je n'ai pas vu ce film, mais il me blesse ; je n'ai pas lu ce livre, mais il choque profondé-

ment ma conviction de croyant. » Spectacle, mon cher, Spectacle ! Je vous accorde que nous aurions dû prévoir que ce « Satanique » était une provocation. Eh bien, nous serons plus vigilants à l'avenir. Nous renforcerons une littérature sans danger. C'était notre programme ; il sera désormais appliqué sans faiblesse.

Au fond, l'imam nous aide, le cardinal aussi. Nous retiendrons les manuscrits gênants à la source. Nous marginaliserons les irresponsables, les excités, tel cet écrivain qui s'écriait l'autre soir : « Écrivains de tous les pays, unissez-vous ! Vous n'avez rien à perdre que vos surveillants policiers, vos dictateurs commerciaux, vos assassins virtuels ! » De Gaulle avait tort : nous arrêtons Voltaire. Ou plutôt, nous l'étoufferons dans l'œuf. L'ordre régnera au Salon du livre comme à Francfort. Les croyances, toutes les croyances, seront respectées. Pas la moindre blessure. Nous connaissons, croyez-moi, les éléments corrupteurs, les meneurs. Les seuls livres permis seront la Bible, les Évangiles, le Coran, avec interdiction de trop se demander ce que ça veut dire. Pour le reste : gadgets évacuables, déluge eau de rose. Tout ira mieux qu'avant. Il y a eu des scandales, mais il n'y en aura plus. Je vous assure que Dieu pourra dormir tranquille, Lui, son Fils, sa Mère, ses Saints, ses Prophètes et leurs femmes, ainsi (bénédiction sur eux !) que tous ses employés consciencieux.

Le dernier numéro de *l'Asiat* (n° 25, printemps 1989), revue dirigée par Philippe Sollers, est consacré à Voltaire. On y trouvera notamment un ensemble de lettres de l'auteur de *Candide* à sa nièce et légataire, M^{lle} Denis.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

La Croyance des voleurs, de Michel Chaillou

L'air et les paroles

Il y a deux manières de faire, quand un écrivain entreprend de raconter une enfance, généralement à partir de ses propres souvenirs.

Où il rapporte faits et propos du haut de l'âge : mûr qu'il a atteint, y projetant avec attendrissement la logique et l'art de peindre venus ensuite ; ce dédoublement touriste est le cas le plus fréquent, et ce peut être réussi, voyez Pagnol...

Où bien l'auteur tente de retrouver du dedans le chaos de perceptions au milieu duquel l'enfant a découvert pêle-mêle son corps en train d'exploser, le monde lointain entrevu à l'école, les aberrations et les hypocrisies des adultes proches, ainsi que le pouvoir mythifiant des mots, si ceux-ci, comme c'est normal chez un futur écrivain, l'ont précocement fasciné.

Cette reconstitution artiste, on ne l'a vue à l'œuvre, dans la précédente génération, que chez le Queneau de Zazie et chez Gary, versant Ajar. Parmi les auteurs vivants dans la force de l'âge, je ne vois guère que Chaillou et le Razvani des *Années-lumière* qui tiennent ce périlleux pari.

Déjà, avec le *Vindicta du sourd* (repris en « Folio »), *Rêve de Saxe et Domestique* chez Montaigne, Chaillou a montré qu'il savait asservir sa langue aux propos variés de ses livres, contrairement à ses contemporains que l'on voit soucieux de se forger un style pessepartout, reconnaissable en toutes circonstances. Cette agilité, sans doute la doit-il à une culture vaste et sensuelle, s'étendant du

seizième siècle français au dix-neuvième siècle anglais, de Marot à Dickens...

Heureux écolierisme pour ressusciter dans son dialecte d'origine une enfance misérable des bords de Loire. Que dieu, « misérable » ? Maudite, puisque, à l'en croire, le petit narrateur, Samuel Canoby, souffre d'ascendance gipsy, et de troubles psychiques, ceci expliquant, aux yeux des autres, cela.

Dès les premières phrases, un style distinct de la koinè, et qui n'appartient qu'à Sammy, nous implique de force dans la quarantaine, l'otocentrisme, presque l'autisme, où on l'a enfermé. Nul n'est à l'abri de l'âme, pure poésie et intuitions revanchardes se mêlent sans cesse dans la mesure qu'il prend du monde, et du savoir censé en rendre maître.

SAMMY est né sans être souhaité de parents à peine sortis de l'enfance. Ray, le père, avait dix-sept ans ; Charlotte, la mère, seize. Tous deux ont pris la fuite après la naissance : lui, courant les petits bistrot de province comme garçon de café ; elle, collectionnant les amants riches. Les grands-parents ont recueilli l'enfant, qui reporte sur eux son besoin redoublé d'affection. L'école est son deuxième foyer, sinon le premier. Tout ce qui s'y passe retentit violemment en lui. Dans le fouillis des enseignements reçus, il cherche de quoi compenser sa faiblesse physique — dont profitent les inévitables coigneurs de la classe, les baveux Cornillou, — ainsi que son bégaiement et l'impression de « boule interne » par laquelle s'annonce la puberté.

(Lire la suite page 14.)

Eloge de l'insouciance

Comment se porte Bernard Frank ? Il vieillit bien, merci.

M. VINCENT AURIOL habitait encore le palais de l'Élysée. La France entrait dans les années 50 avec des allures de promeneuse. La IV^e République ne se doutait pas que ses jours finiraient, et Bernard Frank avait vingt ans. Il écrivait à la hâte sa *Géographie universelle*. Car on est pressé à cet âge : on est impatient de connaître la suite, on ne s'inquiète pas de voir s'enfuir le temps. Bernard Frank se dépêchait comme tous les vrais paresseux. Répugnant à la plupart des occupations qui tourmentent et dévorent l'espèce humaine, il écrivait « pour ne plus écrire » : il l'avouait ensuite.

Le maître de Bernard Frank s'appelait Paul Vidal de La Blache. Cet homme respectable, mort en 1918, lui inspirait une affection filiale. C'est pourquoi, tout naturellement, il avait eu l'idée de voler à Vidal de La Blache le titre d'une œuvre monumentale, *Géographie universelle*. Puis, désirant se procurer quelque argent, il avait commis l'ingratitude de vendre à un libraire les nombreux volumes de cette encyclopédie que lui avait offerte monsieur Frank père. Quand les nécessités l'y contraignent, la jeunesse répudie facilement ce qu'elle admire. Elle dédaigne, le mardi, ses échos du lundi. Il est vrai que Bernard Frank allait rendre un bel hommage au vieux géographe en le choisissant comme patron de ses débuts littéraires.

L'école de Giraudoux

La géographie est une science romanesque, une passion rêveuse. Elle ne réclame pas que l'on entreprenne de longs déplacements, coûteux et fatigants. Il suffit de rester dans sa chambre, comme Xavier de Maistre, et de consulter avidement les atlas : rien de plus dépayssant qu'une carte de la Patagonie. Vous avez l'exil à portée de main. Vous sautez, selon vos caprices, du tropique du Cancer au tropique du Capricorne.

A vingt ans, Bernard Frank se contentait sans doute de voyager sur les bords de la Seine. Cela encourage et entraîne les pensées. « Je me suis élané hors de chez moi pour me mirer dans des contrées lointaines », écrivait-il. Mais c'était une Angleterre fictive qu'il se plaisait à dépeindre ; c'était une Hollande imaginaire, une Norvège allégorique, une Allemagne trompe-l'œil... Le jeune homme allait vite, très vite, achevant presque six livres de 1950 à 1954 : la *Géographie universelle*, les *Rais*, *Israël*, *l'Illusion comique* et l'essentiel du *Dernier des Mohicans* et de la *Panoplie littéraire*. Sartre s'inquiétait de cette précipitation : « Comment vous dire de travail-

ler, puisque au fond vous écrivez pour ne pas travailler ? »

Après *l'Illusion comique* — autre larcin commis aux dépens de Corneille, — Bernard Frank déciderait de se reposer et de se dissiper. Il s'accorderait de longues vacances. Il conjuguerait le verbe vivre et le verbe se divertir. Il continuerait de se dépayser à moindres frais sur les bords de la Seine, mais il tiendrait secrètes ses flâneries.

Trente-cinq ans plus tard, alors que l'on réédite la *Géographie universelle*, *Israël* et *l'Illusion comique*, comment se porte Bernard Frank ? Il vieillit bien, merci. Certes, quand on le croise dans les couloirs du Monde, il semble être poursuivi par le diable ou par une meute de créanciers. Il passe avec les manières de quelqu'un qui aurait traversé furtivement une époque trop bruyante, et qui aurait épuisé toutes les distractions d'un monde décevant. Si le mot taciturne était menacé de désuétude, il faudrait alerter l'opinion, faire circuler des manifestes pour le sauver. Bernard Frank serait sans doute l'un des premiers à donner sa signature.

Mais l'enjouement, l'allégresse de ses livres viennent démentir l'apparence farouche de l'homme. On ne s'étonnera pas qu'il aient aussi bien supporté l'épreuve du temps, car ils sont gouvernés par le principe de plaisir. Même si la vie se révèle trop contraignante, il faut la plier à ses fantaisies lorsqu'on se mêle de la dépêcher : faire avec les sonics une littérature de l'insouciance. C'est l'école de Jean Giraudoux. Bernard Frank est assis au fond de la classe, pas très loin d'Antoine Blondin. Sur sa copie, il note, mine de rien, la dédicace d'*Israël* — un petit chef-d'œuvre : « A cette personne qui n'aimait pas, disait-elle, les juifs. »

La réédition de la *Géographie universelle* et d'*Israël* est complétée par un texte de décembre 1988 intitulé *Pense-bête*. Bernard Frank y mesure les conséquences de l'inclination qu'il ressentait pour Vidal de La Blache. C'est un bel éloge de la littérature « légère ». On s'est montré injuste avec ce mot. On s'en est servi pour dénigrer certaines femmes, sans voir qu'on leur adressait un compliment. Bernard Frank le reconnaît : la littérature n'est pas « une occupation sérieuse », mais, à vingt ans, il est difficile de s'en passer ; et à soixante ans, que faire de mieux « en attendant » ?

FRANÇOIS BOTT.

★ Bernard Frank, *GÉOGRAPHIE UNIVERSELLE*, suivi de *ISRAËL* et de *PENSE-BÊTE*. Flammarion, 354 p., 109 F ; *ILLUSION COMIQUE*, Flammarion, 220 p., 79 F.

— Deux autres textes de Bernard Frank sont réédités : *Grognards et Hussards* est repris par le *Dictionnaire de la langue*.

MATTHIEU GALEY

Journal, tome 2

Tenons-nous un nouveau 'Journal' des Goncourt ?

Jacqueline Piatier / Le Monde

Je ne connais nul autre exemple de pareil héroïsme qui ait trouvé son expression littéraire.

François Nourissier / Le Point

Journal 1984-1985

Matthieu Galey encore parmi nous

GRASSET

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

ESSAI

Démons et merveilles
de l'intelligence
artificielle

Une alliance étonnante : celle du grand informaticien américain Terry Winograd et de l'ancien ministre de l'économie du gouvernement Allende, Fernando Flores. Qu'ils se posent ensemble des questions sur l'intelligence artificielle, est-ce le gage qu'on ne s'envolera pas, comme trop souvent, vers les rives de l'utopie démiurgique. Mais tout en gardant les pieds sur terre, nos auteurs ont élargi de façon significative le champ de réflexion autour de l'ordinateur. C'est à la philosophie, à la linguistique, à la biologie qu'ils font appel pour formuler de nouveaux fondements théoriques à la conception de machines adaptées aux objectifs humains. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : extraire toutes les merveilles possibles d'un instrument qui n'a pas fini de nous surprendre.

Evocquer son « intelligence » est inapproprié. Il possède une ration-

nalité, ce qui n'est pas la même chose. Le « démon » de Socrate ne se logera jamais à l'intérieur d'un ordinateur. Il est né de croire, écrivent les auteurs, « que les ordinateurs de quelque génération que ce soit sont capables de comprendre nos pensées ou de comprendre l'environnement ».

Le débat devenu oiseux sur l'intelligence artificielle, masque au public l'ensemble du spectre de la recherche en informatique, et c'est le mérite de ce livre que de le restituer dans toute son ampleur et sa complexité.

PIERRE DROUIN.

★ **L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE EN QUESTION**, de Terry Winograd et Fernando Flores, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Jean-Louis Pertz, préface de Lucien Sfez, PUF, 236 p., 148 F.

RELIGIONS

Douceur divine

Le dernier livre de Maurice Bellet, *l'Éprouve*, sous-titré un peu bizarrement *le Tout Petit Livre de la divine douceur*, pourrait paraître précieux s'il n'était de spontanéité et de fraîcheur spirituelle. L'auteur ne s'est jamais caché d'être passé par la psychanalyse, qui l'a aidé à se montrer hardi, original et naturellement circonspect dans ses positions chrétiennes.

Étonnant mélange chez ce prêtre hospitalisé durant plusieurs mois : il a rédigé des notes, comme d'autres auraient égrené des aveux. Pourtant la *Divine douceur* se réfère pudiquement à Dieu, « le plus humain de l'homme ». La parole violente, ajoute Bellet, peut être « l'écorce » de la divine douceur.

Rien de mièvre ni de naïf dans ces pages. Les fonctions les plus vulgaires du corps, blessé par la maladie, côtoient les élans mystiques. La divine douceur.

La foi de Maurice Bellet suit la grande tradition spirituelle de si près qu'elle est résolument moderne. Sous sa plume, des mots usés comme « consolation » prennent un lustre neuf.

Aux uns, la douceur divine peut paraître légitime, aux autres, elle est le sel de la terre.

HENRI FESQUET.

★ **L'ÉPREUVE OU LE TOUT PETIT LIVRE DE LA DIVINE DOUCEUR**, de Maurice Bellet, Desclée de Brouwer, 105 p., 68,50 F.

Sergueï, ou le bonheur de l'idée

AINS va le monde, selon Sergueï : le rire que suscitent ses dessins d'actualité, cruels, poétiques, obsessionnels et indignés, est un rire qui s'étrangle.

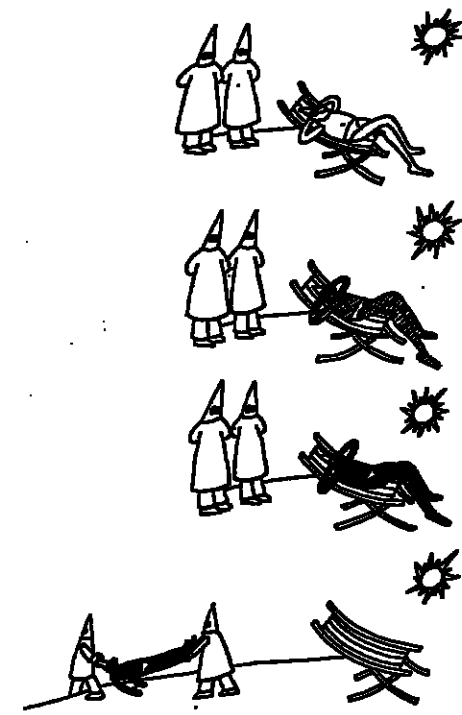
Dans sa préface au recueil de caricatures de Sergueï, qui ont paru pour la plupart dans le Monde, entre 1984 et aujourd'hui, Bruno Frappat fait le portrait de cet Argentin d'origine russe et lituanienne, né en 1956 et venu en France en 1978, deux ans après le coup d'État, après avoir été à la fois dessinateur de presse, animateur de télévision, étudiant en philosophie, auteur de café-théâtre.

Bruno Frappat raconte l'arrivée de Sergueï au journal, en 1981, et Sergueï raconte, en postface, comment se passa, au jour le jour, ce qu'il nomme « l'embarquement in media », cette course contre la montre qui précède la naissance d'un dessin d'actualité, dans les brumes d'angoisse du matin.

L'esprit de synthèse de Sergueï a des traits reconnaissables : colombes déplumées aux allures de dindons, chat aux mâchoires inquiétantes, beaucoup de cages, beaucoup de serrures sans clé, beaucoup de grillages, d'armes à feu déguisées en instruments de musique, en toutes sortes de choses. C'est aussi un univers enfantin : avec des téléphones-jouets ; ou des gâteaux à trois étages, mais ils représentent les cellules d'une prison.

Le secret de ces ribus, c'est la manière qu'a Sergueï de voir les situations, les gens, les événements comme ils sont : il y a toujours un piège quelque part, et aucun bon sentiment n'est de rigueur, jamais.

Toutefois, au milieu des horloges qui pointent leurs aiguilles menaçantes, des mécaniques inf-



nales qui broient de la chair un peu partout, triomphe le bonheur de l'idée : le spectacle continue.

GENEVIÈVE BRISAC.

★ **ET POURTANT ELLE TOURNE**, de Sergueï, numéro spécial du Monde, février 1989, 144 p., 47 F.

ROMAN

Les feux d'artifice

d'un solitaire

Yvan Audouard est un conteur. Le « il était une fois » lui va comme un gant. Mais si passé et légende lui sont familiers, l'actualité ne lui échappe pas, non plus. Aujourd'hui, il choisit de nous dire l'histoire d'un professeur célibataire chez qui la « retraite » accroît la solitude. « Je ne savais plus que faire de moi », dit ce personnage. Albert — c'est son nom — se décide alors à partir à la recherche d'un fantôme appelé Marie : il l'aima ou crut l'aimer,

mais elle ne répondit jamais à ses lettres quand il était prisonnier.

Quarante ans se sont écoulés : il ne la retrouve pas, bien sûr, mais le dévouement ne perd rien au change. Si la pâtissière Marie s'est diluée dans le temps, une autre Marie, filibustière celle-là, se présente à lui. C'est une de ses anciennes élèves. Et voilà notre « prof » qui va « s'essayer un peu tard à être jeune », avant de nous raconter sa vie parce qu'il « n'en a pas d'autre sous la main ».

Le défilé est au rendez-vous ; et l'humour qui « est une façon de se tirer d'embarras sans se tirer d'affaire ». Et aussi l'amour, encore qu'Albert, devenu l'enfant d'une Marie qui ignore chasteté et sagesse, se voit reprocher son égoïsme : « Tu es l'égoïste le plus

parfait que je connaisse. Tu ne m'aimes pas. Tu n'as rien à donner. »

Avec ce roman sur la jeunesse et son besoin d'absolu, sur la solitude, c'est un hymne à la vie qu'a écrit Yvan Audouard. Les feux d'artifice de l'écriture y masquent souvent la détresse. On n'oublie pas la fin du livre et ce mot d'une voisine mercenaire qui refuse de partager la vie de notre anti-héros. « La solitude ça se vit tout seul, murmure-t-elle. A deux, c'est encore plus insupportable... »

LOUIS NUCERA.

★ **LA BELLE BLEUE**, d'Yvan Audouard, Ed. Fixot, 190 p., 79 F.

HISTOIRE

La séduction

de Joséphine

La personnalité de Joséphine a suscité plus de cinquante biographies. Utilisant une foule de documents inédits, Bernard Chevallier, conservateur du musée de Malmaison, et Christophe Pincemin, spécialiste de l'époque révolutionnaire, éclairent d'une lumière plus exacte ce fabuleux destin.

On ne songe pas toujours que, avant sa rencontre avec Napoléon, la future impératrice avait vécu trente-trois années très utilement remplies. Mariée à seize ans au vicomte Alexandre de Beauharnais, Marie-Joséphine-Rose Tascher de La Pagerie, Rose pour tout le monde, Yvettte pour les intimes, avant de devenir Joséphine pour la postérité, exerce sur ceux qui l'approchent un magnétisme intense.

Lorsque Alexandre devient un personnage en vue, président de l'Assemblée constituante en 1791, elle entre dans les sphères du pouvoir et de la haute finance internationale. D'une grande aisance, aimable avec spontanéité, elle évolue et on l'accueille bien dans des milieux que nous imaginons à tort impénétrables les uns aux autres, révolutionnaires et contre-révolutionnaires, ultras et modérés.

Emprisonnée aux Carmes, elle se fait des relations qui lui seront utiles quand, veuve et rescapée de la mort, elle cherchera sa place dans la société thermidorienne. Maîtresse de Barras, cela se sait, et les avantages à en tirer n'échappent pas au jeune général Bonaparte : il voit en cette aristocrate de six ans son aînée l'audace de ses ambitions. Qu'il l'aime de surcroît n'est pas négligeable. De son côté, Joséphine pressent l'avenir du petit Corse, sans, bien entendu, imaginer quelle dimension il prendra.

C'est donc une conjonction d'intérêts qui les unit au principal. Dans sa marche vers le pouvoir, Bonaparte a désormais une alliée qui sait charmer ceux qu'il veut convaincre pour les conquérir. Réputée frivole et dépensière — elle fut endettée jusqu'à sa fin — Joséphine se révèle, ici, une astucieuse manœuvrière, habile à utiliser ses relations, mais ne refusant jamais son aide, le cœur parlant haut chez elle, avant que son courage, dans le malheur, n'ajoute à sa séduction.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

★ **L'IMPÉRATRICE JOSÉPHINE**, de Bernard Chevallier et Christophe Pincemin, Presses de la Renaissance, 468 p., 120 F.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

L'air et les paroles

(Suite de la page 13.)

Cette compensation vitale, il la trouve dans les aperçus d'une des profs sur l'Égypte ancienne. Sammy se jette littéralement sur les histoires de momies, de pyramides et de hiéroglyphes, comme sur une planche de salut. Grâce à elles, il peut changer instantanément en épopées et en légendes les moindres accidents de la vie quotidienne. Il s'en trouve grand, vengé. Lui le gipsy qui vient du Nil, le voilà l'égal des pharaons. Les larcins auxquels il se livre avec sa bande sont destinés à leurs doubles enterrés en Égypte, afin qu'ils aient à manger quand ils seront morts... Telle est leur croyance de voleurs, qui font jusqu'à détroisser une chèvre de saint local, on ne sait trop pour quel profit autre que mythologique.

A U cœur de toutes les sensations de Sammy trône, schizoïde, celle d'un corps en train de changer, de se scinder. Deux êtres se partagent sa douloureuse carcasse : lui et le « type de la croissance », qui prépare la « familiarité égarée » de la mue. Certaines pages — 77, 82, 89, 91 — mériteraient d'être citées dans les cours de physiologie sur les bouleversements de la puberté.

Mais notre narrateur en herbe ouvre déjà les yeux sur le monde, délimité pour lui par le pays narrait et par sa famille d'éclipsés de la croissance économique. Il y a le grand-père qui aurait « mérité » d'enseigner et qui restera réduit à sa seule force musculaire de souleveur de madriers. Il y a la grand-mère, toute en recommandations inutiles : la tante Mimmi, qui accueille Sammy dans sa villa de Vendée... et dans ses rêves de voyante.

La maman « romane » et entretenue reparait, le temps de vacances orageuses à Morgat avec son dernier amant, anglais ex-pilote de ligne. Répudiée, renvoyée à son état de gitane — son nom rime avec roulotte — Charlotte suit un nouveau protecteur en Allemagne, et Sammy retournera chez ses grands-parents, affirmé dans l'idée que le mensonge et la ruse mènent le monde.

C ET été là l'affirmé en toutes choses. Le « type de la croissance », en lui, a pris du poids. A la rentrée scolaire, c'est son tour de roseer

les affreux Cornillou. Sa théorie de l'Égypte évolue. Elle s'avoue de plus en plus comme un moyen de maîtriser la réalité mouvante de son corps et du monde. Prendre la Loire pour le Nil aide à mieux comprendre la Loire, et peut-être le Nil.

Du dehors, ces progrès ne se voient pas, ou dérangeant. Sammy est placé comme pensionnaire dans une institution religieuse près de Nantes, avec les élèves « à problèmes ». Ses élucubrations d'égyptologue en herbe contribuent à le faire mal voir. Tout au plus apprécie-t-on sa vitesse à la course et sa mémoire, qui le fera désigner pour jouer la comédie à la fête de fin d'année. Mais ces deux qualités, on dirait que la direction les isole du petit érudit, dont on colle les lèvres avec un scotch, pour avoir la paix. Le tourment qui gonfle en lui, et l'Égypte qui l'en soulage, Sammy ne peut en parler à personne, et surtout pas à son étourdi de père, venu un dimanche, après deux ans de silence, lui faire faire du tandem — tout ce que l'enfant déteste...

Sa mère étant en prison pour chèques en bois, restent l'oncle forain et sa grosse caisse, qui résonne aux carrefours. Avec eux, le petit gipsy recouvre la fierté des nomades, cette flamme au fond des prunelles où les propriétaires de poulaillers croient voir l'éternelle menace, la faute héréditaire. Revenu chez ses grands-parents, puis en partance pour le Maroc avec sa mère, qui a déniché un nouveau protecteur à Marrakech, Sammy se promet de rester fidèle à sa lignée. En bon Égyptien, il volera les vivants pour nourrir ses morts, ceux qui sublimant son sang...

P EU de livres défilent à ce point le compte-rendu, ce qui n'est pas, en soi, mauvais signe. Il manque aux faits rapportés ici le flottement, l'incertitude, l'angoisse communicative dont les entoure le narrateur, selon la progression de son âge, de trois à treize ans.

« Si ce ne sont pas les paroles exactes », confie l'auteur, retrouvant pour l'occasion son recul de quadragénaire, du moins « l'air » y est-il. En effet, c'est l'air de sa pré-puberté qui nous est chanté tout au long du livre.

Le secret de cette musique singulière n'est pas facile à percevoir. Une chose est sûre : le danger de

minauderie est surmonté. Il n'y a pas trace, en trois cent soixante pages, de « minou-drouettisme », vous savez, cette fillette prodige dont les mots jolis enchaînaient, voici trente ans, et à propos de qui Cocteau disait que tous les enfants ont du talent... sauf elle.

Le « chaillou », ou plutôt le « canoby », se caractérise par une intricatité, typique chez l'enfant difficile et illuminé, du vécu et de l'abstrait. Une sorte d'animisme colore les descriptions. Les objets inanimés ont plus qu'une âme : des intentions. Le jambon « complimente » l'assiette, le vin « enchante » la bouteille. Les odeurs « entortillent » les pins. Nacelle et bonheur ne font qu'un. Les ombres du cimetière se fondent en une « boule ». « Le dehors », est-il dit, c'est presque quelqu'un ! Et jamais n'est perdu de vue que quiconque ne possède rien sur terre doit d'abord chaparder les mots nécessaires à sa survie, comme le gitan vit des clipiers trouvés sur son chemin...

C E gommage des propriétés et des frontières des mots n'exclut pas le recours à des vocables rares — méplats, absides, courroux. Après tout, le petit auteur se veut l'émule de Cham-pollion ! Mais son égyptomanie vient, en plus de ses origines, d'une folle envie que les mots représentent les choses mêmes, tels les hiéroglyphes, au lieu de n'être que les signes arbitraires.

Les notions morales occupent l'espace et agissent comme autant d'objets. Les mots gonflent les joues de leur pâte molle, scandent les souffles. Il est beaucoup question dans le livre de joues et de souffles, preuves que les paroles pèsent, griffent, creusent.

Sammy-Chaillou joue de la langue classique en la rechargeant d'approximations fiévreuses, en recomposant l'innocence sauvage et la chasse au bonheur propres à l'adolescence.

Bien que le petit héros avoue ne pas savoir tenir un archet, il fait penser à un enfant qui tirerait d'un violon gracieux pour musique baroque des accents râpeux de valse tzigane, comme ça, d'instinct.

★ **LA CROYANCE DES VOLEURS**, de Michel Chaillou, Seuil, collection « Fiction et Cie », 320 p., 99 F.

magazine
littéraire

Tous les
mois, un dossier
consacré à un auteur
ou à un mouvement
d'idées ;
et l'actualité littéraire
en France et à l'étranger

MARS 1989 - N° 263

URSS

La perestroïka
dans les lettres
Roman, poésie, théâtre, his-
toire : nouveaux écrits, nou-
velles tendances, nouveaux
enjeux. Réhabilitations et cen-
sures. Un inventaire, des livres
récentement traduits. Un entre-
tien avec Andreï Siniavski.

Entretien :
Octavio Paz.

Chez votre marchand
de journaux : 26 F

OFFRE SPECIALE

6 numéros : 90 F.
Cochez sur la liste ci-après
les numéros que vous choisissez :

- ☐ La littérature et l'exil
- ☐ Henri James
- ☐ Lévi-Strauss
- ☐ Les littératures du Nord
- ☐ Dix ans de philosophie
en France
- ☐ Michel Tourneur
- ☐ La France fin de siècle
- ☐ Raymond Queneau
- ☐ Georges Dumézil
- ☐ Londres des écrivains
- ☐ Backett
- ☐ Les écrivains de l'Apocalypse
- ☐ Vladimir Nabokov
- ☐ Malraux
- ☐ Heidegger
- ☐ Toccoville
- ☐ Italie aujourd'hui
- ☐ Voltaire
- ☐ Idéologies : le grand
chambardement
- ☐ Sherlock Holmes : le dossier
Conan Doyle
- ☐ Littérature chinoise
- ☐ Georges Bataille
- ☐ Littérature et mélancolie
- ☐ Stefan Zweig
- ☐ Proust, les recherches
du temps perdu

Non :
Adresse :
Réglement joint par chèque bancaire
ou postal.

magazine
littéraire

40, rue des Saints-Pères
75007 Paris. Tél. : 46-44-14-51

هكذا من الأصل

HISTOIRE

[illegible]

● PHILOSOPHIE

Sur la piste de l'Inde perdue

Depuis la fin du dix-neuvième siècle, l'Occident s'est désintéressé de la pensée de l'Orient. Roger-Pol Droit s'étonne de cet oubli.

CANDIDE croit innocemment tout ce que disent ses maîtres et, comme plusieurs vénérables, de Hegel à Heidegger, racontent que la philosophie parle grec, qu'elle n'exerce son office qu'en Occident et que les autres peuplades y sont impuissantes. C'est ainsi que le Ciel l'ait fait naître dans ce petit canton de la planète où fonctionnent le principe de contradiction et la rationalité, où brillent les logos, la dialectique et la réflexion sur l'être. Il est pris d'un frisson rétrospectif à l'idée que la Providence eût pu le jeter dans les sombres contrées, l'Inde par exemple, auxquelles l'Université concède de la sagesse, du mythe, de la spiritualité, mais point de philosophie. C'est ainsi que tout est pour le mieux...

Mais Candide aime lire. Et il voit que tous les savants ne concordent pas. Si Husserl pense que le « chez-soi de l'humanité » est l'Europe, Canguilhem assure qu'il est temps de travailler la philosophie de l'Inde. Et Brice Parain réserve des centaines de pages, dans une « Pléiade », à cette philosophie. Candide est désarçonné. Il suppose que Canguilhem et Brice Parain sont des nullités mais on le déçoit. Ces deux hommes ne sont pas médicos. Candide se creuse la tête : comment l'illustre corporation des philosophes peut-elle produire des analyses incompatibles ? Et pourquoi ce qui est philosophique chez Brice Parain est-il un baragouin à la Sorbonne ? Candide tombe dans le doute, il a du chagrin mais se console car philosophier, c'est douter, si Montaigne ne s'est pas trompé.

Roger-Pol Droit est de l'avis de Candide. Il doute aussi et prend la piste de l'Inde perdue. Cette piste est décevante car l'Inde, dans nos facultés, dans nos manuels, dans nos esprits, est une absence. Pourtant, Candide et Roger-Pol Droit ne sont pas trop exigeants : ils désirent à peine que l'Occident se soumette à l'épreuve de l'Inde, et qu'il s'interdisse d'expulser cette dame de la maison philosophique avant que le procès en ait été instruit. Or ils n'entendent pas l'écho de la moindre discussion.

Le Grep (1), le manuel sacrosaint de Cuvillier, les professeurs de Paris et de Limoges, tous sont d'accord : l'Inde n'existe pas. L'Inde est condamnée sans débat. En philosophie, elle fait tout faux, la pauvre, mais on ne lui a même pas demandé de s'expliquer, si bien que Candide est saisi d'un nouveau doute. Il pressent que ce verdict n'est pas philosophique :

c'est une croyance, une doxa, un argument d'autorité, une espèce d'apophthegme.

Acharnés à disputer des effets et des causes, Candide et son camarade posent les questions que les philosophes officiels ont résolues depuis belle lurette sans se donner le ridicule de les poser. Par exemple, Candide s'étonne que la philosophie, dont la marque est l'universalité, ne se soit répandue, par enchantement ou sortilège, que dans un lieu singulier, l'Occident, à l'exclusion de tout le reste de l'humanité. Qu'un universel soit aussi singulier lui paraît singulier.

Roger-Pol Droit donne un coup de main à Candide. Il fait un peu d'archéologie et farfouille dans les archives. Jolie récolte. Il constate que la perte de l'Inde est récente. Il y a un gros siècle, Victor Cousin professait que l'Inde est un monde philosophique. Les écoliers français du temps de Louis-Philippe, mieux instruits que les nôtres, apprenaient les systèmes philosophiques de l'Inde. L'Europe consentait qu'elle était bordée d'horizons immenses : la philosophie était plurielle, les pays de la nuit étaient hantés de rationalités, des pensées engluées dormaient dans les sables de l'Orient.

Le cri primal de la philosophie

L'engouement de Victor Cousin s'expliquait par l'Allemagne. En effet, trente ans avant de débarquer en France, la philosophie de l'Inde avait déjà ravagé l'Allemagne. Dès 1800, Friedrich Schlegel proclamait : « C'est en Orient que nous devons chercher le suprême romantisme » car « tout est originaire de l'Inde ». Pour Schlegel, l'Inde est le cri primal de la philosophie. Là-bas, sur les bords du Gange, règne le sanskrit, la langue philosophique, donc parfaite, d'un âge d'or et d'un temps immobile. La crépusculaire Europe serait bien avisée de s'instruire auprès de l'Inde, mère de toute philosophie. La Grèce, même celle de Platon, n'était qu'un couinement de souris, une étincelle, un rien du tout.

On voit que les romantiques allemands en faisaient trop et disaient des bêtises. Ils nuisaient à l'Inde : pour monter sur le cheval philosophique de l'Inde, ils prenaient un tel élan qu'ils passaient de l'autre côté de la bête et s'aplatissaient dans la poussière.

D'autres penseurs allemands, Schopenhauer et même Nietz-

che, retrouvent un peu de sang-froid et portent un regard plus grave sur l'Inde. Pour un bref moment, entre l'enthousiasme délirant des romantiques et l'ignorance arrogante du vingtième siècle, on peut s'attendre que les deux moitiés du monde philosophique, Inde et Grèce, au lieu de s'anathémiser, choisissent d'échanger leurs différences. Mais les noces ne seront jamais célébrées car Hegel était passé par là, Hegel qui voit l'Inde comme déraison, songe et hébété : la Grèce, la Grèce seule, est la terre natale du logos, et la philosophie se voit sommée de rentrer au bercail européen et de ne plus faire de galipettes du côté de Sankara et d'Asanga.

Candide est en forme. Enchanté d'avoir mis la main sur la pensée perdue de l'Inde, il cherche à repérer l'escalier dérobé dans lequel l'Inde a dégringolé, avant d'être reconduite chez elle, dans sa cave ou son cloaque, à grands coups de pied occidentaux dans son derrière mythologique.

Comme Candide est modeste, et qu'il préfère les raisonnements aux croyances, il se borne à montrer quelques fils. Il souligne que l'Occident a seulement retenu du bouddhisme ce qui ressemble à une pensée du néant, à un nihilisme. Comme Quinet, l'Occident n'a vu dans Bouddha qu'un « grand Christ vide », un sage qui veut « nous guérir de la vie » alors qu'en réalité Bouddha a plutôt prétendu « guérir la vie ». De tout cela, d'un Bouddha éloigné du pessimisme absolu, des prouesses dialectiques de l'Inde ou de sa rationalité, de son questionnement de l'être, quelques textes fulgurants, dont un chapitre de *Candrakirti* (septième siècle), témoignent ici.

L'ombre de Diderot

Ce livre est gai comme un savoir. Il gambade, se retrouve quand il se perd, fait l'insolent et l'espiègle, ne refuse ni les drôleries, ni l'entourloupette des mots. Il accepte énigmes et incertitudes : même s'il est riche de références et soutenu d'une solide érudition, il nous entraîne loin de cette universalité casquée que la philosophie occidentale pratique. Au contraire des magistères, Roger-Pol Droit ne tranche point et tout l'étonne, ce qui nous vaut un dernier chapitre succulent où passe l'ombre de Diderot. L'auteur se coupe en deux, et ses deux moitiés se chamaillent un peu, comme Diderot avec le nouveau de Rameau. L'un doute que l'Inde ait confectionné des philosophes au sens où l'Occident entend ce mot. L'autre convient que la philosophie de l'Inde est différente, Dieu merci, mais qu'elle est avérée et séduisante.

Ils s'accordent à la fin. Ils veulent mettre à la question l'Inde et l'Europe ensemble : pourquoi ne pas traiter des textes bouddhiques exactement comme des textes philosophiques, tenter de les plier aux règles de systématicité conceptuelle, et voir par où ils résistent, comment ils défont ces règles et nous laissent en plan ? Sur ce, Roger-Pol Droit prononce la seule phrase mystérieuse de sa réflexion, la dernière, mais qui est belle : il s'agit de « mettre à l'épreuve de l'Autre l'étrangeté du Même ».

A présent, Candide retourne à son jardin. Ce jardin s'est merveilleusement agrandi. Candide décide d'y cultiver, à côté des poiriers et des betteraves, des cocotiers, du bétel, des jujubes, des mangues et des myrtilles.

GILLES LAPOUGE.
★ L'OUBLI DE L'INDE, UNE AMNÉSIE PHILOSOPHIQUE, de Roger-Pol Droit, PUF, Collection « Perspectives critiques », 262 p., 115 F.

(1) Groupe de recherches sur l'enseignement de la philosophie.

● LA VIE DU LANGAGE - par Denis Slakta

Au violon, citoyen !

A bien entendre Barnave, un temps rival de Mirabeau, la Révolution française commence avec la fin du silence. En effet, avant la rédaction des Cahiers de doléances, « le gouvernement ne permettait pas qu'on parlât de lui ». Barnave insiste à juste titre : « On peut attribuer toute la Révolution française aux progrès de la civilisation, des Lumières et de l'industrie ; car c'est cette cause qui, en élevant le Tiers État (...), a rendu inévitable une révolution démocratique. C'est elle qui a donné ce grand pouvoir à l'opinion publique, et qui a rendu nécessaire un pouvoir délibérant » (1). Démocratie, opinion publique, gouvernement délibérant : tout était en place pour que renaisse, des cendres de l'assoupissement, l'éloquence politique et la rhétorique.

Barnave, entre autres, s'était préparé en écrivant une *dialectique*, visiblement inspirée d'Aristote. La logique est utile à la découverte de la vérité, mais tout autant pour « exposer aux hommes ses idées, et leur démontrer ses opinions ».

Plus habile, plus âgé et certainement moins sensible, Honoré-Gabriel Riquetti, comte de Mirabeau, avait pour sa gouverne vagabondé dans la Bible et ailleurs. Il publia un joli volume, sous un titre plutôt grec : *Enoch Biblion*. Allah est grand, c'est entendu ; mais, hélas, les ayatollahs sont incultes : les *Versets sataniques* ne sont qu'oraisons jaculatoires sur des dissertations du futur « Shakespeare de l'éloquence ». Mirabeau avait donc appris que « la morale a toujours été faible contre la passion ». En tout cas, nous, ici, nous avons acquis, comme dira Sade, « le droit de tout dire ».

Ainsi, en même temps que les opinions s'affranchissent de la conformité sociale et de la tutelle politique ou religieuse, les langues se délient ; et le discours retrouve sa puissance. Louis XVI est mort aussi pour avoir méconnu la force de l'opinion qu'il avait pourtant déchaînée. Telle est, en tout cas, la position de M^{me} de Staël : « C'est dans l'art de conduire l'opinion, ou d'y céder à propos, que consiste la science de gouverner dans les temps modernes » (2).

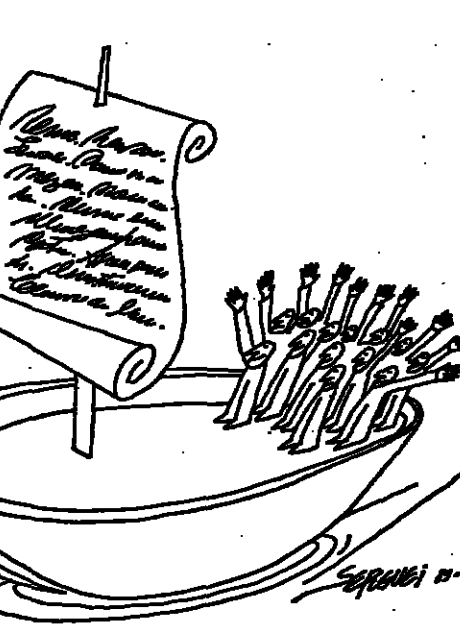
E t voilà que la rhétorique descend dans la rue. Vice-président de la section des Fiques, le ci-devant comte de Sade proposa pour Paris une rue de Cléon, ce grand orateur devant être révisé chez un peuple libre où l'éloquence devient un des premiers talents du citoyen ».

Avant de mourir, et pour sauver Robespierre, Saint-Just se prend à liquider, mais un peu tard, son léonisme et à défendre avec éloquence la vertu de la rhétorique : « La rhétorique est l'opinion publique est un droit naturel, imprescriptible, inaliénable, et je ne vois d'usurpateur que parmi ceux qui tendraient à opprimer ce droit ». La suite mérite d'être relue, puisque Saint-Just, ce 9 thermidor, fut interrompu. Personne ne l'a donc entendu dire ce qui suit : « Avez-vous vu des orateurs sous le sceptre des rois ? Non. Le silence règne autour des trônes ; ce n'est que chez les peuples libres qu'on a souffert le droit de persuader ses semblables. N'est-ce point une arène ouverte à tous les citoyens ? Que tout le monde se dispute la gloire de se perfectionner dans l'art de bien dire, et vous verrez rouler un torrent de lumières qui sera le garant de votre liberté, pourvu que l'orgueil soit banni de votre République ».

La rhétorique avait donc quitté les collèges, pour d'autres exercices. Elle pérorait, partout, même dans des lieux malsains. Dans le décret proposé par Courbon, le 22 prairial (10 juin 1794), pour réorganiser le Tribunal révolutionnaire, on trouve, à côté de Fouquier, accusateur public, une liste de deux juges. Quatre appositions mentionnent les statuts : Loyer appartient à la section Marat ; Paillet est « professeur de rhétorique à Châlons » ; Laporte et Félix sont « membres de la commission militaire à Tours ». Fermez le ban.

Ce qui change avec la Révolution, c'est d'abord la pratique des discours liée aux bouleversements politiques et sociaux. La langue persiste ; la syntaxe suit ; et le lexique s'adapte ou innove tandis que la fréquence de certains termes s'accroît, à grande vitesse. M. Pierre Enckel me signale la occurrence d'*éclatier* dès 1783 ; après 1789, les emplois du verbe se multiplient, chez Mirabeau, Barnave, Robespierre, M^{me} de Staël. Et chez Joseph de Maistre, peu suspect d'encenser « les néologismes vaniteux ».

A propos d'*exproprier*, Jacques Collard (3) précise : « On ne trouve avant la Révolution qu'un adjectif exproprié, rare ; mais le verbe, en quelque sorte virtuel, fournit expropriation en octobre 1789 ». Le verbe n'est pas resté « virtuel » ; Joseph de Maistre (4) en dénonce l'*inventeur* : Thouret (1733-1794), avocat rouennais et futur guillotiné.



Il est réconfortant néanmoins d'apprendre que l'acte d'exproprier est dû à un juriste normand.

Passons à la justice ; à ses annexes. Après Brunot, Jacques Collard s'intéresse à violon. Pasquier (1767-1862) écrit dans ses *Mémoires* : « Il fut décidé que je passerais la nuit au violon. On appelait ainsi la prison provisoire attenante à chaque corps de garde ». Il y aurait là comme un calembour à partir de « archers (du Roi), appellation argotique traditionnelle des hommes de police (...). C'est l'archier (l'archet) qui conduit au violon ». Le terme fut repris en 1795 dans un *Almanach des prisons*. Voici qui pourrait justifier l'hypothèse de Jacques Collard. Dans une comédie satirique (1795) du citoyen Ducancel, un tordeur qui agite le drapeau rouge pour avoir « l'argent facile », et qui a pris — noblesse oblige — le nom bien romain de Torquatus, menace une aimable servante, sans-culotte de surcroît. Torquatus : « Si j'ai la mention au violon pour vingt-quatre heures ? » Fanchette : « Au violon, citoyen ? Je ne sais pas la musique... » (5).

B ONNE fille aussi, la syntaxe ne répugne pas à se plier aux idées nouvelles. A propos de régime, honorablement implanté dans la langue, Brunot ajoute, toujours enthousiaste : « La hardiesse était de lui accolier l'épithète d'ancien ». Jacques Collard poursuit jusqu'à de Tocqueville, l'*Ancien Régime et la Révolution* — ce qui « marque l'entrée définitive de l'expression dans notre vocabulaire ».

L'évolution fut plutôt lente ; il fallut qu'ancien changeât de sens en s'établissant, de manière décisive, devant régime. D'abord on essaya régime ancien ou vieux régime. Ancien est alors un quasi-synonyme de vieux. Reste qu'un ancien ministre n'est pas nécessairement un vieux ministre ; c'est aussi un ex-ministre ; un pauvre homme qui n'est plus ministre.

La syntaxe n'interdit pas le plaisir de jouer ; au contraire. Au début de *Candide*, Voltaire rapporte les bavardages de quelques mauvaises langues : « Les anciens domestiques soupçonnaient qu'il [Candide] était fils de la sœur de monsieur le baron et d'un bon et honnête gentilhomme du voisinage, que cette demoiselle ne voulait jamais épouser parce qu'il n'avait pu prouver que sobriété et onze quartiers... » S'agit-il des vieux domestiques, ceux qui savent tout ? Ou des ex-domestiques, méditant par bonté ?

La même ambiguïté fait la force du syntagme l'*Ancien Régime*, bien voltairien au moins syntaxiquement : le régime féodal, c'est à la fois ce régime qui a duré longtemps, qui est vieux ou ancien ; et ce régime qui n'existe plus, qui a disparu pour toujours.

M^{me} de Staël peut alors revenir pour dire l'autre de la langue, ce qui la pousse à dire : « L'Assemblée législative renversait la monarchie avec des sophismes ». Au bout du compte, tout se passe comme si la rhétorique emportait les sophismes dans ses fourgons ; et comme si la démocratie ne pouvait se débarrasser de la démagogie. Jacques Collard en arrive à l'*interrogation fondamentale* : « La Révolution a-t-elle été l'œuvre de démocrates ou de démagogues ? (...) Du démocratisme ou du démagogisme, lequel exprime l'être profond de la Révolution ? » En d'autres termes : se pourrait-il que la rhétorique fût à la démocratie ce que la sophistique est à la démagogie ?

(1) « Réflexions politiques », *Œuvres de Barnave* (T. 2), mises en ordre par M. Béranger de la Drôme. 1843. Jules Chapellet et Guillier, Paris.

(2) M^{me} de Staël, *Considérations sur la Révolution française*. Présenté et annoté par Jacques Godechot. 1983. Tallandier, Paris.

(3) Jacques Collard, *Al ! ça ira ça ira... Ces mots que nous devons à la Révolution*. 1989. Bolland, Paris.

(4) Joseph de Maistre, *Considérations sur la France*. 1988. Editions Complexe.

(5) Giovanni Triolini, *Rivoluzione e scena. La dura realtà (1789-1799)*. 1988. Dix pièces jouées en France. Bulzoni, Roma.

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

LES CONTES POPULAIRES DE
L'EGYPTE
ANCIENNE
TRADUITS ET COMMENTÉS PAR
G. MASPERO
Un volume 12x17, 306 pages, 120 F.
Maisonneuve & Larose

RECITS NOUVELLES ROMANS

M K

LITTÉRATURE
100, bd Saint-Michel - Paris V.

سكزا من الأصل

● ROMAN

Alain Bosquet et la condition d'otage

Un roman cruel et dérangeant : l'histoire d'un homme qui perd lentement son identité.

AVEC le *Métier d'otage*, Alain Bosquet nous donne une œuvre courte, concentrée, d'une facture toute classique, sans lien apparent avec sa propre expérience ou ses exercices de style antérieurs. Ce récit fait penser — et ce n'est pas un mince compliment — à l'étranger de Camus. Sur un thème triste et contemporain, la saisie d'otages au Moyen-Orient, on retrouve le même déroulement implacable d'une histoire simple qui confine au fait divers, le même dénuement de l'écriture.

« Deux centième jour de ma captivité : je compte, je recompte, je ne peux pas me tromper. Je me trompe. » Quand s'ouvre la narration, l'intégrité psychique du narrateur est déjà entamée par une déréalisation inexorable. Il assiste, rebelle et impuissant, à la perte progressive du sentiment de soi qu'entraîne la réclusion au secret dans des prisons qui, pour déjouer toute détection, changent de lieux sans répit. Ne sachant plus ni quand ni où il est, le narrateur est contraint de rechercher qui il est. Cette introspection obligée est une affaire de survie.

« La lamentable victime que je suis devenu »

Pour empêcher la larve entassée qu'on est désormais de se dissoudre, le seul recours est de se recomposer sans cesse par la mémoire. Afin de préserver un semblant de personne, le narrateur, d'abord anonyme, est contraint de puiser dans ses souvenirs, construisant peu à peu, pour le lecteur, un personnage. Trente-huit ans, Cervinus, Philippe, archéologue, natif de Lille, en termes courtois avec son père, Maximilien, marchand de textile, et sa mère Fernande; en termes tendres avec son épouse, Elisabeth et ses deux filles; amoureux de sa profession, sans révolte envers son passé, satisfait de son présent, jusqu'à son enlèvement au cours de fouilles en Irak : une biographie de bourgeois français moyens se reconstitue fragmentairement, d'autant plus douloureuse maintenant d'être si banale et de si peu prédisposer au rôle de victime expiatoire, soudain dévolu par le sort.

Comme en toute bonne tragédie, les issues sont successivement

barrées. Si la mémoire est nécessaire, elle est insuffisante à assurer la survie, car elle vient sans trêve buter contre un présent incompréhensible et inacceptable. Du coup, Cervinus adopte la tactique inverse : « Ne pas songer à moi, prendre mes distances avec la lamentable victime que je suis devenu. » Mais comment prendre des distances, en cette intimité poisseuse et sordide avec l'absurde ? Par le refus de s'apitoyer sur soi, de larmoyer. Le pathos serait fatal à l'équilibre mental du prisonnier, comme il répugnerait au talent détectif de l'auteur. La seule complicité, entre eux, est un regard clinique. Dans la lente désintégration d'un être, rigoureusement, inflexiblement décrite, ce qui seul demeure intact est une sorte de pôle observateur. Le courage ultime de Cervinus, comme celui de Meursault, reste une lucidité sans compromis.

C'est là sans doute que l'art d'Alain Bosquet est à son plus incisif, on dirait presque à son plus diabolique. La lucidité elle-même est un piège, et non un refuge. En dépit (à cause) des tourments qu'elle lui fait savamment endurer, Cervinus veut juste comprendre ses ravisseurs. Ce sont des brutes, certes, mais pas des fanticheurs : ils ont aussi leurs raisons, ou leur raison, à eux. Cette « vie humaine » que l'Occident fait profession de priser si fort, que veut-elle sous leur climat ? Les gardiens peuvent être à tout instant éliminés, comme le prisonnier, par un des leurs. Pourquoi feraient-ils, du respect de l'autre, un fétiche ? S'ils ont besoin d'armes et de publicité pour leur cause, pour quoi se priveraient-ils des bienfaits d'une prise d'otages ? « La fin justifie les moyens » n'est pas, que l'on sache, une formule traduite de l'arabe. Devant des interlocuteurs intermittents, qui, pour cruels qu'ils soient, ne sont pas sots, et dont le fanatisme trouve à se justifier par une logique retorse et cynique, Cervinus se sent peu à peu (toujours la tragédie) moins innocent, plus solidaire de cet Occident moralisateur et exploitateur de peuples, dont il est un représentant typique. Un Occident dont il se déprend, à mesure qu'il cherche à comprendre la

culture de ses adversaires. Il sera même attiré par leur langue, leurs mœurs, leur Coran, leurs poètes mystiques.

Faut-il parler, avec certains psychanalystes, d'identification à l'agresseur ? Peut-être. Mais ce n'est pas l'essentiel. Cervinus voit et éprouve l'inhumanité de ses geôliers, leur nihilisme volontairement aveugle. Mais ce qu'il découvre non moins clairement, c'est la vacuité de sa propre civilisation, l'insanité de la France-spectacle.

Le tapage publicitaire dont tentent de jouer ses capteurs ne joue pas moins de l'autre côté. La médiatisation goulue et forcée n'a pas moins contaminé, gangrené, l'Occident que ses ennemis. Voilà sa tendre Elisabeth transformée par tout ce vacarme en une Jeanne d'Arc pour journaux du dimanche. Elle qui eût aimé une carrière publique, digne, active, douloureuse, de comitiste en comitiste, on lui offre enfin le rôle de sa vie.

Le pantin désarticulé

Cervinus lui-même n'est pas épargné, au contraire : c'est là que son destin d'otage devient un « métier ». Enjeu de taille malgré lui, figure de proue de l'exaltation nationale, célébrité internationale télévisée, au moment même où il se disloque, où, à moitié convaincu, à moitié drogué, il fait enfin sur ces cassettes les déclarations que les terroristes attendent de lui, par un renversement ironique (le fameux « passage dans le contraire » selon Aristote), le voilà, lui la larve, lui le pantin désarticulé, sacré héros, consacré gloire patriotique. Au terme de sa captivité, lorsqu'on s'apprête, après de longues tractations, à le libérer, Cervinus a été radicalement faussé, dépossédé de lui-même. Si Meursault, en fin de compte, s'ouvre en mourant à « la tendre indifférence du monde », Cervinus, lui, est pour toujours fermé à soi.

Dans une résolution qui choquera maint lecteur et qui choque l'ambassadeur de France, demandant, à son tour, des émissaires publics et des déclarations de gratitude, Cervinus décide de « se redéfinir ou de s'oublier » : il ne rentrera pas dans la mère patrie : « Aujourd'hui, très calme, je voudrais appartenir à une autre civilisation que la mienne. »

Ces derniers mots sont ambigus. Avec ou sans sérénité en conclusion à la tragédie ? Nul ne le sait, ni Cervinus ni Alain Bosquet. On dira que les « vrais » otages libérés s'empressent de rentrer chez eux, on criera à l'invraisemblance, cependant l'ai relu le témoignage de Jean-Paul Kauffmann à son retour : il confirme en détail mainte analyse psychologique du texte imaginaire de Bosquet, rédigé deux ans auparavant, et la rentrée au pays est loin d'être une réinsertion facile et joyeuse. La littérature n'est pas le témoignage vécu : elle s'arroge le droit d'inventer, c'est-à-dire de porter le fait au mythe. Écrivain moins à la plume qu'au scalpel, Bosquet nous donne ici, sous la rigueur voulue du clinicien, parfois presque insupportable sur un thème aussi émouvant, une œuvre inquiétante, dérangeante, sinistre. Un maître livre.

SERGE DOUBROVSKY.

★ LE MÉTIER D'OTAGE, d'Alain Bosquet, Gallimard, 198 p., 72 F.

— Simultanément paraît un recueil de récits, Comme un refus de la planète, qui réjouira les amateurs de l'autre Bosquet, le surréaliste, l'absurdiste baroque, le virtuose des situations impossibles et des promesses verbales. Gallimard, 220 p., 80 F.

● SOUVENIRS

La cour de récréation de Robert Doisneau

Les souvenirs d'un grand photographe conjugués « à l'imparfait de l'objectif ».



CHEZ Jean Chanrion, à l'enseigne du Vin des rues, dans le quatorzième arrondissement de Paris, Robert Doisneau, dès qu'il apparaît est fêté comme un ami qui se fait trop rare. On lui montre des vieilles photos un peu jaunies, et chacune d'entre elles est prétexte à une boutée de nostalgie. Robert Doisneau a un mot gentil pour les uns et pour les autres et il s'amuse même de la mauvaise humeur complot du patron des lieux. Bien sûr, si l'on effectuait un sondage express sur le zinc, on s'apercevrait que la plupart des consommateurs ignorent que leur bistro préféré a emprunté son nom au titre d'un ouvrage de Robert Girard (1), titre lui-même inspiré de Prévert.

Aujourd'hui, à soixante-seize ans, Robert Doisneau publie *L'imparfait de l'objectif*, une suite désordonnée de portraits et de souvenirs. Au fil des pages, on retrouve des silhouettes connues mais surtout une atmosphère poétique que l'on pouvait croire à jamais disparue : celle des films de Prévert et Carné. Robert Doisneau écrit comme il photographie : en braconnier attentif à capter les « caillades du hasard ». Et il y a un peu du sourire de Gavroche dans sa voix lorsqu'il parle de son livre.

« Au départ, dit-il, j'ai écrit des lettres à des amis disparus. Je voulais renouer le contact avec des fantômes. Et puis, grâce à un questionnaire de Jean-Luc Mercier, j'ai pu défricher le passé. Le flair, c'est le contraire de la mémoire. »

« D'une certaine manière, ce livre est aussi un pied de nez à tous les gens qui m'empêchent de mon vivant, alors que je refuse d'être classé, figé dans un décor. Je sais bien qu'on ne peut retendre la fuite du temps. Lorsqu'il vous dit : Ne bougez plus !, cela devient franchement mauvais. Prévert m'avait dédié un poème (C'est toujours à l'imparfait de l'objectif/Que tu conjuges le verbe photographier). J'en ai extrait le titre de mon livre. « Le vin des rues », c'est aussi une trouvaille de Jacques... »

C'est la *Banlieue de Paris* (2) qui fit connaître Robert Doisneau du grand public, en 1949. Le texte de Cendrars ne commentait pas les photos. Il les précédait ou les suivait. Jamais jusqu'alors un écrivain et un photographe n'avaient paru si complémentaires, si proche l'un de l'autre.

« J'ai toujours vécu en banlieue parisienne et je ne photographie bien que les gens qui me ressemblent. Je fais en quelque sorte des autoportraits. C'est pourquoi les « beaux quartiers » de Paris ne m'ont jamais attiré. On y est enfermé dehors. Tout y est abstrait. Même le sol demeure réfractaire à l'éclosion des barricades ! »

Délaissant les mauvais souvenirs, Robert Doisneau préfère évoquer les lieux de passage qui lui servirent de cour de récréation et les êtres qui ensoleillèrent son existence. De Maurice Baquet,

Jean-Marie Chauvier
URSS : Une société en mouvement
Un regard libre sur un peuple en quête de libertés.
Claude JULIEN, *Dir. Monde Diplomatique* (in préface)
Un livre riche et un excellent radar.
François SCHLOSSER, *Le Nouvel Observateur*
420 F. - 135 FF
éditions de l'aube

Recevez un Botticelli* pour l'achat de 3 volumes de la collection

40 titres parus dans cette collection.
Un livre d'art au prix d'un roman
128 FF le volume
* Offre valable du 1^{er} au 31 mars 1989

NOUVEAUTÉ MARS 1989

L'AGE BAROQUE
G.C. Argan
SKIRA
Un livre d'art

★ A L'IMPARFAIT DE L'OJECTIF, de Robert Doisneau, Belfond, 192 pages, 89 F.

(1) Denoël, 1955 (réédité en 1983).
(2) Denoël (réédité en 1982).

L'imparfait de l'objectif
ROBERT DOISNEAU
LITTÉRATURE
198, bd Saint-Michel - Paris V^e

Nicole Lapierre
Le silence de la mémoire

A la recherche des Juifs de Ploetz
« De la communauté juive de Ploetz, il ne resterait, dit la légende, qu'un vieillard muet. Nicole Lapierre refuse l'amnésie et fait parler les survivants en exil. Chronique du souvenir, son livre est aussi un acte pour l'avenir. »
Thomas F. B. de La Moine
Plon

EGYPTE ANCIENNE
Maison neuve & Larose

● HISTOIRE

Deux sacrés Jules

Ferry et Favre, prophètes de la foi républicaine

« Je ne suis fait d'un seul et même : entre toutes les nécessités du temps présent, entre tous les problèmes, j'en choisis un auquel je consacrerai tout ce que j'ai d'intelligence, tout ce que j'ai d'âme, de cœur, de puissance physique et morale, c'est le problème de l'éducation du peuple » : Jules Ferry ne trahira pas cette ambition lancée un soir de printemps, en 1870, à la veille de la chute de l'Empire. Au point même que la postérité républicaine, dans sa reconnaissance pour celui dont le nom orne tant de frontons de groupes scolaires et tant de boulevards ou d'avenues, a étouffé l'homme sous le grand instituteur national, a enseveli ses batailles sous les flonflons du prix d'honneur décerné au premier de la classe des grands « Jules » qui, il y a un siècle, imposèrent la République. Loin devant Simon, Favre ou Grévy, Jules Ferry trône, triste et digne, statufié par la reconnaissance publique.

Le grand mérite du livre de Jean-Michel Gaillard est de redonner à l'idole ses fraîches couleurs, d'exhumer le vivant sous le vénéré. Puisé à bonnes sources, et tout particulièrement dans l'immense correspondance, désormais accessible, qu'il entretenait avec son très cher frère Charles et avec sa tendre épouse Eugénie, il distingue, dans un plan très sage, l'homme d'Etat et le républicain du Vogesien et de l'homme au singulier. Mais ce sont bien ses trois cent cinquante pages qui sonnent le plus agréablement, car elles contiennent sans fioritures inutiles, avec force citations topiques, l'itinéraire d'une jeune bourgeoisie heureuse, né en 1832, qui refusa de servir un Etat issu du « coup » du 2 décembre et rejoindra la cohorte des avocats enlevés qui construiront l'opposition républicaine à Badinguet.

Trop républicain, trop bourgeois

Grand lecteur, voyageur avide qui parcourt l'Europe, homme de terroir qu'exaltent « les pâturages et les grands rochers » autour de Saint-Dié, célibataire très romantique, homme de cœur bien couvé dans une famille d'une exceptionnelle qualité d'âme, le jeune Ferry est plus que sympathique : déjà prêt à mettre à disposition de tous son aptitude au bonheur. Un mariage d'amour, tendrement entretenu, avec la fille de Scheurer-Kestner, le député protestataire du Haut-Rhin devenu grande figure du Sénat, un délire de tonton-gâteau pour son neveu Abel, le futur ministre et l'homme des exceptionnels *Carnets* de la Grande Guerre, donnent une touche décisive au portrait moral du Juste.

Il fut pourtant atrocement haï, conspué dans la rue au bras de son Eugénie, revêlé à bout portant à la Chambre en 1887, le « Ferry famine » qui n'avait pas épargné à Paris les affres du siège en 1870, le « Ferry allemand » qui rentra avec les versailles, dans la capitale des communards, le « Tonkinois » qui tomba digne en 1885, sous le prétexte d'un prétendu « désastre » à Lang-Son, et sans avoir révélé l'heureuse négociation secrète qui pouvait sauver son cabinet et qui aboutira au traité de Tien-tsin avec la Chine. Il navigua toujours au plus court en politique, trop républicain pour les monarchistes, les bonapartistes et les tenants de l'ordre moral, mais trop bourgeois aussi, trop opportuniste, pour la gauche intransigeante conduite

par les radicaux et électrisée par Clemenceau, son tenace ennemi.

Son unique souci, quand il tint la barre, fut de faire taire « l'esprit brouillon » et d'imposer « l'esprit de gouvernement », ce mélange d'ordre et de progrès qu'il avait lu chez Auguste Comte, cette fidélité à une « démocratie pratique, affective et non dédaigneuse » qu'entretenait en lui la maçonnerie et le contact charnel avec le suffrage des ruraux. Cette obstination porta à un premier point d'équilibre une République qui cherchait à stabiliser l'élan né de 1789 et qui va entrer dans les convulsions du vingtième siècle avec Boulanger, le sabreur de gauche, le « Saint-Arnaud de café-concert » que Ferry a vomi.

Destin inachevé ? Non, assurément, même si les honneurs de l'Elysée lui furent refusés et si le suffrage universel le désavoua in extremis, car Jean-Michel Gaillard, avec la tendresse pudique de l'ancien de « Saint-Cloud » et toute la fougue savante de l'énarque, sait décrire le couronnement scolaire de sa carrière, quand ce notable positiviste imposa une Université qui serait mieux qu'une administration : « Un corps vivant, organisé et libre ». Et qu'il sut enlever les « prophètes éblouis du Verbe nouveau », ses instituteurs qui prirent la France à bras-le-corps. Ses institutions surtout, car Ferry tenait aussi pour « la supériorité naturelle de la femme en matière d'enseignement ». Dans cette « bio » de riche facture classique, il y a, on le voit, quelques chapitres d'une rude actualité...

Jules Favre, son aîné de vingt-cinq ans, né l'année de Wagram, qu'il côtoya aux heures chaudes du 4 Septembre et de la Commune, n'eut pas, lui, la chance d'attacher son nom à un grand projet de société. Il est resté dans la mémoire collective l'homme du honteux traité avec Bismarck, signé après Sedan quand la République dut endosser les fautes de l'Empire. Leur parcours, avec l'inévitable décalage de circonstances à un quart de siècle de distance, est néanmoins assez proche : avocats tous les deux, et Favre avec un tout autre bonheur depuis qu'il avait superbement défendu les canuts révoltés de Lyon, bourgeois éclairés, soucieux l'un comme l'autre de faire digérer au pays le grand choc de la Révolution, vaillant luttant au verbe riche qui fustigèrent de concert les « saturnales » impériales ou les « comptes fantastiques » du M. Haussmann qui éripa Paris.

D'où vient, pourtant, le moindre intérêt historique porté à Jules Favre ? Précisément de ce que ne maîtrise pas tout à fait la biographie, dense, exhaustive mais parfois bavard et très louangeuse, que lui consacre un excellent juriste de bonne foi, Pierre-Antoine Perrod : cette invocation lyrique à la liberté qui ne se donne pas les moyens de sa véhémence, cette passion oratoire qui ne sait pas encore tempérer le suffrage. Ferry, son frère en foi républicaine, avait senti qu'il fallait institutionnaliser la ferveur des anciens : c'est à la veuve de Jules Favre qu'il confia en 1880 les destinées de l'Ecole normale supérieure de Sèvres qu'il venait d'offrir aux jeunes filles.

JEAN-PIERRE RIOUX.

★ JULES FERRY, de Jean-Michel Gaillard, Fayard, 730 p., 160 F.

★ JULES FAVRE, AVOCAT DE LA LIBERTÉ, de Pierre-Antoine Perrod, La Manufacture, 653 p., 149 F.

ÉDITEUR en quête d'AUTEURS

Pour ses nouvelles collections important éditeur parisien recherche MANUSCRITS INÉDITS Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre. Les œuvres sélectionnées seront publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficieront d'une véritable promotion auprès de tous les médias : Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires.

Vos manuscrits sont à adresser à :

L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE ÉDITEURS
8, rue Copernic - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08 - Téléc. : 612358 F

Hirohito sans légende

Documents à l'appui, Edward Behr démontre que l'empereur ne fut pas le pacifiste impuissant qu'on a décrit complaisamment

DANS cette monumentale biographie de Hirohito, Edward Behr — déjà auteur de *Pu Yi, le dernier empereur*, qui inspira le cinéaste Bertolucci — s'emploie à « rétablir l'équilibre » et à battre en brèche la vision désormais officielle dans l'establishment international d'un empereur fantôme, tenné par la culpabilité, libéral et partisan de la paix, forcé par des militaires bellicistes irresponsables à entrer dans une regrettable guerre.

Cette image, dit Behr, est une fiction. Elle a été suggérée par l'empereur lui-même et ses conseillers dès la fin des hostilités, et défendue, après un instant d'hésitation, par les autorités américaines d'occupation, MacArthur en tête, quand la préservation du « système impérial » est devenue la politique officielle des Etats-Unis, et que la raison d'Etat l'a emporté sur la justice. L'empereur ne fut jamais traduit devant le tribunal de Tokyo, ni même cité comme témoin. Les membres de sa famille (comme son oncle, le général Asaka, commandant des troupes lors du massacre de Nankin en 1937) qui auraient dû se retrouver sur le banc des accusés pour crimes graves contre l'humanité passèrent à travers les mailles du filet et finirent leurs jours paisiblement.

La thèse de Behr n'est pas nouvelle, mais elle choque. Pour avoir dit bien moins que cela, le maire de Nagasaki recevait, il y a quelques semaines encore, des menaces de mort. Cette vision des choses a été défendue pourtant — non sans vigueur — dès les années 60 par des historiens japonais, Saburo Ienaga ou Kiyoshi Inoue. Ils s'appuyaient notamment sur les journaux intimes des proches de l'empereur — son aide de camp, le général Honjo, le garde du sceau impérial Koichi Kido ou le chef d'état-major Sugiyama, — documents qui ne laissent aucun doute sur les responsabilités de Hirohito. Behr n'apporte aucune « preuve » supplémentaire, mais il a le mérite de faire état de ces textes et d'en tirer les conséquences : avant 1945, aucune décision importante dans l'appareil d'Etat, aucune promotion, aucun mouvement de troupes, ne pouvaient avoir lieu sans avoir été approuvés par l'empereur. Comme le rappelle ingénument l'ex-premier ministre Tojo lors de son procès comme criminel de guerre, « aucun d'entre nous n'aurait osé agir contre la volonté de Sa Majesté ».

Un maître du double langage

Dans le système d'avant-guerre, l'empereur est, certes, « au-dessus de la politique », et sa marge de manœuvre est limitée, mais il n'est pas pour autant une marionnette : au contraire, il détient un droit de veto car son sceau doit être apposé sur tout document d'importance. Il peut ainsi différer ou bloquer toute mesure à laquelle il a décidé de s'opposer. Dans le contexte de vénération mystique dont il est l'objet, son influence secrète est énorme. Hirohito n'était pas un extrémiste mais il a eu à plusieurs reprises, surtout quand le cabinet était divisé, l'occasion de trancher. Ainsi, il imposa la paix en août 1945. Mais il est aussi vrai qu'il suivit, en 1941, les conseils des bellicistes qui lui promettaient une victoire rapide, et qu'il écarta ceux qui le mettaient en garde contre la dangereuse politique de « ruée vers le Sud » qui mena à l'affrontement avec les alliés. Behr cite en particulier le journal de Kido, qui décrit l'empereur exultant après Pearl Harbor et joyeux à l'annonce de la prise de Singapour.

Behr veut aussi cerner l'homme, et le portrait qu'il en dresse aide à la compréhension du personnage : un être doué d'un formidable instinct de survie — certains diront d'un égoïsme froid

— qui l'aide à traverser les passes difficiles de sa vie mouvementée ; un maître du double langage ; un manipulateur sagace et habile ; un homme scrupuleux dans son travail d'empereur et animé de deux vraies passions : les mollusques invertébrés et la stratégie.

Behr le montre suivant de très près les manœuvres de son armée et manifestant un vif intérêt pour l'évolution de la technologie militaire. L'empereur peut faire preuve dans certains cas d'une froide indifférence aux épreuves des autres. Quand son ministre Hamaguchi est victime d'un attentat en 1931 — il mourra des suites de ses blessures, — l'empereur s'inquiète d'abord de lui trouver un remplaçant et lui envoie ses regrets pour sa « mésaventure ». Il se montre « agacé » à la nouvelle du suicide de son ancien ami et ministre Konoe en 1945, et détourne la conversation en 1942 quand on commence à lui donner des détails sur les horreurs de la « marche à la mort de Bataan » infligée aux prisonniers alliés.

Beaucoup plus grave est son attitude lors du sac de Nankin en 1937 : Behr soutient qu'il est impossible qu'il n'ait pas eu vent de ce qui s'était passé. Il ne vient pas à l'idée de l'empereur d'exiger des éclaircissements ou la création d'une commission d'enquête. Il se désintéresse complètement des suites de l'affaire. Il appose en outre sans la moindre réticence son sceau au document établissant la fameuse unité 731, chargée d'effectuer des expériences sur des cobayes humains. La question des droits de l'homme ne passionnait guère, c'est le moins que l'on puisse dire. L'allié d'Hitler et de Mussolini, que MacArthur qualifia néanmoins au lendemain de la défaite d'« homme honnête » et de « libéral sincère ».

On pourrait, certes, relever quelques insuffisances dans le travail de Behr, qui semble fâché avec les dates, et plusieurs contradictions dans l'itinéraire de certains politiciens d'avant-guerre :



Hirohito en 1945.

le rôle attribué à Makino, le gardien du sceau impérial jusqu'en 1956, par exemple, ne paraît guère convaincant. Mais ne chicanons pas. Cet ouvrage vient à point pour rappeler que Hirohito ne fut pas tout à fait ce « pacifiste » prisonnier de son entourage, que les Américains l'ont délibérément couvert en refusant de lui faire un procès, et qu'il porte une lourde responsabilité, personnelle et morale, dans les événements qui ensanglantèrent l'Extrême-Orient entre 1931 et 1945.

P.-F.S.

★ HIROHITO, L'EMPEREUR AMBIGU d'Edward Behr, Robert Laffont, 525 p., 135 F.

Chesterion, Conrad, De la Mare, Forster, Hardy, Huxley, Kipling, Lawrence, Lewis, Mansfield, Maugham, Orwell, Powys, Richardson, Welles, Woolf.

LES ÉCRIVAINS BRITANNIQUES DE VICTORIA À LA FIN DES ANNÉES 30



Après les deux catalogues consacrés aux littératures d'expression allemande (*Parler d'une apocalypse à l'autre* et *Les derniers de l'empire allemand* depuis 1945), les libraires de L'Œil de la lettre vous proposent en 1989 un nouvel ouvrage de la collection biographique sur *Les écrivains britanniques contemporains*. Le premier catalogue couvre la période allant de la reine Victoria à la fin des années trente. Comme nos précédents ouvrages, il comprend une partie dictionnaire (300 auteurs) et une partie romans, qui a fait l'objet d'extraits d'ouvrages et d'articles, d'illustrations et de portraits. Il illustre les auteurs des plus significatifs de cette époque. Le second catalogue se paraîtra en juin 1989, traitant des écrivains britanniques de 1945 à nos jours et le troisième en septembre 1989, les écrivains français.

Les libraires de L'Œil de la lettre sont là pour vous l'offrir et vous conseiller.

AX-EN-PROVENCE, VENTS DU SUD, 7 place du Maréchal-Foch • ARLES, ACTES SUD, passage du Méjan • AVIGNON, DU MONDE MÉDITERRANÉEN, 16 rue Bonnetarie • BESANCON, LES SANDALES D'EMPÉDOCLE, 138 Grande-Rue • BORDEAUX, LA MACHINE À LIRE, 18 rue du Parlement-Saint-Pierre • BRUXELLES, TROPISMES, 11 gal. des Princes • CAHORS, CALLIGRAMME 75, rue Joffre • CASTRES, GRAFFITI, 8 place Pélisson • CRÉTEIL, CHRONIQUES, 3 place Mendès-France • ENGHEN-LES-BAINS, LE CHANT DU MONDE, 20 rue Moré • GRENOBLE, DE L'UNIVERSITÉ, 2 pl. du Dr-Léon-Martin • LYON, DES NOUVEAUTÉS, 26 place Bellecour • MANTES-LA-JOLIE, LA RÉSERVE, 14 rue Henri-Rivière • METZ, GERONIMO, 31 rue du Pont-des-Morts • MONTPELLIER, LA PAGE BLANCHE, 30 rue Saint-Guilhem • NANTES, VENT D'OUEST, 5 place du Bon-Pasteur • PARIS 4^e, BIFFURES, 44 rue Vieille-du-Temple • PARIS 5^e, L'ARBRE À LETTRES, 2 rue Édouard-Quenu • COMPAGNIE / AUTREMENT DIT, 58 rue des Écoles • PARIS 7^e, L'ARBRE À LETTRES, 65 rue Cler • PARIS 8^e, LIVRE STERLING, 49 bis, avenue Franklin-Roosevelt • PARIS 12^e, LA TERRASSE DU GUTENBERG, 9 rue Émile-Castelar • PARIS 14^e, L'ARBRE À LETTRES, 14 rue Boulard • PARIS 15^e, LA 25^e HEURE, 8 place du Général-Berret • PAU, L'AIDE-MÉMOIRE, 8 rue Latapie • STRASBOURG, QUAI DES BRUMES, 35 quai des Bateliers • TOULOUSE, OMBRES BLANCHES, 60 rue Gambetta • VINCENNES, MILLEPAGES, 174 rue de Fontenay • En Belgique, groupement Profil : BRAINE-L'ALLEU, GRAFFITI, 9 avenue Léon-Journez • BRUXELLES, A LIVRE OUVERT, 116 rue Saint-Lambert • LA LIGNE, 36 rue Xavier de Bue • RIVAGE, 1333 Chaussée de Waterloo • TROPISMES, 11 Galerie des Princes • CHARLEROI, MOLIÈRE, 4 boulevard d'Audert • LA HULPE, AU FIL DES PAGES, 106 rue des Combattants • WAVRE, CALLIGRAMMES, 7 rue Sambon.

هكذا من الأصل

Avant de passer à la commande, il est important de préciser que le présent ouvrage n'est valable que jusqu'à épuisement de la présente édition et ne concerne que la France métropolitaine. Pour toute autre destination nous consulter.

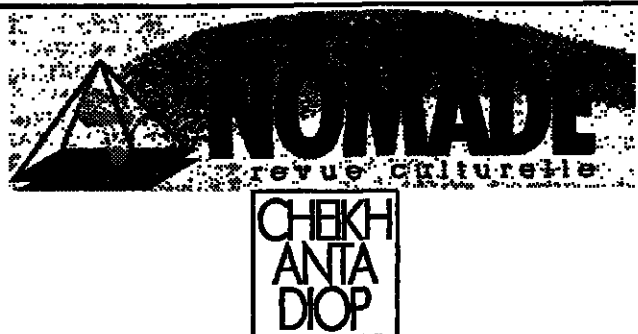
LES "INTROUVABLES" SE TROUVENT

Chez les meilleurs libraires et aux Éditions d'Aujourd'hui 83120 PLAN DE LA TOUR (Var)
Catalogue gratuit de 300 titres de références épuisées et rééditées.

(Publicité)

L'ADIEU À SCHÉHADÉ

Ce discret jeune homme de 82 ans a pris congé de la vie, sur la pointe des pieds. André Chénid et André Bercoff rendent hommage au grand écrivain.
Dans le numéro de mars d'Amélie en librairie et en librairie 78, rue Joffroy, 75017 Paris
Tél. : 46.22.34.14



NOMADE N° SPÉCIAL 1/2 - 180 FF
Afrique 3 500 CFA
Belgique 985 FB - Suisse 40 FS - Canada 30 \$
Doukaya - Tél. : 45-42-70-88

— LA VIE DU LIVRE —

IMPRESSION LASER

EN LIBRE SERVICE



Tirez vos documents Macintosh, PC ou portable sur notre imprimante à laser.
Location Mac et formation à l'usage.
LASERMARK
48 bd Richard Lenoir 75011 Paris
Tél. : 48 06 84 01
Lun - Ven 9.00 - 18.30 Sam 14.00 - 18.00

La librairie Compagnie et les éditions Galilée vous invitent à rencontrer

SARAH KOFMAN

à l'occasion de la parution de son livre

SOCRATE(S)

le Jeudi 2 mars à 18 h 30

LIBRAIRIE COMPAGNIE
58, rue des Ecoles, 75005 PARIS
Tél. (1) 43-26-45-35

● LETTRES BRITANNIQUES

Les îles merveilleuses de Stevenson

Dans ses Essais sur l'art de la fiction, l'auteur de l'Ile au trésor s'impose comme l'un des précurseurs de la critique moderne.

DANS les sphères critiques, qui ne sont pas toujours des ballons d'oxygène, on avait enfoncé à double tour depuis longtemps deux immenses écrivains de la littérature victorienne, Kipling et Stevenson, et rien ne semblait pouvoir les tirer de ce purgatoire prolongé. On avait simplement oublié que les œuvres, lorsqu'elles sont assez puissantes, peuvent forcer toutes les serrures. Joyce a défendu Kipling, et en notre fin de siècle nous ne saurions jamais assez remercier Nabokov et Borges d'avoir tant milité pour Stevenson.

On comprendra mieux les raisons qui poussèrent ces deux maîtres du paradoxe à se passionner pour l'écrivain écossais, né à Edimbourg en 1850 et mort aux îles Samoa, en 1894, lorsqu'on aura accepté l'idée que Stevenson est un carrefour de leurs sensibilités imaginatives. La parution récente des *Essais sur l'art de la fiction* de Stevenson devrait permettre, après la *Correspondance James-Stevenson* (1), de dissiper tout contresens sur l'importance de cette œuvre injustement méconnue.

Dans *Un chapitre sur les rêves*, Stevenson raconte comment l'intrigue extraordinaire de *Docteur Jekyll et Mister Hyde* lui apparut d'abord sous la forme d'un canchamar, qu'il se contenta ensuite de transcrire en trois jours, alors qu'il relevait d'une crise violente d'hémiplégie. On a envie d'embrasser ce tuberculeux et de dire avec Borges : « J'aime les sabliers, les planisphères, la

typographie du dix-huitième siècle, le goût du café et la prose de Stevenson. » Car l'écrivain écossais est un incomparable styliste, lui qui, dans son livre *Dans les mers du Sud*, parle d'un « flot surgi au-dessus du récif comme une chevalière sur un doigt ».

Face à un texte aussi saisissant que *Pulvis et Umbra*, dans lequel Stevenson ruine en quelques pages l'arrogance du rationalisme humain avec des accents de noirceur et de beauté qui ont la puissance de Baudelaire, il est difficile de résister à ce pessimisme critique qu'on dirait écrit, non pas en 1888, mais aujourd'hui et pour les descendants honteux que nous sommes de ces hommes accoucheurs des vérités « positives » de la science, de l'histoire et de la matière.

N'hésitons pas à saluer l'admirable essayiste que fut Stevenson, inventeur de fables métaphysiques (traduites par Borges en espagnol), lecteur passionné de Whitman, Walter Scott, Defoe, Montaigne, Baudelaire ou des *Mille et une nuits*, et qui eut une faiblesse pour Alexandre Dumas, comme tous les enfants du monde pour l'Ile au trésor. Car voilà bien l'origine du « cas Stevenson » : le lecteur cultivé (et pressé) pensait sans doute qu'il n'était qu'un auteur de littérature enfantine tout juste bon pour Walt Disney, comme ce pauvre Kipling avec son *Livre de la jungle*.

Il est à craindre que l'homme qui inventa cette absurde et stérile distinction entre la littérature

pour enfants et la littérature pour adultes n'ait ignoré ce que savait Stevenson, à savoir que chaque écrivain rêve, au fond, de retrouver l'enfant qui menace de disparaître dans ses souvenirs. En réponse à l'essai célèbre de Henry James sur *l'Art de la fiction*, paru en 1884, Stevenson écrit *Une humble remontrance*, où il dit de James que : « s'il n'a jamais été à la recherche d'un trésor caché, c'est la preuve qu'il n'a jamais été un enfant ».

« Clère à demi les paupières »

Stevenson, en fait, précise les idées générales que James a du roman. Tous les deux amorcent une réécriture du réalisme sociologique et pensent que le roman est un art, non un artifice de techniques froides. Mais alors que James voit dans le roman le moyen de « rivaliser avec la vie », Stevenson, très pessimiste, s'interroge : « Rivaliser avec la vie », alors que nous ne pouvons regarder le soleil en face, que les passions et les maladies nous usent et nous tuent ? Rivaliser avec l'arôme du vin, la beauté de l'aube, la brûlure du feu, l'amertume de la mort et de la séparation ?... »

Et Stevenson propose « de clère à demi les paupières pour se protéger de l'éblouissement et de la confusion de la réalité ». Nous sommes là au cœur des éléments d'une critique moderne des langages du réel. Cet homme malade, qui a connu Hyères et Davos bien avant les starlettes

d'Hollywood et les congés de longue maladie, étouffe James par l'énergie et le sens de l'aventure qu'il déploie. Stevenson veut que la littérature ait l'apparence et le pouvoir ensorcelant des songes. Et n'est-ce pas le pouvoir que nous subissons ? Lorsqu'on referme un livre, il reste des images ou des attitudes davantage que des pensées : Anna Karénine embrassant le train qui va la broyer, Don Quichotte attaquant les ailes d'un moulin...

Stevenson est vraiment l'un des grands précurseurs de la critique moderne en même temps qu'un fabuleux écrivain. Tusitala, comme le surnommaient les indigènes des îles, appartient de plein droit à cette lignée imaginative et esthétique qui va de James à Oscar Wilde. Car Dorian Gray est le fils bâtard de Jekyll. Oscar Wilde n'a fait qu'amplifier le scepticisme de Stevenson avec la force empoisonnée de l'humour. Le romantisme irrel de Stevenson annonce celui de Nabokov, avec ses contes de fées pervers. Et sa métaphysique, après avoir creusé celle de Kipling et de Conrad, est venue s'abîmer joyeusement sur les côtes d'Argentine, où Borges l'attendait.

GILLES BARBEDETTE.

★ **ESSAIS SUR L'ART DE LA FICTION**, de Robert Louis Stevenson, édition établie par Michel Le Bris, traduction de François-Marie Watkins et Michel Le Bris, La Table ronde, 438 p., 150 F.

(1) Henry James et Robert Louis Stevenson, *Une amitié littéraire*, Verdier, 1987.

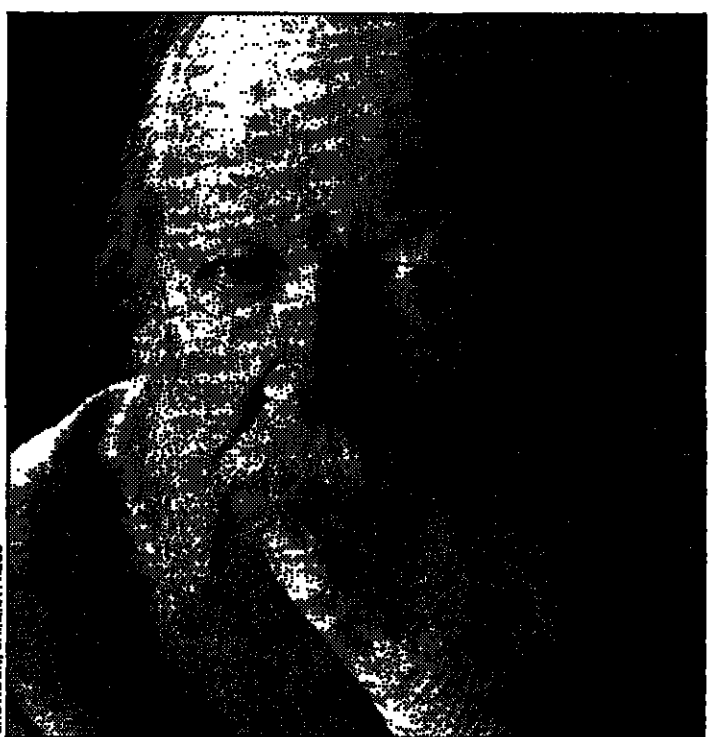
Le beau navire de William Golding

La littérature est comme une longue et dangereuse traversée.

« J'ai pas d'histoire à raconter », annonce Talbot, le narrateur de William Golding, au seuil de *Coup de semonce*, le second volume d'une future trilogie, « ceci n'est pas une suite, mais une nouvelle tentative ». Commencé comme un journal de bord, *Rites de passage*, le premier volume (publié en français en 1983, l'année où Golding reçut le prix Nobel), était peu à peu devenu une sorte de récit maritime centré autour de deux événements principaux : la disparition du révérend Colley qui « s'était laissé mourir » de honte et de désespoir, et celle de Wheeler, le garçon de cabine mystérieusement perdu en mer.

Coup de semonce reprend le décor comme les personnages de ce premier tome sans encore aboutir à la conclusion promise. Golding y poursuit le récit d'une traversée qui mène les passagers d'un navire de guerre du « haut jusqu'en bas du monde », de l'Angleterre jusqu'aux antipodes, c'est-à-dire vers l'Australie. Nous sommes aux environs de 1815, au moment où prennent fin les guerres napoléoniennes.

Les écrits de « Lord » Talbot, interrompus et repris au gré des menus incidents qui marquent la vie à bord, apparaissent comme la réécriture exacte d'un journal



intime du début du dix-neuvième siècle. Golding réussit à capter le climat de ce moment de l'histoire, à la fois stagnant et corrompu, qui succéda au dix-huitième siècle et précéda l'ère victorienne. Il pourrait donc s'agir d'un nouvel exemple de roman historique, genre

devenu banal si Golding, pour qui la réécriture du passé passe par la réécriture de son langage, ne maniait la langue de l'époque avec tant de dextérité et de précision (notamment le « parler loup de mer » dont la traduction représente de véritables prouesses).

L'aventure ici racontée est celle du livre en train de s'écrire, semblable dans ses hésitations, ses haltes et ses brusques avancées à celle de la traversée longue et dangereuse, semblable aussi à l'itinéraire, tout intérieur celui-là, qui, au fil des découvertes, mène le narrateur de l'arrogance à la compréhension.

L'émergence des ténèbres

Sans doute Golding fait-il appel à Fielding et à Smollett, mais c'est plutôt Jane Austen qu'il rappelle lorsque le vaisseau de guerre, prisonnier d'une mer immobile, se trouve soudain transformé en un village — « Nous for-

mions un petit bourg, tout au moins un village, un village ici dans cette immensité déserte. »

Voici qu'en habits de bal, telles les marionnettes d'une comédie de mœurs, les personnages chantent, dansent et méditent tandis qu'à leur insu une fange d'algues vertes enserrée peu à peu le navire. La vie sociale, en vérité la vie humaine, est perçue comme un murmure de voix perdu dans l'immensité de la mer.

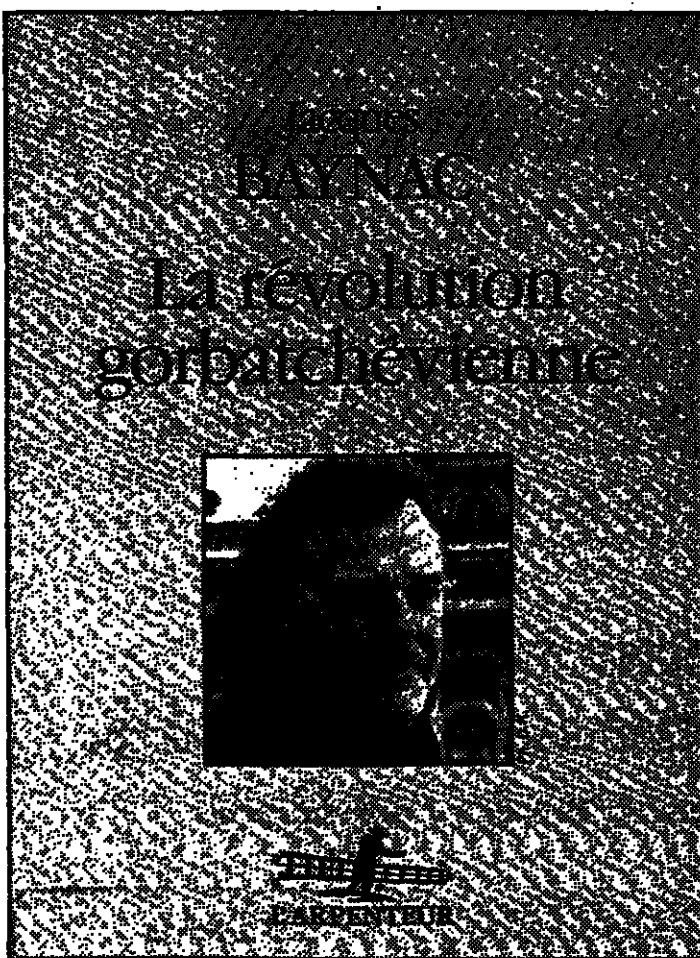
« Est-ce un bateau, monsieur, ou un asile de fous ? », demande le capitaine Anderson. Le thème de la folie parcourt le livre entier : à mesure que monte le danger et que menace la mort, saisis d'une peur, d'une jalousie et d'une rapacité nouvelles, les passagers perdent la raison ; il n'est pas jusqu'au narrateur qui, à force de chocs sur la tête et de breuvages opiacés, ne soit victime d'hallucinations, incapable de la vision claire que semblent promettre « l'extrême rationalité de son esprit et la froideur de son tempérament ».

Comme toujours dans les romans de Golding, l'intensité de la vision transforme le réel et, à partir de formes simples, fait surgir des monstres ; le moindre incident revêt une signification métaphysique. La rationalité de Talbot n'est qu'une faible protection contre l'émergence des ténèbres.

L'écriture classique et précise, précieuse parfois, semble tenter de contenir, à force de règles et de formules, les forces incontrôlables qui menacent de terrasser l'écrivain, tout comme le jeu réglé des voiles a pour but de faire échec à la mer démontée. Il n'en reste pas moins qu'on regrette, de temps à autre, dans ce roman admirablement écrit et composé, le ton de la lettre du malheureux Colley (*Rites de passage*), « cette langue vivante et fluide née de la souffrance et de la nécessité de communiquer ».

CHRISTINE JORDIS.

★ **COUP DE SEMONCE**, de William Golding, traduit de l'anglais par Marie-Lise Marlière, Gallimard, 293 p., 110 F.



Edouard Masurier
L'année 1988 dans Le Monde
Les principaux événements en France et à l'étranger
Préface d'André Fontaine

Un ouvrage de référence avec un index détaillé

Éditions du Cerf

● D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

Le crime comme défoulement littéraire

★ DES CRIMES INSIGNIFIANTS, d'Alvaro Pombo, traduit de l'espagnol par André Rougon. Gallimard, 200 p., 82 F.

★ LA COMMUNION DES ATHLÈTES suivi du VOLEUR D'ENFANTS, de Vicente Molina Foix. Traduit de l'espagnol par Claude Follon. Actes Sud, 178 p., 79 F.

★ PARADE D'AMOUR, de Sergio Pitlor. Traduit de l'espagnol (mexicain) par Claude Follon. Seuil, 250 p., 99 F.

Il se passe de drôles de choses dans le roman nouveau en langue espagnole : une narration agressive dans l'humour noir et le fantasme, qui utilise les ressources de l'horreur et du suspense pour s'exprimer dans une sorte de défoulement littéraire. Recours au crime et au roman policier sous des formes tout à fait originales qui semblent un moyen de retrouver l'insolite et la violence d'un Goya ou d'un Dashiell Hammett, de nous donner sans nous faire vraiment peur.

« L'été, à Madrid, est toujours très long. La vie humaine toujours courte. C'est comme ça que tout a commencé. » Tel est le début du quatrième roman d'Alvaro Pombo, *Des crimes insignifiants* (1). Gonzalo Ortega, un ancien écrivain devenu employé de banque, rencontre dans un café le jeune César Quiros, vingt-quatre ans. Depuis qu'il a cessé d'écrire, il vit dans un « célibat assésé » et, pour séduire le jeune homme, il invoque les souvenirs de sa gloire passée. Entre sa mère, veuve, et sa fiancée, Quiros vit en parasite, faisant croire qu'il a quelque chose à dire, lui aussi. « Tu lui as raconté, à ta fiancée, que tu avais rencontré un digne de type sur la Gran Vía, non ? » demande Ortega, tandis que l'auteur ne cache pas son désir d'entrer en scène, de parler de lui en demandant à ses personnages de le faire : « Il y aura Alvaro Pombo », explique Cristina, la « fiancée » de Quiros, qui a invité des amis à une partie : « Qui est Alvaro Pombo ? — Le cousin du frère d'une amie à moi, une Pombo adorable, arrière-arrière-petite-fille du marquis de Casa Pombo. » Lui, Quiros, est un petit « mec », parasite qui exploite sans effort les deux femmes qui lui veulent du bien, une mère, une veuve qui se haïssent et qui se disputent, une « fiancée » plus âgée que lui, qui voudrait se faire épouser et qui seule l'attache : « Tu trouves bien que j'accepte de toi tant d'argent ? » demande-t-il. « Tu ne vois pas que ça m'amuse de t'en donner ? Tu es un loup que je peux m'offrir (...). Quand je suis au bureau, je suis ravi de penser que j'ai un gijolo qui m'attend à la maison. Du coup, je me sens riche. »

Provocant ou naïf ? Voilà Alvaro Pombo qui, malgré des passages éblouissants, nous laisse un peu sur notre faim : on sait d'entrée que le mâle n'est pas ce qu'on croit. Quiros-Eros ne peut être que le Tentateur, l'assassin insignifiant qui n'a même pas à commettre lui-même le délit, mais seulement à s'immiscer dans la virginité de celui qui n'a pas le courage de s'assumer, de vivre. Un roman dialogué, la parole tient lieu d'exposé des relations, mais le fils s'exaspère, la sexe se fourvoie, s'emballe dans cette société où la famille est en train d'évoluer, ou les meurs ont fait le saut de l'ange.

ESPAÑA machista hantée par l'homosexualité, cette tare que Gonzalo Ortega a voulu refouler, que Vicente Molina Foix, un des « nouveaux écrivains espagnols », convoque d'une autre manière, dans ses deux récits. Né en 1948 à Elche, près d'Alicante, cet auteur, remarqué avec son premier roman — *La Musée national des honneurs* (1970) —, s'est consacré à la critique cinématographique et à la critique d'art depuis 1984 et a longtemps vécu en Angleterre. Gros lecteur lui-même, ayant traduit



Goya : Satanne dévorant son fils.

notamment Radiguet et Nerval. Il enseigne aujourd'hui à l'université de Saint-Sébastien et a publié récemment la *Quatrième soirée*, satire parodique de l'antifranquisme, décrivant la conspiration d'un groupe de communistes clandestins de la fin des années 60 (à paraître à Actes Sud).

Fantasma traité par la dérision de l'auteur. Où est l'auteur ? Où est la vie ? Vicente Molina Foix ne répond pas dans la *Communión des athlètes* : un avocat retrouve un compagnon de collège — oublié, croyait-il. Pour quelle raison accepte-t-il de défendre ce Lorenzo, accusé de débauchage de mineur ? « C'est-ce le début d'une forme d'écriture de suicide professionnel, ou au contraire n'est-ce qu'un entraînement, dans cet état de non-paisible train-train judiciaire, une chance de promotion, le moyen sûr de réaliser mes ambitions d'étudiant ? » se demande-t-il. Fascination de l'avocat devant le passé enfoui, devant le carnet de souvenirs tenu par l'accusé, l'évocation du Maître qui, au collège, formait les élèves à prendre conscience des ressources de leur corps, à devenir des « athlètes ». Dans ce cahier jaune — anodin en apparence — Lorenzo notait, avec beaucoup de précision, aux limites de l'audace, un certain nombre de mots interdits, des noms qui le retraçaient à des choses qu'il valait mieux ne pas répéter et qu'il appelait « l'Alphabet de l'amour ». Cahier annoté qui n'avait de sens que pour lui seul : de A « anticonformisme » et « aspiète » à Z « zigouiller ».

Une courte nouvelle qui complète le volume du *Voleur d'enfants* traite de l'affaire dite du « crime des culottes courtes » : une histoire d'enfants volés dont les restes d'habits, de chair et de sang sont comme un jeu de « signes de piste » macabre que l'auteur sème et dissémine à plaisir, dans un style de rapport de police à l'humour « négroïste ». Une curiosité qui finalement fera rire plus qu'elle ne choquera.

Encore des assassinats, mais à Mexico cette fois, sous la plume d'un aîné, Sergio Pitlor, né au Mexique en 1933, traducteur de James, Gombrowicz, Jane Austen, diplomate de carrière qui occupa des postes importants à Varsovie, Budapest, Paris, Moscou et Pra-

gue, et qui se lance là dans la recherche (impossible) de la vérité.

Un romancier-historien, narrateur, Miguel del Soler, qui fut longtemps professeur en Grande-Bretagne, — revient, un jour de janvier 1973, dans la maison Arts déco où il a passé une partie de son enfance, l'immeuble Minerva, construction jadis connue, élégante, tombée en désuétude, ruine croulante où se terrent encore quelques misérables survivants de l'époque de grandeur. Époque qui, semble-t-il, s'achève le 14 janvier 1942, quand, lors d'un somptueux vernissage dans une galerie à la mode, éclata une fusillade qui tua net un jeune homme, Erich Maria Pletauer — on le croyait allemand, mais il était autrichien — et blessa deux jeunes Mexicains.

Parodie de roman d'espionnage et de polar, *Parade d'amour* — dont le titre est emprunté à Lubitsch — est le début d'une trilogie (en cours de traduction) qui dresse un portrait de la société mexicaine pendant la deuxième guerre mondiale. Miguel del Soler, auteur d'une longue étude sur l'année 1914, va donc mener son enquête sur l'année 1942, l'année de la déclaration de guerre à l'Allemagne, qui voit défiler dans la capitale mexicaine les fils d'œuvres européennes de toutes tendances, qu'on retrouve parfois au Minerva : trotskistes, communistes allemands, juifs d'Allemagne, du Danemark, de Hollande, révolutionnaires, contre-révolutionnaires et aventuriers venus de partout.

En faisant semblant de nous faire jouer au jeu de la vérité, l'auteur nous conduit par des chemins fantasques dans un abîme de confusion où s'agitent les représentants de l'intelligentsia locale, les universitaires européens imbus de leur science et de leur supériorité, les divers services d'espionnage, un castrat mexicain qui devient célèbre à Naples et ne fut peut-être qu'un vulgaire indienne.

« Ce qui sous-tend les comédies d'intrigues du siècle d'Or espagnol, c'est la confusion des personnages », affirme l'universitaire en renom. Lorsque la confusion atteint au délire, on peut se battre à coups de poing pour Tirso de Molina, un général peut gifler un peintre pour sauver l'honneur de sa maîtresse, une fusillade peut se produire sans qu'on retrouve jamais la trace des assassins.

Ce Mexique-là n'est pas « la plus limpide région » de Carlos Fuentes, mais un pays dont nous ignorons à peu près tout, à part Zapata, et des « visages noyés dans un océan de chapeaux » (1). — D'où la nécessité d'une multitude de notes qui tentent d'éclaircir le contexte politique, mais font perdre de vue un style aussi désigné du baroque latino-américain que de l'épopée révolutionnaire.

Pitlor, pour découvrir les visages et les courants, fait valser la mémoire du Mexique dans cette enquête où le saugrenu et la dérision couinent avec le politique. Sur le mode de l'emphase et du sarcasme, l'auteur se moque de lui-même et de notre ignorance, sachant qu'il en serait autrement si au lieu de se consacrer à José María Luis Mora, il avait écrit sur Carrière ou sur Mirabeau. Si au lieu de 1914 à Mexico il avait traité de la même année à Berlin, à Paris ou à Londres. Alors, tout serait différent : il serait un sujet de fierté devant ses amis. Clemenceau, Bismarck, François-Joseph, un éventail de noms passablement plus réalistes que ceux d'Eulalia Gutierrez, Roque, Gonzalez ou Govevevo de la O.

Nouveau style de roman de langue espagnole, disons-nous au début, mais un fil rouge réunit ces trois auteurs traduits chez des éditeurs différents : tous les trois ont reçu pour un de leurs livres le prix Herralde, créé depuis six ans par un éditeur de Barcelone qui veut soutenir les nouveaux auteurs et qui y croit.

(1) Signalons, le héros des *Manoirs de Man-sart*, d'Alvaro Pombo, Belfond, 1980.

GITTA MALLASZ
les dialogues
ou le saut dans l'inconnu

Après *Les dialogues avec l'Age*, Gitta Mallasz explique dans ce livre comment se servir de l'enseignement de l'Age et de vivre au quotidien. Le saut dans l'inconnu, c'est celui auquel nous sommes tous conviés pour apprendre à vivre l'instant présent dans la joie et la confiance.

Aubier



PARUTIONS DE FÉVRIER 1989

Jerzy ANDRZEJEWSKI
La pulpe

Roman • Traduit du polonais par Jean-Yves Erhel

Léonide BORODINE
Gologor suivi de Les règles du jeu

Récits • Traduit du russe par Bernadette du Crest

Tama JANOWITZ
Esclaves de New York

Nouvelles • Traduit de l'anglais par Janine Herisson et Henri Robillot

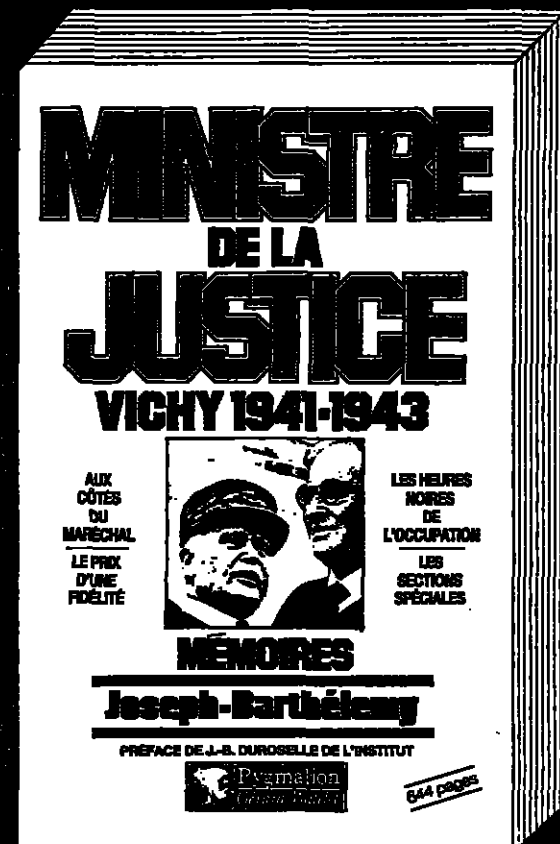
Alberto SAVINIO
Enfance de Nivasio Dolcemare

Récit autobiographique • Traduit de l'italien par Ariel Piasecki

Anthologie de nouvelles japonaises contemporaines

GALLIMARD

UN TÉMOIGNAGE
CAPITAL



« Les mémoires de Joseph Barthélemy présentent avec éclat toutes les qualités requises du genre. Bien que le volume en soit considérable, l'intérêt ne faiblit jamais. Ajoutons que pour le personnage lui-même, le livre est poignant. » J. B. DUBOIS de l'Institut

Déjà parus dans la même collection :

- La Guerre Secrète
- La France Coloniale
- La Guerre du Pacifique
- La Réseau Sorge
- Skorzeny
- La Division Das Reich et la Résistance
- Les Guerres d'Indochine
- La Guerre d'Algérie
- La conquête de l'Algérie
- Adolf Hitler
- Dönitz et la Guerre des U-Boote

PYGMALION/GERARD WATELET

Mouloud Mammeri ou la colline retrouvée

L'écrivain algérien qui vient de mourir était le porte-parole d'une civilisation menacée (« le Monde » du 28 février).

par Pierre Bourdieu

COMME tous ceux qui ont réalisé, en l'espace d'une vie, l'extraordinaire passage d'une culture à une autre, du village de forgerons berbères aux sommets de l'enseignement à la française, Mouloud Mammeri était un être dédoublé, divisé contre lui-même, qui aurait pu, comme tant d'autres, gérer tant bien que mal sa contradiction, dans le double jeu et le mensonge à soi-même. En fait, toute sa vie aura été une sorte de voyage initiatique qui, tel celui d'Ulysse, reconduit, par de longs détours, au monde natal, au terme d'une longue recherche de la réconciliation avec soi-même, c'est-à-dire avec les origines : un difficile travail d'anamnèse qui, commencé avec son premier roman, significativement intitulé *La Colline oubliée*, mène aux derniers travaux consacrés aux poètes et aux poèmes berbères anciens, ces chefs-d'œuvre qu'il avait patiemment recueillis, transcrits et traduits.

Le romancier de la *Colline oubliée* parlait de la société kabyle, mais à la façon d'un jeune agrégé de lettres plein de talent ;

le fils du poète démiurge — le poète homérique, on le sait aujourd'hui, était un *demiourgos*, c'est-à-dire un artisan, et sans doute un forgeron, — héritier d'une longue lignée de poètes, laisse parler en lui la culture berbère, il se fait le porte-parole de toute une civilisation aujourd'hui menacée de disparition.

En se retrouvant, il retrouve son peuple ; en reconnaissant pleinement le lien de filiation spirituelle qui l'unit à ces poètes « barbares » (du point de vue de la culture d'école) et à la forge kabyle où, étrange cénacle, les armuriers des Art Yenni forgeraient des vases ciselés comme des bijoux anciens et aussi subtils, raffinés et complexes que les plus érotiques compositions des poètes symbolistes, il remue avec lui-même, mais aussi avec les croyances, les valeurs, les convictions, les aspirations de tous ces gens qui, en Kabylie ou en France, sur leur terre natale ou en terre d'exil, portent dans leur mémoire et dans leurs mots tout un héritage oublié ou refoulé. Et le transfigure, à mesure qu'il redécouvre le sol originel, devient naturellement, sans avoir besoin

de le vouloir, le porte-parole de tous les exilés, de l'intérieur et de l'extérieur.

Porte-parole en un sens très singulier, et très rare, il n'est pas celui qui prend la parole en faveur de ceux qu'il est censé exprimer, mais aussi à leur place. Il est celui qui donne la parole, qui rend la parole, *awal* (titre de la revue d'études berbères qu'il venait de fonder à la Maison des sciences de l'homme), celui qui se fait le porteur, le rapporteur, le colporteur de la parole, de tous ceux qui sont condamnés au silence jusque dans leur propre pays. En se faisant l'ethnologue de sa propre société, il met la culture qui l'avait un moment séparé de sa culture — mais dont fait partie la tradition ethnologique — au service de la redécouverte et de la défense de cette culture. Ce faisant, il retrouve le rôle traditionnellement imparti à l'*amusnaw*, dont il avait redécouvert la figure : poète qui est aussi le dépositaire de la sagesse de tout un peuple, *tamsuni*, l'*amusnaw* est celui qui, parce qu'il sait « donner un sens pur aux mots de la tribu », mobilise son peuple en mobilisant les mots dans lesquels celui-ci se reconnaît.

Mouloud Mammeri s'est ainsi trouvé investi, en plusieurs occasions critiques, de la confiance de tout un peuple qui se reconnaissait et se reconnaissait en se reconstruisant en lui. Le poète, disait Mouloud Mammeri, est celui qui mobilise le peuple, il est celui qui l'éclaire. Et il citait un poème de Yusef u Kaci, qui commence ainsi :

« Au nom de Dieu, je vais commencer. Hommes avisés, écoutez-moi. Je chante les paraboles avec art, J'éveille le peuple. »

En défendant cette sagesse profane qui s'est toujours maintenue, envers et contre toutes les dominations, et en particulier contre la censure du discours religieux, Mouloud Mammeri était loin de sacrifier à une forme quelconque de nostalgie passiste et régressive. Il avait la conviction de travailler à l'avènement, en Algérie, d'une démocratie pluraliste, ouverte aux différences et capable de faire triompher la parole de l'échange rationnel contre le silence buté ou la parole meurtrière des fanatismes politiques ou religieux.

Société

L'affaire Jobic devant le tribunal de Nanterre

Les fréquentations ambiguës d'un commissaire de police

Dans une atmosphère qui risque d'être hantée par l'affaire Jobic, le procès de l'affaire Jobic devait s'ouvrir dans l'après-midi du jeudi 2 mars, devant la deuxième chambre correctionnelle de Nanterre. Jusqu'au 17 mars, parmi vingt-cinq autres prévenus, le commissaire de police Yves Jobic, âgé de trente et un ans, répond du délit de proxénétisme aggravé et d'avoir « cédé à des sollicitations tendant à la corruption » (le Monde du 10 août 1988).

L'affaire Jobic est peut-être d'abord une affaire de langage. Car tout, ou presque, a commencé par un usage sans doute trop familier du verbe de la part du commissaire. Ce sont plusieurs écoutes téléphoniques qui ont permis aux enquêteurs et au juge d'instruction Jean-Michel Hayat de mesurer la richesse de son argot. « Salut Chelmi », lance un jour le policier à son ami-indicteur Boumédienne Ouchent, dit Michel. Et le commissaire raconte sa journée : « On est allés à Versailles, ce matin, avec Mickey » (un inspecteur). « C'est bon ? », interroge « Chelmi ». « Labess » (ça va), opine Yves Jobic.

Amateur de la langue verte, donc. Partisan d'un discours brut, aussi. Quand il parle au téléphone du juge Hayat, qui commence à s'intéresser très sérieusement à tout un petit monde de truands compris dans des trafics de stupéfiants et des affaires de proxénétisme, le commissaire s'impatiente : « J'ai pas ce qu'il est allé s'imaginer dans sa tête, ce mec-là, mais il est complètement malade ».

Au bout du fil, Jean Moustapha, dit Bourred, dit Boukhit, plus ou moins gérant de bar et plutôt plus que moins repris de justice, l'a devancé : « Quel enfoiré, ce mec ! ». Et puisque les deux hommes en sont

à se faire des confidences, Yves Jobic explique : « Pour te dire, c'est assez chaud quoi. Le mec (en l'occurrence M. Olivier Foll, sous-directeur de la police judiciaire parisienne), il m'appelle en vacances et tout, pour avoir des précisions. Ah, j'ai dit, écoutez, euh, puis... y a rien de plus clair dans cette affaire-là ».

Six cents « cocottes » et une balance

Clair n'est pas le mot, du moins pour le profane, car l'affaire est embrouillée. Et s'il n'existe pas, dans le code pénal, de délit de connivence linguistique entre un policier et un voyou, ni de délit de fréquentation, Yves Jobic devra s'expliquer nettement devant la justice sur ses apparitions répétées et amicales dans un milieu assez peu recommandable. Au fil de l'enquête et des auditions du juge Hayat, le jeune commissaire, chef des unités de recherche de la première division de police judiciaire de Paris, considéré par sa hiérarchie comme un excellent fonctionnaire, s'est, en effet, vu accuser, à tort ou à raison, d'illustrer à la perfection le personnage du policier « ripou » (pourri).

Tout a commencé autour du port de Gennevilliers, fin 1986. Un dossier simple, sans fioritures. Des policiers arrêtent dans une zone réputée servir de « supermarché de la drogue » Youssef Bouffred. De là, on passe à un foyer de travailleurs immigrés derrière la cité du port et à la découverte, dans une armoire, de six cents « cocottes », ces emballages destinés à recevoir des doses d'héroïne, et d'une balance. Et puis tout se complique.

Grâce à des écoutes téléphoniques placées sur un bar du dix-septième arrondissement, Le Milord, puis sur d'autres établisse-

ments de Paris comme La Taverne de la Voie et La Palmeraie, les policiers interpellent toute une série de petits dealers et de fournisseurs plus importants parmi lesquels Jean-Claude Moustapha. Cette dernière incarcération déclenche aussitôt les interventions d'Yves Jobic auprès de ses collègues et de la justice sur le thème : « C'est l'un de mes indices ».

Le commissaire fut-il maladroite ? Ses démarches répétées éveillent, en tout cas, l'attention des enquêteurs. Et le juge Hayat, en analysant différentes écoutes téléphoniques, a bientôt la conviction qu'Yves Jobic entretenait non seulement des liens trop étroits et ambigus avec des gérants de bars locaux mais encore qu'il est coupable de proxénétisme aggravé. Du trafic de stupéfiants, on passe ainsi, en 1987, à une affaire de proxénétisme beaucoup moins banale mettant en scène un policier présumé corrompu.

Ménage à trois

Du coup, l'enquête est confiée aux gendarmes et, progressivement, plusieurs prostituées de la rue de Budapest, dans le neuvième arrondissement, où l'on pratique dans des immeubles privés d'eau courante l'« abattage » à 100 francs la passe, accusent le commissaire d'avoir fait tomber leurs souteneurs pour pouvoir proposer sa protection. Zoufika Zoufika, dite Zoufika, dite « la bacante de Jobic », est la plus prolixe. Selon elle, Yves Jobic, après avoir arrêté son proxénète, lui a imposé de l'inviter au restaurant. Chez Charlot, place Clichy, et lui a demandé de lui « remettre la somme de 2 000 à 3 000 francs ». « Comme il savait que je séjournais sur le territoire français sans carte de séjour, ajoute-t-elle, il m'a proposé de m'en procurer une, moyennant la somme de 10 000 francs ».

En filigrane surgissent alors Fathy-le-Travelo, Puce, Fifi-la-Grosse, Malika 36 (discrète référence au 36, quai des Orfèvres) et quelques autres. Un ami du commissaire, un ami apparemment « retourné », confie que le policier a une liaison avec Nadia Aissa Abdil, dite Nado, une « tireuse professionnelle » chez laquelle les policiers de la brigade de répression du banditisme découvrent, en novembre 1987, dans un lot d'objets de luxe, plusieurs centaines de milliers de francs et plusieurs milliers de dollars. Les événements s'emballent. Deux jours plus tard, le voilà inculpé de proxénétisme aggravé et de corruption passive par le juge Hayat.

Le commissaire reste libre. Mais tous les ingrédients sont réunis pour transformer cette inculpation en une immense querelle publique. Le ménage à trois que forment, bon gré mal gré, police, gendarmerie et justice se déchire durant plusieurs semaines à coups de communiqués. En dépit de ce climat, le juge d'instruction continue son enquête et envoie finalement, le 22 juin 1988, le commissaire en prison. C'est la chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles qui ordonnera, le 7 juillet, sa mise en liberté.

« En tant que citoyen innocent et policier innocent, je ne souhaite à personne de vivre ce que j'ai vécu pendant ces quinze jours d'enfer », déclare à sa sortie le commissaire. Certes ! Mais devant ses juges Yves Jobic — dont les services ont défrayé mille cent personnes à la justice en quatre ans — ne pourra pas seulement se contenter d'invoquer une « machination du milieu » afin de priver la police d'un « shérif » hors pair ni mettre exclusivement en avant l'indéniable opiniâtreté du juge d'instruction comme argument de défense. Il lui faudra, avant tout, répondre précisément à quelques questions délicates.

LAURENT GRELSAMER.

Les nominations dans la hiérarchie

L'Union syndicale des magistrats s'estime mal aimée à la chancellerie

Dans un numéro spécial de sa revue le Nouveau Pouvoir judiciaire, l'USM (Union syndicale des magistrats) publie un livre blanc consacré aux récentes nominations dans la magistrature. Qu'il s'agisse du cabinet du garde des sceaux, de la haute hiérarchie judiciaire de l'administration centrale ou de postes de président de juridiction, l'USM, qui affirme refuser de se livrer à une « chasse aux sorcières », dénonce la faveur récente dont bénéficieraient à ses yeux des juges membres ou proches du Syndicat de la magistrature.

« Un gouvernement de gauche ne garantit pas mieux l'indépendance des magistrats qu'un gouvernement de droite ». Le constat sévère tiré par les magistrats — modérés — de l'USM (Union syndicale des magistrats) dans un livre blanc intitulé Des nominations et des hommes, qui doit prochainement être diffusé auprès de ses membres et des parlementaires, n'est pas qu'un pied-de-nez à l'adresse de son frère ennemi le Syndicat de la magistrature.

Dans ce document d'une quinzaine de pages, qui ne se veut pas l'instrument « d'un sombre complot politique », l'USM dénonce la politisation de la justice et sa traduction la plus apparente dans les récentes nominations de magistrats.

Pour l'USM, la justice est « quadrillée » par les affaires Carrefour du développement, Chaumet, Michel Droit (« où certaines bonnes âmes avaient expliqué l'archaïsme du juge Grellier à connaître la vérité sur ce dossier où intervenaient des hommes de droite par de supposés engagements socialistes du magistrat ») ; Luchaire (« où il fallut attendre que la presse publie le rapport Barbo pour que soit levé le secret défense ») et plus récemment les fausses factures de la SORMAE, dont l'émergence à quelques semaines des municipales ne devrait rien au hasard.

« La justice doit-elle se limiter au rôle de suppléant du pouvoir en place ? », s'interroge l'USM. « Le judiciaire désormais est conduit à

se demander face à son juge quel pouvoir l'a nommé », poursuit le président de l'USM, M. Jean-Luc Sauron, juge d'instruction à Fontenay.

Car c'est bien aussi aux nominations récentes dans la magistrature que s'en prend l'USM. Dépités sans aucun doute de ne pas avoir les faveurs du pouvoir en place pas plus qu'ils ne les avaient au temps de M. Chandon, les membres de l'USM se défendent de vouloir s'en prendre aux hommes et aux femmes dont ils ne remettent pas en cause les qualités personnelles, mais à qui ils reprochent leur tendance uniformément proche du Syndicat de la magistrature.

Regrettant que la proposition du candidat Mitterrand concernant une réforme du Conseil supérieur de la magistrature soit restée un vœu pieux et mettant en doute la volonté réelle du pouvoir de garantir l'indépendance des juges, l'USM rappelle, avec une ironie certaine, une phrase d'un haut magistrat : « Le ministre de la justice, qui connaît le sens des mots et qui ne peut ignorer ce qui se passe dans son ministère, sait bien que pas une nomination d'un magistrat du siège ne se fait sans sa volonté ou son accord, c'est-à-dire sans une décision politique ».

L'auteur de ces mots, « un homme connaissant bien la chose judiciaire », les écrivait en 1979. Il s'appelait Pierre Arraialange.

Ag. L.

Aux assises du Rhône

L'informaticien criminel est condamné à dix-huit ans de réclusion

LYON de notre bureau régional

La cour d'assises du Rhône a, mercredi 1^{er} mars, déclaré coupable d'assassinat, mais en lui accordant des circonstances atténuantes, Philippe Gombert, l'informaticien criminel (le Monde du 24 mars). Elle l'a condamné à dix-huit ans de réclusion.

Meurtre ou assassinat ? Tel fut le thème du réquisitoire de M^{re} Métailler, avocat général, et des plaidoiries de M^{re} Pascal Muselli pour la partie civile et Pierre-Louis Ploix pour la défense.

« C'est l'affaire la plus complexe que j'aie eu à connaître dans ma vie de magistrat », devait dire la représentante du ministère public, pour qui trop d'éléments excluaient les seuls effets du hasard et impliquaient la préméditation. Elle avait donc requis une peine de dix-huit à vingt ans de réclusion, susceptible d'être ramenée entre douze et quinze ans si le jury n'avait pas

l'intime conviction d'une programmation du crime.

Le défenseur de Philippe Gombert devait faire valoir, lui, que son client, « surdoué de l'informatique », apparaissait dans la vie quotidienne comme un « sous-doué » maladroite dans la vie quotidienne. M^{re} Ploix s'efforça néanmoins de faire admettre que Gombert aurait été « le plus parfait des imbéciles » si, pour assassiner son compagnon de recherche, il avait accumulé les éléments relatifs dans le dossier et faisant apparaître sa culpabilité. Pour l'avocat, seule une passion quasi pathologique de Gombert et de sa victime, José Pereira, pour le bricolage informatique et la sensation de pouvoir qu'il peut procurer expliquait cette dispute excessive, suivie d'une empoisonnement qui dégénéra en geste incontrôlé. Mais les jurés n'ont pas retenu cette thèse du « moment d'égarement ».

R. B.

Sur la Côte d'Azur

Deux nouvelles inculpations dans l'affaire des attentats racistes

Un entrepreneur nippo, Jean-Claude Dutra, cinquante-trois ans, et un accordéon de piano de Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes) Jean-Louis Giraud, cinquante-deux ans, ont été écorchés, mercredi 1^{er} mars à Grasse, sous l'inculpation d'association de malfaiteurs et d'incitation à la haine raciale dans l'affaire des attentats racistes sur la Côte d'Azur visant notamment des foyers d'immigrés de la SONACOTRA.

Selon les enquêteurs, les deux hommes ont pas directement participé aux attentats mais ont pris part aux réunions au cours desquelles les responsables du réseau d'extrême droite préparaient leurs actions.

Le nombre d'inculpations, dans cette affaire, est ainsi porté à sept depuis le début de l'enquête (le Monde du 2 mars).

A Reims

Le parquet fait appel après la mise en liberté de la boulangère meurtrière

Le parquet du tribunal de grande instance de Reims a fait appel, mercredi 1^{er} mars, de l'ordonnance de mise en liberté de Marie-Joëlle Garnier, la boulangère qui avait tué, le 12 février, Ali Rafa, vingt-trois ans, d'une balle dans la tête.

La jeune femme inculpée d'homicide volontaire avait été placée, mardi, sous contrôle judiciaire par le juge chargé du dossier, avec interdiction de séjourner à Reims.

Le mandat de dépôt de la boulangère avait été requis, dès le début de l'affaire, par le parquet en raison de la gravité des faits qui lui sont reprochés et du risque de troubles de l'ordre public.

Le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) a estimé, mercredi, que la remise en liberté de Marie-Joëlle Garnier était « un véritable affront, notamment pour les jeunes d'origine maghrébine ». « Cette libération, qui tend à légitimer les crimes racistes », donne raison à la fois au Front national et aux tenants de la légitime défense, à l'heure où les communautés musulmane et maghrébine, risquent de devenir un peu plus la cible de violences racistes », a ajouté le MRAP.

DÉFINIR NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

sans visa

SPORTS

FOOTBALL : Coupe d'Europe des clubs champions

Casse-tête turc

L'AS Monaco s'est incliné en Principauté face aux Turcs de Galatasaray (0-1) mercredi 1^{er} mars, en match aller des quarts de finale de la coupe d'Europe des clubs champions. L'équipe monégasque a fortement hypothéqué la chance qui lui était offerte de participer aux demi-finales.

MONACO de notre envoyé spécial

Tanju Colak a les épaules larges, un cou de taureau et des cuisses musclées comme du jambon de Bayonne. Petit homme trapu, au visage carré, il rappelle un peu l'hallivogue turc Nidze Süleimanoglu. « Monsieur muscles », vedette des Jeux olympiques de Séoul. D'ailleurs, Tanju Colak est turc lui aussi, footballeur de talent, sacré meilleur buteur européen la saison dernière (39 buts en championnat). A tel point que l'ancien international français Didier Six, qui joua à ses côtés l'an passé à Galatasaray (club d'Istanbul) pourrait prochainement négocier sa venue dans un club français. Les candidats ne devraient pas manquer.

Pourtant, un club ne l'approchera sûrement pas : l'AS Monaco. Le 1^{er} mars, devant 16 000 spectateurs, ce buteur prodige a gâché la première participation des Monégasques aux quarts de finale de la Coupe d'Europe des clubs champions.

Un ballon qui traîne, une seconde d'inattention, une rapide contre-attaque suivie d'un centre venu de l'aile gauche... et le voilà qui surgit de nulle part, attaquant miniature qui se faufille entre les jambes longilignes de ses adversaires. Il reprend de la tête et marque (19^e minute). Monaco ne parviendra jamais à égaliser.

Après leur superbe victoire (6-1) en huitième de finale face aux Belges de Bruges, les joueurs de la

Principauté se croyaient débarrassés de la malédiction qui a toujours frappé le club, régulièrement éliminé au premier tour des compétitions européennes. Pourtant Monaco n'est pas encore un « européen » à part entière. Et l'équipe de la Principauté éprouvera sans doute bien des difficultés à combler son retard lors du match retour, le 15 mars à Cologne.

La Coupe d'Europe, c'est un peu de talent, beaucoup d'énergie et une forte dose de roublarderie. Les Turcs ne sont pas des vedettes du football européen. Mais ils ont parfaitement assimilé cette stratégie, au contraire des Monégasques, tendres et mûls, incapables de réagir dans l'adversité malgré l'expérience théorique de joueurs comme Patrick Battiston, Luc Sonor ou Manuel Amoros. Un constat plutôt inquiétant lorsque l'on sait que ces trois mêmes joueurs, particulièrement médiocres face au champion de Turquie, constitueront l'ossature de la défense de l'équipe de France contre l'Ecosse le 8 mars à Glasgow en match de qualification pour la Coupe du monde 1990.

L'autre faiblesse de l'AS Monaco, c'est justement son point fort : le meneur de jeu anglais Glenn Hoddle, assurément le meilleur joueur étranger évoluant en France. « Quand il n'est pas là, ça ne tourne pas », concède le milieu de terrain Fabrice Ponnalin. Face à Galatasaray, l'international anglais, blême, est resté sur la barre de touche en première mi-temps. Monaco a donc longuement cherché sa voie. En vain. Son entrée en jeu en seconde période a permis à l'équipe monégasque de se créer quelques occasions de but. Bref, Monaco ne parvient pas à retrouver le jeu collectif qui fit son succès la saison dernière. Glenn Hoddle sera peut-être présent à Cologne. « Nous avons encore une chance de nous qualifier. Au moins, là-bas, nous serons obligés de nous livrer offensivement », a annoncé Arsène Wenger, l'entraîneur monégasque. Un optimisme forcé qui a bien du mal à voler une effluve d'espérance : un peu plus de trois ans après les Girondins de Bordeaux contre Fenerbaché, l'un des clubs français le plus puissant et le plus riche en internationaux est, une nouvelle fois, sur le point de se faire éliminer de la Coupe d'Europe par ces troupes venues de Turquie, pays de seconde zone du football européen.

PHILIPPE BROUSSARD.

RÉSULTATS

(Quarts de finale aller)
Coupe des champions
Galatasaray (Tur.) b. AS Monaco (Fr.) 1-0 ; IFK Göteborg (Sue.) b. Steaua Bucarest (Roum.) 1-0 ; Werder Brême (RFA) et Milan AC (It.) 0-0 ; PSV Eindhoven (PB) et Real Madrid (Esp.) 1-1.

Coupe des coupes

Eintracht Frankfurt (RFA) et FC Malines (Belg.) 0-0 ; Sredets Sofia (Bulg.) b. Roda JC Kerkrade (PB) 2-1 ; Dynamo Bucarest (Roum.) et Sampdoria Gênes (It.) 1-1 ; FC Barcelone (Esp.) b. AGF Aarhus (Dan.) 1-0.

Coupe de l'UEFA

Victoria Bucarest (Roum.) et Dynamo Dresde (RDA) 1-1 ; VFB Stuttgart (RFA) b. Real Sociedad (Esp.) 1-0 ; Heart of Midlothian (Ecosse) b. Bayern Munich (RFA) 1-0 ; Juventus (It.) b. Naples (It.) 2-0.

200 CD CHOCS EN ÉCONOMIQUE

INDISPENSABLE. Le Monde de la Musique a sélectionné pour vous les 200 compacts de référence en séries économiques. Chocs... et pas chers. INSOLITE. Mahler réécrit Weber, Berio orchestre Mahler, et Kaplan le chef amateur fait des miracles dans la Symphonie « Résurrection ». En marge de l'intégrale Mahler au Châtelet. INDISCUABLE. Implacable « Maître de musique » au cinéma, José Van Dam est la force tranquille des stars du lyrique. Nous l'avons rencontré. POLEMIQUE. Vingt ans après, le continent baroque est plus que jamais en proie aux querelles intestines. Mais où est l'âge d'or du diapason à 415 Hz ?

Et aussi Francisco Guerrero l'inventeur de sons, Hilton Ruiz, le plus latin des pianistes-jazz, le chant des limousines par Michel Chion, les petites annonces et les compacts vidéo du mois.



Le Monde de la Musique.
26 F chez votre marchand de journaux.

مكتبة الأصل

CINÉMA

« Mes meilleurs copains », de Jean-Marie Poiré

Ils étaient cinq quadragénaires

Ils sont cinq, ils ont atteint la quarantaine, croient retrouver leur jeunesse. Ils règlent des comptes, ce n'est pas si triste. C'est un ton de comédie à l'italienne.

Quatre copains, Christian Clavier, Gérard Lanvin, Jean-Pierre Bacri, Jean-Pierre Darroussin, retrouvent l'idole de leurs vingt ans, chanteuse de rock québécoise, Louise Portal. Toutes les attaches familiales et autres provisions larguées, ils vont passer avec elle un week-end mouvementé dans la résidence de la mère de Louise, entrepreneuse enrichie. Surgit un cinquième larron, Philippe Khorsand,

metteur en scène de théâtre qui fut jadis l'ami de la chanteuse. Les histoires d'amitiés indéfectibles qui tournent à l'aigre, on connaît. Les histoires de copains compliqués, quadragénaires qui n'ont pas de regrets de leur jeunesse, on connaît aussi. Mais il y a, un ton nouveau pour le cinéma français. Jean-Marie Poiré, qui a beaucoup cultivé — et avec succès — le comique de café-théâtre, traite de manière burlesque, à partir du point de vue de Christian Clavier, les souvenirs d'enfance, d'adolescence, de mai 68 et de la période hippie vécue en commun. En même temps, il signale la satire des petites lâchetés, des petites tromperies, des fuites en avant, des illusions naïves.

Et puis, vite et bien, la réalisation fait apparaître, sous la fantaisie pro-

voquée par l'extravagante Québécoise, les espoirs déçus, la vulnérabilité de ces quadragénaires plus ou moins installés dans le confort bourgeois ou dans le ratage. Malgré quelques longueurs, quelques dérapages au cours de la deuxième partie, Jean-Marie Poiré a réussi, dans un climat social et psychologique français, une sorte de « comédie à l'italienne », plus proche de *Nous sommes tant aimés*, de Sciolà, que de *Mes chers amis*, de Monicelli. Nostalgie et réalisme, amertume et tendresse, émotion et drôlerie, lucidité. C'est très bien joué par tous. Avec une petite préférence pour Jean-Pierre Bacri, instancé en homosexuel solitaire et blessé, et Jean-Pierre Darroussin en hippie prolongé.

JACQUES SICLER.

Reprise du « Criminel », d'Orson Welles

Loretta Young parle

Star féminine du Criminel, Loretta Young parle d'Orson Welles, metteur en scène et partenaire.

Dans le *Criminel*, Orson Welles, également réalisateur, est un intellectuel nazi qui se cache sous l'habit d'un professeur de lycée dans une petite ville américaine. Pour rendre cette fausse identité plus crédible, il épouse la fille d'un juge local.

Principale interprète féminine, l'actrice Loretta Young, superstar à l'époque, a rompu pour nous la consigne de silence qu'elle observe depuis près de vingt ans.

Elle évoque le contexte de l'époque : en 1946, la guerre est à peine achevée, les procès de Nuremberg battent leur plein. Selon des rumeurs de plus en plus persistantes, certains leaders nazis évadés d'Allemagne se sont réfugiés en Amérique du Sud — et tout-à-fait du Nord. Naturellement, Hollywood s'empare du thème.

« Bien que tous deux aient à l'époque une aura de superstar, Loretta Young ne connaît Orson Welles que de loin et appréhende de travailler avec lui : « Je le savais brillant — comment ne pas l'être quand on a réalisé *Citizen Kane* à vingt-quatre ans ? Mais nombre de ceux qui passent pour des génies sont des gens susceptibles, froids et désagréables à fréquenter. Ce n'était pas du tout son cas. Il était charmant, plein d'humour et très attirant avec son visage de chérubin et son regard tout sérieux ! Je craignais simplement de ne pas savoir me laisser diriger par lui. »

De fait, il est difficile d'obtenir des injonctions d'un poupon. « Le regard suffisait à me faire rire, et je n'étais plus ce qu'il me disait. » Mais le poupon est retors, il envoie son directeur de la photographie prévenir la comédienne que, à force de rire, elle creuse fâcheusement son maquillage.

Elle réussit à se maîtriser mais, dit-elle, « après cela, chaque fois qu'il voulait me donner une indication, il se tenait derrière moi et me chuchotait à l'oreille. Il ne m'a plus jamais dirigé de face. »

Elle reconnaît lui devoir, d'une certaine manière, tout le deuxième pan de sa carrière : « Il m'a appris la spontanéité. Ne pas être trop préparée. Ni trop sûre de soi. Laisser une porte ouverte. Ne pas être esclave du dialogue. Quel qu'il fût, je répondais, je suivais, j'obéissais, j'exécutais. Mais il était aussi mon partenaire : il lui était donc facile de donner le ton et le rythme. »

Une fois pourtant, elle lui donne le pion : dans une des dernières scènes, elle monte une échelle jusqu'à l'horloge du clocher où Welles s'est réfugié, il l'agrippe par le poignet et la laisse un instant suspendue dans le vide : « Naturellement, un cascadeur prend la place d'Orson, qui dirige la scène. Je porte un harnais de sécurité dont le filin remonte le long de ma manche et me rattache au corps du cascadeur. On répète, le chef opérateur s'agit : le filin tire sur mon manteau. Débat entre Orson et lui ; moi, suspendue par le poignet, je commence à trouver le temps long. Je finis par murmurer au cascadeur : « Que se passerait-il si l'on coupait ce filin ? — En cas de crise cardiaque, je ne pourrais pas vous retenir. — Vous avez le cœur solide ? — Pas de problème jusqu'ici. — Alors, on coupe, on ne dit rien à personne, et on met ce satané plan en boîte. » Ce qui fut fait. Quand Orson l'a appris, il m'a

lancé un regard terrible et m'a dit : « Si jamais tu refais ça, je te tue ! Ça ne valait pas le risque ! » Pour moi, si. »

Dans une autre séquence, le producteur tient à insérer une réaction en gros plan de la jeune femme. Orson Welles s'y oppose. A la surprise générale, Loretta Young prend le parti du metteur en scène. Puisque la superstar exige de ne pas avoir de gros plan, le producteur et le studio s'inclinent.

« Je ne me rappelle pas l'incident, dit-elle, mais je prends toujours le parti d'Orson. Il devait avoir un excès de maîtrise grise, car il était bien plus doué que la plupart d'entre nous. Dès lors, il faisait si peur et suscitait tant de jalousie que, au lieu de l'aider, les gens s'efforçaient de le brider, sans même s'en rendre compte. Une telle qualité — une telle quantité — de talent, c'est très difficile à supporter pour les autres. Sam Spiegel est un excellent producteur, mais Orson est un cheval de tête. Il ne peut courir en tandem avec qui que ce soit. »

Il s'y efforçait pourtant. Désireux de se débarrasser de sa réputation de *bad boy* pour retrouver son image de *wonder boy*, Welles avait dû accepter les conditions de Sam Spiegel : s'il débordait de son budget et de son planning, il se verrait instantanément retirer la mise en scène, mais devrait assurer sa prestation d'acteur jusqu'au bout. « Je l'ignorais, dit Loretta Young. Mais c'est sans doute vrai. Chaque fois qu'il s'éloignait un tant soit peu du scénario, il devait en demander la permission. C'était... choquant. Si un *Harry Cohn* avait cru en lui comme il a cru en *Capra*, Orson Welles aurait eu la plus brillante carrière du monde, et nous aurions eu vingt chefs-d'œuvre dans la lignée de *Citizen Kane* et de la Splendeur des Ambersons. »

HENRI BEHAR.

La mort de Richard Roud

Un inconditionnel du film d'auteur

Nous apprenons la mort, à Nîmes, le 13 février, de Richard Roud, critique américain, ancien directeur du Festival de New York, et français d'adoption.

Avec Richard Roud, né à Boston le 6 juillet 1929, disparaît une des personnalités qui ont le plus contribué, dans la coulisse, à faire connaître à travers le monde anglo-saxon les nouvelles vagues européennes. Française (les anciens des *Cahiers du cinéma*, le groupe «rive gauche», comme il l'avait baptisé, de Resnais, Marker, Varda, Colé), allemande (Straub, Fassbinder), italienne (Bellocchio, Bertolucci), il impose progressivement la fameuse politique des auteurs issue des *Cahiers*, tant en Angleterre par ses écrits dans *Sight and Sound* et le *Guardian* qu'en France par sa personnalité qu'il imprime au Festival de Londres entre 1960 et 1968, qu'aux États-Unis où il dirige le Festival de New York entre 1969 et 1987. Le Lincoln Center, organisateur de la manifestation, le remercia l'été 1987 au terme d'une querelle qui fit la Une du *New York Times*. Intraitable dans ses choix, il incarne à sa façon une sorte d'intégrisme cinématographique centré d'abord sur l'Europe, au détriment parfois des nouvelles cinématographies comme au Canada et au Brésil.

On lui doit, outre des études sur Max Ophüls, Godard, Straub et une biographie d'Henri Langlois, un *curriculum vitae* critique du cinéma (Londres, 1980), points extrêmes de sa passion pour les «auteurs».

L. M.

● Nuit de l'Estmanicolor. — Les cent ans du film 35 millimètres inventé par George Eastman seront célébrés le 7 mars simultanément à la Cité des sciences de La Villette, à Los Angeles, à Londres et à Rome. Au cours de cette Nuit de l'Estmanicolor sont projetées des bandes techniques destinées à démontrer les qualités des nouvelles pellicules.

PHOTO

« Visions du sport » à la Mission du patrimoine photographique

Les dieux du stade

De Jules Beau à Gjon Mili, soixante et un photographes célèbres la quintessence du sport.

Du cycliste posant en studio pour Dalton (1890) à la trajectoire gestuelle de deux escrimeurs électroniques décomposés par Gjon Mili, le corps de l'athlète en action n'a cessé d'être traité avec une étonnante diversité d'expression par une multitude d'opérateurs de toutes tendances et de tous horizons.

Si le sport et l'image fixe se sont mutuellement enrichis au cours de leur histoire, leur relation a pourtant été peu montrée et moins encore étudiée. Lier ces deux pratiques par une mise en perspective commune est l'enjeu de dynamique et très copieux panorama de deux cents photographes qui ont orchestré de main de maître Jean-Claude Gauthier et Pierre Bonhomme.

Priorité a été donnée à la qualité esthétique des œuvres plutôt qu'aux événements. Il ne s'agit pas de relater des exploits, ni de fixer des figures légendaires. Mais bien de rappeler comment le sport, en un siècle, sur un mode poétique, lyrique ou chorégraphique, a constamment marqué les divers courants de l'art photographique.

Dès 1887, on bondit. Héros de Mécé Samet, un quinqué en moulin franchit une corde sous l'objectif de Graf Esterhazy. Expression du désir d'apesanteur, le saut, sous toutes ses formes, est un sujet d'émulation. Pour capter l'élan des skieurs, plongeurs ou patineurs, on adopte des angles de prise de vue inédits. Grâce à l'instantané au 1/1000 de seconde mis au point par Kodak, le reporter découvre des attitudes jamais vues.

Deux approches divergent d'emblée les photographes. La première vise à fixer le mouvement. C'est le cas des portraits-tableaux de Jules Beau. Gagnan involontaire, il fixe en 1910 le champion américain Kramen pédalant tête baissée, sur un vélo visiblement retenu par un fil. La position inverse tend à suivre le déroulement du geste. Visualisant l'invisible, les études électro-photographiques de Muysbier, d'Albert Londe et du physiologiste Marey démontrent scientifiquement les phases successives du mouvement.

D'abord passe-temps hygiénique, le sport épouse l'évolution des mœurs. Il se démocratise. Le premier vrai reporter sportif est l'Autrichien Lothar Rübel. Athlète lui-même, il participe aux Jeux de 1920. Il capte au Leica, en bout de course, l'arrivée d'un cent mètres ou des footballeurs menaçant aux shorts interminables, coiffés d'ébouriffants toupet. Rübel restitue l'effort physique en soi, dans toute son intensité. Foi de mécanicien, il tourne en 1926 un film intitulé *En motocyclette au dessus des nuages* et suit tous les Jeux olympiques de 1948 à 1960.

Une autre révélation, le Suisse Lothar Jack, dès 1933, s'applique dans les compétitions cyclistes. Le cadre, le rythme, la perspective importent plus que l'événement. La photo sportive n'est plus un alibi quand elle est l'œuvre d'auteurs hyper-doués. Kertész observe en plongée un nageur à Estergom. Dès 1926, Lartigue filme le tennis. Sous l'influence du cinéma, il campe au format 6 x 13 les bolides comme des monstres préhistoriques.



Basket-ball (25 janvier 1951) de Gjon Mili

Le sport devient un spectacle, la passion populaire. Le Hongrois Munkacsy, en 1923, exalte l'effroi d'un goal mordan la poussière avec une violence égale à celle du milicien espagnol de Capa. Mais ni les théoriciens avant-gardistes de Rodchenko et Moholy-Nagy, ni les photographes constructivistes de Paladini et Baumeister, déclarés « artistes dégénérés » par les nazis, ne sauvent le sport de la propagande idéologique et de l'endocrinement. Le départ de nuit du décathlon, à Berlin, en 1936, par Leni Riefenstahl, sonne le glas de l'idéal olympique.

Après la guerre, tout renaît lentement. D'Emile Feber à Maurice Tabard, du projet d'illustration pour les *Jeux Olympiques* de Montherlant par René-Jacques au portrait d'Emile Allais par Pierre Boucher, chacun prend le sport à son compte. Montagnard impénitent, Brassat, sur les pas des frères Bisson, célèbre sa passion pour « l'or blanc ». Tandis que Jean Dieuzaide s'essaie à la photo sous-marine, la « petite reine » vampe les rois du photo-journalisme. Capa couvre la Grande Boucle, Cartier-Bresson les Six Jours et Doisneau le cyclo-cross à Gentilly.

Plus que la saisie d'une action, le reporter sportif démontre la perfection du geste. Harold Edgerton, héritier d'Eakins et de Marey, invente le procédé stroboscopique. Grâce au multi-flash, il dissèque au 1/1 000 000 de seconde le style d'un joueur de golf ou d'un tireur à l'arc. L'Albanais, Gjon Mili, élève d'Edgerton, conçoit une étonnante féerie optique. Liant danse, théâtre et sport, ce précurseur de l'ère moderne, est l'auteur d'instantanés mémorables tels *Joe Walcott expédiant Joe Louis en tapis ou L'Equipe de Saint John et celle de Bradley*, au Madison Square Garden, en 1951.

Le photographe transcendant le compte rendu fait du sport une pure composition plastique. Ainsi, de l'hommage à Marcel Duchamp descendant un escalier ironiquement réalisé par Eliafon. Et du grand reporter de *L'If*, le Néo-Zélandais Georges Silk qui perçoit, telle une déflagration atomique, l'entrée dans l'eau de la plongeuse Kathy Flicker ou décrit, avec un appareil à moteur, la synchronie sidérante d'un sprint.

Du snapshot à l'expérimentation scientifique, de la vision futuriste au document socio-politique, la photo de sport constitue une imposante encyclopédie. Celle-ci s'interrompt, et sans doute s'appauvrit, aux Jeux olympiques de Rome en 1960, avec l'apparition de la photo-finish (utilisée pour la première fois le 14 mai 1952), de la couleur et d'une technologie de plus en plus élaborée. Ce bel ensemble, initialement présenté à Lyon pour le dixième anniversaire de la Fondation nationale de la photographie, a été complété de photographes des années 1860 à 1920. Il est remarquablement servi, dans les nouvelles salles de la Mission du patrimoine, par un accrochage clair et aéré. Malgré l'abondance des tirages modernes, cette exposition de photos est la plus tonique qu'on puisse voir actuellement à Paris.

PATRICK ROEGERS.

★ *Visions du sport*, photographies 1860-1960, exposition conçue par la Fondation nationale de la photographie, présentée par la Mission du patrimoine photographique, palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, Paris-16^e, jusqu'au 17 avril.

Sous le même titre, parution, fin mars, d'un album aux éditions Admira, 200 photos, textes de Pierre Barbaud et Jean-Claude Gauthier, environ 500 francs.

● RECTIFICATIF. — Plus d'une ligne ayant été omise par erreur à la fin de l'article d'Emmanuel de Roux, « Une histoire de goût » (*Le Monde* du 2 mars), le dernier paragraphe et le titre de l'article étaient incompréhensibles. Il fallait lire : « Le musée choisit, pas nous. Nous accueillons aussi bien Gauguin que Poulot. Nous sommes dans le domaine qui est le nôtre, exhaustif. A travers nos collections nous pouvons lire une histoire du goût. »

ARTS

Le 3^e SAGA au Grand Palais

L'âge de l'abondance

Devenu une institution, le SAGA (sculptures, arts graphiques actuels) en a l'opulence, une opulence parfois difficile à gérer.

Faut-il exposer gravures et lithos comme l'on expose les peintures ? Faut-il les réunir en un salon, comme salons d'auteurs et foires d'aujourd'hui réunissent peintures et sculptures ? La question n'est pas de pure forme. Les estampes — puisque ce sont elles qui assurent l'essentiel du spectacle au SAGA — les estampes donc se rangent jadis dans des cartons et des tiroirs. On les examinait et les contemplait une à une, avec un luxe de précautions, la loupe à la main au besoin, dans le cabinet d'un amateur. Pas question alors de les exposer, encore moins de les accrocher en série le long des murs : c'était être simple monstruosité. De nos jours, nul ne s'étonne de voir procéder à l'inverse éditeurs et marchands. L'estampe a fui l'ombre et la paix. Elle s'exhibe à la lumière.

Fort bien, pense-t-on. Fort bien puisqu'il importe d'assurer à cet art difficile sa quote-part de publicité et de bruit. Et si d'aventure l'estampe se prêtait mal au jeu ? Il est permis de se le demander au SAGA. Ce salon brille par sa richesse. Il contient, grâce à la Bibliothèque nationale et quelques galeries, Berggren et Magist, surtout, des pièces illustrées de Picasso, de Braque et de Matisse, des Villon rarissimes, des Masson, des Vuillard et même le *Corbeau* de Manet. Largement installés dans son décor gris et blanc, flanqués d'une librairie et même d'un restaurant, il a très bonne mine et se visite avec plaisir.

Mais n'est-il pas victime de l'abondance ? A trop rendre hommage à Miro, l'homme de l'année, lui rend-on un si bon service ? Une banque, des marchands, chacun s'est ingénié à présenter l'ensemble le plus complet, les lithos les plus chatoyantes. C'est oublier cependant que la création d'une lithographie n'obéit pas aux mêmes impératifs que celle d'une peinture. Que

l'artiste s'y permet quelquefois des facilités qu'il ne s'autorise pas ailleurs et qu'il craint moins de se répéter. Que le format du papier l'incite à user d'effets moins subtils, parfois, et que les couleurs d'une litho ne sauraient rivaliser, par définition, avec les nuances d'une huile ou d'un pastel.

Alors qu'une estampe de Miro, considérée seule, peut se révéler pleine de fantaisie, de délicatesse et d'élégance, la même pièce dans une série ne fait plus figure que de variante. Les procédés se voient, les manies apparaissent, le système est à nu. Et si Miro se sort assez bien de l'épreuve malgré tout, d'autres la subissent comme une punition ou le premier tourment de leur purgatoire. Parmi ces malheureux : Chagall — trop de bouquets, trop de balernes ou, dans un genre opposé, Magrelli — trop d'angles droits, trop d'aplats monotones. Bien d'autres encore.

Les « jeunes », ceux dont ne se voient que peu de pièces, n'ont point à souffrir de cette incompatibilité de l'estampe et de l'accrochage en

série. Pour eux, la foire de l'estampe demeure un salon, une occasion de notoriété, le lieu où faire ses preuves. Le visiteur, dans ce cas, redevient juge et chasseur, chercheur d'inconnus et d'affaires heureuses. A ce guetteur de promesses, on pourrait conseiller de se rendre chez Michael Woolworth, pour ses Sicilia et Labaurie, chez Tazé, pour ses Favier, chez Item, où il y a de beaux Cogné, et chez Franck Bordes, qui présente le zoo de Gilles Aillaud.

C'est là, dans ces stands qui ne sont ni les plus grands ni les plus en vue de la foire, chez ces éditeurs d'artistes contemporains qu'il y a quelque espoir de trouver ceux dont les planches, dans un demi-siècle, seront de tous les hommages et de toutes les anthologies. Et c'est là aussi que le SAGA trouve sa véritable justification, dans l'imprévu et non dans l'officiel.

PHILIPPE DAGEN.

★ Grand-Palais, jusqu'au 6 mars. Nocturne le vendredi 3 mars, jusqu'à 23 heures.

Le syndicat des magistrats mal aimée à la chancellerie

Le syndicat des magistrats mal aimée à la chancellerie

Le syndicat des magistrats mal aimée à la chancellerie

Le syndicat des magistrats mal aimée à la chancellerie

Le syndicat des magistrats mal aimée à la chancellerie

Le syndicat des magistrats mal aimée à la chancellerie

Le syndicat des magistrats mal aimée à la chancellerie

Le syndicat des magistrats mal aimée à la chancellerie

Le syndicat des magistrats mal aimée à la chancellerie

Le syndicat des magistrats mal aimée à la chancellerie

Le syndicat des magistrats mal aimée à la chancellerie

Le syndicat des magistrats mal aimée à la chancellerie

Le syndicat des magistrats mal aimée à la chancellerie

Le syndicat des magistrats mal aimée à la chancellerie

Le syndicat des magistrats mal aimée à la chancellerie

Le syndicat des magistrats mal aimée à la chancellerie

Le syndicat des magistrats mal aimée à la chancellerie

Le syndicat des magistrats mal aimée à la chancellerie

Le syndicat des magistrats mal aimée à la chancellerie



HOTEL DES VENTES

9, rue Drouot, 75009 PARIS

Téléphone : 48-00-20-20

Téléc : Drouot 642260

Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, Paris. Tél. : 45-63-12-66
Les expéditions auront lieu la veille des ventes, de 11 heures à 18 heures, sauf indications particulières, * excepté le matin de la vente.

SAMEDI 4 MARS

S. 9. - 11 h 15 et 14 h 15. de la Bibliothèque TRISTAN TZARA. Dada. Surréalisme et les précurseurs. Editions originales, documentation, livres illustrés, manuscrits et lettres autographes, dessins. Exposition : vendredi 3 mars, de 11 heures à 18 heures. - M^{me} LOUDMER.

LUNDI 6 MARS

S. 4. - Tapis d'ornementation, bibelots, art nègre. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, M. Rouillon.
S. 5. - Atelier F. d'Arbigny. - M^{me} RENAUD (ARCOLE).
S. 7. - Autographes de peintres. Spectacles. Livres. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, MM. Blanchong et Camard.
S. 10. - 14 h 15. Objets d'art d'Extrême-Orient. Nésaké en ivoire et en bois de la collection ROUVIERE (1^{re} partie) et appartenant à divers. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M. Fortier, expert.
S. 13. - Tableaux, meubles. - M^{me} BINOCHÉ, GODEAU.
S. 14. - Tableaux, meubles et objets d'art. - M^{me} LENORMAND, DAYEN.
S. 15. - Paul GIROL. - M^{me} ROBERT.
S. 16. - Céramiques et meubles anciens. - M^{me} OGER, DUMONT (ARCOLE).

MARDI 7 MARS

S. 3. - Suite de la vente du 6 mars. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 10. - Suite de la vente du 6 mars. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.

MERCREDI 8 MARS

S. 3. - Suite de la vente du 7 mars. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 4. - Livres illustrés, estampes. - M^{me} OGER, DUMONT (ARCOLE).
S. 6. - Estampes et tableaux modernes. - M^{me} RENAUD (ARCOLE).
S. 7. - Orientalisme. - M^{me} BOISGIRARD.
S. 8. - Grands vases provenant de la cave de Monsieur X et à divers. - M^{me} MILLON, JUTHEAU, M. de Clouet.
S. 11. - Objets d'art et d'ameublement. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
S. 13. - Tab., bib., mob. - M^{me} BOISGIRARD.

JEUDI 9 MARS

S. 10. - Atelier Marthe HIRT, Charles PICART-LEDoux. - M^{me} LENORMAND, DAYEN.

VENDREDI 10 MARS

S. 1 et 7. - Tableaux anciens, Extrême-Orient et meubles du 18^e siècle. - M^{me} BINOCHÉ, GODEAU.
S. 3. - Bijoux, argenterie ancienne et moderne. - M^{me} COUTURIER, de NICOLAY.
S. 4. - Tableaux modernes. - M^{me} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.
S. 5. - Marqueterie de palissade. Souvenirs historiques, canons et petit musée de golf. - M^{me} MILLON, JUTHEAU, MM. Day et Segas, experts.
S. 6. - 14 h 15. Provenant d'un château du Val-de-Loire, d'un hôtel particulier parisien et de divers amateurs. Objets d'art et de bel ameublement des 17^e, 18^e et 19^e siècles. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M. Saint-Bris.
S. 8. - Céramiques, art déco, art nouveau. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, M. Camard, expert.
S. 11. - Argenterie, mobilier et bibelots. - M^{me} LANGLADE.
S. 13. - Tab., bib., mob. - M^{me} BOISGIRARD.

DROUOT-MONTAIGNE

15, avenue Montaigne, 75008 PARIS

LUNDI 6 MARS, MARDI 7 MARS
à 15 heures

L'ART AUTRICHIEN A PARIS

Verreries et céramiques. Lustres, sièges et meubles de 1900 à 1920.

Sièges et meubles principalement de Biedermeier

Tableaux modernes de 1896 à nos jours.

M^{me} ADER, PICARD, TAJAN-Commissaires-priseurs. M. et M^{me} Camard, M. Didié, MM. Pacchi et de Lamoignon, M^{me} Prost. Expositions publiques à Paris, Drouot-Montaigne, vendredi 3 mars de 20 h à 23 h, samedi 4 et dimanche 5 mars de 11 h à 22 h.DOROTHEUM
VIENNE

LA VARENNE-SAINT-HILAIRE - 94210

DIMANCHE 12 MARS à 14 h 30

TABLEAUX ET SCULPTURES 19^e ET MODERNESExpo. : 10-03, 21 h-23 h - 11-03, 10 h-12 h, 14 h-18 h
12-03, 10 h 30-11 h 30
M^{me} LOMBRAIL ET TEUCQUAM. - Tél. : 43-97-29-93.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favard (75002), 43-61-80-07.
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-80-81-36.
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
COUTURIER, de NICOLAY, 10, rue de l'Université (75007), 49-27-02-14.
LANGLADE, 12, rue Descartes (75017), 42-27-00-91.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 2, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Léves (75009), 42-81-50-91.
LOUDMER, 18, rue de Provence (75009), 45-23-15-25.
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-89-38.
RENAUD, 6, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.
ROBERT, 5, avenue d'Eylau (75016), 47-27-95-34.Premier récital
de Shlomo Shem-TovLe prodige a pris
des galonsA treize ans,
ce pianiste israélien
jouait Beethoven
avec Zubin Mehta...
Il a su jeter
sa gourme à temps.

Quand cesse-t-on d'être un enfant prodige ? A dix-sept ans, Shlomo Shem-Tov n'est plus un enfant, c'est un jeune homme décontracté, rieur, qui avance d'un pas rapide vers son piano. Lorsqu'il avait treize ans, il bougeait beaucoup, les bras, la tête, le buste. Aujourd'hui, il joue droit, face à son clavier. Il s'est assagi. Son programme bien lourd (trop, sans doute, pour quelqu'un d'aussi jeune dans la carrière) s'ouvrira par une sonate lente de Scarlatti.

Sonorité lumineuse, toucher précis, sans sécheresse, pédale aérienne, Shem-Tov laisse s'épanouir les sonorités qu'il libère de la grande boîte noire. Ensuite il joue la sonate des Adieux de Beethoven. Le premier mouvement le laisse interdit, hésitant. Construire ? Ne pas construire ? Il préfère se laisser guider par les ruptures du texte, par ses hésitations. Dans le second mouvement, sa sonorité transparente et un sens aigu de la ligne lui sauvent la mise. Il attaque le finale. Les plombs sautent. Qu'à cela tienne, il joue quand même, sans sourcilier. Ses doigts dérapent un peu mais la ligne ne se brise pas. Voilà un jeune pianiste qui a de l'estomac !

Il interprète ensuite la Deuxième Sonate de Prokofiev. Il n'a sans doute pas une technique assez solide pour une telle œuvre. Ses doigts sont fidèles, bien sûr, mais sa sonorité est trop fine, trop fragile. Entracte. La Sonate en la mineur, opus 143, de Schubert ouvre la seconde partie de son récital. C'est l'enchantement. Cette grande ligne qu'on avait admirée dans Scarlatti capte l'attention. Le piano de Shem-Tov chante, parfois éperdument. Rien d'appris, de convenu dans ce jeu. Le jeune pianiste prend la parole, dit « Je ». Et l'on est ému.

Les Images, de Debussy, qui suivent, ne manquent pas d'allure, ni de belles sonorités. Mais on est loin de la subtilité de couleur qu'elles exigent, du calme absolu qui doit sous-tendre leur exécution. Malgré de beaux moments, toucher profond, moelleux, le Troisième Scherzo de Chopin montre des signes de fatigue évidents chez un si jeune professionnel : il se trompe, perd furtivement le contrôle de son clavier. En bis, deux études de Chopin, les Septième et Douzième de l'opus 25. Poésie, fougue : émotion retrouvée.

Shlomo Shem-Tov n'est plus un enfant, plus un prodige ; il a gagné ses galons de musicien.

ALAIN LOMPECH.

● PRÉCISION. - Dans le numéro du Monde daté du 16 février, la légende d'une photo illustrant l'article consacré au « Grand chambardement » des musées indiquait que la galerie de la gare d'Orsay était « habillée » par Gae Aulenti. Les architectes Bardon, Colloc et Philippon, qui ont gagné le concours visant à transformer la gare d'Orsay en musée, nous prient de préciser que cet « habillage », signé Gae Aulenti, a été réalisé sur la base du projet conçu par leur équipe.

18 H 30
VEN. 3 ET SAM. 4 MARS
BRIGITTE ENGERER
ET SES AMISBORIS PERGAMENSHIKOW
VIOLONCELLE
CHOPINSAMEDI 4
AUGUSTIN DUMAY VIOLON
OLIVIER CHARLIER VIOLONTHOMAS ZEHETMAIR ALTO
BORIS PERGAMENSHIKOW
PAUL MEXER CLARINETTE
SCHUMANNPRIX 55 F - LOC. 42,74-22,77
2 PL. DU CHATELET 4^e

Culture

Musique concrète trente-quarante ans

Prophètes et piliers

Pour le Groupe
de recherches musicales
de l'INA, il s'agissait,
lundi 27 février,
à Radio-France, de résumer
en quelque trois heures
quarante ans de sa vie,
depuis la naissance
de la musique concrète
jusqu'aux travaux
d'aujourd'hui, en passant
par le trentième anniversaire
du groupe.

Parl adroitement tenu.

Les « ancêtres » étaient là, Pierre Schaeffer et Pierre Henry, avec leur « incunable » : la Symphonie pour un homme seul, de 1950, mais dans la version fort civilisée de 1966 ; on garde une certaine nostalgie du monde des origines qui durait une heure vingt minutes, tout dégoulinant encore de chair fraîche et de sang humain comme les reliefs d'un repas de cannibales... De toute manière, on reste stupéfait par l'imaginaire, la vitalité déployées dans cette œuvre prophétique, qui utilise des matériaux bruts très caractéristiques avec une économie de

moyens, une rigueur de développement et une intensité virulente, témoignant d'une divination incroyablement dans ces premiers balbutiements d'un art.

On sautait ensuite en 1968 pour une autre œuvre fondatrice, la première pièce vraiment musicale qui ait été entièrement synthétisée par ordinateur : la suite Little Boy, réalisée par Jean-Claude Risset aux États-Unis. L'ordinateur n'a peut-être rien fait, depuis, d'aussi par que cette évocation très intérieure, spirituelle, du drame qui fut le bombardement d'Hiroshima : le vol, les souvenirs de jazz dans la tête du pilote, le compte à rebours, la chute indéfinie de la bombe « dans un espace psychique sans fond », la désintégration des souvenirs, et, à la fin, un blizzard glacé mêlé à une sirène.

Deux des piliers du Groupe de recherches, depuis l'origine, présentaient au contraire des œuvres très récentes. Rouge-Mort (1988), de Bernard Parmegiani, inspiré par le Carmen de Mérimée, est une œuvre assez brève, mais forte, violente, sur des trames riches, des couleurs frémissantes, avec des lignes glacées comme des rayons de mort et les claquements d'un flamenco frénétique,

abstrait, qui mène vers la fin inextinguible.

Motion-Emotion (1985), de François Bayle, se développe largement sur des thèmes ou des objets sonores très divers : un motif vibratile aux sonorités de porcelaine, qui devient agressif et déchire l'étoffe sonore ; une batterie frénétique de percussions et trompettes barbares ; des appels d'oiseaux de nuit ; une rumeur orchestrale lointaine qui revient souvent et aura le dernier mot... Tout cela donne une sorte de grand mouvement symphonique dont la signification reste bien mystérieuse.

Quant au présent et à l'avenir du GRM, ils étaient symbolisés par trois œuvres d'un compositeur fort doué, Christian Zanesi (1952), qui choisit et isole de beaux matériaux, et les organise avec maîtrise, comme dans Cœur, étude bien menée sur un souffle haletant, entourée d'un « paysage » de sons calmes et harmonieux. Mais on souhaiterait qu'au-delà de cette habileté, de cette imagination sonore, il affirmât davantage une ambition proprement musicale, « visionnaire », comme ses aînés. On peut penser qu'il en a l'étoffe.

JACQUES LONGCHAMPT.

Communication

Le groupe Berlusconi constate le décalage croissant
entre sa politique de développement et celle de la 5

La Une ? La Cinq ? La Une sans la Cinq ? La Une en plus de la Cinq ? Les suppositions vont bon train, sur les projets de M. Silvio Berlusconi, le magnat de la télévision italienne, concessionnaire de la Cinq au côté de M. Robert Hersant. Sa récente déclaration à la presse italienne faisant part de son souhait d'acquiescer 10 à 15 % du capital de TFI (sans abandonner forcément la Cinq) n'a fait que

brouiller davantage les pistes tout en accréditant l'hypothèse de prochains mouvements importants dans le paysage audiovisuel français (le Monde du 1^{er} mars). L'association ? Instable. « Sans Emmanuela » ? Au contraire ! se récrie-t-on à la Fininvest, sa société holding résolument fidèle aux principes et à la stratégie qui, il y a trois ans, l'ont naturellement conduit à s'implanter en France...C'était le 1^{er} août 1985 dans les environs de Milan. Assis en tenue de tennis dans le parc de sa villa de milliardaire, détendu et satisfait, Silvio Berlusconi était intraitable sur l'avenir de la télévision commerciale en Italie : l'après le combat avec le service public, la vente de la publicité, la méthode de la contre-programmation... Et puis il évoqua Paris et quelques souvenirs de Sorbonne, amorça au piano une chanson de Bécassins, amonçant dans un style très particulier son souhait de venir travailler en France... « Tous les pays ont un jour parlé du satellite, dit-il, mais c'est la France qui a eu l'audace et le courage de jouer les pionniers. TDF1 peut jouer un rôle formidable dans le rayonnement de la culture française et la formation d'une identité européenne ».

Et d'ajouter, la main sur le cœur : « C'est la France qui a vocation à devenir le centre de la production européenne. Installé à Paris je produirai pour l'Europe la moitié de ce que je fais aujourd'hui pour l'Italie ».

Plus de trois années ont passé : les débuts de la 5 ont peut-être étonné quelque peu l'enthousiasme de M. Berlusconi pour la France, mais pas sa foi, assure son entourage, dans son rôle moteur pour la production européenne.

« Mieux », affirme M. Angelo Codignoni, directeur général de Fininvest France, l'association de Silvio Berlusconi se trouve chaque jour confirmée. C'est à partir de la France qu'une poignée de groupes internationaux — producteurs et distributeurs d'images — ont pu voir leurs compétences et leurs intérêts. Ce ne sont pas les diverses réglementations instituant des quotas mais bien les lots du marché qui conduisent irrésistiblement à fabriquer l'Europe de l'audiovisuel. Car la logique est implacable.

La logique ? Celle en tout cas qui a conduit Berlusconi à étendre les activités de son groupe dans tous les domaines pouvant accroître son emprise sur le marché de la publicité et faire de la Fininvest le troisième groupe industriel d'Italie. Première sur le marché de la télévision commerciale avec ses trois réseaux, la société est en effet leader sur le marché de la promotion immobilière et sur celui des magasins de grande distribution (il a racheté la chaîne Standa, dans la production et la distribution de films, il possède trois cents salles de cinéma et dans le football, il a racheté l'équipe nationale de Milan). Des activités variées dont il s'emploie à tirer le maximum de profit grâce à la recherche d'une synergie optimale. La promotion quotidienne sur les réseaux du groupe pour les produits en vente dans les magasins Standa a provoqué en un an une augmentation des ventes de l'ordre de 28 %. De même pour le circuit des trois cents salles de cinéma qui, grâce à l'aide du petit écran, a connu une hausse de fréquentation de plus de 17 % quand le nombre total de spectateurs en Italie chutait de 7 %. Même phénomène pour l'équipe de football, dont

le succès d'audience est aussi important dans les stades qu'à la télévision et dont le magazine Forza Milan diffuse à plus de 60 000 exemplaires. Résultat : le chiffre d'affaires consolidé du groupe a doublé en trois ans et atteint en 1988 40 milliards de francs (50 prévus pour 1989).

« La publicité est une force vitale et stimulante de l'économie », affirme M. Codignoni. La télévision commerciale qui en est le support le plus efficace et dont c'est la seule ressource, doit être à même de pouvoir l'exploiter au maximum. Les retombées seront positives pour tout le monde (industriels, commerçants, diffuseurs...) et la production ne peut qu'y gagner.

Le poids
de l'Europe

C'est sans doute la partie du discours qui a le plus longtemps laissé sceptiques les observateurs. M. Berlusconi n'a-t-il pas taillé son empire sur un magot de programmes américains ? Les faits pourtant sont là. Le groupe Fininvest est aujourd'hui le premier producteur en Italie. En 1988, Rete Italia, sa filiale, a produit pour 750 millions de francs, 300 heures de programmes télévisuels (dont 148 avec des partenaires internationaux parmi lesquels Kirch ou la télévision publique espagnole). Elle a investi également pour 750 millions de francs dans 50 films (70 en 1987 pour la même somme).

« Un système compétitif oblige tôt ou tard à exiger davantage de qualité et contraint à élever le niveau », constate Angelo Codignoni. L'après de la compétition avec la RAI, il est vrai, fait évoluer l'offre de programmes des réseaux Fininvest, dont le formidable stock de produits américains s'est dévalué et qui a mis en route la production de séries et de téléfilms de prestige.

« Des programmes haut de gamme », dit le directeur adjoint de la 5, qui nécessitent d'importants moyens de production mais pourrissent se rentabiliser sur le marché européen.

Car c'est bien l'Europe qui constituera désormais le terrain d'affrontements, d'échanges ou d'alliances entre groupes de communication partageant la même logique et la même vision du marché. L'intérêt est double. L'Europe offre les richesses d'un marché publicitaire toujours plus étendu. L'Europe offre aussi l'opportunité d'un rassemblement de moyens importants de production en échange d'un partage du produit. « C'est sur cette idée », sourit M. Codignoni, que Berlusconi fut pionnier.

Implantée en France, la Fininvest a aussi posé des jalons en Espagne. Elle y possède le plus grand centre de production de Madrid et le deuxième catalogue de programmes : elle a en charge la régie publicitaire des télévisions autonomes ainsi que la commercialisation de CNN. Et elle se prépare à répondre aux appels d'offres pour les réseaux hertziens. Elle est aussi présente en Allemagne, dans Tele

Funf, dans laquelle Springer est sur le point d'entrer.

« Une réflexion sur l'avenir du marché européen de la télévision conduit à s'interroger aujourd'hui sur les groupes suffisamment solides, lucides et organisés pour travailler sur différents supports à l'échelle du satellite et du continent », continue Angelo Codignoni. L'alliance de l'Allemand Kirch, du Français Bouygues et de l'Italien Berlusconi est naturelle et logique.

Naturelle vu la taille de ces groupes industriels. Logique vu leur communisme d'intérêts, notamment dans la production. « Les seuls interlocuteurs crédibles en Europe seront bientôt ceux capables de disposer d'un vrai catalogue de production. TFI devrait être de ceux-là », reconnaît le directeur adjoint de la 5, qui constate avec satisfaction la convergence de vue avec le PDG de la Une, Patrick Le Lay, comme hier avec Jérôme Seydoux.

La 5 de Robert Hersant est restée, elle, étrangère à ce discours. Totalement hermétique : désintéressée pour le satellite TDF1 ; renoncement à la production... Sa situation est en décalage avec la politique de développement du groupe Berlusconi, lequel, totalement éclipsé par Hersant, n'y joue plus aucun rôle... et produit ou coproduit de son côté en France par le biais de Rete Italia... Comme prévu dès 1985.

« Décevant », concède M. Codignoni, visiblement agacé par ce qui apparaît comme une politique suicidaire de la 5 à très court terme. L'heure n'est pourtant pas à la rupture. Cette mal taillée, l'accord Berlusconi-Hersant n'a pas volé en éclats. L'Italien est patient, qui mesure l'avantage de disposer d'un poste stable sur le terrain. Faut-il d'observation.

ANNICK COJEAN.

DU 2 MARS AU 1^{er} AVRIL 20 H 45
DIA 14 H 30
CREATIONL'IMPOSTURE
GEORGES BERNANOS
ADAPTATION
PASCAL BONITZER
ET GERARD WAJCMANMISE EN SCENE
BRIGITTE JACQUES
AVEC
PHILIPPE CLEVENOT, MICHEL ROBIN,
FRANÇOIS FRAPPAT, RAYMOND
JOURDAN, JEAN MARTIN, ANTOINETTE
DESTOOP, PIERRE BAILLOT,
EMMANUEL PIERSON, JEAN-CLAUDE
PERRIN, BERNARD BALLET,
MURIEL POUJART.PRIX 110 F et 70 F
LOC 42,74-22,77 2 PL. DU CHATELET 4^e

سكزا من الأصل

(Publicité)

DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
avec la garantie
d'un grand maître tailleur

COSTUMES MESURE
à partir de 2 150 F
PANTALONS 990 F VESTONS 1 490 F
3 000 tissus

Luxueuses draperies
anglaises

Fabrication traditionnelle

TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX

PARFUMS SUR MESURE

UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

LEGRAND Tailleur

27, rue de 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 47-42-78-81

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

MICHEL SWISS

vous accorde
les mêmes remises exceptionnelles
qu'aux touristes étrangers

PARFUMS

ACCESSOIRES HAUTE-COUTURE

PRODUITS DE BEAUTÉ

MARQUINERIE - PORCELAINE

TOUTES LES GRANDES MARQUES

16, rue de la Paix
75002 PARIS, 2^e étage esc.
Tél. : 42-61-61-11

OPÉRA
STYLOS

Cadeaux - Briquets etc...

Le Spécialiste du stylo

MONT
BLANC

26, bd des Italiens,

75009 Paris

47.70.26.52

Tous les jours de 9 h 30 à 19 h

DIEP A L'OPÉRA

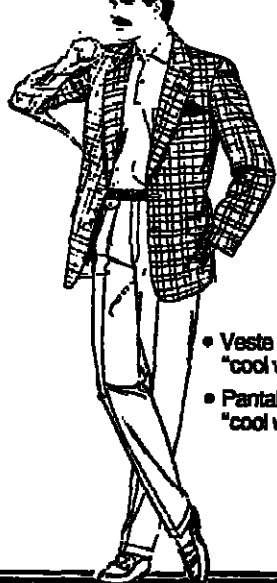
Déjà doublement installé dans le 8^e, DIEP est à son aise dans son tout dernier-né, avec 350 places, le plus grand restaurant asiatique à Paris. Décor somptueux, comme à Hong-Kong. A découvrir absolument ! Cuisine à la vapeur sur chariot. Le clientèle fidèle suit leur évolution, avec admiration, des additions plus que raisonnables, près des cinémas.

OUVERT TOUS LES JOURS.

28, rue Louis-le-Grand. - Tél. : 47-42-31-58 & 94-47.
Même famille : DIEP, 55, rue Pierre-Charron. - Tél. : 45-63-62-78
DIEP, 22, rue de Ponthieu. - Tél. : 42-56-23-96

DAKS CORNER PARIS

289 rue Saint Honoré 75001 Paris Téléphone 42-60-22-19



• Veste coupe anglaise
"cool wool", lin ou coton.
• Pantalon 100%
"cool wool".

ONE LOOK TELLS YOU IT'S DAKS

OPÉRA MADELEINE

Si, dans le quartier de l'Opéra, il existe, le soir, un certain esprit de boulevard, il n'en est absolument pas de même le jour, comme nous l'avons constaté. Cette page en est la preuve. En effet, on dirait qu'il y a eu un mot de passe entre les différents commerçants, une espèce de complicité, un accord tacite de tout le quartier : mettre en valeur la tradition, le bon goût et la qualité ! Quel beau blason ! Un blason qui ne trompe pas. Prenez l'avenue de l'Opéra avec le palais Garnier derrière vous et allez tout droit, à gauche ou à droite, vers la Madeleine, vous trouverez, pêle-mêle, les plus grands noms de la planète sur votre chemin : joaillier, couturier, parfumeur, chausseur et autres magasins de luxe sans lesquels nous ne saurions vivre !

• LA VOGUE :
NOUVELLE
COLLECTION

La Vogue, un magasin d'élégante mode masculine situé à deux pas de l'Opéra vous propose sa nouvelle collection pour le printemps 1989, et elle est prometteuse ! Ici ne se obtiennent que les grands noms de la couture, des costumes croisés Louis Féraud, en laine fine à 2 690 F, aux costumes droits de Pierre Cardin, pieds-de-poule à 2 690 F ! Toujours signé de ce dernier, un très chic blazer rayé, croisé, à boutons dorés, à 2 090 F, en passant par des chemises « Christian Dior », de style fantaisie, 100 % coton à 429 F ou des « Cardin » unies, toutes les couleurs, à 299 F. Les cravates, elles, sont signées Courrèges ou Lapidus ! 38, bd des Italiens, 75009 Paris.

• DANIEL LEGRAND :
UN COSTUME
A LA CARTE

Le tailleur Daniel Legrand connaît sa clientèle internationale par cœur et peut même leur parler en japonais, ou en cinq autres langues. Oui, en passant la porte du 27 de la rue du 4-Septembre, 75002 Paris, vous pénétrez dans un monde exceptionnel et presque disparu : celui du service, de l'amour du travail bien fait et du sourire ! Daniel Legrand est fier de son activité et il a raison ! En effet, il habille hommes et femmes sur mesure à des prix de prêt-à-porter et dans un choix de plus de 4 000 draperies ! Il faut environ dix-neuf jours pour un costume. La date de livraison est toujours respectée. Le prix varie, évidemment, selon le tissu choisi.

• LA PERLE RARE

Nous l'avons trouvée, la perle rare, chez Chocarne qui en propose depuis 1984, date de l'ouverture de la maison ! Voici donc les plus beaux décrets,

choisis et sélectionnés rigoureusement. Un collier de perles moyennes à 7915 F, sur un tailleur noir et c'est tout, ce n'est pas la peine d'en rajouter ! Voici encore des perles, petites, baroques, en torsades à 5800 F. La paire de boucles d'oreilles, avec une perle moyenne, pour 1 750 F. Bien sûr, Chocarne est aussi une maison où vous trouverez d'autres créations en or, rehaussées de diamants, saphirs, émeraude... 1, rue de la Paix, 75002 Paris.

• L'ÉLÉGANCE ANGLAISE
CHEZ NICOLL

Le très grand chic anglais, vous le trouvez chez Nicoll, qui le propose aussi bien pour hommes que pour femmes, et cela depuis 1820 ! Voici, pour Monsieur, une promotion tout à fait exceptionnelle : le costume sur mesure à 3 090 F que vous pouvez choisir, entre autres, dans un très beau tissu prince-de-galles, si vous le désirez. Pour Madame, voici des tailleurs dans des « tons anglais » à 2 950 F et aussi des vêtements bleu marine et vert, comme les Anglais savent les assembler ! Voici encore de très belles chemises rayées sur fond blanc. Elles reviennent en force ! 29, rue Tronchet, 75002 Paris.

• PARFUMS
A DES PRIX
EXCEPTIONNELS

Voici une adresse à retenir, car elle peut toujours vous être utile : Michel Swiss, au 16, rue de la Paix. Ici, c'est le royaume des parfums. Vous pouvez trouver les tout derniers-odé, et déjà avec des remises vraiment exceptionnelles ! Bien sûr, vous trouverez votre ligne de bain préférée, les crèmes et produits de beauté que vous aimez, toujours à des prix imbattables, tout comme les divers accessoires signés par les grands noms de la haute co-

ture ! Bref, toutes les grandes marques se sont donné rendez-vous chez Michel Swiss.

• POUR ÉCRIRE
PLUS BEAU

Rien n'est trop élégant et prestigieux pour le magasin « Opéra Stylos » quand il s'agit d'instruments à écrire, puisque c'est leur spécialité ! Vous cherchez les plus belles marques ? Elles y sont toutes : Mont-Blanc, Dunhill, Cross, S.T. Dupont, les « mast » de Carier, Ferrari, Yves Saint-Laurent, Balmain... gravées à vos initiales gratuitement. On ne peut pas faire mieux ! Voici encore des briquets, des agendas, des portefeuilles et des montres parmi lesquelles nous avons beaucoup aimé un modèle dont le cadran représente la province française qui vous est la plus chère au cœur, pour 475 F. 26, bd des Italiens, 75009 Paris.

• LES PROMOTIONS
DE MADELIOS

Voici un mois riche en promotion chez Madelios, place de la Madeleine, qui propose, jusqu'au 11 mars, 20 % de remise sur les costumes et les chemises personnalisés, et, évidemment, dans le tissu de votre choix ! Du 2 au 11 mars, c'est la semaine du pull, des robes de chambre et du pyjama avec, notamment, moins 20 % sur les pulls en V et en cachemire. Pour 230 F, le pyjama en coton rayé est à vous ! De 9 au 18 mars, de superbes cravates à 62 F l'une ! Pendant cette même période aura lieu la semaine du bagage, avec des sacs à partir de 135 F et une housse à vêtements à 340 F. Bien sûr, avec la carte Madelios, vous profiterez encore davantage de ces diverses promotions !

• DAKS CORNER,
UN COIN DE RÊVE !

Ouvert en 1986, Daks Corner est rapidement devenu un haut lieu parisien pour tous ceux qui ont un penchant pour les vêtements british ! En effet, c'est ici que vous trouverez les shetlands, les tweeds et autres cachemires exclusifs, dans un cadre qui ressemble plutôt à un club, avec son décor d'ajonjol et de cuivre. Côté accessoires, à voir absolument, les blasons brodés de fil d'or, très beaux ! Vous trouverez sûrement aussi le costume gris en linage fin, à 3 450 F, tout à fait à votre goût, tout comme ce superbe ensemble écossais aux dominantes bleu marine, coordonné au pantalon, à la chemise, à la ceinture, au pull et, même, à la casquette ! 269, rue Saint-Honoré, Paris.

• DIEP,
LA GRANDE CUISINE
CLASSIQUE

C'est dans une grande salle que M. Diep a choisi d'ouvrir son quatrième restaurant parisien, au 28, rue Louis-le-Grand, 75002 Paris. Avec ses 350 couverts, c'est le plus grand « asiatique » de la capitale ! Dans un très beau cadre, qui a nécessité neuf mois de travaux, se retrouve le monde du « show-biz » et autres clients « BCBG », pour y déguster de la grande cuisine chinoise et thaïlandaise, servie par de ravissantes et jeunes chinoises ! Vous pouvez aussi choisir, dans le vivier, des langoustes qui seront préparées selon la recette exclusive de la maison. Au déjeuner, un choix entre deux menus : 59 F et 69 F.

• LE RAFFINEMENT
JUSQU'AU BOUT
DE LA CANNE

Depuis 1745, Antoine est le spécialiste des cannes, parapluies et cravates ! Et si vous ne le connaissiez pas, vous allez être surpris ! Oui, tout existe, même des cannes historiques avec pommeau en bronze argenté pour célébrer le bicentenaire et représentant Louis XVI, Marie-Antoinette, Danton... Parmi les cannes contemporaines, il en existe plus de 500 pièces, de celle en forme de siège à 395 F à celle avec deux verres et un tube de liège, pour 400 F. Côté parapluies, choisissez entre plus de 2 000 modèles, dont des télescopiques automatiques, de voyage avec poignée dévissable à 380 F et, bien sûr le parapluie « Mini-pluie » qui tient dans un porte-document, 285 F ! 10, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. - Tél. : 42-96-01-80.

• IMPOSSIBLE N'EST PAS
ANNA PEGOVA

Vous vous désespérez de votre peau à cause d'un masque de grossesse, de séquelles d'acné, de taches pigmentaires, de taches de rousseurs ? Des cas difficiles, certes, mais pas impossibles ! Il faut savoir, en effet, que c'est à l'Institut Anna Pegova qu'il faut s'adresser ! Ici, vous trouverez cinquante-huit ans d'expérience et la proposition d'un véritable traitement de douze jours : un peeling qui réveille les tissus et vous donne un teint lumineux, ce qui est aussi valable pour les hommes, bien sûr ! 346, rue Saint-Honoré, 75001 Paris. - Tél. : 42-60-41-56.

Ça vient de sortir

Bally au pluriel

Tout le monde connaît les fabuleuses chaussures Bally puisque, une fois acquises, elles ne vous quittent plus ! Soitons-nous, en revanche, que Bally c'est aussi une Eau de Toilette pour homme ? Et encore, toute une ligne de maroquinerie allant du portefeuille jusqu'au très joli sac à main - « Kell » - en forme de boîte à chapeau, en agneau noir, rouge ou violet et qui fait plaisir aux femmes. 495 F.

Jean Patou :

le coin des riens

Quelle excellente idée que d'ouvrir à nouveau, chez Jean Patou, « le coin des riens » qui existait déjà dans les années folles ! C'est un petit coin de la boutique, consacré aux accessoires et à divers objets dont il n'est pas superflu de se souvenir, quand on a des cadeaux à faire ! Le tout « s'emballe », évidemment, dans des superbes paquets noir, or et rouge. Pour la saison qui approche, on vous propose une ligne très « années 50 », aussi bien dans les cravates pour hommes que pour les sacs et lunettes de soleil pour femmes. Jean Patou, 7, rue Saint-Florentin, 75008 Paris.

Cristelle, la dernière

lentille de contact

Dernière-née des laboratoires Essilor, voici la lentille de contact Cristelle, conçue à l'image de l'œil. Le taux élevé d'hydrophilie (78 %) permet à cette lentille de ressembler exactement à la cornée de l'œil ! Ce qui veut dire que le porteur est encore plus confortable, mais aussi avec plus de sécurité dans le port prolongé. Que des avantages !

La peau dans

sa meilleure forme

avec René Garraud

Prénoms, votre peau contre les rides et le vieillissement cutané grâce à la ligne Colladerm de René Garraud avec, bien sûr, du collagène à la base. Il s'agit de six produits de soins, intensifs et différents, qui vous donnent, très rapidement, des résultats visibles en raffermissant la peau et en lui rendant sa souplesse. Votre teint est plus lumineux ! Chez les parfumeurs.

Soyez

Tsar

Tournez-vous avec la toute nouvelle eau de toilette pour homme de Van Cleef et Arpels : Tsar. Cela ne peut qu'être destiné aux grands seigneurs évidemment ! Dans son flacon, fidèle à l'esprit du premier flacon de Van Cleef et Arpels pour homme, mais, ici, avec des tonalités vert et or, vous retrouverez une fragrance originale et subtile, mais aussi, encore, avec des accords frais, épiques, floraux et boisés ! Il y a un tsar en vous ? Dans ce cas vous avez enfin votre parfum au masculin.

Bébé

Confort

La curiosité de bébé peut bien souvent avoir de fâcheuses conséquences ! Comme vous le savez ! C'est pourquoi le catalogue Bébé Confort a été créé afin d'offrir aux enfants une sécurité et un confort impeccables. Voici, dans ce catalogue, une chose qui peut aussi bien servir de rocking-chair que de trotteur, voir encore des bloque-portes, des réfrigérateurs et de placards et mille autres choses auxquelles on pense parfois trop tard. Bébé Confort. - Tél. : (1) 46-04-65-95.

Trébel,

c'est tout beau !

Régine Ferrare vient d'ouvrir à nouveau les portes de son institut de beauté, Trébel, « le coin de soi », qui s'est fait une beauté toute de laiton et de granit rose et noir. Le début du mois de mars est consacré à Annayaké, une marque japonaise très pointue qui, avec l'aide d'un ordinateur, vous donne un diagnostic de votre peau et ensuite la gamme de produits qui conviendra le mieux. 60, rue de Miromesnil, 75008 Paris. - Tél. : 45-62-08-10.

G. P.

MADÉLIOS
La tradition anglaise du vêtement
vous propose
COSTUME 3090 Frs
à vos mesures
A Paris
29 rue Tronchet
depuis 1820

Antoine
Fondé en 1745 sur la Pont-Neuf
parapluies tous styles
le minipluie 190 grammes
ombrelles - gants
foulards - cannes d'hier et
d'aujourd'hui
10, avenue de l'Opéra
PARIS-1^{er}
Tél. 42-96-01-80

CHOCARNE
le spécialiste
de la
perle de culture
Chaux exceptionnelles
1, rue de la Paix
Paris

NICOLL
La tradition anglaise du vêtement
vous propose
COSTUME 3090 Frs
à vos mesures
A Paris
29 rue Tronchet
depuis 1820

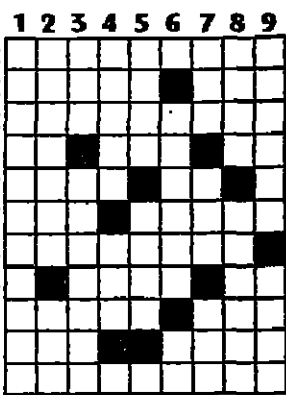
**Le printemps
au rendez-vous
de l'élégance masculine**
costumes, vestes,
chemises,
les meilleures griffes
parisiennes
choisies à
LA VOGUE
38, bd des Italiens (près Opéra)
et centre commercial Vélizy 2 - détaxe à l'exportation

هكذا من الأصل

Le Carnet du Monde

Mots croisés

PROBLÈME N° 4952



HORIZONTALEMENT

1. Avec elle, il y avait de quoi jeter la pierre à autrui. — II. Facile la tâche. Utile à celui qui passe l'éponge. — III. Point de rencontre pour de véritables mufles. — IV. Tardait parfois à se montrer. On en a vite fait le tour. Est beau à voir. — V. Manger sur les arbres. Susceptible de prendre froid. — VI. Endroit où l'on ne prend pas de bûche. Avait du venin. — VII. Agents de la circulation. — VIII. Support de la pensée. Possessif. IX. Qui possède une certaine richesse. Exemple de ce que l'on fait si vite à la mode. — X. Fait ou refait. Sûr sans les mains. — XI. Tel qu'il n'y en aura certes pas pour tout le monde.

VERTICALEMENT

1. Est à l'origine de nombreuses panes. — 2. Crée la bonne surprise. Fit sauter le train. — 3. Moyen de tuer. Apporte de quoi gagner des batailles et connaître des réussites. — 4. N'engageait pas à s'engager. On lui fait tourner la tête. — 5. Certains partent quand elle arrive. Espèce d'oiseau. — 6. Bidon que l'on remplit plus ou moins. Source de retard. — 7. Lagrange, pour ses proches. Manger d'herbe. Personnel. — 8. Donne à réfléchir. Future société. — 9. Fille de roi. Est visible sur certaines dents.

Solution du problème n° 4951

Horizontalement
1. Mariages. — 2. Agnès. — 3. Ruine. — 4. Anna. — 5. Er. — 6. Tarte. — 7. Sieste. — 8. En. — 9. En. — 10. En. — 11. En. — 12. En. — 13. En. — 14. En. — 15. En. — 16. En. — 17. En. — 18. En. — 19. En. — 20. En. — 21. En. — 22. En. — 23. En. — 24. En. — 25. En. — 26. En. — 27. En. — 28. En. — 29. En. — 30. En. — 31. En. — 32. En. — 33. En. — 34. En. — 35. En. — 36. En. — 37. En. — 38. En. — 39. En. — 40. En. — 41. En. — 42. En. — 43. En. — 44. En. — 45. En. — 46. En. — 47. En. — 48. En. — 49. En. — 50. En. — 51. En. — 52. En. — 53. En. — 54. En. — 55. En. — 56. En. — 57. En. — 58. En. — 59. En. — 60. En. — 61. En. — 62. En. — 63. En. — 64. En. — 65. En. — 66. En. — 67. En. — 68. En. — 69. En. — 70. En. — 71. En. — 72. En. — 73. En. — 74. En. — 75. En. — 76. En. — 77. En. — 78. En. — 79. En. — 80. En. — 81. En. — 82. En. — 83. En. — 84. En. — 85. En. — 86. En. — 87. En. — 88. En. — 89. En. — 90. En. — 91. En. — 92. En. — 93. En. — 94. En. — 95. En. — 96. En. — 97. En. — 98. En. — 99. En. — 100. En.

Verticalement
1. Maladie. — 2. Agnès. — 3. Ruine. — 4. Anna. — 5. Er. — 6. Tarte. — 7. Sieste. — 8. En. — 9. En. — 10. En. — 11. En. — 12. En. — 13. En. — 14. En. — 15. En. — 16. En. — 17. En. — 18. En. — 19. En. — 20. En. — 21. En. — 22. En. — 23. En. — 24. En. — 25. En. — 26. En. — 27. En. — 28. En. — 29. En. — 30. En. — 31. En. — 32. En. — 33. En. — 34. En. — 35. En. — 36. En. — 37. En. — 38. En. — 39. En. — 40. En. — 41. En. — 42. En. — 43. En. — 44. En. — 45. En. — 46. En. — 47. En. — 48. En. — 49. En. — 50. En. — 51. En. — 52. En. — 53. En. — 54. En. — 55. En. — 56. En. — 57. En. — 58. En. — 59. En. — 60. En. — 61. En. — 62. En. — 63. En. — 64. En. — 65. En. — 66. En. — 67. En. — 68. En. — 69. En. — 70. En. — 71. En. — 72. En. — 73. En. — 74. En. — 75. En. — 76. En. — 77. En. — 78. En. — 79. En. — 80. En. — 81. En. — 82. En. — 83. En. — 84. En. — 85. En. — 86. En. — 87. En. — 88. En. — 89. En. — 90. En. — 91. En. — 92. En. — 93. En. — 94. En. — 95. En. — 96. En. — 97. En. — 98. En. — 99. En. — 100. En.

EN BREF

● **CONFÉRENCES** : « Le mouvement socialiste, un siècle d'histoire ». — Le Centre de recherches sur l'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme propose, de janvier à juin, une série de conférences de M. Léo Hamon, sur ce thème. Les prochaines réunions auront lieu les mardis 7 mars, 18 avril, 9 mai et 6 juin, de 17 heures à 19 heures, à la bibliothèque Jean-Maitron (6^e étage), 9, rue Malher, 75004 Paris. Tél. : (1) 42.78.33.22.

● **HORTICULTURE** : La section des roses de la Société nationale d'horticulture de France organise le 7 mars, à 18 heures, au siège de la société (84, rue de Grenelle, 75007 Paris), une réunion publique à l'intention des amateurs. Des professionnels de la rose de plein air traitent des nouveaux types de rosiers et des soins à leur prodigier.

★ **Renseignements** à la SNHF. Tél. : 45-48-81-00.

— Walter Thomas Akers, Jr., son épouse, Susan et Charles-Henry George, ses enfants, Valérie, Michel et Stéphanie George, ses petits-enfants, Laura, son arrière-petite-fille, ont la douleur de faire part du décès de

Edith VANCE AKERS,

survenue le 13 février 1989, à Akron, Ohio (Etats-Unis), où ont été célébrées ses obsèques, en l'église épiscopale Saint-Paul.

Anniversaires

— Toutes celles et tous ceux qui ont connu et aimé notre chère

Louise FLUDERMACHER

se retrouveront pour le premier anniversaire de son départ, le dimanche 5 mars 1989, à 11 heures, devant l'entrée principale du cimetière du Montparnasse.

Avis de messes

— Une messe sera célébrée le samedi 4 mars 1989, à 16 heures, en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-Hippolyte, Paris-1^{er}, en présence de la famille, à la mémoire de.

M^{me} Alegría BERACASA,

décédée à Caracas le 5 janvier dernier.

— Une messe sera célébrée le dimanche 12 mars 1989, à 11 heures, en l'église du Centre catholique du quartier d'Occident, 37, chemin de Chambéry, 1292 Chamabéry, Genève, à l'intention de

M. Atel DANIAL,

rappelé à Dieu, le 19 janvier 1989.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Communications diverses

— Le Collège des hautes études psychanalytiques organise un cycle de conférences sur la psychopathologie de l'hérédité, présenté par Eric Toubiana, avec la participation de Pierre Allagui, psychanalyste, Marie-Claude Lebreton, notaire, Anne Gotman, sociologue, les mercredis 8 et 22 mars, à 20 h 45, salle Puget-Girard, 18, rue de Valenciennes, 75007 Paris.

— Les Journées d'amitié de la Maison des rapatriés de Paris, auront lieu les vendredis 3 (à partir de 15 heures) et samedi 4 mars (de 10 heures à 20 heures), 7, rue Pierre-Girard, Paris-19^e.

Renseignements au (1) 45-62-18-45 ou 42-41-00-44.

Soutenances de thèses

— Université de Nice, le samedi 25 février, M. Yachira Stoyanovitch-Sahli a soutenu sa thèse de doctorat en droit international, droit communautaire et droit comparé.

— Université Paris-IV (Panthéon-Sorbonne), le mardi 28 février, à 14 h 30, avenue de la salle des Actes, Centre administratif, M. Chedid, née Lamin Touma, a soutenu sa thèse de la ville dans l'œuvre d'Alain Robbe-Grillet.

— Université Paris-XII (Saint-Maur), le mercredi 1^{er} mars, à 10 heures, salle G 100, faculté de droit (La Varenne-Saint-Hilaire, 94).

M. François Conilhault a soutenu sa thèse de la ville dans l'œuvre d'Alain Robbe-Grillet.

— Université de Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le vendredi 10 mars, 10 heures, salle C 22-04, au Centre Pierre-Mendès-France, M. Didier Cahen : « L'usage privé de l'écrit ».

— Ecole normale supérieure, 45, rue d'Ulm, salle des Résistants, le samedi 11 mars, à 15 heures, M. François Guery : « Industrie et philosophie ».

— Université Paris-I, le lundi 13 mars, à 9 h 30, salle C 22-04, au Centre Pierre-Mendès-France, M. Claude Broudo : « Du temps sacré au temps marchand. Essai d'analyse économique de l'organisation du temps ».

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINITEL 36.15 CODE A37 puis OSP

Vie s/ma, pal just. Evry (91) mardi 14 mars 1989 à 14 h

MAISON D'HABITAT à LISSES (91100)

3, rue du Lutin

Cos 5 a 02 ca Occupé - M. à P. : 100 000 F

S'adr. S.C.P. R. Elmi - J.-M. Grimal - F. Elmi avocats à Evry (91000)

3, r. du Village - Tél. : 60-77-96-10 - Vis. mardi 13 mars de 11 h à 12 h

Vente sur saisie immobilière, au palais de justice de Créteil

le jeudi 16 mars 1989, à 9 h 30

APPARTEMENT 3 p. PRINC. à VILLENEUVE-ST-GEORGES

(94) 3, rue George-Sand

An 1^{er} ét. - grande pièce au rez-de-ch. garage - emplacement de jardin

M. à P. : 200 000 F

S'adr. S.C.P. R. Elmi - J.-M. Grimal - F. Elmi avocats à Paris (6^e)

2, carrefour de l'Odéon - Tél. : 46-33-02-21 - Vis. avants pris tr. gds inst. de Créteil

Sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière, palais de justice à Bobigny

le samedi 14 mars 1989, à 15 h 30

PAVILLON de 6 p. à MONTREUIL (93)

22, rue de la Mutualité

avec garage - s/ terrain de 432 m²

M. à P. : 250 000 F

S'adr. M^{me} Bourgeois, avocat,

3, av. Germain-Papillon à Aubervilliers/Bois

Tél. : 46-66-62-68 - S.C.P. Gastéaux, Malinvaud, Bottelet-Coussin

avocats associés à Paris (6^e) 2, carrefour de l'Odéon - Tél. : 46-33-02-21

Ts avocats près T.G.I. Bobigny - Sur les lieux pour visiter.

— Marthe Elek et ses fils, Thomas et Jean-Marie Stern, Béla Elek, et son fils Thomas, ont la tristesse d'annoncer le décès de leur mère et grand-mère,

Hélène ELEK,

survenue le 25 février 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— M^{me} Pauline Cury, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Pierre Fournier, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} René Richier,

seuls enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Gustave Laporte, ont la douleur d'annoncer le décès de

M^{me} Blanche FOURNIER,

leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère, sœur,

survenue à Nice, le 18 février 1989.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

— Nous apprenons le décès, survenu mardi 28 février 1989, à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire), de

Pierre GUILHEMON,

compagnon de la Libération,

dont les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, jeudi 2 mars, à Varennes-le-Grand (Saône-et-Loire). On lui attribue la responsabilité de quatre mille passagers sans incidents. En 1942, il est, sous le pseudonyme « Antoine », l'un des résistants de l'évasion que le Bureau central de renseignement et d'action (BCRA), le service secret polonois, a mis en place en France dans la région chalonnaise. Avec M. André Jarry, lui-même compagnon de la Libération, ancien ministre et actuellement conseiller RPR de Saône-et-Loire, Pierre Guilhemon organise le groupe Franc de la Saône-et-Loire et de l'Ain. A ce titre, il monte des avions de sabotage dans la région de Tournus. Il sera fait compagnon de la Libération le 16 juin 1944 pour son activité au sein du BCRA.

— Paul Larivière, président, Michel Imberby, président honoraire, Et l'ensemble des personnels de l'université, ont la tristesse de faire part du décès

accidentel, en Algérie, de

M. Mouloud MAMMERI,

docteur en médecine, docteur honoris causa de l'université de Paris-X-Nanterre.

(Le Monde du 28 février.)

— M^{me} Claude Patta, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Milica Spasojevic et son fils, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Didier FAYTE,

ancien interne des hôpitaux de Paris, membre associé de l'Académie de chirurgie, membre de la SOFCOT, secrétaire général de la Société de chirurgie de l'épaule et du coude.

Les obsèques auront lieu à Notre-Dame de Paris, le samedi 4 mars, à 10 h 30.

Pas de condoléances.

— Jean-François et Yves Thorval ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Rolande-Generève PROISY-THORVAL,

professeur honoraire, chevalier des Palmes académiques,

leur mère,

survenue le 14 février 1989, à l'âge de soixante-seize ans.

Priez pour elle !

L'inhumation dans le caveau de famille a eu lieu dans l'intimité le vendredi 17 février, au cimetière de La Chapelle-Montligeon (Orne).

34, avenue Théophile-Gautier, 75016 Paris.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-95-03

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 83 F

Abonnés et actionnaires ... 73 F

Communications diverses ... 86 F

Pompes Funèbres

Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par le 11

— M. Jean Bruant, M. Philippe Bruant, M. et M^{me} Yves Bruant, M. et M^{me} Dominique Bruant, M. et M^{me} Jean-Benoît Bruant, M. et M^{me} François Bruant, et leurs enfants, font part du décès de

M^{me} Jean BRUANT,

née Germaine Bourgeois,

survenue le 28 février 1989, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 3 mars, à 10 h 45, en l'église Notre-Dame de Bellevue, à Meudon.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille, à Palay (Loire).

89, route des Gardes, 92190 Meudon-Bellevue.

— Clermont-Ferrand. Eglise-neuve-près-Billon.

M^{me} Jacques Chibret, son épouse, Jean-Frédéric Chibret, son fils,

M^{me} Jean Chibret, son frère, M^{me} Françoise Chibret, sa sœur,

Le professeur et M^{me} Champeix, ses beaux-parents, M^{me} Anne Champeix,

Le bûtonnier et M^{me} Gilles Portejoie, son beau-frère et ses belles-sœurs, M^{me} René Chibret,

M. et M^{me} Delcher, M^{me} Jeanne et André Champeix, M. Hubert Engelhard,

M. et M^{me} Philippe Engelhard, M. et M^{me} Marc Engelhard, ses oncles et tantes,

Carole et Florence Planaux, ses nièces, Jean-Hubert et Renaud Portejoie, ses neveux,

ont la douleur de faire part du décès de

Jacques CHIBRET,

chevalier de l'Ordre national du Mérite, commandeur de l'Ordre médical et scientifique Carlos Chagas (Brésil), commandeur de la Légion de la défense nationale (Brésil).

survenue accidentellement au Cameroun le 27 février 1989, à l'âge de quarante-sept ans.

La date des obsèques sera précisée ultérieurement.

Brusatière, Eglise-neuve-près-Billon, 63160 Billon.

(Lire également page 36.)

— Ses parents Et ses frères et sœurs ont la tristesse de faire part du décès

subit de

Rémi DESJARDINS,

survenue le 28 février 1989, à Paris.

Une célébration aura lieu à son intention le samedi 4 mars, à 16 heures, en l'église Notre-Dame-de-Bon-Secours, à Bois-Colombes.

Ni fleurs ni couronnes.

20, rue Gérardy, 92270 Bois-Colombes.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 2 mars 1989 :

UN ARRÊTÉ

● Du 30 décembre 1989 modifiant l'arrêté du 21 novembre 1983 relatif aux normes d'hygiène et de salubrité auxquelles doivent répondre les laits stérilisés, les laits stérilisés UHT (laits stérilisés traités par ultra haute température) et le lait pasteurisé conditionné.

UNE LISTE

● Des élèves ayant obtenu en 1988 le diplôme d'ingénieur de l'Ecole nationale supérieure féminine d'agronomie.

— Geneviève PAGES et Henri BOULARAND ont la joie d'annoncer la naissance, à Lyon, le jeudi 23 février 1989, de leur fils,

Timothée BOULARAND.

— M. et M^{me} Roger Damié, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jacques Arad, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Serge Arad et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Jean ARNÉ,

lieutenant-colonel (E.R.), officier de la Légion d'honneur, médaille militaire, commandeur du Ouissam Alonkhe,

survenue à Paris, dans sa quatre-vingt-dixième année, le 27 février 1989.

Les obsèques, suivies de l'inhumation dans le caveau de famille, seront célébrées à Vanxains (Dordogne), le 3 mars à 16 h 30.

16, rue de l'Ecole-Normale, 64000 Pau.

Le Régence, Vanxains, 24600 Ribérac.

— M. et M^{me} MARCUS sont heureux d'annoncer la naissance de leur sixième petit-enfant,

Mathews,

chez Anne-Marie et Irak SEVIN,

le 15 février 1989, à New-York.

12, rue Félicien-David, 75016 Paris.

4 East 72nd Street, New-York, N.Y. 10021.

CAMPUS

Sup de Co Lyon à l'heure européenne

Le groupe de l'Ecole supérieure de commerce de Lyon (ESCL) se renforce en prévision des échéances européennes. La chambre de commerce et d'industrie de Lyon, qui en a la tutelle, vient d'adopter un plan de développement qui suppose un investissement de 120 millions de francs en cinq ans.

Elle versera plus de la moitié de cette somme, le reste étant assuré par les collectivités locales (conseil général et conseil régional) ainsi que par l'Etat (ministères de l'Industrie et du Commerce). Les effectifs des promotions passeront de 200 à 300 étudiants. Ces 100 places supplémentaires seront toutefois réservées à des Européens non français, dont la proportion passera de 8 % à 30 %. Grâce à ce nouveau public, la chambre de commerce espère répondre aux besoins des entreprises qui entendent désormais réserver un diplôme de leurs employés à des cadres étrangers.

Les programmes devront s'internationaliser : vingt professeurs et quinze chercheurs, recrutés dans les autres pays de la CEE, leur insuffleront une dimension européenne et feront de l'école un véritable laboratoire pédagogique. Sup de Co Lyon entend aussi doubler le nombre de ses membres et accueillir en formation permanente 5 000 cadres par an au lieu de 3 200 actuellement.

Pour recevoir un millier d'étudiants, l'école doit augmenter ses capacités d'accueil : 9 000 mètres carrés de locaux supplémentaires seront donc à proximité du campus d'Ecul

SOMMAIRE

■ Pour sortir d'une crise profonde, Varsovie s'engage dans des réformes qui font de la Pologne le pays de l'Est le plus « libéral » (lire ci-dessous).

■ M. Pierre Guillen, vice-président du CNPF, déplore la trop faible représentativité du syndicalisme français (lire page 32).

■ En adhérant au réseau «GLOBEX», le MATIF pourra proposer ses produits vingt-quatre heures sur vingt-quatre dans le monde entier (lire page 34).

« Liberté, égalité, concurrence »

La Pologne veut faire en sorte que son économie redevienne la plus ouverte des pays socialistes

Après la tournée occidentale du premier ministre, M. Mieczysław Rakowski, le mois dernier, la Pologne poursuit ses négociations avec les pays occidentaux pour obtenir un réajustement de sa lourde dette extérieure. Etouffé par le manque de ressources financières et la sécheresse du tissu industriel, le nouveau gouvernement confie au secteur privé la tâche de ramener l'économie sur le chemin de la croissance.

VARSOVIE
de notre envoyée spéciale

Soigneusement rangés les portraits de Lénine, les calendriers affichés dans les bureaux des hommes d'affaires et des fonctionnaires de Varsovie arborent des portraits de jeunes filles un peu démodées au sourire engageant. Nouvelle image du socialisme à la polonaise ? En pleine crise économique et réunion de table ronde entre pouvoir et opposition, l'idéologie ne s'affiche plus au grand jour en Pologne.

Un séminaire organisé à Varsovie par le gouvernement pour promouvoir son programme de réformes économiques a illustré ce nouvel état d'esprit, pour l'instant porteur de plus d'espoir que de résultats concrets.

Sous le slogan « Liberté, égalité, concurrence », ces réformes visent à redonner à l'économie polonaise son statut d'économie la plus ouverte de l'Europe socialiste, perdu depuis l'instauration de l'état de siège en 1981.

« Toute personne bénéficiant des mêmes droits peut entreprendre et exercer librement une activité économique », stipule la loi du 23 décembre 1988, citée tel un leitmotiv par tous les intervenants au séminaire. Par ce texte, le gouvernement octroie aux entreprises privées, purement polonaises ou alliées à des partenaires étrangers, un rôle majeur. L'aurait-il souhaité qu'il aurait difficilement pu en être autrement : l'important déficit budgétaire et le poids des remboursements de la dette extérieure (36,5 milliards de dollars en 1988) interdisent à l'état d'y mettre de sa poche pour relancer l'économie.

L'entreprise privée

Des dépenses budgétaires substantielles seraient en effet nécessaires pour remettre à flot les entreprises publiques, à court d'investissement depuis plus de dix ans, et souvent qualifiées de « polluantes et non productives ». Leur quasi-faillite est notoire. La situation budgétaire s'aggrave peu de chances de s'améliorer cette année, car les subventions amputent toujours les dépenses de 30 %, et les autorités devront indexer au moins partiellement les salaires sur la réalité des prix si elles veulent éviter de nouvelles explosions sociales.

Le gouvernement compte donc sur le secteur privé et sur les étrangers (autorisés à détenir 100 % des sociétés implantées sur le territoire) pour relancer l'économie, clé de l'accès aux devises nécessaires pour la modernisation du tissu industriel. En attendant que la possibilité de rapatriement des bénéfices dégagés par les sociétés mixtes, les pouvoirs publics favorisent en revanche ouvertement leur utilisation pour l'exportation de produits polonais.

Les entreprises purement polonaises, de leur côté, se voient accorder des avantages que l'économie la plus libérale n'aurait pas à envier : chacun est désormais libre de créer une entreprise, d'embaucher un nombre illimité d'employés. Aux dires de vice-premier ministre Ireneusz Sekula, « aucune administration ne pourra entraver l'activité de l'entreprise », et l'inspiration de la loi laisse même entrevoir la possibilité d'employer du personnel « au noir ».

Mais cette révolution dans les textes ne provoque pas l'euphorie chez une population lassée de la suc-

cession des feux verts et rouges, et préoccupée avant tout par les difficultés de la vie quotidienne. Pour l'instant si, comme l'affirme M. Sekula, « les entreprises doivent en priorité gagner de l'argent », la tentation est grande de le faire en profitant de la hausse galopante des

plus tard son projet d'usine de cimenterie, dont la rentabilité serait selon lui immédiate ; il n'a pas, en effet, trouvé les quelques milliers de dollars nécessaires à l'achat à l'Occident d'une machine d'occasion.

Dans ce pays où, selon Alexandre Paszyski, l'un des économistes de

En accordant toutes les libertés au secteur privé, l'état polonais donne aux entrepreneurs une responsabilité démesurée : assurer la sortie de la crise.

prix (80 % l'an dernier, probablement un record en 1989) et du marché noir des devises, le plus développé des pays de l'Est. Les autorités le savent, et le premier ministre Mieczysław Rakowski reconnaît son impuissance devant les phénomènes d'enrichissement spéculatif permis par la situation actuelle, qui contribuent à aggraver les distorsions entre une minorité aisée et la majorité de la population.

L'entreprise privée n'est pourtant pas un concept inconnu en Pologne, où elle concerne 85 % de l'agriculture et où, selon le gouvernement, 300 000 entreprises « artisanales » assurent 8 % de la production industrielle. Le secteur privé a même permis la constitution de grosses fortunes, et le nouveau ministre de l'Industrie Mieczysław Wilczek est là pour en témoigner. Présenté comme « l'homme le plus riche de la Pologne », M. Wilczek a dirigé et possède plusieurs entreprises avant de rejoindre le gouvernement de M. Rakowski et de s'imposer en symbole de la nouvelle philosophie économique. Responsable de la fermeture des chantiers navals Lénine et Gdansk, M. Wilczek est accusé par ses détracteurs de vouloir gérer l'entreprise « Pologne and Co ».

Mais les sommes accumulées par M. Wilczek et les autres industriels à succès ne garantissent pas pour autant les investissements nécessaires. Libellés pour la plupart en zlotys (dont le cours officiel contre le dollar est sept fois inférieur à celui du marché noir), elles apparaissent bien modestes face aux ambitions du gouvernement de voir naître une véritable industrie légère, basée sur l'agro-alimentaire, les biens de consommation courante ou les produits du bois. Ainsi, tel industriel a beau posséder châteaux et terrains de chasse, il a dû remettre à

Solidarité, « les outils de la vie économique ont été détruits et où les banques ne sont pas plus des banques que l'argent n'est de l'argent », ce genre de problème demeure inextricable. Les nombreuses villas cosues qui fleurissent aux abords de Varsovie témoignent de cette impuissance à orienter les gains vers les investissements productifs.

Le gouvernement compte sur sa réforme bancaire, qui a, d'ores et déjà permis la création de neuf banques commerciales et devrait voir émerger cette année dix établissements supplémentaires, ainsi que sur la libération du marché noir des devises (à compter du 15 mars prochain) pour pallier ces insuffisances. Progressivement se développe un système d'enchères grâce auquel les entreprises doivent pouvoir acheter des devises à un cours bien inférieur à celui du marché noir.

Le marché du travail

A ces difficultés financières s'ajoute la grande rigidité du marché du travail, où, malgré des salaires plus avantageux que dans le public, le personnel de qualité est difficile à recruter. Le manque de formation rend précieux les spécialistes de toutes sortes. Ainsi, un simple bijoutier de Varsovie n'hésite pas à proposer 125 000 zlotys mensuellement à ses employés, alors que le salaire officiel de base est de 60 000 zlotys seulement. Un bon comptable peut facilement toucher 250 000 zlotys. Parfois, même un salaire supérieur ne garantit pas le recrutement, car il faut pouvoir convaincre une famille ayant attendu dix ans un appartement de changer de ville, et donc de repartir de zéro. Ce qui explique qu'à 100 kilomètres d'intervalle il existe

Des fleurs contre des devises

VARSOVIE
de notre envoyée spéciale

Depuis ses deux pavillons mitoyens de Varsovie, dont l'un lui sert de logement, M^{me} Sadowska gère une entreprise prospère, qu'elle a créée dans les années sombres, en 1982. Après un séjour de dix ans en France, M^{me} Sadowska a profité, à son retour en Pologne, de conditions d'implantation avantageuses accordées par le gouvernement aux polonais, ces représentants de la diaspora polonaise ; elle s'est lancée dans la production de boissons gazeuses, et son entreprise, Polco, emploie aujourd'hui deux cents personnes. Après six années d'activité, cette femme d'affaires a la cinquantaine dynamique a connu la plupart des difficultés auxquelles peuvent se heurter les entreprises privées polonaises.

L'interprétation des textes, d'abord, d'un point de vue fiscal ou comptable, car « la loi n'est jamais claire », et les fonctionnaires titillons ont vite fait de trouver des sujets de controverse ou d'interprétation. L'approvisionnement, ensuite, car, lorsqu'il faut 100 grammes de sucre par bouteille que l'on produit, plusieurs millions de litres par an, et que le sucre est une denrée rationnée, il faut se battre pour les livraisons.

L'absence de personnel motivé, enfin, alors même qu'une entreprise privée en Pologne doit souvent se servir d'une bonne productivité et à une gestion

impeccable. Les employés de Polco gagnent trois fois plus que dans le secteur public. Pourtant, selon M^{me} Sadowska, « la crainte du licenciement n'existe pas encore, et il est donc difficile de faire travailler les gens ». Grâce à sa débrouillardise, et à ses « arrangements » avec les usines d'Etat pour ses approvisionnements, M^{me} Sadowska peut aujourd'hui afficher sa réussite économique avec ses deux précieux pavillons, et même ses vêtements tapageurs.

Mais la fondatrice de Polco possède également ce qui est à l'heure actuelle le nec plus ultra de l'entreprise privée polonaise : une serre. La production de fleurs, c'est le porte ouverte sur l'étranger, et les bouquets, qui se vendent à 100 zlotys en Pologne, se négocient pour 1 500 zlotys dans les pays occidentaux.

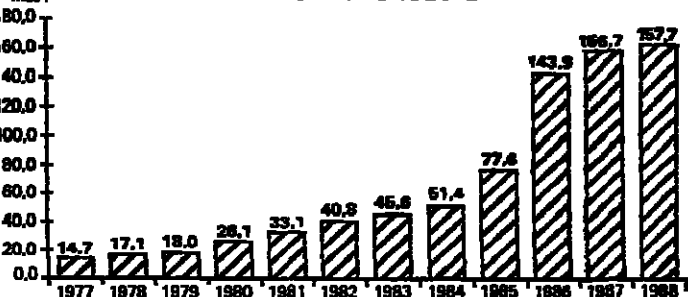
Grâce à ses ventes d'orchidées en RFA, M^{me} Sadowska, intéressée, sinon entièrement convaincue, par les réformes économiques, espère devenir une véritable exportatrice ; avec les devises ainsi recueillies, elle va pouvoir investir dans un système de bouteilles en plastique non consignées pour ses boissons, ce qui la libère de la dépendance des bouteilles d'Etat en verre, et lui ouvre la porte des exportations vers l'Allemagne fédérale. M^{me} Sadowska pense donc, à moins d'un revirement de la politique économique polonaise, avoir de beaux jours devant elle.

F. L.

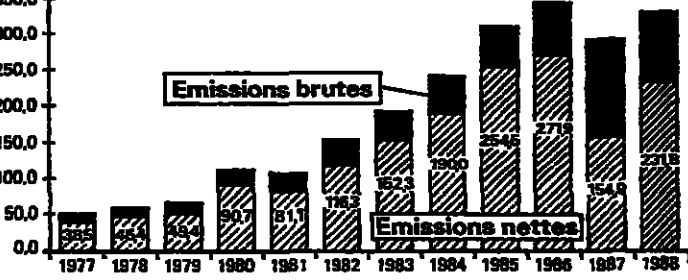
CONJONCTURE

Stabilité des placements financiers

ÉMISSIONS D' ACTIONS



ÉMISSIONS D' OBLIGATIONS



En 1988, les placements financiers en titres se sont stabilisés par rapport à l'année précédente. Le ralentissement des placements non négociables (livrets d'épargne, plans d'épargne logement...) a été compensé par la progression de titres négociables (actions, obligations, bons du Trésor, certificats de dépôt, billet de trésorerie...).

Ce mois-ci dans

DYNASTEURS
LE MENSUEL DES ECHOS

Dossier

Supercadres : les salaires du risque

Et aussi

- Nokia champion de l'électronique personnelle
- Le virus des technopoles
- Le boom hispanique aux États-Unis

EN KIOSQUE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Bull

RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU GROUPE BULL POUR 1988

Paris, le 2 mars 1989. — Les résultats consolidés du groupe Bull viennent d'être présentés au conseil d'administration de la Compagnie des machines Bull (CMDB). Ceux-ci ont enregistré un profit net de 303 millions de francs pour l'exercice 1988, à comparer à un profit de 225 millions de francs pour l'exercice précédent, soit une hausse de près de 35 %.

Le 29 décembre 1988, CMB a porté à 65,1 % sa participation dans Bull HN Information Systems Inc. (Bull HN), nouveau nom de Honeywell Bull Inc. En conséquence, les résultats financiers du groupe Bull pour 1988 sont présentés en incluant Bull HN par consolidation intégrale.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe est de 31,5 milliards de francs pour l'année 1988, en croissance de 5,7 % par rapport à celui de l'année précédente calculé sur des bases comparables. Avec l'intégration de Bull HN, le poids de l'activité hors de France mesuré en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé est passé de 35,9 % en 1987 à 60,9 % en 1988.

Les investissements nécessaires à la croissance du groupe demeurent à un niveau élevé. Le groupe Bull consacre 3,6 milliards de francs, soit 11,5 % du chiffre d'affaires consolidé, à la recherche et au développement dans des centres situés en Europe et aux États-Unis d'Amérique. Les investissements industriels et commerciaux ont représenté 1,7 milliard de francs pendant l'année 1988.

Par l'émission à fin 1988 d'un emprunt obligataire à durée indéterminée, le groupe Bull a pu améliorer son ratio d'endettement sur fonds propres qui s'établit à 1,1 à fin 1988. Le groupe Bull réalisera, par ailleurs, en 1989, une augmentation de capital pour laquelle l'Etat a versé 1 milliard de francs, à titre d'avance, dès fin 1988.

Le montage d'autofinancement, représentant le total du résultat net et des amortissements du groupe, continue de progresser à un rythme supérieur à la croissance du chiffre d'affaires, pour atteindre 2 836 millions de francs en 1988.

Le Monde CADRES

Le Cabinet EDP a proposé cette semaine aux lecteurs du MONDE les postes suivants :

Videau DES INGENIEURS CONFIRMES ET DE VALEUR	Corée, Turquie...	réf. SA 1315-8 MR
FUTUR CHIEF DE PROJET INFORMATIQUE	Levante	réf. SC 1246-8 MR
• CONTROLEUR DE GESTION confirmé, opérationnel et évolutif	Paris	réf. SA 1347-8 MR
• CHIEF DU DEPARTEMENT GESTION GENERALE DU PERSONNEL	Paris	réf. SB 1283-8 MR
• DIRECTEUR D'USINE 400.000 100 km sud-ouest Paris		réf. SB 1276-8 MR
• Electronicien de la technique à la responsabilité d' INGENIEUR D'AFFAIRES	Paris	réf. SC 1105-8 MR
• CONTROLEUR DE GESTION finances étrangères 350.000 +	sud Paris	réf. SB 1196-8 MR
• La Cellule du Rhône et d'Aquitaine UNE DYNAMIQUE DE PROGRES POUR UN INGENIEUR DISPONIBLE ET INNOVATEUR	Saint- Gaudens	réf. SA 1334-8 MR
• AM, USA, ENI, ENI JEMIE INGENIEUR D'AFFAIRES	région parisienne	réf. SA 1329-8 MR
• Au sein du service organisation et informatique RESPONSABLE EXPLOITATION ET SYSTEME	nord de la France	réf. SA 1324-8 MR
• Au sein du département technique INGENIEUR ELECTRO- AUTOMATISME CONFIRME		réf. SA 1327-8 MR
1-er CHIEF DE SERVICE JURIDIQUE	Saint-Cloud	réf. SA 1336-8 MR
Videau UN GESTIONNAIRE DE LA QUALITE	Amiens	réf. SA 1322-8 MR
UN PATRON DE LA QUALITE	Amiens	réf. SA 1323-8 MR

Si vous êtes intéressés par l'un de ces postes, adressez votre dossier de candidature au Cabinet EDP, en précisant la référence.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Pour recrutement du personnel commercial groupe assurances recherche

PSYCHOLOGUE
DU TRAVAIL

(120-130 K)
+ frais de déplacement.
Ecrire à B. Annonces
n° 5806, 88, rue Talbot,
75009 Paris.

MÉCANIQUE
DES FLUIDES,
COMBUSTION,
PLASTIQUE.

INGÉNIEURS :

— grande école ;
— pour développement de
logiciels ;
— bureaux sud.
Tél. : 46-87-14-06.

capitax
propositions
commerciales

Société en pleine expansion
sur l'Europe (bénéfices
espèces publicitaires avec
support) cherche capi-
tains : 800 000 F.
Tél. : siège Carrières :
19 590 86 50 21.

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

DIPLOMÉE ESC. — 24 ans, option gestion création de PME, nombreux stages bancaires (BACK OFFICE), première expérience grande distribution, dynamique et rigoureuse.

RECHERCHE à Paris sur RP poste commercial et administratif ou financier.

INGENIEUR ELECTRONICIEN. — 5 ans expérience étude, développement, planté analogique (HP, mesure Pgy, COMMUT PUISS.) mais sachant également utiliser micro-processeurs (6809 et 286), PC (DOS, BASIC, PASCAL) et CAO, expérience encadrement et évaluation coûts et délais, confiance réciproque indispensable.

(Section BCO/JV 1316.)

JOURNALISTE. — 34 ans, diplômée en ethnologie et sociologie, agencière à toutes techniques d'enquêtes et d'écritures, titulaire de la carte de presse.

DÉSIRE intégrer mission de recherche en ethnomédecine (gouvernement, ONG...) ou tout secteur touchant l'intégration raciale et l'environnement à l'échelle planétaire.

SOULHAITE prendre part active et intelligente à toute action ou expédition.

(Section BCO/MS 1317.)

DIRECTEUR INGENIEUR ECP. — 54 ans, Anglais, 25 ans expérience direction PME, gros chantiers, div. internat. groupe, professionnel, méthodique, gestionnaire pointu, compétence négociation, export, sait optimiser moyens, motiver équipe pluridisciplinaire sur stratégie profit, mener développement, monter financements, informatiser, planifier, dialoguer.

RECHERCHE direction générale PME ou régionale directeur export, directeur filiale multinationale, Paris.

(Section BCO/MAB 1318.)

CADRE CONFIRMÉ TECHNICO-COMMERCIAL - sportif -

— Très forte motivation.

RECHERCHE entreprise dynamique pour intégration immédiate au sein d'une équipe performante. Particularités résultats, persuasion, efficacité.

(Section BCO/JV 1319.)

INGENIEUR DES MINES. — BAC + 5. 20 ans expérience indus. BE, méthodes, ingénierie, travail métaux secteur automobile, production, logistique. Très bonne connaissance informatique gestion : compa., prix de revient, gestion informatisée, stocks, GPO, GMAO, Anglais, espagnol.

RECHERCHE poste contrat durée déterminée, mission, conduite projets.

(Section BCO/JV 1320.)

RESPONSABLE COMMERCIAL MARKETING VENTE. — Solide expérience du terrain (16 ans) comme ingénieur technico-commercial puis chef de région (avec agences et dépts). Séries connaissances en marketing industriel (3^e cycle CNAM et 4 ans chef de groupe de produits). Ingénieur chimiste.

(Section BCO/DDS 1321.)

F. 38 ans. FORMATION COMMERCE INTERNATIONAL. — Anglais, italien. 14 ans expérience commerciale import-export, négociation, suivi contrats, gestion stocks, pratique outil informatique, goût challenge, disponibilité. Sans, R.P.

RECHERCHE situation après responsable PME désirant être second ou chef service import-export, Paris, R.P. déplacements, France, étranger acceptés.

(Section BCO/JCB 1322.)

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél. : 42-85-44-40, poste 27.

Le Monde IMMOBILIER

appartements
ventes

7^e arrdt

PIED TOUR EIFFEL

Av. de la Tour Eiffel, 1^{er} étage, 2^e étage, 3^e étage, 4^e étage, 5^e étage, 6^e étage, 7^e étage, 8^e étage, 9^e étage, 10^e étage, 11^e étage, 12^e étage, 13^e étage, 14^e étage, 15^e étage, 16^e étage, 17^e étage, 18^e étage, 19^e étage, 20^e étage, 21^e étage, 22^e étage, 23^e étage, 24^e étage, 25^e étage, 26^e étage, 27^e étage, 28^e étage, 29^e étage, 30^e étage, 31^e étage, 32^e étage, 33^e étage, 34^e étage, 35^e étage, 36^e étage, 37^e étage, 38^e étage, 39^e étage, 40^e étage, 41^e étage, 42^e étage, 43^e étage, 44^e étage, 45^e étage, 46^e étage, 47^e étage, 48^e étage, 49^e étage, 50^e étage, 51^e étage, 52^e étage, 53^e étage, 54^e étage, 55^e étage, 56^e étage, 57^e étage, 58^e étage, 59^e étage, 60^e étage, 61^e étage, 62^e étage, 63^e étage, 64^e étage, 65^e étage, 66^e étage, 67^e étage, 68^e étage, 69^e étage, 70^e étage, 71^e étage, 72^e étage, 73^e étage, 74^e étage, 75^e étage, 76^e étage, 77^e étage, 78^e étage, 79^e étage, 80^e étage, 81^e étage, 82^e étage, 83^e étage, 84^e étage, 85^e étage, 86^e étage, 87^e étage, 88^e étage, 89^e étage, 90^e étage, 91^e étage, 92^e étage, 93^e étage, 94^e étage, 95^e étage, 96^e étage, 97^e étage, 98^e étage, 99^e étage, 100^e étage.

AV. NIEL 300 m²

Séjourant, 5^e ét., entouré de

bois, plus de 200 m² de

terrains, 40-44-83-83.

appartements
achats

Recht. 2 à 4 pces PARIS préf.

12^e arr. 7^e Cén. 19^e arr. 9^e

12^e arr. ou sans travaux

PAIE CPT chez nous. T. (1)

42-73-48-57 même soir.

locations
non meublées
demandes

Paris

Collaboratrice du journal

cherche à louer appartement

à Paris - 70 m² minimum

loyer 4 000 F maximum.

48-84-28-03 ou 42-47-98-20.

Région parisienne

Couple avec 1 enfant rech.

8 pces, région St-Germain

en-Laye ou proxim. Loyer

maximum 2 500 F ttes

charges. Tél. : 34-85-82-77.

L'AGENDA

Antiquités

POUR DÉCORATION

ACHÈTE À VOTRE PRIX

MEUBLES-OBJETS ART

EMPIRE

43-87-92-80

62, bd Malesherbes, 8^e

Palémen comptant

Tout déplacement gratuit

Bijoux

ACHAT OR BIJOUX

brillants, bijoux anciens

FERON OPERA

4, chaussée d'Antin

Bijoux anciens

BAQUES ROMANTIQUES

20 %

ACHAT OR

19, rue d'Arcole

75004 PARIS. 43-54-00-83.

FAITES PLUS.

Décoration

L'ENTREPOT

DU CANAPÉ

Les 3 et 4 mars, vente

exceptionnelle de canapés et

fauteuils. Nombreux

modèles en cuir et tissu. Par

exemple canapé 3 places

entièrement déhoussable :

2 450 F. Canapé 3 places

cuir pleine fleur aniline

9 900 F au lieu de

17 400 F.

Venez vite pour avoir le

choix, tous les modèles sont

disponibles.

Entrepôt Porte de Paris,

26, rue des Ternes,

Le Pré-Saint-Gervais.

Tél. 48-44-83-81

Ouvert de 10 h à 19 h.

Pianos

Piano : GELBER, MESSIAEN

Conservatoire de Paris,

péda. de Litz, piano ancien

à rec. STERNWAY. Livres,

disques, partitions, festi-

vals... 100 pages : 35 F.

(30 F + 5 F de port)

Lettre de municipal.

12, r. Jacob, 75006 Paris.

Vacances

Tourisme

Loisirs

MARS

À LA NEIGE !

SKI DE FOND

HAUT JURA

3 h de Paris par TGV

ferme du XVII^e, confortab-

lement rénovée, chère avec

s.d.b., w.c., table d'hôte,

cuis. mjeuse et légère, pain

travailleur et au feu de bois.

Ambiance sympathique.

2 300 F par pers. et semaine

et compris, pension com-

plète + vin, monteur et

entretien de ski.

T. : (16) 81-38-12-61 ou

écrite : La Crêt-Agnau,

28250 MONTREUIL.

AGENDA IMMOBILIER

LES CITADINES ***

Louez votre studio et 2 pièces neufs prêts à vivre pour un jour/pour une semaine et + KITCHENETTE, VAISSELLE, CANAL +, SERVICES.

PARIS TROCADÉRO (1) 47-04-88-02

PARIS JARDIN DES PLANTES (1) 45-84-13-09

PARIS MONTMARTRE (1) 43-27-14-24

8, rue Blaise-Pascal, 92200 NEUILLY-SUR-MARNE,
TÉLÉX 610872 - TÉLÉCOPIE (1) 46-24-80-57.

Nous avons le plaisir de vous inviter au cocktail qui aura lieu de 10 heures à 13 heures et de 15 h 30 à 20 heures le samedi 4 MARS à l'Hotel International de Paris, 58, boulevard Victor-Hugo, NEUILLY, salon Caumont, et le dimanche 5 MARS au Novotel Paris Orgeval, R.N. 13, 78430 ORGEVAL, salon Floris, de 11 heures à 13 heures et de 15 h 30 à 20 heures.

Dans cette ambiance agréable et raffinée nous vous renseignerons sur les avantages que

AZAHAR DEL MAR

vous offre dans les meilleures zones de Torrevieja (Alicante), Espagne.

Toute l'information sur les duplex et sur les appartements avec jardin privatif accompagnée de photos, de maquettes, de plans, de vidéos, etc., sera fournie par nos hôtes dans les lieux indiqués ci-dessus.

Pour d'autres renseignements adressez-vous à :

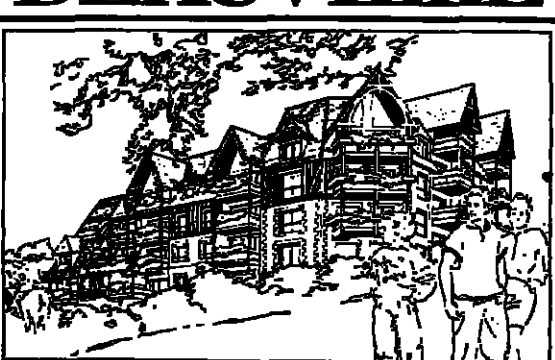
Sofia Perez

4, rue Edouard-Branly

78130 LES MUREAUX.

Tél. : (1) 30-91-49-64.

DEAUVILLE



Au cœur de la vie deauville, entre l'hippodrome et l'hôtel du Golf, votre appartement grand confort dans le "Domaine des Yearlings", prestigieuse résidence avec piscine privée.

Bureau de vente :
75 av. Marceau 75116 PARIS

47.23.00.67

Vous êtes intéressé par cette documentation "Deauville" ?

Nom _____

Adresse _____

Tél. dom. _____

Tél. bur. _____

RARE COTE D'AZUR

LES DERNIÈRES TERRES A BATIR

VUE MER - DOMAINE PRIVÉ

et gardienné toute l'année

CAP BENAT - Face aux Iles d'Hyères

2 375 m² COS 010 1 230.000 TTC

3 000 m² COS 010 1 570.000 TTC

Visitez sur rendez-vous / Documentation sur demande

POSIDONIA Im. / Département vente

Domaine privé du Cap Benat / 83230 BORMES-LES-MIMOSAS.

Tél. : (33) 94-71-27-28, télécopie : (33) 94-44-85-85.

NOUVEAU

THEOULE-SUR-MER

PISCINE PRIVÉE

PLEIN SUD

Tout proche de Cannes,

voilà votre appartement

2 pièces tout équipé,

vue mer, dans une petite

résidence nichée dans

la verdure, à 2 pas

des plages et du port

Économie

REPÈRES

Assurance-maladie

Progression

Fin janvier, les dépenses d'assurance-maladie ont progressé de 8,1 % en rythme annuel selon les statistiques publiées par la Caisse nationale des salaires (CNAMTS), soit 5,2 % à prix constants, contre 6,7 % fin décembre. Ce sont surtout les dépenses de médecine ambulatoire qui progressent (de 11,8 %), tant pour les honoraires (+ 11,5 %) que pour les prescriptions (+ 14,4 %), à la fois en raison de l'épidémie de grippe survenue en décembre et de remboursements retardés par les grèves, notamment à Marseille. Pour les honoraires médicaux, la progression porte notamment sur les visites à domicile (+ 18,5 % au lieu de 10,7 %). Pour les prescriptions, elle porte sur la biologie (+ 15,6 % contre + 14 % fin décembre) et les actes d'auditeurs médicaux (+ 13,4 % contre + 10,9 %) comme sur les médicaments (+ 14,8 % contre + 10,8 %).

Les dépenses d'hospitalisation augmentent aussi dans le secteur privé (+ 8,8 %), comme dans le secteur public (+ 6 % contre 5,4 % fin décembre), où la progression est due, selon la CNAMTS, au budget supplémentaire accordé à l'Assistance publique de Paris.

Commerce extérieur

Nouvelle détérioration en Grande-Bretagne

Le commerce extérieur de la Grande-Bretagne a subi une nouvelle détérioration en janvier, et le déficit de la balance des paiements courants s'est élevé à 1,7 milliard de livres sterling (18,4 milliards de

francs), contre 1,35 milliard un mois auparavant, et 1,16 milliard en janvier 1988. Le déficit de la balance commerciale s'est, de son côté, établi à 2,1 milliards de livres, contre 1,76 milliard le mois précédent.

Cette détérioration confirme la poursuite de la chute de l'économie britannique, qui a entraîné les autorités monétaires à relever leurs taux d'intérêt à plusieurs reprises au cours des derniers mois. La livre sterling s'est affaiblie sur les marchés des changes, tombant à 10,76 F dans l'après-midi du mercredi 1^{er} mars, contraignant la Banque centrale à intervenir. Les opérateurs n'anticipent cependant pas, dans leur ensemble, de hausse immédiate des taux directeurs (actuellement de 13 %) liée à ces mauvais résultats commerciaux.

Revenu des ménages

Forte hausse en janvier aux Etats-Unis

Le revenu des ménages américains a progressé de 1,8 % en janvier alors que la consommation n'augmentait que de 0,1 %, annonce le département du commerce. Cette hausse des revenus, la plus forte depuis octobre 1987, dépasse les prévisions des analystes et succède à une augmentation de 0,9 % en décembre. Elle recouvre un relèvement de 1,2 % des salaires et illustre les tensions qui apparaissent aux Etats-Unis sur le marché du travail, les entreprises tournant à plein régime.

Ce nouveau signal inflationniste s'accompagne d'un dénouement encourageant. La quasi-stagnation de la consommation permet au taux d'épargne des ménages de remonter à 5,8 % en janvier contre 4,3 % du revenu net en décembre.

INSOLITES

Patrons en péril

Sous la haute surveillance de leur personnel, les chefs d'entreprises soviétiques ne sont jamais assurés de leur avenir. En 1988, 10 500 d'entre eux ont été limogés à la suite d'un vote de défiance des salariés. Cette indication, apportée par M. Stepan Chalaïev, président de la fédération des syndicats soviétiques européens ? Non sans humour, M. Chalaïev, de passage en Grande-Bretagne, l'aipit récemment : « Si Arthur Scargill, leader du syndicat des mineurs britanniques, avait disposé des mêmes pouvoirs que les syndicats soviétiques, il n'aurait pas eu besoin de faire grève pendant un an. »

Crapahutage

Traverser la route sans se faire écraser ? Les crapaude de la commune de Lesay (Moselle) n'ont plus de souci à se faire. La municipalité est en train de leur construire un « crapaude » (le troisième en France), voie en forme de « U », longeant la chaussée, dans laquelle ils tombent inmanquablement. Au mois

de mars et avril, quelque 2 000 betatech descendents de la colline pour aller s'écraser dans un évier en contrebas. Le passage des voitures avait causé dans le passé de véritables hécatombes. La femme portant le bébé, les n'ont plus alors d'autre issue que des tuyaux de 30 cm de diamètre, perpendiculaires à la chaussée. Cinq tuyaux au total, trois pour l'aller, deux pour le retour. Coût de l'opération : 80 000 F.

A l'aïse

Il est des entreprises où l'on s'entasse les uns sur les autres. Il en est d'autres qui offrent un espace vital plus que convenable. C'est le cas de la société Molex (connecteurs et bretelles de raccordement), qui vient de s'implanter en Thaïlande (le Monde du 28 février). M. Huan, directeur général de Molex Thaïlande, affirme avoir acquis un terrain à une cinquantaine de kilomètres de Bangkok pour l'implantation d'une usine de 1 440 km² où il installera, d'ici un an, environ une centaine de personnes. Ce qui fait 14,4 km² par personne.

AFFAIRES

Les suites de la bataille pour la Compagnie du Midi

M. Lion explique l'attitude de la Caisse des dépôts

Interrogé par le Figaro sur les raisons de son vote en faveur de M. Bébéar contre M. Pagézy à l'assemblée générale de la Compagnie du Midi, M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts, a affirmé que son attitude n'avait rien à voir avec l'accord récent sur la redistribution des cartes au sein du capital de la Société générale, où M. Bébéar avait pris sa part.

« Nous avons agi en toute indépendance, tant à l'égard de Bernard Pagézy que de Claude Bébéar. (...) Claude Bébéar a eu l'élégance de ne jamais évoquer ces questions avec moi. En outre, l'artisan de l'accord sur la Société générale, ce n'est pas moi mais Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor. Or ni le Trésor ni le ministre de l'Economie ne m'ont suggéré quoi que ce soit concernant la Compagnie du Midi. »

Rendant hommage à la « rigueur » de M. Pagézy et au professionnalisme de M. Bébéar, M. Lion souligne que la Caisse des dépôts a fondé sa décision « sur des considérations de stratégie et de composition de capital ». Estimant que « Claude Bébéar proposait une stratégie gagnante et indépendante », M. Lion affirme que dans la nouvelle configuration du capital de la Midi, « Claude Bébéar peut désormais s'appuyer sur un ensemble d'actionnaires français détenant 48 % du capital. » Il n'a donc pas besoin des voix de M. « Générali » ; Bernard Pagézy, au contraire, ne pouvait se passer du vote italien.

Quant à l'abandon de la centralité traditionnelle de la Caisse et de son soutien automatique aux dirigeants en place, M. Lion reconnaît qu'« il n'était pas évident de rompre avec l'habitude », estime que « ce n'est pas une révolution ». « Nous l'avons fait par exemple en prenant parti pour Schneider, lors de son OPA sur Télémécanique », rappelle-t-il.

Zenith et ATT s'associent dans la télévision haute définition

Zenith, le dernier fabricant américain de téléviseurs, ne serait-il plus à vendre ? Sa direction et celle du géant du téléphone ATT ont en tout cas décidé d'unir leurs efforts pour se lancer dans la mise au point d'appareils haute définition. Les deux firmes ont déposé auprès de la DARPA, agence fédérale chargée des budgets de recherche pour la défense, deux projets visant l'un à développer des écrans plats et des tubes couleur à haute résolution (du ressort de Zenith), l'autre à mettre au point les circuits intégrés utiles à la numérisation du matériel.

Le coût de ces projets est évalué à 24 millions de dollars (151 millions de francs). Zenith et ATT comptent bien obtenir pour leur réalisation une subvention gouvernementale de 13 millions de dollars (82 millions de francs).

A la fin de 1988, le Pentagone avait en effet manifesté son intention de bloquer des crédits pour la télévision haute définition, pour faire pièce aux ambitions japonaises. Si Zenith paraît être sorti d'affaires après avoir renoué avec les bénéfices, il lui reste à trouver un terrain d'entente avec RCA sur le problème de la norme de télévision haute définition.

M. Henry Racamier désapprouve la conduite de M. Bernard Arnault. Dans un entretien accordé au Nouvel Observateur, le PDG de Moët-Hennessy-Louis-Vuitton commente les conséquences de la prise de pouvoir de M. Bernard Arnault dans le groupe LVMH. Après avoir expliqué que M. Arnault n'avait pas respecté l'esprit de parts qui prévoyaient que sa participation au capital se limite à 25 %, M. Henry Racamier prend des pages sur l'avenir : « L'organisation du groupe doit permettre de maintenir l'influx des familles fondatrices. (...) Le fait d'être actionnaire important dans une entreprise ne confère pas le droit de la diriger. » Et il confirme son attachement à la structure du conseil de surveillance et du directeur.

M. Philippe Essig chargé du TGV Est. Le ministre du logement, des transports et de la mer a chargé, mercredi 1^{er} mars, M. Philippe Essig, ancien ministre et ancien président de la SNCF, « de rechercher les concours financiers à la réalisation du TGV Est et d'en étudier le tracé définitif en liaison avec les collectivités locales intéressées ». M. Essig, qui est actuellement président du consortium Transmanche Link en charge du paiement du tunnel sous la Manche, devra rendre ses conclusions au ministre à la fin de 1989.

Akat-France

va presque tripler sa production de magnétoscopes

Pour la deuxième fois depuis sa création en 1982, l'usine d'Akat Electric France à Honfleur (Calvados) va procéder à une extension de ses installations, dont la superficie sera portée de 6 000 mètres carrés à 15 000 mètres carrés d'ici la fin de l'année. Cet agrandissement permettra un quasi-triplerement de la production de magnétoscopes, dont le nombre passera à 500 000 pièces environ d'ici deux ans. Il nécessitera un investissement de 50 millions de francs et favorisera la création d'une cinquantaine d'emplois.

Une première extension de cette usine, où 456 personnes travaillent actuellement, avait été faite en 1987. Résultat : l'an dernier, 177 000 magnétoscopes, mais aussi 100 000 éléments de chaînes hi-fi et 100 000 lecteurs à laser de disques compacts y ont été fabriqués pour un chiffre d'affaires de 411 millions de francs, accru de 65 %.

Il ne s'agit pas à proprement parler d'une « usine tournevis », un qualificatif contre lequel son PDG, M. Christian Paillot, s'insurge avec vigueur. Actuellement, 48 % des composants employés dans le montage des magnétoscopes sont d'origine française. D'après le directeur de l'usine, M. Antonio Correa, d'ici 1991 les têtes de lecture pourraient être fabriquées à Honfleur, portant ce taux à 70 %. Au sein du groupe, animé par M. Christian Paillot, qui distribue aussi les matériels électroniques des congolomérats sud-coréens Samsung et Daewoo, Akat Electric France va bientôt procéder à une augmentation de son capital, actuellement de 10,8 millions de francs, dont la répartition (62,7 % Akat Electric Co, 30 % Mitsubishi, 7,3 % M. Paillot) sera modifiée. Mais ni le montant de cette opération financière ni le nouveau tour de table ne sont encore connus. D'après certaines informations, les Japonais pourraient prendre le contrôle total de leur filiale française.

Concorde vingt ans après

TOULOUSE de notre envoyé spécial

Le 2 mars 1969 fut un grand jour. A 15 h 38, l'exemplaire 001 de l'avion franco-britannique Concorde décollait de l'aéroport de Toulouse. Aux commandes, le pilote d'essai André Turcat. Le premier avion supersonique de transport civil avait pris l'air. Un mois plus tard, Concorde 002 décollait en Grande-Bretagne, à Filton. Les essais se poursuivirent à un rythme accéléré. La vitesse du son fut dépassée le 1^{er} octobre 1969. En novembre 1970, l'avion volait à mach 2 pendant près d'une heure. Tout était prêt pour une production en série et la certification technique avait été obtenue. Les techniciens avaient alors leurs craintes de ne pouvoir répondre à la demande.

Vingt ans plus tard, l'Aérospatiale et British Aerospace ont choisi de célébrer à Toulouse une incontestable réussite technique et d'oublier la série de échecs commerciaux qui l'a suivie. Après tout, en 1969, faire un tel avion n'était pas une mince gageure. M. Henri Martre, président de l'Aérospatiale, se souvient des « sueurs froides » lors du premier vol de Concorde. Il était alors chargé au ministère de la défense de superviser ce programme : il représentait, dit-il, « l'argent du contribuable ». Argent qu'il allait falloir fournir en quantité au moins cinq fois supérieure aux estimations initiales.

On ne reprendra pas l'histoire bien connue : fallait-il faire Concorde ? Mais une chose est sûre : on ne le refait pas de sitôt. Certes, des projets existent : l'Aérospatiale a dans ses cartons un avion de transport supersonique futur (ATSF). Une étude en souffrance, des calculs, des structures de recherche de matériaux nouveaux ont permis de définir un avion qui pourrait emporter 200 passagers à 2 500 kilomètres/heure (le Monde du 8 février). Des estimations font état d'un marché potentiel de 300 à 500 appareils, à partir de l'année 2005. Mais il faudrait aussi des moteurs plus puissants, plus économes et moins polluants que ceux du Concorde. Il faudrait globalement 10 milliards de dollars pour développer et industrialiser un avion du genre ATSF. On ne voit pas quel gouvernement serait prêt à financer cette dépense.

MAURICE ARVONNY.

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉFECTURE DE POLICE

Direction de la prévention et de la protection civile
Sous-direction de la prévention
Installations classées pour la protection de l'environnement

L'établissement public de l'Opéra de la Bastille, 11 bis, avenue Daumesnil, 75012 Paris, a déposé une demande à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exercer à Paris 12^e, 2 à 6, place de la Bastille, diverses activités relevant de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement :

- Une installation de réfrigération destinée à l'ensemble de l'ouvrage fonctionnant au fréon R 22, comprimé par six groupes à piston absorbant une puissance de 260 kW chacun, soit une puissance totale de 1 560 kW. Ces groupes assurent la production d'eau glacée et sont implantés au niveau 17,60 en zone 1, enterrés au-dessous du parterre de la grande salle de l'Opéra. La condensation se fait par l'intermédiaire de six condenseurs à eau. Les calories sont évacuées en priorité sur le retour de chauffage eau chaude, puis sur le circuit d'exhaure et en dernier ressort sur les tours aéroréfrigérantes. Ces tours, au nombre de deux, sont implantées en terrasse au niveau 68,60 de la zone 2-5 en limite du bâtiment côté rue de Charenton. Elles fonctionneront en moyenne 250 heures par an et principalement le jour de 14 heures à 22 heures. L'utilisation d'eaux d'exhaure résiduelles liées à la conception du bâtiment immergé dans la nappe phréatique est la principale originalité de l'installation. A la sortie des échangeurs, ces eaux sont rejetées en Seine.
- Une installation de nettoyage à sec comportant une machine fonctionnant en circuit fermé.
- Un parc de stationnement situé sous les futurs ateliers de l'Opéra et comportant 650 emplacements pour une surface inférieure à 20 000 m².
- Des locaux abritant des charges d'accumulateurs équipées de batteries au plomb.

— INSTALLATIONS SOUMISES AU RÉGIME DE L'AUTORISATION —

Conformément aux dispositions de la loi n° 83 630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement, le projet sera soumis à enquête publique du 20 mars 1989 au 19 avril 1989 inclus.

Toute personne qui souhaite s'informer sur ce projet ou consulter les pièces du dossier d'enquête peut, pendant toute sa durée, se présenter à la mairie du 12^e arrondissement, rue Descos, 130, avenue Daumesnil, du lundi au vendredi, de 14 à 17 heures, où seront déposés le dossier, les plans et le registre d'enquête.

M. Louis Philippon, commissaire enquêteur désigné par M. le président du tribunal administratif de Paris, sera chargé d'ouvrir le registre d'enquête, de réunir les observations présentées et de clore le registre à l'expiration du délai indiqué.

Il recevra aux jours et heures suivants à la mairie du 12^e arrondissement :

lundi 20 mars 1989	de 15 heures à 18 heures
mercredi 29 mars 1989	de 15 heures à 18 heures
samedi 8 avril 1989	de 9 heures à 12 heures
mercredi 12 avril 1989	de 15 heures à 18 heures
mercredi 19 avril 1989	de 15 heures à 18 heures

P. le préfet de police, et par délégation,
le directeur de la prévention
et de la protection civile
Marcel BURLLOT

RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL OFFICE NATIONAL DES EAUX AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

I. — ORIGINE DE L'APPEL D'OFFRES
L'avis d'appel d'offres est lancé par la République de Djibouti pour (2) différents lots financés par le Fonds africain de développement.

II. — PARTICIPATION À L'APPEL D'OFFRES
La participation est ouverte à égalité de conditions à toutes personnes physiques et morales ressortissantes des Etats participants et des pays membres de la Banque africaine de développement ou du Fonds africain de développement.

III. — OBJET DE L'APPEL D'OFFRES
Lot n° 1. — Réparation du réseau d'eau de quatre centres urbains (Al-Sabieh, Tadjourah, Obock et Djibouti).

Lot n° 2. — Construction de quatre réservoirs, soit :
Deux réservoirs cylindriques de 2500 m³ chacun.
Deux réservoirs au sol de 500 m³ chacun.

Il y aura un appel d'offres séparé par lot. L'adjudication s'effectuera par lot.
IV. — ADMINISTRATION AU NOM DE LAQUELLE LE MARCHÉ SERA CONCLU
Office national des eaux de Djibouti : B.P. 1914 Djibouti, République de Djibouti.

V. — ACQUISITION DU DOSSIER
Le dossier d'appel d'offres, en langue française, peut être obtenu sur demande écrite adressée à M. le directeur de l'ONED, B.P. 1914 Djibouti, qui peut également donner des renseignements complémentaires.

VI. — PRIX DES DOSSIERS ET MODALITÉS DE PAIEMENT
Le prix du dossier de chaque lot est fixé à 800 dollars US. Ce prix comprend les frais d'expédition par courrier express (DHL). Paiement par chèque bancaire certifié à joindre à la demande et établi à l'ordre de :
M. le directeur de l'Office national des eaux de Djibouti.
B.P. 1914 DJIBOUTI
TEL. 35-11-55 - Téléc. 5908 DU

Acquis direct au siège de l'ONED
Paiement en espèces de la somme de 100 000 DJF pour chaque lot à la prise de possession des dossiers à la direction de l'ONED, boulevard de la République à DJIBOUTI.

VII. — LANGUE DE LA SOUMISSION
La soumission et ses annexes devront être rédigées exclusivement en langue française.

VIII. — DISPONIBILITÉ DES DOSSIERS

Lot 1 : réservoirs
Les dossiers seront disponibles à partir du 15 février 1989. Les offres devront parvenir à l'ONED avant le 16 mai 1989 à 12 heures, heure locale.
Lot 2 : réservoirs
Les dossiers seront disponibles à partir du 15 avril 1989. Les offres devront parvenir à l'ONED avant le 6 septembre 1989 à 12 heures, heure locale.

Économie

La mise au point d'une nouvelle politique salariale

Peugeot veut encadrer strictement l'intéressement

« On ne peut pas remplacer les augmentations de salaires par l'intéressement. La rémunération des salariés ne doit pas être trop aléatoire. » Cette position très ferme a été exprimée récemment par M. Roland Vardanega, directeur central du personnel d'Automobile Peugeot, à l'occasion de la présentation du dernier modèle, une 405 « tous temps » : « Il faut un peu de tout. Des augmentations générales, parce que c'est ce qui traduit le progrès général de la société, si possible conformes à l'évolution des prix. Des augmentations individuelles et une part d'intéressement. Mais avec modération parce qu'il faut tenir compte de la concurrence et des possibilités de l'entreprise. »

Pour le directeur du personnel de Peugeot, l'intéressement ne doit pas intégrer, par exemple, des primes résultant de sujétions spécifiques et s'appliquer à l'ensemble de l'entreprise. Comme « il représente une incertitude pour l'avenir, on donne, mais on n'est pas sûr du lendemain », il ne doit pas tenir une place trop importante dans les hausses de rémunérations : « Si le marché tombe, l'ouvrier n'y est pas pour grand-chose. » M. Vardanega approuve en particulier le rappel à l'ordre contenu dans une récente circulaire du ministre du travail et de l'emploi (le Monde du 17 décembre 1988) : si l'intéressement réduit les charges sociales pour l'entreprise comme pour le salarié, celui-ci y perd à terme, puisque « cela diminue d'autant la retraite ».

En revanche, M. Vardanega croit aux augmentations individuelles, parce qu'elles permettent d'assurer une « carrière » aux ouvriers et il souhaite ouvrir l'éventail des salaires ouvriers autant que celui des employés, techniciens ou agents de maîtrise. Toutefois, les différences de rémunérations doivent correspondre à des différences de tâches et de responsabilités : « Deux personnes qui font exactement le même travail doivent avoir le même salaire », estime-t-il.

Cette logique devrait amener Peugeot à accorder une nouvelle augmentation générale à l'automne.

En effet, si l'on trouve de tout dans les mesures annoncées le 24 février, le montant de l'intéressement (1,35 % des salaires bruts), pour les ouvriers et les ETAM, dépasse pour l'instant celui de l'augmentation générale. Pour arriver à l'équilibre comme en 1988, il faudrait une augmentation d'un point environ en septembre. Pour l'heure, le discours n'a pas convaincu les syndicats (le Monde du 28 février).

Prudence sur l'emploi

Peugeot manifeste la même prudence en ce qui concerne les effectifs (57 000 personnes fin 1988). Actuellement, les usines de montage tournent à plein régime et la firme estime n'avoir pu satisfaire cinquante mille commandes en 1988 (soit 2 % des immatriculations en France), faute de véhicules disponibles. Néanmoins, Peugeot n'envisage pas de mettre en place une troisième équipe dans les usines de montage (Sochaux, Mulhouse et Poissy) : la direction craint un essoufflement de la progression du marché et les usines fournissant les pièces, surtout les boîtes de vitesses, sont à la limite de leur capacité de production : la SMAN de Valenciennes, par exemple, fonctionne déjà en 3 x 8 avec 17 % du personnel en équipes de week-end.

Aussi l'entreprise a recours aux heures supplémentaires (en 1988, on a travaillé vingt-cinq semaines à Mulhouse pour la 205 et à Sochaux pour la 405, une douzaine à Poissy pour la 309) et à l'intérim : on compte deux mille deux cents intérimaires, deux mille deux cents à Sochaux, six cents à Mulhouse et trois cents à Poissy. Mais les mécontentements survenant chez Citroën ont incité la direction à vérifier leur situation. Même si elle considère qu'une bonne partie de ces intérimaires (appartenant souvent à des familles de salariés) finissent par être embauchés. En 1988, Peugeot a recruté mille cinquante-huit personnes dont six cent trente-huit ouvriers (possédant un CAP, notam-

ment d'électro-mécanicien, voire un baccalauréat de technicien).

Un avantage du rythme de production actuel : la firme n'envisage pas de nouveau plan social général après celui qui s'achèvera en juin 1989, bien qu'il n'atteigne pas les objectifs fixés puisque l'on prévoit trois mille trois cent quatre-vingt-huit départs (par préretraite, mi-temps, reclassement et départs volontaires) au lieu des quatre mille deux cent soixante-six escomptés. Toutefois, certaines usines, comme Poissy, où l'on cherche à obtenir un gain de production de 12 % par an, devront continuer à réduire leurs effectifs.

GUY HERZLICH.

Le vice-président du CNPF et la « crise d'adaptation » du syndicalisme

Le « girondinisme social » de M. Guillen

« Je suis pour le girondinisme social. Je le dis et je le proclame », a affirmé M. Pierre Guillen, président de la commission sociale du CNPF, le mercredi 1^{er} mars, à l'occasion d'une réunion de presse organisée par l'Association des journalistes de l'information sociale (AJIS). En cette année du bicentenaire de la Révolution, M. Guillen manifeste son « girondinisme » tant à l'égard de la construction européenne que de la politique sociale française.

Sur l'Europe, le vice-président du CNPF se réjouit de voir que « deux entreprises ont été retirées », avec la réunion tripartite organisée par M. Delors le 12 janvier dernier et l'adoption plus récente par le Comité économique et social européen d'un avis sur les droits sociaux fondamen-

taux (le Monde du 25 février). Mais il ne veut pas entendre parler d'uniformisation, de loi commune, bref de législation sociale européenne. Après tout aux États-Unis, où l'économie de marché « marche bien », « les différences sociales sont très grandes entre les différents États ». « Girondinisme social » et fédéralisme peuvent faire bon ménage.

Pour la France, M. Guillen illustre son « girondinisme » par sa démarche visant à obtenir des « accords de méthode », négociés au niveau interprofessionnel pour les grandes orientations, rediscutés en détail dans les branches puis dans les entreprises. Cette démarche a permis d'obtenir un accord sur les mutations technologiques ; elle est suspendue pour la suite à la conclusion, le 21 mars, de la négociation sur l'aménagement du temps de travail. « Si les organisations syndicales ne veulent pas signer, a assuré M. Guillen, elles en porteront les conséquences ». Les négociations pourraient cependant se poursuivre sur d'autres thèmes mais... « cela créerait un handicap ». M. Yves Lemoine, vice-président de la commission sociale, s'est toutefois montré « assez optimiste sur l'intérêt que la CFDT et FO pourraient avoir à signer », en raison de l'importance qu'elles accordent aux négociations de branches.

Une assise plus large

La nouvelle donne syndicale peut-elle handicaper l'avenir de la politique contractuelle ? « Il n'y a pas de raison majeure de changer fondamentalement notre stratégie », répond M. Guillen. « Mais, elle peut à l'évidence rencontrer quelques difficultés d'application ». Faisant plus précisément allusion à FO, il ajoute : « Dans un congrès, on pèse rarement les mots et quelquefois pas le fond. Certaines organisations peuvent être handicapées ». Voyant dans les résolutions de FO plus de critiques que d'ouvertures sur la politique contractuelle, il s'interroge : « Est-ce un moment bon ou une réorientation profonde ? ». La « volonté de s'accommoder » manifestée par des organisations traditionnelles lui apparaît d'autant plus timide que ces organisations sont « pincées par une CGT qui connaît quelques succès ».

Globalement, M. Guillen s'inquiète des effets de la « crise d'adaptation » du syndicalisme : « Mieux vaudrait avoir des organisations qui ont une assise plus large. Honnêtement, nous souhaiterions que le syndicalisme français soit plus représentatif ». Les difficultés du syndicalisme l'amènent à douter de la possibilité de « prendre des risques considérables » pour la politique contractuelle. Le « girondin social » qu'est M. Guillen en vient à rêver de l'introduction de « clauses de paix sociale », comme en RFA, qui permettraient de s'engager sur une « programmation longue » des accords.

M. Guillen s'est montré prudent en matière de météorologie sociale. Toutefois, il s'attend plutôt à un « printemps chaud » dans le secteur public et « pas très embrasé » dans le secteur privé, où « il y a d'assez grandes difficultés à saisir ce qu'attendent les salariés ». Tout en reconnaissant qu'il lui arrive de porter « quelques jugements acides » sur la politique sociale du gouvernement, il se refuse à parler de « mauvaise gestion ». « Dire que le public va faire du privé, lâche-t-il à propos de la rénovation du service public, c'est du Canada Dry. Il faut qu'il ait ses propres règles de fonctionnement », notamment en accordant plus de pouvoirs à la « hiérarchie de proximité ». Où on retrouve le « girondinisme social ».

Très critique sur la réintégration des militants CGT chez Renault — « une décision étrange au regard du droit ; au fond, la violence paie », — M. Guillen observe une position d'attente quant au projet de loi sur les procédures de licenciement, en remarquant qu'il n'y a eu encore ni discussion bilatérale avec les syndicats ni engagement d'une concertation officielle avec M. Saison. La Sécurité sociale est l'objet d'une dernière pique : « Si les conditions sont réunies, nous resterons dans les conseils d'administration des caisses et nous verrons avec qui nous pourrions gérer. Si nous devons coller des timbres-poste, nous irons les coller dans nos officines ». Le « girondinisme social » ne se mélange pas à toutes les sauces. A moins qu'il ne soit à plusieurs vitesses...

MICHEL NOBLECOURT.

EN BREF

● Un nouveau président pour la Fédération des travaux publics. — M. Philippe Levaux a été élu, mercredi 1^{er} mars, président de la Fédération nationale des travaux publics (FNTP), qui regroupe cinq mille six cents entreprises occupant deux cent soixante mille personnes. Né en 1936, M. Levaux, PDG de l'entreprise Levaux SA, succède à M. Jean-Louis Girat, qui avait occupé le poste de président de la FNTP pendant sept ans.

● Manifestation à Marseille en faveur du chantier naval de La Ciotat. — Environ cinq cents personnes ont manifesté, mercredi 1^{er} mars, à Marseille, pour protester contre la décision du tribunal de commerce de Paris prononçant la liquidation de la société Normed et donc la fin de l'activité du chantier naval de La Ciotat (Bouches-du-Rhône). Les manifestants ont occupé le hall de la chambre de commerce de Marseille en présence de M. Guy Herminier, candidat communiste aux élections municipales à Marseille.

● Grève des dockers. — La Fédération CGT des ports et docks appelle l'ensemble des travailleurs portuaires, notamment les dockers, à cesser le travail vendredi 3 mars. Elle proteste contre « les affrontements violents et les provocations policières » qui ont eu lieu mardi 28 février à Dunkerque. Le secrétaire général des dockers de ce port,

M. Sylvain Ravetta est assigné le 3 mars devant le tribunal de Dunkerque, à la suite d'un incident avec une entreprise qui manutentionne et érige des tubes.

● Une commission de conciliation préconise un gel des licenciements chez Chaffoteaux et Maury. — Une commission interdépartementale de conciliation, composée de douze commissaires, est parvenue, jeudi 2 mars à 3 heures du matin, à un accord pour préconiser le gel des cinquante-six licenciements secs prévus à l'usine Chaffoteaux et Maury de Ploufragan (Côtes-du-Nord). Ces licenciements étaient prévus dans le cadre d'un plan triennal de six cents suppressions d'emplois sur mille quatre cent cinquante salariés (le Monde du 11 octobre 1988). Après avoir entendu la direction et les syndicats, la commission a proposé la réintégration provisoire des cinquante-six salariés concernés, jusqu'au 29 mars, en estimant que des volontaires pourraient se substituer aux personnes menacées de licenciement. Elle estime aussi qu'aucun autre licenciement ne pourra être effectué sans reclassement, dans le cadre d'un congé de conversion porté à dix mois. Les salariés de Ploufragan avaient commencé une grève le 15 février (le Monde des 17 et 18 février).

(Publicité)

FORUM DES NOUVELLES OPPORTUNITES D'INVESTISSEMENT EN ALGERIE

PROGRAMME GENERAL

ESPACE D'ECHANGES ET DE COMMUNICATION

6-8 AVRIL 1989

Palais des congrès, niveau IV, sur une surface de 3.000 m², s'étendront un carrefour d'information et de mise en relation d'affaires entre chefs d'entreprises algériennes et étrangères (CPA, BDL, BEA, SONELGAZ, ENIEM, CNAH, AIR-ALGERIE, SNVI, ENCC, TCA, SONATITE, ENERINT, ENICAR, ENTC, SITEL, NAFTAL, ONAFEX, SONATRACH, SIDER, ENIK, ONAT, ONAR, ONAPRA, OFFICE AVICOLE, IRACIMA, SOELE, AVS, PEUGEOT, RENAULT, TRICALCATH, MATRA COMMUNICATION, ALSTROM, TOTAL, KOTRA-HYUNDAI, LUCKY GOLDSTAR, KOREA HEAVY INDUSTRIES, SONG YONG, MIHANG, SANG YANG, PAMCO-WESTINGHOUSE, FOSTER WHEELER, HONNEY WELL, KOWEIT-ALGERIAN INVESTMENT COMPANY...) avec la présence active des ministères algériens de l'Information, de l'Intérieur, de l'Agriculture, de l'Industrie, de l'Energie, du Travail, de l'Habitat... et la participation d'organismes nationaux et internationaux (Chambre Nationale du Commerce, Association Algérienne pour la Création d'Entreprise, CNEC, FAS, FNUD, HIT, BANQUE MONDIALE...).

ATELIERS TECHNIQUES

L'ensemble des stands du Forum sera organisé autour d'ateliers spécialisés qui fonctionneront tous les jours du 6 au 8 avril selon les tranches horaires suivantes, avec inscription à l'accueil :

MATIN : 10 h 30 - 12 h 30

APRES-MIDI : 15 h - 17 h

- 1 - « La création d'entreprises en Algérie »
- 2 - « Bourse de partenariat »
- 3 - « Gestion hôtelière et management »
- 4 - « Technopoles et incubateurs »

COLLOQUES

SALLE BLEUE : 9 h 30 - 18 h 00

A/ INVESTISSEURS ALGERIENS

● JOURNÉE DU 6 AVRIL 1989

THEME : Etapes économiques et juridiques de la création d'entreprise en Algérie.

ANIMATEURS : Ministère du Commerce, CNEC, CNC, ACPE.

THEME : Création d'activités et sous-traitance.

ANIMATEURS : Ministères (Industrie, Tourisme, Agriculture, PIT), FNUD...

● JOURNÉE DU 7 AVRIL 1989

THEME : Wilayas et régions en quête d'investisseurs.

ANIMATEURS : Ministère de l'Intérieur, Walla.

THEME : Entreprise, financement bancaire et fiscalité.

ANIMATEURS : Ministère des Finances, Banques, Douanes.

B/ INVESTISSEURS ETRANGERS

● JOURNÉE DU 8 AVRIL 1989

THEME : Climat d'investissements étrangers en Algérie.

ANIMATEURS : Ministères (Finances, Commerce...), Banque Mondiale, Fonds de participation...

THEME : Opportunités d'investissements en Algérie.

ANIMATEURS : Ministères (Industrie, Agriculture, PIT, Tourisme, Energie...).

THEME : Sociétés mixtes, aspects économiques et juridiques.

ANIMATEURS : Fonds de participation, ministères, organismes internationaux.

FORUM - ENERIM

FICHE DE PARTICIPATION

Aux journées d'études du Forum des nouvelles opportunités d'investissements en Algérie.

A : Les jeudi 6 et vendredi 7 avril 1989 : 5.000 FF

(Choisir l'option)

B : Le samedi 8 avril 1989 : 3.000 FF

Joindre un chèque bancaire ou postal à l'ordre de : CDS, Paris

Nom :

Prénoms :

Fonction :

Organisme :

Adresse :

Téléphone :

A retourner à Correspondant FORUM-ENERIM (C.D.S.) 19, rue de Sévres, 75006, Paris - France

PALAIS DES CONGRES - PORTE MAILLOT - PARIS 8/8 AVRIL 1989

Secrétariat Général
du Forum
Cabinet d'études IPC
12, Rue AH Bounendjel - Alger
Tél : (02) 63.87.38 et 41

onep/alger

50 من الأصل

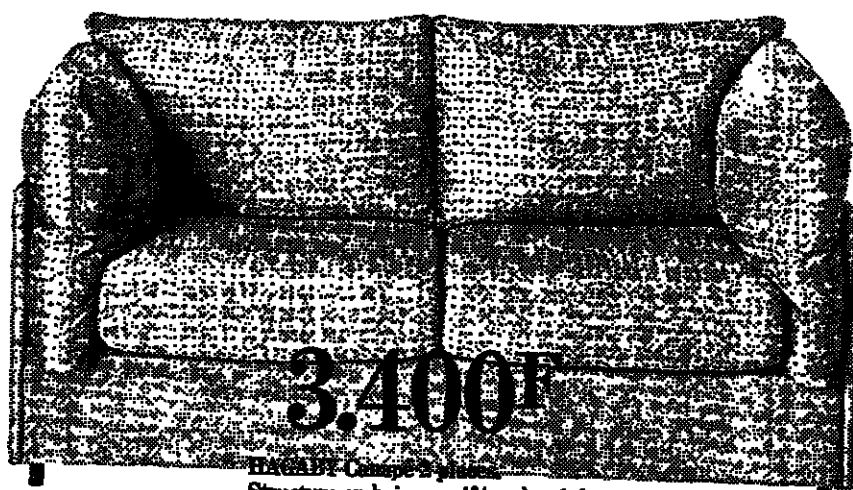
“Pour moi, j'ai pris en bleu, mais on peut aussi le faire en vert pour les rousses et rayé pour les grosses.”

KRISTIANSTAD Canapé 2 places.
Structure en bois massif/aggloméré.
Coussins revêtus "Olarp", vert, 100% coton. 169 x 87 cm.
Existe aussi en 2 places convertibles,
3 places et canapé d'angle.



4.200F

KARLSRO Canapé 2 places.
Structure en bois massif/aggloméré.
Coussins revêtus "Vadstad" brun,
en coton/synthétique. 156 x 84 cm.
Existe aussi en version fauteuil
et canapé 3 pl.



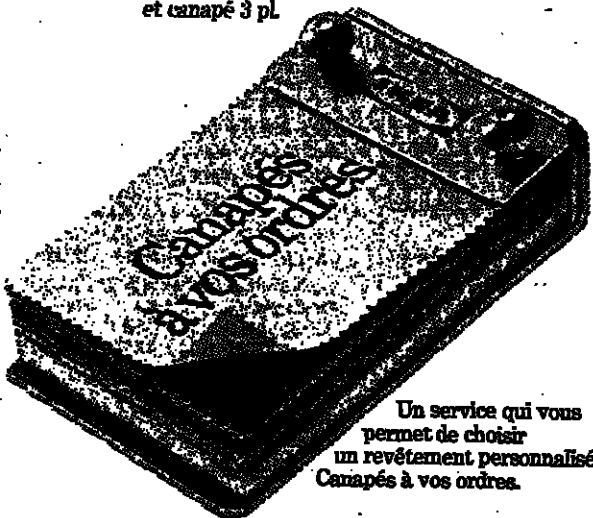
3.400F

HAGGAST Canapé 2 places.
Structure en bois massif/aggloméré.
Coussins revêtus "Jill" gris,
100% coton. 180 x 81 cm.

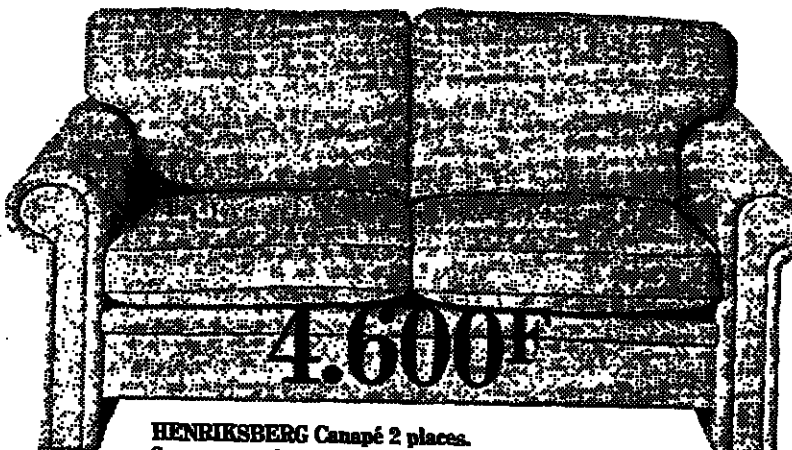


4.400F

HAGGAST Canapé convertible.
Structure en bois massif/aggloméré. Sommer à lattes
avec matelas Bultex. Coussins revêtus "Jill" gris,
100% coton. Couchage: 133 x 184 cm. Prix sans linge de lit.

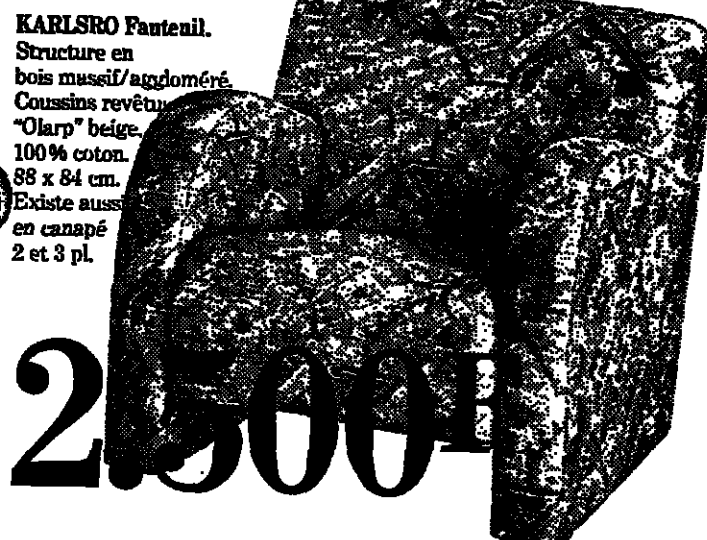


Un service qui vous
permet de choisir
un revêtement personnalisé:
Canapés à vos ordres.



4.600F

HENRIKSBORG Canapé 2 places.
Structure en bois massif/aggloméré. Coussins revêtus
"Laxvik" écarlate, 100% coton. 175 x 88 cm. Existe aussi
en version fauteuil, canapé 3 pl. et convertible 3 pl.



KARLSRO Fauteuil.
Structure en
bois massif/aggloméré.
Coussins revêtus
"Olarp" beige,
100% coton.
88 x 84 cm.
Existe aussi
en canapé
2 et 3 pl.

2.500F

On peut même assortir les tissus de nos canapés à la couleur des yeux de votre fiancé. Ou de vos fiancés, pour les déshabillables (1). Et comme on pense que le fiancé peut parfois aussi prendre le petit déjeuner, le système marche également avec les convertibles. De toute façon, vous faites ce que vous voulez. Avec nos canapés, parce que avec vos fiancés ça tombe sous le sens. Donc, avec nos canapés, vous commencez par choisir le modèle. Vu le nombre de modèles IKEA, ce n'est pas une mince affaire,

même si c'est toujours une bonne affaire au prix où c'est. Il paraît même qu'ailleurs, pour ce prix là, on n'a pas beaucoup plus qu'une chaise... Vous avez fini avec les canapés? On passe aux tissus. Là, on vous prévient, vous en avez pour un moment. Matières, motifs, dessins, coloris, vous avez des dizaines et des dizaines de solutions. Toutes plus belles les unes que les autres. Tout ça par canapé. Combien ça coûte? Les prix vont vous asseoir (normal pour un canapé). Et la façon est comprise. Et la livraison est gratuite.

Vous avez mis de l'ordre dans vos idées? Donnez l'ordre. Dans 4 à 6 semaines, votre canapé sera chez vous, habillé sur mesures. Ça vous laisse juste le temps de trouver le fiancé assorti. (1) Il faut lire déhoussable. Déshabillable c'est pour les fiancés. Ils sont fous ces Suédois... Offre valable jusqu'au 12 mars 1989 dans la limite des stocks disponibles.



Ils sont fous ces Suédois

IKEA PARIS NORD II
AUTOROUTE DU NORD, SORTIE 21 PARIS NORD.
LUN. A VEN. 11 H 20 H. SAM. ET DIM. 10 H 20 H.
NOCTURNE MER. 22 H. TEL. (1) 48.63.20.23.

IKEA EVREUX
AUTOROUTE DU SUD, SORTIE EVREUX LISSES MENECY.
LUN. A VEN. 11 H 20 H. SAM. ET DIM. 10 H 20 H.
NOCTURNE MER. 22 H. TEL. (1) 64.97.71.50.

IKEA LYON
ZAC DU CHAMP DU PONT ST-PIERRE
LUN. A VEN. 11 H 20 H. SAM. ET DIM. 10 H 20 H.
NOCTURNE MER. 22 H. TEL. 78.38.48.48.

IKEA VITROLLES
EN 113 CENTRE CIAL VITROLLES ESPACE.
LUN. A VEN. 10 H 20 H. SAM. 9 H 20 H.
DIM. 10 H 19 H. TEL. 42.69.99.36.

IKEA LILLE
CICAL DE LONNE. BUS - METRO. STATION
ST-PHILIBERT-LUN. A VEN. 11 H 20 H. SAM. 10 H 20 H.
NOCTURNE MER. ET VEN. 22 H. TEL. 20.93.36.77.

RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS DANS TOUS NOS MAGASINS - MINTEL 3615 IKEA

social - de M. Guillen

الجزائري

Second marché (sélection)

PARIS, 1^{re} TRIMES ↓

Nouvel accés de faiblesse mercredi sur Vivienne où, après une petite hausse en début de matinée, le cours chutait pour se maintenir à -0,83 % durant l'après-midi avant de revenir à -0,06 %. A l'origine, la baisse de la cote de tendance était due à la fin de la semaine, le marché allemand, une décision qui pourrait être prise par le conseil de la Bundesbank. Les investisseurs étaient très prudents, préférant attendre la fin de la semaine. Le marché, de ce fait, les échanges étaient très réduits, les milieux financiers se montrant très timorés après les remous de ces derniers jours.

jours (- 1,76 % lundi, + 2,37 % mardi) dus à la reprise de l'inflation après la remontée des taux d'intérêt. Un peu partout dans le monde, l'annonce d'une aggravation du déficit commercial britannique en janvier confirme cette tendance et les craintes générales... « La semaine sera rude en émotion », confiait, inquiet, un gérant de portefeuilles ne sachant que faire. Dans ce contexte, les plus fortes baisses se dénouent sur les

La firme IFR informait la Société des Bourses françaises qu'elle détenait 10,41 % de Random France.

TOKYO, 2 mars ↑
Reprise
Après avoir évolué de façon très irrégulière durant une bonne partie de la séance de jeudi, la Bourse tokyote s'est redressée. Pour la première fois de la semaine, l'indice Nikkeï s'est inscrit en hausse à la clôture, soit à 32 073,73 avec un gain de

Cette reprise a été essentiellement due à une vague d'achats spéculatifs sur les valeurs les plus dépréciées ces derniers temps par la baisse (pâtes à papier, construction, chimiques).

Sur le fond, une certaine inquiétude persistait avant la décision de la Bundesbank de relever ses taux directeurs (lire page 36).

Les investisseurs étrangers, en particulier, se sont prudemment tenus à l'écart du marché. Témoin de ces appréhensions : l'activité a diminué de plus de 800 millions de titres échangés contre 1 milliard la veille.

VALEURS	Cours du 1 ^{er} mars	Cours du 2 mars
Alcatel	732	730
Bridgestone	1 380	1 380
Canon	1 540	1 550
Fuji Bank	3 640	3 580
Honda Motors	2 010	2 000
International Electric	2 420	2 420
Mitsubishi Heavy	1 180	1 160
Sany Corp.	6 980	7 030

INDICES

BOURSES

(INSEE, base 100: 30-12-88)		
	28 fév.	1 ^{er} mars
françaises ..	182,9	182,6
étrangères ..	185,8	186,4
(100: 31-12-81)		
taux CAC ..	422,5	429,3
(base 1000: 31-12-87)		
taux CAC 40 ..	1580,87	1574,6
(base 100: 31-12-81)		
taux MF 50 ..	444,87	445,96

PARIS (Indices Dow Jones) Cote 2258,39 2243,84 PARIS (Indices C. Financial Times) Cote 1650 1664,1 Différent 172,6 171,8 Différent 87,86 87,82		
TOKYO 1 ^{er} MOIS 2 MOIS Dow Jones 31 964,30 32 073,73 Général 2 443,76 2 442,68		

[illegible]

12-1...	9	1/2	9	3/4	9	7/8	10	6	10	10	1/8	10	7	10
12-2...	6	1/2	9	5/8	9	7/8	10	6	10	10	5/16	10	7	10
12-3...	6	1/2	7		6	5/8	10	6	10	10	1/8	10	7	10
12-4...	6	1/2	7		6	5/8	10	6	10	10	1/8	10	7	10
12-5...	6	1/2	7		6	5/8	10	6	10	10	1/8	10	7	10
12-6...	6	1/2	7		6	5/8	10	6	10	10	1/8	10	7	10
12-7...	6	1/2	7		6	5/8	10	6	10	10	1/8	10	7	10
12-8...	6	1/2	7		6	5/8	10	6	10	10	1/8	10	7	10
12-9...	6	1/2	7		6	5/8	10	6	10	10	1/8	10	7	10
12-10...	6	1/2	7		6	5/8	10	6	10	10	1/8	10	7	10
12-11...	6	1/2	7		6	5/8	10	6	10	10	1/8	10	7	10
12-12...	6	1/2	7		6	5/8	10	6	10	10	1/8	10	7	10
12-13...	6	1/2	7		6	5/8	10	6	10	10	1/8	10	7	10
12-14...	6	1/2	7		6	5/8	10	6	10	10	1/8	10	7	10
12-15...	6	1/2	7		6	5/8	10	6	10	10	1/8	10	7	10
12-16...	6	1/2	7		6	5/8	10	6	10	10	1/8	10	7	10
12-17...	6	1/2	7		6	5/8	10	6	10	10	1/8	10	7	10
12-18...	6	1/2	7		6	5/8	10	6	10	10	1/8	10	7	10
12-19...	6	1/2	7		6	5/8	10	6	10	10	1/8	10	7	10
12-20...	6	1/2	7		6	5/8	10	6	10	10	1/8	10	7	10
12-21...	6	1/2	7		6	5/8	10	6	10	10	1/8	10	7	10
12-22...	6	1/2	7		6	5/8	10	6	10	10	1/8	10	7	10
12-23...	6	1/2	7		6	5/8	10	6	10	10	1/8	10	7	10
12-24...	6	1/2	7		6	5/8	10	6	10	10	1/8	10	7	10
12-25...	6	1/2	7		6	5/8	10	6	10	10	1/8	10	7	10
12-26...	6	1/2	7		6	5/8	10	6	10	10	1/8	10	7	10
12-27...	6	1/2	7		6	5/8	10	6	10	10	1/8	10	7	10
12-28...	6	1/2	7		6	5/8	10	6	10	10	1/8	10	7	10
12-29...	6	1/2	7		6	5/8	10	6	10	10	1/8	10	7	10
12-30...	6	1/2	7		6	5/8	10	6	10	10	1/8	10	7	10
12-31...	6	1/2	7		6	5/8	10	6	10	10	1/8	10	7	10
12-32...	6	1/2	7		6	5/8	10	6	10	10	1/8	10	7	10
12-33...	6	1/2	7		6	5/8	10	6	10	10	1/8	10	7	10
12-34...	6	1/2	7		6	5/8	10	6	10	10	1/8	10	7	10
12-35...	6	1/2	7		6	5/8	10	6	10	10	1/8	10	7	10
12-36...	6	1/2	7		6	5/8	10	6	10	10	1/8	10	7	10
12-37...	6	1/2	7		6	5/8	10	6	10	10	1/8	10	7	10
12-38...	6	1/2	7		6	5/8	1							

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en de matière par une grande banque de la place.

[illegible]

هكذا من الأصل

Second march

Cours relevés

Renseignements :

c : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

PAUL DE LORAIN

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3-4 L'affaire des Versets serbes.	9 Les fous de culture et d'urbanisme.	12 L'évent-projet de loi sur les sciences de la vie et les droits de l'homme.	23 Cinéma : Mes meilleurs copains, de Jean-Marie Poiré; reprise du <i>Criminel</i> , d'Orson Wells.	29 L'ouverture économique en Pologne.	Abonnements 2	● Calculez vos impôts... IMPOTS
4 Un projet franco-britannique de missile nucléaire renvoyé aux calendes grecques.	10 Marseille : les partisans du Front national insultent les journalistes.	22 Football : Monaco-Galatasaray.	Photo : « Visions du sport » à la Mission du patrimoine photographique.	32 Le « grandirisme social » du vice-président du CNPF.	Annunces classées 30	● Si : choisissez votre station
6 Pologne : le pouvoir et l'opposition tentent de gager les grandes lignes d'un accord.	11 Le communiqué du conseil des ministres.	La grève de l'Union syndicale des magistrats.	24 Communication : les choix stratégiques de M. Berlusconi.	Le mise au point de la nouvelle politique salariale de Peugeot.	Campus 27	● Les hauteurs de neige... SEJOUR
		Nouvelles incursions sur la Côte d'Azur dans l'affaire des attentats racistes.		34-35 Marchés financiers.	Carnet 27	3615 tapez LM
					Loto, Loterie 27	● Consultez votre portefeuille
					Météorologie 28	BOURSE
					Mots croisés 27	● Le mini-journal de la rédaction
					Radio-télévision 28	JOUR
					Spectacles 28	3615 tapez LEMONDE

Au Cameroun

M. Michel Droit responsable d'un accident de chasse mortel

La justice camerounaise devait décider, jeudi 2 mars, des suites judiciaires de l'accident de chasse survenu, lundi 27 février, dans la réserve du Faro, au nord-ouest du pays, près de la frontière avec le Nigeria. Cet accident a provoqué la mort de Jacques Chibret, âgé de quarante-sept ans, héritier d'une dynastie avertie spécialisée dans l'industrie pharmaceutique depuis plus d'un siècle. L'auteur du coup de feu accidentel est le journaliste et académicien français Michel Droit, à qui les autorités judiciaires ont demandé de ne pas quitter le Cameroun, son inculpation n'étant pas *a priori* exclue, selon les responsables de la gendarmerie de Ngoundou (Nord Cameroun).

Mercredi 1^{er} mars, la reconstruction « a confirmé les faits » relatés par M. Droit, précise-t-on de même source. L'accident s'est produit vers 11 h 30 alors qu'un groupe de chasseurs était sur le point de tirer un lion dans une zone concédée à M. Henri Eyt-Dessus, un guide français installé au Cameroun depuis une trentaine d'années et propriétaire du ranch de Ngoundou où logeaient les chasseurs M. Droit, dont l'arme était chargée, a trébuché et le coup est parti, atteignant Jacques Chibret, qui se trouvait à une dizaine de mètres devant lui. Il devait rapidement succomber à une hémorragie d'une veine méroise. « Il y a eu une fausse manœuvre, chacun voulait tirer le lion, on n'a pas compris », a déclaré à RMC un gendarme camerounais, Jacques Epala, adjoint-chef à Ngoundou.

La *Dépêche du Midi* attaque le *Journal de Toulouse* devant le conseil de la concurrence. — Le quotidien le *Dépêche du Midi* (Toulouse) et le *Syndicat de la presse quotidienne régionale* (SPQR) ont saisi le Conseil de la concurrence à propos du quotidien le *Journal de Toulouse*, diffusé gratuite-

ment par des commerçants à leurs clients. Le quotidien régional estime que cette méthode de diffusion tombe sous le coup de l'ordonnance qui prohibe « les actions concertées, concertées ou ententes » qui « empêchent, restreignent ou faussent le jeu de la concurrence sur un marché ».

SCIENCE & VIE

LE FILS DE CONCORDE

Les ingénieurs d'Aérospatiale travaillent sur le successeur de Concorde qui pourrait remplacer les avions subsoniques bientôt dépassés. Le projet est déjà très avancé. Science & Vie en révèle les grandes lignes. En exclusivité.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- Un astéroïde a frôlé la Terre
- Le marché des bébés-éprouvette
- La France menacée par un séisme

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE

YUGOSLAVIE

Le couvre-feu a été décrété au Kosovo

Belgrade. — Le couvre-feu a été décrété, mercredi 1^{er} mars, au Kosovo, dans l'attente d'un règlement de la situation. Le ministre de l'Intérieur de la province a publié un arrêté interdisant tous les rassemblements dans les lieux publics. Interdiction est faite à la population de sortir après 21 heures. Des mesures limitant la circulation des personnes dans la région ont également été décidées.

La situation au Kosovo, province autonome dépendant de la Serbie, n'a cessé de se dégrader au cours des dix derniers jours. La population de souche albanaise, majoritaire à 90 %, s'oppose à une révision de la Constitution permettant à la Serbie d'étendre ses prérogatives et de reprendre le contrôle de la région, notamment dans les secteurs de la police et de la justice. Une grève de plus de mille mineurs albains de Trepcia, retranchés pendant huit jours à 1 000 mètres sous terre, pour réclamer la démission de trois hauts dirigeants locaux accusés de « trahison » les intérêts des Albanais au profit de la Serbie, était à l'origine de la crise. Les mineurs étaient responsables à la surface, lundi, après avoir obtenu le départ de ces trois personnalités, dont le nouveau chef du parti, M. Rahman Morina. Mais le lendemain, ces démissions étaient remises en question lors d'une gigantesque manifestation de Serbes à Belgrade (voir le *Monde* du 2 mars).

Selon des rédacteurs de *Rilindja*, le principal quotidien d'expression albanaise du Kosovo, « tout le monde a l'impression d'avoir été trahi ». Dans les milieux intellectuels, à Pristina, on se déclare « consterné » de voir que les autorités reprennent d'une main ce qu'elles avaient donné de l'autre, uniquement pour faire sortir les mineurs des puits. L'Association des écrivains du Kosovo, des réunions de protestation contre les mesures d'urgence se tiennent quotidiennement depuis cinq jours. Cette organisation s'est élevée contre l'« hygiène nationaliste » qui règne, selon elle, parmi les Serbes à Belgrade. Elle a rampu tout lieu.

Deux assassinats. — La télévision de Belgrade a rapporté que deux Albanais de souche — une mère et son fils — avaient été assassinés, mercredi 1^{er} mars, par un Serbe dans une pâtisserie de Kragujevac, une ville industrielle située au sud de la capitale. On ignore si le mobile de ce double meurtre était politique. Selon la télévision, l'assassin est un jeune chômeur qui avait subi plusieurs examens psychiatriques. — (Reuters.)

Resserrement de la politique du crédit en RFA

Le verdict de la Bundesbank, réuni en conseil jeudi 2 mars à Francfort, était simplement attendu par les marchés financiers. Les partisans d'un relèvement des taux directeurs de l'Institut d'émission ont vu leurs craintes de réajustement de l'inflation confortées par la publication, mercredi 1^{er} mars, de l'indice des prix des produits importés. L'Office fédéral des statistiques a annoncé une hausse de 2,2 % en janvier, la plus forte depuis février 1981.

Cette remontée était prévisible et tient pour une large part au redres-

M. Jean-Claude Barreau président de l'Office des migrations

M. Jean-Claude Barreau a été nommé président de l'Office des migrations internationales (OMI), mercredi 1^{er} mars, au conseil des ministres.

(Né le 10 mai 1933 à Paris, Jean-Claude Barreau est licencié en lettres et en droit. Ordre de prêtre en 1960, il a exercé son ministère à l'église Saint-Séverin, puis à Saint-Jean-de-Montmartre, tout en étant responsable d'une association chargée de la prévention de l'abus de l'adolescence délinquante. Par la suite, il a été aumônier d'étudiants, directeur du catéchisme du diocèse de Paris et vicaire à Saint-Honoré-d'Eylau.)

Jean-Claude Barreau est retourné à l'école en 1971 et s'est marié. Il devait ensuite occuper successivement les fonctions de conseiller littéraire aux éditions Stock (1972-1980), directeur littéraire des éditions Nathan (1980) et directeur général de la production littéraire aux éditions Belfond (1981).

Rapporteur de la commission du livre au ministère de la culture en 1981, Jean-Claude Barreau devait être nommé l'année suivante conseiller à l'ambassade de France à Alger, responsable notamment de la coopération. Il a été chargé de mission à la présidence de la République en 1985 et nommé inspecteur général de l'éducation nationale en 1986. Parmi ses principaux ouvrages : *La Foi d'un poète* (1967), *Questions à mon Eglise* (1972), *La Foi qui reste* (1987) et *La bon gouvernement* (1988).

sement des cours du pétrole. Mais en glissement, le renchérissement des produits importés atteint 5,9 % en janvier par rapport à janvier 1988, alors que les prix allemands à l'exportation progressent de 4 % : un signal d'alarme pour la RFA.

Confirmant sa volonté de resserrer le crédit, la Bundesbank avait d'ailleurs, mercredi 1^{er} mars, porté le taux de ses prises en pension entre 6,2 % et 6,75 %. Un cran de plus que la semaine dernière, où les banques ouest-allemandes avaient pu se refinancer à des taux se situant entre 6 % et 6,25 %. Ainsi se trouve nettement dépassé le taux Lombard, à 6 % depuis le 20 janvier dernier, et qui, en principe, constitue un plafond. La logique plaiderait pour un relèvement de ce taux directeur. Les impératifs de la concertation internationale demandent, en revanche, une extrême prudence afin d'éviter qu'un renchérissement du crédit allemand, en annulant les effets du relèvement du taux d'escompte américain annoncé vendredi 24 février, n'entraîne une escalade du loyer de l'argent dans le monde.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 2 mars
Timorée

Les investisseurs étaient prudents, jeudi matin, attendant de connaître l'issue du conseil de la Bundesbank et leur décision sur l'évolution des taux d'intérêt. Le marché, après avoir perdu 0,94 % à l'ouverture, revenait à - 0,52 %. Parmi les hausses figuraient les Immeubles Monceau (+ 5,1 %), Europe 1 (+ 4,1 %), Colas (+ 2,7 %) et Bis (+ 2,4 %). En baisse, on notait Sogérop (- 4,7 %), Printemps (- 4 %) et Epéda (- 3,8 %).

Le numéro du « Monde » daté 2 mars 1989 a été tiré à 533 017 exemplaires

A B C D E F G

Sur le vif

Métro poubelle

Dans ma série je-prends-le-métro-c'est-déjà-c'est-est-ce, voici un nouvel épisode encore plus hallucinant que les précédents. Vous pouvez pas imaginer ce qui se passe là-dessous. D'abord sur la ligne A du RER, le point névralgique du réseau, et sur la ligne 7, la Courneuve-Mairie d'Ivry, depuis le début de la semaine, c'est reparti, le trafic est réduit. Ensuite, ça va faire bientôt quinze jours que les mecs de la Comatec, une entreprise de nettoyage employant 80 % d'immigrés — ce boulot-là, ils peuvent se le garder, on le leur chipote pas — se sont frottés en grève. Une grève musclée. Les mous, les jaunes de l'entreprise, n'ont plus sorti un seau et une serpillière sans s'écarter derrière un cordon de policiers. De toute façon, ça sert à rien. Chaque matin, avant le passage des éboueurs, les durs ramassent toutes les bouteilles du quartier et les balancent dans les couloirs et les escaliers.

Résultat : à la sortie des bureaux, des ateliers et des grands magasins, nous autres, pauvres bestiaux pressés de rentrer à l'étable, de récupérer les gosses et de leur faire à bouffer, on rumine sur des quais bondés en regardant passer les trains. Ils ne s'arrêtent que pour cracher leur trop-plein de voyageurs vite engloutis par la foule qui se bouscule — poussez pas, merde, quoi ! — aux portes des wagons en dérapant sur des papiers gras et des kleenex trépassés de morve.

Pourquoi ils refusent de bosser, les conducteurs ? C'est marqué aujourd'hui dans *France Soir*. Faut le voir pour le croire. Leur mouvement, ils ont décidé de le prolonger et de l'intensifier à cause de ça, justement. Par où ? à l'arrêt ça les incommode, ça les déboîte, les odeurs mêlées des débris et des dessous de bras douteux des usagers plantés jusqu'aux genoux sur des quais transformés en décharge publique.

Vous me direz : ils ont qu'à fermer les vitres de leur cabine. Ouais, mais ça les empêche pas d'ouvrir les yeux, et, bon, ça les indispose, ces fugitives visions d'enfer, ça les dérange quelque part. Normal. Ils sont pas habitués. Eux, c'est pas comme nous, c'est pas des rats d'égout. Notre cloaque, ils font que de le traverser à toute allure en s'arrêtant trente secondes à chaque station. Si ça continue, on est prévenu, ils ne s'y aventureront plus. Qu'on compte pas sur eux pour nous tirer de là. Faudrait tout de même pas prendre leurs rames pour des bennes.

CLAUDE SARRAUTE.

P.-S. — Alors, là, à propos de Jack Lang et Charles Trenet, je suis désolé, j'ai été trompé par mon immense admiration pour Trenet. Admiration que j'ai eue souvent l'occasion d'exprimer ici. Je n'avais pas imaginé une seconde qu'il pouvait faire une pub aussi débile pour un « produit » sans aucune contrepartie. J'avais tort : il n'est pas comme ses collègues du show-biz. Il n'est pas comme eux. Ses collègues.

La grève des enseignants assez bien suivie

La grève des instituteurs et des professeurs de collège, à laquelle appelaient, jeudi 2 mars, le SNI-EGC (FEN) et le SNC (autonomes) (le SGEN-CFDT organisant pour sa part une grève des enseignants dans le primaire et le secondaire pour le déblocage des négociations sur la revalorisation), était bien suivie en fin de matinée dans les écoles, et plus diversement dans les collèges. Selon le SNI-EGC, le taux de grévistes atteignait en fin de matinée 60 % à 80 % chez les instituteurs et de 35 % à 75 % chez les professeurs de collège, selon les régions.

Par ailleurs, des enseignants du privé ont manifesté, mercredi 1^{er} mars, à Rennes et à Quimper, à l'appel des syndicats CFDT, CFTC et SPELC (autonomes). Les manifestants — environ un millier dans chacune des deux villes — réclamaient le bénéfice « de toutes les mesures statutaires et indemnitaires de revalorisation qui seront accordées aux enseignants du public ».

MM. Michel Rocard et Lionel Jospin participèrent ensemble, mercredi 2 mars, sur A 2, FR 3 et RFO, à une émission de quarante-cinq minutes pour « informer les enseignants, les parents et les élèves sur le contenu des propositions et des orientations de la politique éducative ». Le premier ministre et le ministre de l'éducation répondront aux questions que les téléspectateurs pourront poser.

D'autre part, M. Robert Chapuis, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique, a présenté, mercredi 1^{er} mars, en conseil des ministres, une communication sur le rapprochement entre l'enseignement technique et les entreprises. Il s'agit d'élargir la politique de jumelage lycées-entreprises menée depuis 1985 et qui concerne 15 000 établissements. Le « nouveau partenariat » proposé par M. Chapuis devrait notamment aboutir à ouvrir des « classes de découverte de l'entreprise » dans les écoles et collèges et à mener une politique concertée d'achat et d'utilisation de matériels technologiques collectifs.

● RATP : les perturbations se poursuivent. — Sans que leur mouvement soit couvert par un préavis de grève, depuis le 1^{er} mars, des agents de la RATP poursuivent leurs actions en début et fin de service sur la ligne 7 du métro et la ligne A du RER. Jeudi 2 mars, les perturbations ont toutefois diminué d'ampleur sur la ligne 7 (La Courneuve-Ivry-Villetaneuse), et on devrait s'attendre à de nouvelles perturbations en fin de matinée puis au changement de service, en fin d'après-midi. Pour la ligne A, des négociations sont prévues en cours d'après-midi. La RATP est, par ailleurs, toujours affectée par la grève des nettoyeurs de stations de métro qui dure maintenant depuis quinze jours.

OBSERVATIONS ET DIAGNOSTICS ECONOMIQUES			
Directeur des publications : Jean-Marcel JEANNENEY			
Une Revue trimestrielle et une lettre mensuelle traitant sous ce titre :			
— de la conjoncture mondiale et française ;			
— de prévisions à court et moyen terme ;			
— de l'économie de pays étrangers ;			
— de théories et politiques économiques.			
Dans le n° 26 de la Revue (janvier 1989)			
— Industrie et change aux Etats-Unis.			
— Croissance en Europe.			
— Une monnaie commune en Europe ?			
— Achats de valeurs étrangères.			
ABONNEMENTS TARIF 1989	LETTRE	REVUE	JUMÉLÉ
Institutions, entreprises	150 F	330 F	420 F
Particuliers	75 F	210 F	250 F
Étudiants	45 F	125 F	160 F
Observatoire Français des Conjonctures Économiques (OFCE)			
69, quai d'Orsay, 75007 Paris - Tél. 45-55-95-12			

50 من الأصل